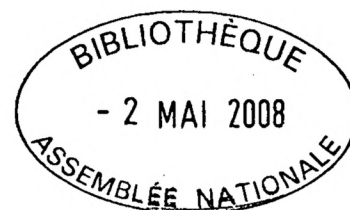




Étude des crédits

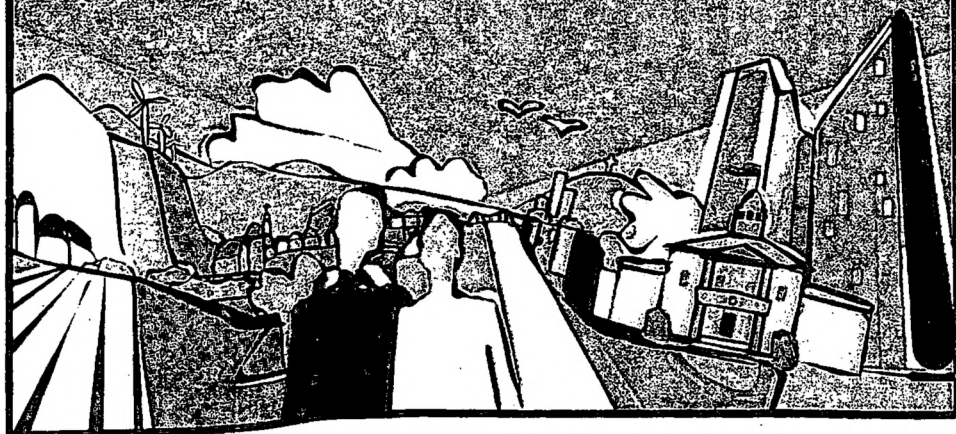
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE
L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

Avril 2008



2008
2009

A36A1
P74
2008/09
2,2
QL
P. gouv.



Québec 

S.COMM.18APR'88 10:49

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS



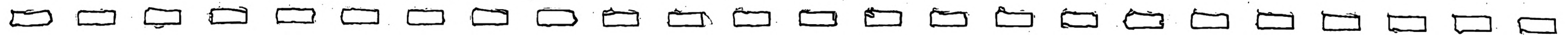
Affaires municipales
et Régions

Québec

A3641
P 74
2008/09
2.2
AL
P.500V.
lecture
non place

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
Demande de renseignements particuliers de l'aide parlementaire du Parti Québécois
Table des matières

Questions du 2^{ème} groupe d'opposition	Numéro de concordance	Libellé de la demande
1	8	Ventilation des paiements de transfert affectés pour 2007-2008, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.
2	9	Liste des municipalités ayant reçu une contribution financière dans le cadre du transfert de la taxe fédérale sur l'essence pour l'année 2007-2008. Indiquer le nom de la municipalité, une brève description du projet et la somme versée.
Nouvelle 3		Suivi du Programme d'immobilisation en ce qui concerne le Programme d'assainissement des eaux (PADEM et PAEQ) pour l'exercice 2007-2008. Ventilation des immobilisations réalisées et prévisions pour 2008-2009.
4	15	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMR pour 2007-2008. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités. Prévisions pour 2008-2009.
5	16	Sommes ventilées versées en 2007-2008 à la Commission municipale du Québec. Liste des membres de la Commission pour 2007-2008.
6	18	Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du Pacte fiscal en précisant les montants et catégories en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009, détaillées par municipalité.
7	22	Subventions versées aux différentes associations municipales en 2007-2008. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2008-2009.
8	24	Liste complète des programmes et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités telles : mesures d'urgence, programme d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, etc., pour 2007-2008. Ventiler les montants.
9	25	Pour le programme Renouveau urbain et villageois, liste des demandes reçues pour 2007-2008, pour chaque demande, la décision du ministère, le montant accordé ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir un bilan du programme.
10	29	Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalité en 2007-2008. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2008-2009.
11	36	État de situation concernant le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique. Indiquer les montants versés en 2007-2008 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Ventiler les montants. Prévisions des sommes disponibles pour 2008-2009.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
Demande de renseignements particuliers de l'aide parlementaire du Parti Québécois
Table des matières

12	37	État de situation concernant le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale. Indiquer les sommes disponibles par volet pour 2007-2008. Indiquer les montants versés en 2007-2008 ventilés par volet en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Prévisions des sommes disponibles pour 2008-2009.
Nouvelle 13		Liste des demandes reçues en 2007-2008 par Infrastructures-Québec et pour le programme Infrastructures-Canada-Québec et le programme Infrastructures Québec Municipalités, les demandes traitées, les demandes transmises au gouvernement fédéral (pour Infrastructures-Canada-Québec), les demandes acceptées et les montants engagés. Sommes totales allouées pour chaque programme en 2007-2008 et prévisions des sommes totales qui seront engagées en 2008-2009 pour chaque programme.
14	42	Pour 2007-2008, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, prévisions pour 2008-2009.
15	43	Liste des municipalités et/ou MRC qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2007 et les dépenses totales prévues pour chacun de ces budgets spéciaux.
16	46	Dans le cadre de mise en œuvre de la Politique nationale de l'eau, sommes engagées par le ministère en 2007-2008 pour la mise aux normes des équipements d'approvisionnement en eau et au traitement de l'eau potable. Ventiler les sommes en indiquant le bénéficiaire et les montants versés. Prévisions des sommes pour 2008-2009.
17	51	Liste des droits d'oppositions auxquels se sont prévalués les municipalités reconstituées en 2007-2008. Indiquer l'objet du litige et les municipalités en cause. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
18	52	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2007-2008. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.
19	56	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2007-2008 et chacune des 10 dernières années.
20	79	Pour chacune des Conférences régionales des élus (CRÉ), fournir : a) le budget total alloué pour 2007-2008; b) la ventilation budgétaire détaillée 2007-2008; c) les prévisions budgétaires pour 2008-2009; d) la liste des membres de chacun des conseils d'administration par région (titre, date de nomination, échéance du mandat); e) nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration; f) liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.
21	82	Sommes engagées en 2007-2008 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Prévisions du montant total disponible pour 2008-2009.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
Demande de renseignements particuliers de l'aide parlementaire du Parti Québécois
Table des matières

22	83	État de situation concernant la stratégie de développement régional. Sommes engagées en 2007-2008 relatives à cette stratégie et prévisions pour 2008-2009.
23	84	Budget de fonctionnement du MAMR dans chacune des régions du Québec, pour l'exercice 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.
24	87	Sommes versées en 2007-2008 à chacune des CRÉ en vertu du Fonds de développement régional. Prévisions des sommes allouées à ce Fonds pour 2008-2009.
25	88	Pour chaque CRÉ, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2007-2008. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties.
Nouvelle 26		Sommes prévues pour 2008-2009 pour l'application du nouveau programme Communautés rurales branchées pour l'accessibilité à Internet haute vitesse et prévisions pour les années d'applications.
27	57	Ventilation des montants accordés à Montréal en 2007-2008 en vertu du contrat de ville. Détailler les sommes par mesure et prévisions pour 2008-2009.
28	59	Montants versés à la Ville de Montréal, en raison de son statut de métropole, pour la prise en charge de services offerts par le gouvernement, en vertu du Pacte fiscal ou en vertu de toute entente spécifique avec le gouvernement en 2007-2008.
29	69	Montants totaux accordés à Montréal International pour ses activités en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 8

Ventilation des paiements de transfert affectés, pour 2007-2008, à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation, avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.

Règles d'attribution

- | | | |
|----|---|---|
| A) | Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (Compensations tenant lieu de taxes et TGE)..... | X |
| B) | Compensations financières pour les équipements antipollution..... | X |
| C) | Aide aux municipalités reconstituées..... | X |

X : Règles d'attribution jointes

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

8 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité d'Adstock	1 157,00 \$
Municipalité de Beaulac-Garthby	132,00 \$
Municipalité de Compton	225,00 \$
Municipalité de Lac-Etchemin	39 257,00 \$
Municipalité de Lacolle	2 975,00 \$
Municipalité de Lanoraie	5 259,00 \$
Municipalité de Leclercville	449,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	428,00 \$
Municipalité de L'Isle-Verte	559,00 \$
Municipalité de Maskinongé	254,00 \$
Municipalité de Montcerf-Lytton	90,00 \$
Municipalité de Papineauville	11 796,00 \$
Municipalité de Pierreville	7 633,00 \$
Municipalité de Port-Daniel-Gascons	328,00 \$
Municipalité de Ripon	2 402,00 \$
Municipalité de Rougemont	2 463,00 \$
Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	1 120,00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	2 404,00 \$
Municipalité de Saint-Chrysostome	1 900,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	1 425,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	6 836,00 \$
Municipalité de Sainte-Luce	89,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	2 112,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	19,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	51 188,00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	2 413,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	752,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Shenley	861,00 \$
Municipalité de Saint-Siméon	481,00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

8 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Ulric	1 175,00 \$
Municipalité de Weedon	75,00 \$
Municipalité de Yamaska	336,00 \$
Municipalité d'Eastman	341,00 \$
Municipalité des Bergeronnes	3 670,00 \$
Municipalité des Éboulements	109,00 \$
Municipalité d'Henryville	830,00 \$
Municipalité d'Ormstown	6 282,00 \$
Ville d'Acton Vale	6 383,00 \$
Ville d'Alma	5 655,00 \$
Ville d'Asbestos	606,00 \$
Ville de Beauharnois	20 248,00 \$
Ville de Brownsburg-Chatham	4 880,00 \$
Ville de Cap-Chat	732,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	5 720,00 \$
Ville de Chandler	353,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	7 431,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton (Agglomération)	4 342,00 \$
Ville de Drummondville	14 764,00 \$
Ville de Farnham	10 482,00 \$
Ville de Gracefield	16 694,00 \$
Ville de Granby	1 119,00 \$
Ville de La Malbaie	7 368,00 \$
Ville de La Tuque	51 575,00 \$
Ville de La Tuque (Agglomération)	49 571,00 \$
Ville de L'Assomption	204,00 \$
Ville de Lévis	8 565,00 \$
Ville de Longueuil (Agglomération)	306 695,00 \$
Ville de Macamic	65 019,00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

8 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Magog	57 417,00 \$
Ville de Marieville	20 151,00 \$
Ville de Matane	93 583,00 \$
Ville de Métis-sur-Mer	289,00 \$
Ville de Mont-Joli	25 044,00 \$
Ville de Mont-Laurier	24 353,00 \$
Ville de Mont-Laurier (Agglomération)	9 279,00 \$
Ville de Montréal	2 020 171,00 \$
Ville de Montréal (Agglomération)	5 123 870,00 \$
Ville de Mont-Tremblant	55 140,00 \$
Ville de Mont-Tremblant (Agglomération)	9 039,00 \$
Ville de Nicolet	70 639,00 \$
Ville de Port-Cartier	8,00 \$
Ville de Princeville	12 881,00 \$
Ville de Richelieu	2 135,00 \$
Ville de Richmond	804,00 \$
Ville de Rimouski	51 855,00 \$
Ville de Rivière-Rouge	68 239,00 \$
Ville de Rivière-Rouge (Agglomération)	53 231,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	105 088,00 \$
Ville de Saguenay	118 530,00 \$
Ville de Saint-Basile	289,00 \$
Ville de Saint-Césaire	6 623,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	20 878,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	17 292,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	430,00 \$
Ville de Saint-Georges	115 188,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	259 444,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	183 002,00 \$

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

8 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Saint-Jérôme	162 873,00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	4 210,00 \$
Ville de Saint-Pascal	3 391,00 \$
Ville de Saint-Pie	4 594,00 \$
Ville de Saint-Sauveur	1 088,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	285 635,00 \$
Ville de Shawinigan	110 414,00 \$
Ville de Sherbrooke	286 329,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	23 596,00 \$
Ville de Sutton	20 718,00 \$
Ville de Terrebonne	2 150,00 \$
Ville de Thetford Mines	58 451,00 \$
Ville de Trois-Rivières	162 959,00 \$
Ville de Val-d'Or	45 334,00 \$
Ville de Warwick	23 008,00 \$
Ville de Windsor	21,00 \$
Total	TOTAL 10 467 894,00 \$
Données au 17 mars 2008	

**PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE
LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL**

RÈGLES ET NORMES

A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
 - Élément Compensations tenant lieu de taxes
 - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
 - Élément Régime de péréquation
 - Élément Répartition des recettes de TGE

Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes

4. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

- 1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- 5.1 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.

- A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la Loi sur la fiscalité municipale.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

Sous élément : Hausse des compensations tenant lieu de taxes

- 5.2 *Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément Compensations tenant lieu de taxes est ultérieure à 2001, la subvention de neutralité attribuée à la hausse des compensations tenant lieu de taxes est obtenue en appliquant à chaque année le taux de la hausse des compensations tenant lieu de taxes, tel que calculé en vertu des normes du Programme de hausse des compensations tenant lieu de taxes, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant la hausse des compensations tenant lieu de taxes.*

Section 2 Élément : Régime de péréquation

6. *Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:*
- 1° *La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;*
 - 2° *Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.*

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

	Médianes de richesse foncière	
	1990	1991
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$

7. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots *l'année précédant l'année de référence* par les mots *la deuxième année précédant l'année de référence*.

- 7.1 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

- 7.2 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.

- 7.3 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

- 7.4 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

Section 3 Élément : Répartition des recettes de TGE

8. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:

- 1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:

- 1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

- 9.1 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1^{er} budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité, le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».*
- 9.2 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001, aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.*
- 9.3 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.*

D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entrée en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.*

Pour les 9^e, 10^e et 11^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.*

Pour les 6^e, 7^e et 8^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

E. AUTRES MODALITÉS

12. *La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.*

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

8 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Crabtree	8 594,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	26 072,00 \$
Municipalité de Dudswell	2 553,00 \$
Municipalité de Litchfield	2 251,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	3 889,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	4 303,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	5 660,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	154,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	305,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	892,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	6 923,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	21 895,00 \$
Municipalité de Yamachiche	1 017,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	323,00 \$
Village de Grenville	808,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 896,00 \$
Village de Saint-Pierre	2 390,00 \$
Ville d'Alma	27 086,00 \$
Ville d'Asbestos	127 084,00 \$
Ville de Baie-Comeau	562 646,00 \$
Ville de Bécancour	129 454,00 \$
Ville de Boucherville	1 196,00 \$
Ville de Bromont	44 513,00 \$
Ville de Cabano	16 979,00 \$
Ville de Clermont	55 047,00 \$
Ville de Delson	5 569,00 \$
Ville de Donnacona	34 244,00 \$
Ville de Drummondville	4 361,00 \$
Ville de Fermont	124 241,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

8 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Gatineau	433 780,00 \$
Ville de Kirkland	5 928,00 \$
Ville de La Tuque	544 231,00 \$
Ville de La Tuque (Agglomération)	179 650,00 \$
Ville de Lachute	2 632,00 \$
Ville de Lévis	212 503,00 \$
Ville de Longueuil (Agglomération)	1 609,00 \$
Ville de Malartic	12 375,00 \$
Ville de Matane	59 043,00 \$
Ville de Mirabel	1 114,00 \$
Ville de Montréal	38 869,00 \$
Ville de Montréal (Agglomération)	131 248,00 \$
Ville de Montréal Est	82 898,00 \$
Ville de New Richmond	575 698,00 \$
Ville de Pont-Rouge	12 700,00 \$
Ville de Port-Cartier	273 372,00 \$
Ville de Québec	55 638,00 \$
Ville de Québec (Agglomération)	65 136,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	181 910,00 \$
Ville de Roberval	3 397,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	26 651,00 \$
Ville de Saguenay	18 300,00 \$
Ville de Saint-Basile	2 436,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	8 790,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	846,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	25 190,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	51 695,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	56 270,00 \$
Ville de Sept-Iles	238 852,00 \$

COMPENSATIONS FINANCIÈRES POUR LES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

8 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Shawinigan	31 426,00 \$
Ville de Sherbrooke	22 258,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	1 555,00 \$
Ville de St-Augustin-de-Desmaures	7 030,00 \$
Ville de Témiscaming	35 892,00 \$
Ville de Thetford Mines	37 230,00 \$
Ville de Thurso	401 259,00 \$
Ville de Trois-Rivières	59 425,00 \$
Ville de Varennes	1 500,00 \$
Ville de Windsor	12 239,00 \$
TOTAL	5 135 920,00 \$

Données au 17 mars 2008

PROGRAMME DE COMPENSATION DES PERTES DE REVENUS EN RAISON DE L'EXCLUSION DU RÔLE D'ÉVALUATION DES ÉQUIPEMENTS ANTIPOLLUTION

1. Admissibilité

Une municipalité locale peut recevoir une compensation financière pour les pertes de revenus résultant de la diminution de l'assiette d'imposition foncière et locative des biens immobiliers visés par l'article 65, paragraphe 1.1, alinéa 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (LFM), à compter de l'exercice 2001. Ce sont des biens immobiliers principalement utilisés ou destinés à des fins de lutte contre la pollution pouvant découler de la production industrielle ou à des fins de contrôle de cette pollution qui sont exclus du rôle d'évaluation à compter du 1^{er} janvier 2001.

Les biens immobiliers qui ne sont pas admissibles au programme de compensation des pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution sont les suivants:

- 1^o tous les immeubles ou parties d'immeubles visés à cet article dont l'inscription au rôle d'évaluation est postérieure au 14 mars 2000 (référence légale : article 40, chapitre 19, 2000);
- 2^o un immeuble ou partie d'immeuble exclu du rôle au 14 mars 2000 à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées, lorsque au 14 mars 2000, l'unité d'évaluation faisait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition admissible;
- 3^o une unité d'évaluation dont l'activité de production industrielle a cessé, de façon permanente, depuis au moins trois ans, à compter de l'exercice courant. Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter du quatrième exercice suivant l'événement. Ainsi, la date de fermeture ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 1998 pour la première année d'application du programme;
- 4^o une unité d'évaluation ayant fait l'objet d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production au cours de l'année précédent l'exercice courant (démolition, incendie). Conséquemment, aucune compensation n'est versée pour cet immeuble à compter de l'exercice suivant celui de l'événement.

Toutefois, est compris aux biens immobiliers admissibles un immeuble ou partie d'immeuble qui était inclus au rôle d'évaluation le 14 mars 2000 et qui a été exclu du rôle au 1^{er} janvier 2001, à la suite d'une entente entre les parties découlant d'une demande de révision administrative ou d'une décision ou jugement passé en force de choses jugées. Conséquemment, le montant de la compensation est rajusté à compter de l'exercice financier suivant celui de la décision finale, en fonction de la nouvelle diminution de l'assiette d'imposition.

2. Calculs des montants de compensation

Le montant de compensation financière auquel a droit la municipalité locale correspond à la perte de revenus reconnue pour l'exercice 2000. Toutefois lorsque survient un événement visé au point 3.a, la variation de l'assiette d'imposition admissible dont on tient compte est celle qui découle de l'événement. Il est possible qu'un facteur d'ajustement soit appliqué à la perte de revenus reconnue (voir point 2.1c).

2.1 Somme payable à l'égard d'un immeuble

Le montant de la compensation payable à l'égard d'un immeuble résulte de l'addition des deux montants résultant des produits suivants :

1 ^o	Diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible	X	taux de taxes foncières applicables	X	Facteur d'ajustement
2 ^o	Diminution de l'assiette d'imposition locative admissible	X	taux de taxes locatives applicables	X	Facteur d'ajustement

a) Diminution de l'assiette d'imposition admissible

La diminution de l'assiette d'imposition foncière admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle foncier pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle foncier 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle foncier 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition locative admissible au programme correspond à la valeur en vigueur au rôle locatif pour l'exercice 2000 des biens immobiliers décrits au point 1 qui doivent être exclus du rôle locatif 2001, moins la valeur des biens immobiliers décrits au point 1 qui ont été ajoutés au rôle locatif 2000 après le 14 mars 2000.

La diminution de l'assiette d'imposition applicable aux fins du programme de compensation relatif à l'exclusion des biens immobiliers visés au point 1 doit être attestée par l'évaluateur responsable du rôle. Lorsque survient un événement prévu au point 3.a, la diminution de l'assiette d'imposition admissible au programme est rajustée en fonction des nouvelles données attestées par l'évaluateur responsable du rôle.

b) Taux de taxes applicables

Les taux de taxes applicables, pour toute la durée du programme de compensation, sont ceux imposés par les municipalités locales pour l'exercice financier 2000 à l'égard des immeubles admissibles : taux de la taxe générale basé sur la valeur foncière, taux de taxes de secteurs basés sur la valeur foncière, taux de la taxe d'affaires basé sur la valeur locative et taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels ou taux de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels toutes deux basées sur la valeur foncière. Cela exclut toutes autres taxes qui ne sont pas basées sur la valeur foncière ou la valeur locative, notamment la tarification.

c) Facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul de la compensation

Le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) établit le facteur d'ajustement à utiliser pour le calcul du montant de la compensation à verser en vertu du présent programme destiné à compenser les pertes de revenus en raison de l'exclusion du rôle d'évaluation des équipements antipollution.

Le facteur d'ajustement appliqué au montant de la perte de revenus reconnue est établi en divisant :

- 1^o les crédits annuels alloués pour ce programme par ;
- 2^o le total des pertes de revenus reconnues, au cours de l'exercice courant.

Toutefois, si le total des sommes qui doivent être versées, au cours de l'exercice courant n'excède pas les crédits annuels alloués pour ce programme, le facteur d'ajustement est 1.00 et chaque municipalité admissible reçoit 100 % de sa perte reconnue.

2.2 Modalité de partage entre les municipalités liées à une agglomération

Lorsqu'un immeuble visé par le programme est localisé sur le territoire d'une municipalité liée à une agglomération, la somme payable à l'égard de cet immeuble est traitée en deux parties. Une partie est versée à la municipalité centrale à des fins d'agglomération. L'autre partie est versée à la municipalité centrale à des fins de proximité ou à la municipalité reconstituée selon l'emplacement de l'immeuble. Le total des montants à verser à l'égard d'un immeuble ne peut excéder le montant établi au point 2.1.

La première quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins d'agglomération

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité ou la municipalité reconstituée.

La seconde quote-part appliquée au montant payable à l'égard d'un immeuble est établie en divisant :

Quote-part relative à la municipalité centrale à des fins de proximité

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins de proximité, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité centrale à des fins de proximité.

ou

Quote-part relative à la municipalité reconstituée

- 1 La somme des taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité reconstituée, par;
- 2 La somme de tous les taux de taxes foncières municipales qui aurait été imposée, sur l'immeuble visé pour l'exercice 2006, par la municipalité centrale à des fins d'agglomération et la municipalité reconstituée.

La somme des quotes-parts applicables au montant payable à l'égard d'un immeuble est égale à 1,00. Les quotes-parts calculées pour l'exercice 2006 sont utilisées pour toute la durée du programme. La quote-part est établie avec six (6) décimales après le point.

3. Attribution des compensations

a) Documentation requise

Pour verser une compensation en vertu de ce programme, le ministère des Affaires municipales et des Régions devra avoir reçu les documents suivants :

Première année d'application: demande de paiement et pièces justificatives

- Une demande de paiement de compensation dûment complétée. Cette demande doit présenter :
 - les données d'identification des unités d'évaluation visées;
 - la diminution de l'assiette fiscale admissible;
 - les taux de taxes applicables à l'unité;
 - le montant de la perte de revenu pour chaque unité;
 - une certification d'exactitude des données signée par le trésorier ou le secrétaire-trésorier.
- Une attestation d'évaluation signée par l'évaluateur responsable du rôle identifiant les renseignements nécessaires à l'application du programme de compensation des biens immobiliers relatifs à la pollution découlant de la production industrielle. Cette attestation doit décrire les gestes posés à l'égard de l'unité d'évaluation concernée:
 - les ajouts et les retraits du rôle de tout bien industriel effectués par certificats de l'évaluateur, après le 14 mars 2000 et ayant eu pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000;
 - les ajouts et les retraits de biens industriels effectués à l'occasion du dépôt du rôle entrant en vigueur en 2001, sans certificat de l'évaluateur;
 - les ajouts et les retraits du rôle des biens industriels, servant à la lutte contre la pollution, effectués par certificats de l'évaluateur prenant effet le 1^{er} janvier 2001;
 - la perte de l'assiette d'imposition résultant de la modification législative relative à l'exclusion des biens industriels servant à lutter contre la pollution.
- Une copie de chacun des certificats émis après le 14 mars 2000 et ayant pour effet de modifier le rôle en vigueur en 2000 pour les unités d'évaluation visées;
- Une copie de chacun des certificats prenant effet le 1^{er} janvier 2001 visant l'exclusion des biens immobiliers en cause (ne s'applique pas au nouveau rôle);
- Un extrait du rôle 2001-2002-2003 pour un nouveau rôle déposé à l'automne 2000, et la liste des biens immobiliers ajoutés ou retirés au dépôt du rôle 2001 avec leur évaluation respective sur la base du rôle 2000, s'il y a lieu;

Pour les années subséquentes : confirmation d'événements

- une confirmation écrite signalant la présence ou l'absence des événements suivants (voir point 1):
 - L'installation industrielle a-t-elle cessé de façon permanente ses activités de production? Si oui depuis quand ?
 - L'installation industrielle a-t-elle fait l'objet au cours de la dernière année d'une destruction complète ayant conduit à un arrêt permanent de la production?
 - Cette unité d'évaluation a-t-elle fait l'objet d'une contestation relative à l'article 65 de la LFM au 14 mars 2000? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?
 - L'avis de modification prenant effet le 1^{er} janvier 2001 ou l'inscription au nouveau rôle pour cette unité a-t-il fait l'objet d'une contestation visant l'exclusion des biens immobiliers en cause? Si oui, est-ce qu'il y a eu une entente entre les parties ou une décision ou jugement passé en force de choses jugées?

- Une attestation d'évaluation de la nouvelle assiette fiscale applicable aux fins du programme, si un des événements décrits précédemment a eu pour effet de la modifier.
- Pour l'exercice 2006, lorsque l'immeuble est localisé dans une municipalité liée à une agglomération :
 - Une attestation des taux de taxes 2006 qui auraient été imposés sur les immeubles visés, si ces derniers étaient inscrits au rôle d'évaluation foncière;
 - Une copie du compte de taxes 2006 applicable à l'unité d'évaluation concernée par l'immeuble visé.

b) **Délai de réception**

Ces documents doivent être reçus au plus tard le 1^{er} mars 2001 pour la première année d'application et au plus tard le 1^{er} février pour les années subséquentes. Les demandes reçues après la date limite ne sont pas admissibles pour la compensation de l'année en cours, mais le seront pour les années subséquentes.

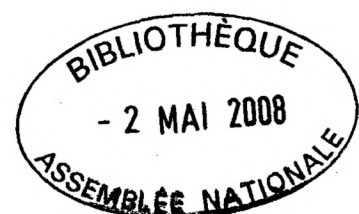
Toutefois, si le budget alloué à ce programme n'est pas épuisé, les demandes reçues après la date limite mais avant le 1^{er} avril, seront analysées selon l'ordre de leur réception et une compensation sera versée jusqu'à épuisement du solde disponible.

En cas de litige, la municipalité devra faire la démonstration que le document a été reçu au MAMR dans les délais prévus.

c) **Modalités de versement**

Pour chaque exercice financier, le ministère des Affaires municipales et des Régions verse le montant de la compensation auquel a droit une municipalité locale, avant le 30 avril de l'année civile concernée.

La compensation payable à une municipalité partie à un regroupement ou dont le territoire entier est annexé, est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante. Dans le cas d'une annexion partielle impliquant un immeuble visé par le programme, la compensation payable pour cet immeuble est versée à la municipalité annexante.



AIDE AUX MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

8 C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brossard	353 664,00 \$
TOTAL	353 664,00 \$
Données au 17 mars 2008	

RÈGLES ET NORMES

Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

1.0 BUT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);
- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;
- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

- pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :
 - soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;
 - soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;
 - soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même.
- pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :
 - dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées :
 - dans les autres cas, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentait, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pourrait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaler une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme¹.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60 % pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;
- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

¹ Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt;
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

ANNEXE

Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels
prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des
reconstitutions (An 1 de la reconstitution)

Agglomération / Municipalités	Pourcentage
Cookshire-Eaton	
Newport	28.7 %
Les-Îles-de-la-Madeleine	
Grosse-Île	-4.4 %
La Tuque	
La Bostonnaise	6.3 %
Lac Édouard	-10.0 %
Longueuil	
Boucherville	11.4 %
Brossard	-8.4 %
Saint-Bruno-de-Montarville	29.4 %
Saint-Lambert	11.0 %
Mont-Laurier	
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	-12.0 %
Montréal	
Baie-D'Urfé	25.8 %
Beaconsfield	13.4 %
Côte-Saint-Luc	14.8 %
Dollard-Des Ormeaux	14.8 %
Dorval	9.6 %
Hampstead	-1.2 %
Kirkland	16.5 %
L'Île-Dorval	13.7 %
Montréal-Est	18.0 %
Montréal-Ouest	5.3 %
Mont-Royal	18.1 %
Pointe-Claire	6.8 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	8.7 %
Senneville	25.4 %
Westmount	14.5 %
Mont-Tremblant	
Lac-Tremblant-Nord	-17.6 %
Québec	
L'Ancienne-Lorette	6.8 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	27.1 %
Rivière-Rouge	
La Macaza	-15.3 %
Sainte-Agathe-des-Monts	
Irvy-sur-le-Lac	44.1 %
Sainte-Marguerite-Estérel	
Estérel	19.3 %

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 9

Liste des municipalités ayant reçu une contribution financière dans le cadre du transfert de la taxe fédérale sur l'essence pour l'année 2007-2008. Indiquer le nom de la municipalité, une brève description du projet et la somme versée.

L'information demandée sera fournie par le ministère des Finances.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande #3

Suivi du Programme d'immobilisations en ce qui concerne le Programme d'assainissement des eaux (PADEM et PAEQ) pour l'exercice 2007-2008. Ventilation des immobilisations réalisées et prévisions pour 2008-2009.

Il n'y a plus de réalisation d'immobilisations en ce qui concerne le Programme d'assainissement des eaux. Le Programme est terminé depuis plusieurs années. La responsabilité du ministère se résume à assurer les déboursés pour le service de dette.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 15

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMR en 2007-2008. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités. Prévisions pour 2008-2009

Nom du bénéficiaire	Montant \$
Administration régionale Kativik	500 000,00 \$
Comité intergouvernemental de recherches urbaines régionales (CIRUR)	65 186,00 \$
Communauté métropolitaine de Montréal	13 300 000,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	122 480,00 \$
Municipalité de Grosse-Île	50 000,00 \$
Municipalité de Lac-Édouard	13 000,00 \$
Municipalité de L'Ile-d'Anticosti	123 926,00 \$
Municipalité de Newport	25 000,00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	30 000,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno	17 000,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	50 000,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	50 000,00 \$
Municipalité d'Ivry-sur-le-lac	20 000,00 \$
Municipalité La Bostonnais	50 000,00 \$
Municipalité Notre-Dame des-Sept-Douleurs	25 000,00 \$
Ville d'Asbestos	366 998,00 \$
Ville de Baie-D'Urfé	50 000,00 \$
Ville de Gatineau	674 678,00 \$
Ville de Lévis	473 334,00 \$
Ville de Longueuil	622 845,00 \$

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 15

Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du MAMR en 2007-2008. Indiquer l'objet de l'aide financière, le nom, le montant reçu pour chacune de ces entités. Prévisions pour 2008-2009

Nom du bénéficiaire	Montant \$
Ville de Matane	178 471,00 \$
Ville de Murdochville	1 105 865,00 \$
Ville de Neuville	5 000,00 \$
Ville de Portneuf	16 000,00 \$
Ville de Saguenay	1 236 296,00 \$
TOTAL	19 171 079,00 \$

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 16

Sommes ventilées versées en 2007-2008 à la Commission municipale du Québec. Liste des membres de la Commission pour 2007-2008.

Les crédits de la Commission municipale du Québec pour l'exercice 2007-2008 sont présentés au Livre des crédits.

Liste des membres de la Commission municipale au 29 février 2008 :

- M. Pierre Delisle, président
- M. Robert Pagé, vice-président
- Mme Jocelyne Ouellette
- Mme Louise Paiement
- Mme Nancy Lavoie
- Me Pierre-D. Girard
- M. Matthias Rioux

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 18

Sommes transférées (montant total et sommes ventilées) aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier en précisant les montants et catégories en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009, détaillés par municipalité.

A)	Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008	250 383 700 \$
B)	Prévisions des sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009	250 548 300 \$

Voir documents en annexe

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Abercorn	VL	0	0	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	36 571	244 241	0	0	0
Abitibi	TR	17 393	0	0	11 373	0	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	36 571	217 919	0	0	0
Abitibi-Ouest	TR	19 959	0	0	2 099	0	0
Acton	MRC	0	37 377	0	0	0	0
Acton Vale	V	0	0	0	0	126 740	0
Administration régionale Kativik	TR	0	0	0	0	0	0
Adstock	M	0	0	0	17 481	10 962	0
Aguanish	M	45 477	0	0	97 225	8 479	0
Akulivik	VN	0	0	0	0	0	0
Albanel	M	206 411	0	0	19 649	23 846	0
Albertville	M	34 127	0	0	3 889	2 720	0
Alleyn-et-Cawood	M	0	0	0	47 553	4	0
Alma	V	160 054	0	0	1 528	835 755	0
Amherst	CT	0	0	0	54 596	6 301	0
Amos	V	395 639	0	0	32 599	580 221	0
Amqui	V	270 505	0	0	11 265	285 113	0
Ange-Gardien	M	0	0	0	0	8 502	0
Angliers	VL	16 539	0	0	24 250	0	0
Antoine-Labelle	MRC	0	43 555	357 180	0	0	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	0	195 819	0	0
Argenteuil	MRC	0	30 392	100 636	0	0	0
Armagh	M	62 919	0	0	33 551	8 434	0
Arthabaska	MRC	0	30 392	17 229	0	0	0
Arundel	CT	0	0	0	4 713	6 111	0
Asbestos	V	291 011	0	0	0	211 680	0
Ascot Corner	M	0	0	0	0	13 987	0
Aston-Jonction	M	0	0	0	0	2 828	0
Auclair	M	36 563	0	0	15 038	6 122	0
Audet	M	0	0	0	68	4 482	0
Aumond	CT	0	0	0	26 985	0	0
Aupaluk	VN	0	0	0	0	0	0
Austin	M	0	0	0	1 542	3 875	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Authier	M	42 781	0	0	8 567	0	0
Authier-Nord	M	41 934	0	0	21 903	3 312	0
Avignon	MRC	0	43 555	137 808	0	0	0
Avignon	TR	0	0	0	7 824	0	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	0	32 677	0
Baie-Comeau	V	0	0	0	41 110	741 383	0
Baie-des-Sables	M	56 187	0	0	0	6 379	0
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	0	7 433	0
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	0	28 384	0
Baie-James	M	0	8 581	20 122	1 032 150	13 133	0
Baie-Johan-Beetz	M	6 115	0	0	24 078	4 312	0
Baie-Sainte-Catherine	M	12 178	0	0	9 045	5 171	0
Baie-Saint-Paul	V	0	0	0	34	242 693	0
Baie-Trinité	VL	42 540	0	0	70 980	34 581	0
Barkmere	V	0	0	0	2 837	0	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0	0	0
Barraute	M	198 972	0	0	43 552	54 795	0
Batiscan	M	0	0	0	0	3 012	0
Beaconsfield	V	0	0	0	0	222 973	0
Béarn	M	67 318	0	0	48 746	5 812	0
Beauce-Sartigan	MRC	0	30 392	15 475	0	0	0
Beauceville	V	0	0	0	0	205 408	0
Beauharnois	V	19 147	0	0	0	203 059	0
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	30 392	0	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	0	1 888	7 523	0
Beaumont	M	0	0	0	0	12 938	0
Beaupré	V	0	0	0	0	140 403	0
Bécancour	MRC	0	30 392	8 085	0	0	0
Bécancour	V	0	0	0	1 008	112 295	0
Bedford	V	0	0	0	0	93 220	0
Bedford	CT	0	0	0	0	0	0
Bégin	M	90 289	0	0	42 746	11 709	0
Belcourt	M	38 428	0	0	36 695	0	0
Bellechasse	MRC	0	30 392	9 108	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Belleterre	V	41 125	0	0	60 248	3 665	0
Beloeil	V	0	0	0	0	301 903	0
Berry	M	47 079	0	0	31 949	2 341	0
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	0	7 383	0
Berthierville	V	48 638	0	0	0	168 227	0
Béthanie	M	0	0	0	0	0	0
Biencourt	M	60 668	0	0	26 520	4 408	0
Blainville	V	0	0	0	0	535 277	0
Blanc-Sablon	M	82 933	0	13 483	37 222	121 703	0
Blue Sea	M	0	0	0	3 005	1 614	0
Boileau	M	0	0	0	13 704	0	0
Boisbriand	V	0	0	0	0	362 628	0
Boischatel	M	0	0	0	0	28 924	0
Bois-des-Filion	V	0	0	0	0	112 053	0
Bois-Franc	M	0	0	0	3 500	3 293	0
Bolton-Est	M	0	0	0	0	237	0
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0	0	0
Bonaventure	MRC	0	43 555	188 365	0	0	0
Bonaventure	TR	0	0	0	13 566	0	0
Bonaventure	V	138 473	0	0	105	132 451	0
Bonne-Espérance	M	116 097	0	8 798	93 944	60 830	0
Bonsecours	M	0	0	0	34	3 510	0
Boucherville	V	0	0	0	11 926	211 354	0
Bouchette	M	0	0	0	6 815	2 429	0
Bowman	M	0	0	0	12 631	0	0
Brébeuf	P	0	0	0	1 587	0	0
Brigham	M	0	0	0	0	2 550	0
Bristol	M	0	0	0	22	0	0
Brome	VL	0	0	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	30 392	0	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	0	38 697	0
Brossard	V	0	0	0	635	414 536	0
Brownsburg-Chatham	V	43 750	0	0	0	24 043	0
Bryson	M	72 940	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Bury	M	0	0	0	0	2 804	0
Cabano	V	145 411	0	0	33 301	150 325	0
Cacouna	M	0	0	0	290	19 137	0
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	64 505	0	0	0	49 285	0
Candiac	V	0	0	0	0	114 946	0
Caniapiscou	MRC	0	26 239	27 815	0	0	0
Caniapiscou	TR	0	0	0	199 181	0	0
Cantley	M	0	0	0	0	45 134	0
Cap-Chat	V	308 920	0	0	6 183	66 109	0
Caplan	M	172 741	0	0	62	12 983	0
Cap-Saint-Ignace	M	0	0	0	39 141	33 289	0
Cap-Santé	V	0	0	0	0	21 215	0
Carignan	V	0	0	0	0	25 383	0
Carleton-sur-Mer	V	169 949	0	0	15 310	161 650	0
Cascapédia--Saint-Jules	M	58 960	0	0	5 297	0	0
Causapscal	V	252 606	0	0	429	107 548	0
Cayamant	M	0	0	0	72 249	1 205	0
Chambly	V	0	0	0	0	245 040	0
Chambord	M	0	0	0	6 586	13 903	0
Champlain	M	0	0	0	0	3 158	0
Champneuf	M	13 153	0	0	20 012	0	0
Chandler	V	573 078	0	0	44 007	284 361	0
Chapais	V	364 960	0	18 291	23 127	105 223	0
Charette	M	51 468	0	0	0	8 331	0
Charlemagne	V	0	0	0	0	35 116	0
Charlevoix	MRC	0	37 377	126 531	0	0	0
Charlevoix	TR	0	0	0	30 189	0	0
Charlevoix-Est	MRC	0	37 377	78 423	0	0	0
Charlevoix-Est	TR	0	0	0	11 773	0	0
Chartierville	M	0	0	0	6 459	0	0
Châteauguay	V	0	0	0	0	1 123 916	0
Château-Richer	V	0	0	0	0	34 557	0
Chazel	M	44 716	0	0	5 696	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Chelsea	M	0	0	0	0	35 083	0
Chénéville	M	17 276	0	0	834	9 874	0
Chertsey	M	0	0	0	85 438	26 740	0
Chester-Est	CT	0	0	0	0	0	0
Chesterville	M	0	0	0	0	6 158	0
Chibougamau	V	270 493	0	79 671	132 294	389 990	0
Chichester	CT	3 643	0	0	37 791	0	0
Chute-aux-Outardes	VL	247 482	0	0	1 259	93 286	0
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	0	90 889	1 745	0
Clarendon	M	0	0	0	79	41	0
Clermont	V	0	0	0	5 276	40 166	0
Clermont	CT	71 876	0	0	5 080	2 491	0
Clerval	M	23 939	0	0	1 729	0	0
Cleveland	CT	0	0	0	0	18 212	0
Cloridorme	CT	115 855	0	0	17 476	12 287	0
Coaticook	MRC	0	30 392	0	0	0	0
Coaticook	V	0	0	0	0	185 430	0
Colombier	M	122 617	0	0	45 315	23 261	0
Compton	M	0	0	0	0	33 209	0
Contrecoeur	V	0	0	0	0	28 523	0
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0	4 535	0
Cookshire-Eaton	V	46 644	0	0	0	26 729	0
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	0	53 139	0
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	108 233	8 581	12 112	151 561	99 168	0
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	0	356 003	0
Courcelles	P	23 451	0	0	0	11 605	0
Cowansville	V	0	0	0	0	403 954	0
Crabtree	M	0	0	0	0	18 295	0
Danville	V	201 437	0	0	0	20 602	0
D'Autray	MRC	0	30 392	9 204	0	0	0
Daveluyville	V	50 076	0	0	0	57 375	0
Dégelis	V	161 120	0	0	208 446	134 000	0
Déléage	M	143 387	0	0	31 885	2 376	0
Delson	V	0	0	0	0	91 494	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Denholm	M	0	0	0	36 363	0	0
Desbiens	V	125 865	0	0	361	10 998	0
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	4 269	0	0	0	18 142	0
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	0	7 322	0
Deux-Montagnes	MRC	0	17 911	14 555	0	0	0
Deux-Montagnes	V	0	0	0	0	321 934	0
Disraeli	V	173 051	0	0	0	126 605	0
Disraeli	P	0	0	0	625	0	0
Dixville	M	0	0	0	0	8 606	0
Dolbeau-Mistassini	V	331 804	0	0	52 323	585 425	0
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	0	257 623	0
Donnacoona	V	0	0	0	0	262 966	0
Dorval	V	0	0	0	0	177 921	0
Dosquet	M	25 603	0	0	0	4 447	0
Drummond	MRC	0	30 392	71	0	0	0
Drummondville	V	0	0	0	67	934 718	0
Dudswell	M	0	0	0	0	3 743	0
Duhamel	M	0	0	0	107 892	0	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	0	12 695	0
Duparquet	V	40 708	0	0	16 461	7 908	0
Dupuy	M	129 196	0	0	800	5 186	0
Durham-Sud	M	27 226	0	0	0	2 616	0
East Angus	V	222 200	0	0	0	172 820	0
East Broughton	M	231 976	0	0	0	19 794	0
East Farnham	VL	0	0	0	0	0	0
East Hereford	M	0	0	0	0	1 408	0
Eastman	M	0	0	0	621	7 110	0
Egan-Sud	M	0	0	0	50	0	0
Elgin	CT	0	0	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	0	12 402	2 381	0
Escuminac	M	47 533	0	0	3 744	5 253	0
Esprit-Saint	M	51 988	0	0	31 995	2 904	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Estérel	V	0	0	0	0	0	0
Farnham	V	23 363	0	0	0	165 325	0
Fassett	M	0	0	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	41 096	0	0	54 940	5 371	0
Ferme-Neuve	M	39 643	0	0	297 270	14 861	0
Fermont	V	0	0	0	54 671	135 694	0
Forestville	V	286 797	0	0	21 565	121 772	0
Fort-Coulonge	VL	213 336	0	0	0	40 344	0
Fortierville	M	23 847	0	0	0	5 487	0
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	0	190	0	0
Frampton	M	0	0	0	0	10 670	0
Franklin	M	0	0	0	0	6 799	0
Franquelin	M	37 076	0	0	62 729	7 202	0
Frelighsburg	M	0	0	0	0	5 316	0
Frontenac	M	0	0	0	40 630	0	0
Fugèreville	M	22 966	0	0	5 865	3 577	0
Gallichan	M	51 565	0	0	29	0	0
Gaspé	V	800 543	0	0	60 990	569 069	0
Gatineau	V	0	0	0	1 624	6 120 919	674 678
Girardville	M	90 210	0	0	20 061	18 735	0
Godbout	VL	31 217	0	0	21 032	6 195	0
Godmanchester	CT	0	0	0	0	4	0
Gore	CT	0	0	0	133	570	0
Gracefield	V	3 744	0	0	28 412	44 774	0
Granby	V	0	0	0	0	547 800	0
Grande-Rivière	V	304 195	0	0	0	143 607	0
Grandes-Piles	VL	0	0	0	26 245	0	0
Grande-Vallée	M	121 751	0	0	17 438	65 735	0
Grand-Métis	M	0	0	0	0	0	0
Grand-Remous	M	29 018	0	0	62 271	2 530	0
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0	0	0
Grenville	VL	17 740	0	0	0	34 936	0
Grenville-sur-la-Rouge	M	15 185	0	0	12 387	22 350	0
Gros-Mécatina	M	48 766	0	5 667	87 436	35 909	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Grosse-Île	M	4 514	0	0	0	11 525	0
Grosses-Roches	M	51 800	0	0	3 773	7 538	0
Guérin	CT	19 319	0	0	9 757	2 583	0
Ham-Nord	CT	18 610	0	0	0	7 282	0
Hampden	CT	0	0	0	41 377	0	0
Hampstead	V	0	0	0	0	52 648	0
Harrington	CT	0	0	0	30 873	0	0
Hatley	M	0	0	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	0	225 021	141 023	0
Hébertville	M	83 379	0	0	42 798	56 300	0
Hébertville-Station	VL	136 859	0	0	2 093	12 590	0
Hemmingford	VL	0	0	0	0	15 801	0
Hemmingford	CT	0	0	0	0	0	0
Henryville	M	3 687	0	0	0	6 016	0
Hérouxville	P	90 366	0	0	266	5 817	0
Hinchinbrooke	CT	0	0	0	0	934	0
Honfleur	M	0	0	0	0	5 945	0
Hope	CT	98 736	0	0	1 124	0	0
Hope Town	M	24 420	0	0	57	1 505	0
Howick	VL	12 512	0	0	0	30 774	0
Huberdeau	M	0	0	0	0	14 695	0
Hudson	V	0	0	0	0	68 398	0
Huntingdon	V	147 467	0	0	0	121 797	0
Îles-de-la-Madeleine	AG	0	43 555	0	0	198 688	0
Inukjuak	VN	0	0	0	0	0	0
Inverness	M	0	0	0	0	7 359	0
Irlande	M	0	0	0	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0	0	0
Ivujivik	VN	0	0	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	30 392	0	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	0	752 864	0
Kamiouraska	MRC	0	37 377	46 510	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Kamouraska	TR	0	0	0	11 791	0	0
Kamouraska	M	0	0	0	0	3 340	0
Kangisualujjuaq	VN	0	0	0	0	0	0
Kangisujuaq	VN	0	0	0	0	0	0
Kangirsuk	VN	0	0	0	0	0	0
Kazabazua	M	0	0	0	9 993	3 035	0
Kiamika	M	0	0	0	96 607	2 220	0
Kingsbury	VL	6 141	0	0	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	0	19 427	0
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	0	2 687	0	0
Kirkland	V	0	0	0	0	72 383	0
Kuujjuaq	VN	0	0	0	0	0	0
Kuujjuarapik	VN	0	0	0	0	0	0
Labelle	M	0	0	0	82 483	14 044	0
La Bostonnais	M	37 444	0	0	12 475	2 631	0
Labrecque	M	99 001	0	0	27 815	17 360	0
Lac-au-Saumon	M	142 730	0	0	0	38 100	0
Lac-aux-Sables	P	0	0	0	57 697	9 998	0
Lac-Beauport	M	0	0	0	0	28 439	0
Lac-Bouchette	M	53 385	0	0	170 506	17 959	0
Lac-Brome	V	0	0	0	0	30 074	0
Lac-Delage	V	0	0	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	69 764	0	0	216	10 261	0
Lac-des-Écorces	M	129 359	0	0	23 333	8 054	0
Lac-des-Plages	M	0	0	0	30 516	0	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	0	83	0	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	0	6 009	0
Lac-du-Cerf	M	0	0	0	24 527	0	0
Lac-Édouard	M	0	0	0	20 877	0	0
Lac-Etchemin	M	78 761	0	0	5 085	79 699	0
Lac-Frontière	M	0	0	0	7 995	0	0
Lachute	V	0	0	0	0	461 721	0
Lac-Mégantic	V	0	0	0	0	314 163	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Lacolle	M	10 592	0	0	0	13 723	0
La Conception	M	0	0	0	39 443	0	0
La Corne	M	49 715	0	0	18 365	3 124	0
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	30 392	185 455	0	3 187	0
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	0	44 937	0	0
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	43 555	185 245	0	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	0	11 285	0	0
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	0	35 289	0	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	0	22 277	2 441	0
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	30 392	531 899	0	0	0
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	0	13 400	0	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	0	2 982	0	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	0	54 256	0	0
Lac-Sergent	V	0	0	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	0	11 332	0	0
Lac-Supérieur	M	0	0	0	102 668	275	0
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	0	610	0	0
La Doré	P	110 822	0	0	75 670	19 901	0
La Durantaye	P	0	0	0	0	8 730	0
Laforce	M	90 666	0	0	21 787	2 459	0
La Guadeloupe	VL	123 111	0	0	0	22 483	0
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	43 555	127 435	0	0	0
La Haute-Côte-Nord	TR	0	0	0	35 545	0	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	43 555	130 003	0	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	2 427	0	0	15 545	0	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	30 392	372 690	0	0	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	17 911	112 832	0	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	0	21 272	0	0
Lajemmerais	MRC	0	17 911	5 350	0	0	0
La Macaza	M	0	0	0	24 118	0	0
La Malbaie	V	14 030	0	0	62 025	337 565	0
Lamarche	M	59 353	0	0	24 458	8 709	0
La Martre	M	39 102	0	0	23 069	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
La Matapédia	MRC	0	43 555	126 517	0	992	0
La Matapédia	TR	0	0	0	42 373	0	0
Lambton	M	0	0	0	2 519	13 408	0
L'Amiante	MRC	0	30 392	13 953	0	0	0
La Minerve	M	0	0	0	83 925	3 876	0
La Mitis	MRC	0	43 555	38 297	0	0	0
La Mitis	TR	0	0	0	13 428	0	0
La Morandière	M	34 389	0	0	19 229	5 036	0
La Motte	M	39 936	0	0	5 486	2 345	0
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	0	279 980	0
Landrienne	CT	99 463	0	0	22 424	8 942	0
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	0	13 268	0
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	3 420	2 979	0
Lanoraie	M	18 637	0	0	0	29 225	0
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	30 392	1	0	0	0
L'Anse-Saint-Jean	M	5 649	0	0	146 953	34 737	0
Lantier	M	0	0	0	894	0	0
La Patrie	M	0	0	0	74 547	15 807	0
La Pêche	M	0	0	0	34 973	69 844	0
La Pocatière	V	0	0	0	150	334 742	0
La Prairie	V	0	0	0	0	407 456	0
La Présentation	P	0	0	0	0	5 358	0
La Rédemption	P	65 983	0	0	14 356	5 831	0
La Reine	M	62 916	0	0	844	47	0
La Rivière-du-Nord	MRC	0	30 392	7 544	0	0	0
Larouche	M	7 654	0	0	9 203	23 483	0
La Sarre	V	346 651	0	0	1 126	390 656	0
L'Ascension	M	0	0	0	127 581	5 231	0
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	103 792	0	0	22 450	15 560	0
L'Ascension-de-Patapédia	M	25 698	0	0	4 638	0	0
L'Assomption	MRC	0	17 911	0	0	0	0
L'Assomption	V	48 778	0	0	0	550 853	0
La Trinité-des-Monts	P	18 376	0	0	51 305	0	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	22 439	0	0	20 870	11 436	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
La Tuque	AG	0	40 017	131 793	458 589	170 711	0
La Tuque	V	132 625	0	0	222 900	255 846	0
Launay	CT	17 920	0	0	19 603	2 764	0
Laurier-Station	VL	0	0	0	0	36 871	0
Laurierville	M	0	0	0	0	8 349	0
Laval	MRC	0	0	0	0	0	0
Laval	V	0	8 581	0	0	5 441 500	0
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	43 555	189 736	0	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	0	0	127 815	0	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	36 571	427 307	0	189	0
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	17 911	446	0	0	0
Lavaltrie	V	74 477	0	0	0	176 521	0
L'Avenir	M	0	0	0	0	2 105	0
Laverlochère	M	48 987	0	0	1 921	4 206	0
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0	0	0
Lawrenceville	VL	0	0	0	0	1 912	0
Le Bas-Richelieu	MRC	0	30 392	0	0	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	0	0	32 143	4 255	98 406	0
Le Bic	M	0	0	0	5 343	32 368	0
Leclercville	M	3 100	0	0	45 835	1 499	0
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	36 571	312 578	0	0	0
Le Domaine-du-Roy	TR	0	0	0	133 279	0	0
Lefebvre	M	31 368	0	0	0	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	43 555	202 493	0	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	0	0	0	300 601	0	0
Le Granit	MRC	0	30 392	114 979	0	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	30 392	1 783	0	0	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	30 392	25 788	0	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	30 392	0	0	0	0
Lejeune	M	27 071	0	0	72 828	2 925	0
Lemieux	M	13 971	0	0	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	0	58 762	0
L'Épiphanie	P	0	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
L'Érable	MRC	0	30 392	37 683	0	0	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	43 555	194 687	0	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	0	7 039	0	0
Léry	V	0	0	0	0	600	0
Les Basques	MRC	0	37 377	10 855	0	0	0
Les Basques	TR	0	0	0	1 916	0	0
Les Bergeronnes	M	11 671	0	0	21 992	98 237	0
Les Cèdres	M	0	0	0	0	27 663	0
Les Chenaux	MRC	0	30 392	178 974	0	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	24 089	391 604	0	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	0	22 338	0
Les Éboulements	M	0	0	0	0	5 808	0
Les Escoumins	M	90 941	0	0	32 226	40 072	0
Les Etchemins	MRC	0	37 377	28 921	0	0	0
Les Hauteurs	M	64 759	0	0	3 995	4 669	0
Les Îles-de-la-Madeleine	M	711 483	0	0	0	215 572	0
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	30 392	0	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	36 571	417 998	0	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	30 392	0	0	0	0
Les Méchins	M	83 718	0	0	123 004	0	0
Les Moulins	MRC	0	17 911	0	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	17 911	77 377	0	0	0
Les Sources	MRC	0	37 377	1 761	0	0	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	30 392	346	0	0	0
Lévis	V	309 851	35 822	0	0	2 262 423	473 334
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	0	0	0	94 544	17 158	0
L'Île-de-Grand-Calumet	M	0	0	0	2 365	3 264	0
L'Île-d'Orléans	MRC	0	29 174	0	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0	0	0
L'Île-Perrot	V	0	0	0	0	122 039	0
Lingwick	CT	0	0	0	10 562	0	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	0	1 642	15 146	0
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	0	17 406	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
L'Islet	MRC	0	37 377	68 804	0	0	0
L'Islet	M	76 614	0	0	0	57 540	0
L'Isle-Verte	M	48 444	0	0	0	21 836	0
Litchfield	M	0	0	0	1 690	0	0
Lochaber	CT	0	0	0	2 148	0	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0	0	0
Longue-Pointe-de-Mingan	M	56 248	0	0	72 740	25 303	0
Longue-Rive	M	165 889	0	0	36 937	12 159	0
Longueuil	AG	0	17 911	0	22 552	2 953 063	0
Longueuil	V	27 932	0	0	2 288	2 207 401	622 845
Lorraine	V	0	0	0	0	100 009	0
Lorrainville	M	84 398	0	0	149	65 112	0
Lotbinière	MRC	0	30 392	22 024	0	0	0
Lotbinière	M	0	0	0	0	2 322	0
Louiseville	V	257 491	0	0	0	229 702	0
Low	CT	0	0	0	18 835	2 322	0
Lyster	M	14 364	0	0	0	6 966	0
Macamic	V	313 124	0	0	1 987	89 859	0
Maddington	CT	44 328	0	0	0	0	0
Magog	V	0	0	0	1 768	295 759	0
Malartic	V	438 492	0	0	31 841	218 511	0
Mandeville	M	0	0	0	128 993	5 371	0
Manicouagan	MRC	0	24 089	316 445	0	278	0
Manicouagan	TR	0	0	0	103 825	0	0
Maniwaki	V	81 064	0	0	3 266	322 965	0
Manseau	M	56 105	0	0	1 308	7 961	0
Mansfield-et-Pontefract	M	0	0	0	89 808	39 810	0
Maria	M	60 711	0	0	1 869	106 075	0
Maria-Chapdelaine	MRC	0	43 555	270 318	0	0	0
Maria-Chapdelaine	TR	0	0	0	283 076	0	0
Maricourt	M	0	0	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	0	154 828	0
Marsoui	VL	60 126	0	0	40 906	18 341	0
Marston	CT	0	0	0	15 518	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

— Aide financière particulière —							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Martinville	M	0	0	0	0	2 689	0
Mascouche	V	0	0	0	0	534 426	0
Maskinongé	MRC	0	30 392	364 157	0	0	0
Maskinongé	M	44 706	0	0	0	6 478	0
Massueville	VL	40 452	0	0	0	11 822	0
Matagami	V	248 405	0	19 294	19 076	160 189	0
Matane	MRC	0	43 555	96 474	0	0	0
Matane	TR	0	0	0	25 949	0	0
Matane	V	499 001	0	0	283	562 234	0
Matapédia	P	32 030	0	0	49	83 185	0
Matawinie	MRC	0	30 392	365 094	0	2 789	0
Matawinie	TR	0	0	0	169 704	0	0
Mayo	M	0	0	0	1 818	0	0
McMasterville	M	0	0	0	0	133 013	0
Mékinac	MRC	0	37 377	131 803	0	0	0
Mékinac	TR	0	0	0	60 383	0	0
Melbourne	CT	0	0	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	30 392	12 233	0	0	0
Mercier	V	0	0	0	0	62 473	0
Messines	M	0	0	0	6 599	2 284	0
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	135 203	0	0	24 933	151 988	0
Métis-sur-Mer	V	18 243	0	0	0	8 331	0
Milan	M	0	0	0	33 136	0	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	43 092	56 367	0	0	0
Minganie	TR	0	0	0	322 122	0	0
Mirabel	MRC	0	0	0	0	0	0
Mirabel	V	0	8 581	0	0	198 752	0
Moffet	M	16 566	0	0	20 699	2 946	0
Montcalm	MRC	0	30 392	150	0	0	0
Montcalm	M	0	0	0	23 223	0	0
Mont-Carmel	M	78 582	0	0	120 438	3 928	0
Montcerf-Lytton	M	24 247	0	0	53 809	3 512	0
Montebello	M	0	0	0	0	17 373	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Mont-Joli	V	294 036	0	0	0	416 135	0
Mont-Laurier	AG	0	0	0	46 322	54 634	0
Mont-Laurier	V	126 457	0	0	151 527	232 959	0
Montmagny	MRC	0	37 377	45 375	0	0	0
Montmagny	V	244 975	0	0	0	453 694	0
Montpellier	M	0	0	0	64 951	0	0
Montréal	AG	0	0	0	0	29 365 938	0
Montréal	V	131 132	0	0	0	20 849 224	0
Montréal-Est	V	0	0	0	0	32 838	0
Montréal-Ouest	V	0	0	0	0	79 288	0
Mont-Royal	V	0	0	0	0	136 394	0
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	0	8 100	0
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	0	226 470	0
Mont-Saint-Michel	M	10 228	0	0	31 179	2 275	0
Mont-Saint-Pierre	VL	27 666	0	0	8 529	0	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	0	9 787	38 924	0
Mont-Tremblant	V	0	0	0	18 758	115 540	0
Morin-Heights	M	0	0	0	2 201	9 633	0
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	0	28 909	0	0
Murdochville	V	140 804	0	0	35 352	22 012	0
Namur	M	26 638	0	0	2 385	6 129	0
Nantes	M	0	0	0	0	4 869	0
Napierville	VL	0	0	0	0	53 539	0
Natashquan	CT	46 299	0	0	34 218	27 404	0
Nédélec	CT	35 477	0	0	21 261	4 573	0
Neuville	V	0	0	0	0	26 974	0
New Carlisle	M	86 952	0	0	233	43 030	0
Newport	M	0	0	0	0	0	0
New Richmond	V	129 683	0	0	4 090	71 572	0
Nicolet	V	48 355	0	0	0	362 116	0
Nicolet-Yamaska	MRC	0	30 392	3 519	0	0	0
Nominigüe	M	0	0	0	68 775	3 759	0
Norbertville	VL	17 325	0	0	0	7 214	0
Normandin	V	138 980	0	0	29 514	140 071	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Normétal	M	173 202	0	0	8 199	46 238	0
North Hatley	VL	0	0	0	0	6 633	0
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	0	51	6 514	0
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	0	27 156	0
Notre-Dame-de-Ham	M	29 643	0	0	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	0	118 144	1 098	0
Notre-Dame-de-la-Paix	M	14 990	0	0	0	4 087	0
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	0	5 536	11 644	0
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	0	31 807	0
Notre-Dame-de-Lorette	M	16 323	0	0	64 004	14	0
Notre-Dame-de-Lourdes	P	0	0	0	2 187	3 147	0
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	0	10 871	0
Notre-Dame-de-Montauban	M	0	0	0	23 684	11 307	0
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	0	90 603	2 068	0
Notre-Dame-des-Anges	P	0	0	0	0	0	0
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	0	58 376	7 694	0
Notre-Dame-des-Monts	M	92 039	0	0	389	7 875	0
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	0	21	0	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	0	5 994	0
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	0	25 570	0
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	0	0	0
Notre-Dame-de-Stanbridge	P	0	0	0	0	3 694	0
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	0	0	0	0	10 267	0
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Lac	V	116 437	0	0	178	61 130	0
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	0	185 355	3 492	0
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	0	0	0	0	15 331	0
Notre-Dame-du-Nord	M	62 931	0	0	425	55 568	0
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	0	9 223	0
Notre-Dame-du-Rosaire	M	6 825	0	0	60 769	0	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	0	129	0	0
Nouvelle	M	167 813	0	0	11 751	11 610	0
Noyan	M	0	0	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Oka	M	0	0	0	8 329	58 064	0
Orford	CT	0	0	0	62 743	0	0
Ormstown	M	1 270	0	0	0	95 853	0
Otterburn Park	V	0	0	0	0	106 790	0
Otter Lake	M	0	0	0	57 345	3 293	0
Packington	P	40 031	0	0	14 104	8 288	0
Padoue	M	30 263	0	0	0	6 451	0
Palmarolle	M	141 052	0	0	0	15 712	0
Papineau	MRC	0	36 571	218 728	0	0	0
Papineauville	M	0	0	0	0	128 958	0
Parisville	P	0	0	0	0	2 500	0
Paspébiac	V	274 939	0	0	3 031	104 140	0
Percé	V	288 128	0	0	25 761	48 546	0
Péribonka	M	0	0	0	8 918	4 602	0
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	0	17 031	6 664	0
Petite-Vallée	M	19 848	0	0	4 210	0	0
Petit-Saguenay	M	84 948	0	0	73 163	15 717	0
Piedmont	M	0	0	0	0	7 780	0
Pierreville	M	49 172	0	0	1 580	21 843	0
Pincourt	V	0	0	0	0	223 749	0
Piopolis	M	0	0	0	10 197	0	0
Plaisance	M	54 657	0	0	6 711	6 418	0
Plessisville	V	322 574	0	0	0	253 081	0
Plessisville	P	0	0	0	5 645	6 792	0
Pohénégamook	V	202 927	0	0	78 542	135 530	0
Pointe-à-la-Croix	M	162 518	0	0	39 157	22 624	0
Pointe-aux-Outardes	VL	0	0	0	6 252	18 283	0
Pointe-Calumet	M	0	0	0	488	56 012	0
Pointe-Claire	V	0	0	0	0	414 713	0
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0	0	0
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	133 585	0	0	8 417	23 867	0
Pontiac	MRC	0	43 555	152 110	0	0	0
Pontiac	TR	0	0	0	127 806	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Pontiac	M	0	0	0	534	17 320	0
Pont-Rouge	V	0	0	0	0	83 071	0
Portage-du-Fort	VL	14 155	0	0	0	2 043	0
Port-Cartier	V	65 870	0	0	144 814	271 850	0
Port-Daniel--Gascons	M	340 498	0	0	18 206	32 211	0
Portneuf	MRC	0	30 392	115 618	0	0	0
Portneuf	TR	0	0	0	15 769	0	0
Portneuf	V	133 473	0	0	0	21 031	0
Portneuf-sur-Mer	M	106 020	0	0	32 661	21 799	0
Potton	CT	0	0	0	0	6 122	0
Poularies	M	106 273	0	0	5 790	5 646	0
Preissac	M	0	0	0	23 518	2 249	0
Prévost	V	0	0	0	0	63 055	0
Price	VL	229 413	0	0	0	17 963	0
Princeville	V	392 799	0	0	0	57 567	0
Puvirmituq	VN	0	0	0	0	0	0
Quaqtaq	VN	0	0	0	0	0	0
Québec	AG	0	0	0	0	9 552 797	0
Québec	V	471 351	0	0	0	8 035 031	0
Racine	M	0	0	0	0	2 658	0
Ragueneau	P	153 379	0	0	28 457	43 696	0
Rapide-Danseur	M	26 788	0	0	9 009	4 102	0
Rapides-des-Joachims	M	6 592	0	0	64 004	0	0
Rawdon	M	0	0	0	12 425	160 030	0
Rémigny	M	38 934	0	0	76 834	0	0
Repentigny	V	0	0	0	0	1 417 518	0
Richelieu	V	0	0	0	0	22 489	0
Richmond	V	196 396	0	0	0	138 432	0
Rigaud	M	0	0	0	24	180 552	0
Rimouski	V	346 664	0	0	14 833	1 315 051	0
Rimouski-Neigette	MRC	0	30 392	64 956	0	0	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	0	15 199	0	0
Ripon	M	15 730	0	0	8 172	6 830	0
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	14 912	0	0	1 849	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Rivière-à-Claude	M	16 694	0	0	16 678	0	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	0	76 703	9 660	0
Rivière-au-Tonnerre	M	35 546	0	0	42 104	24 172	0
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	0	1 620	0
Rivière-Bleue	M	143 269	0	0	32 438	34 366	0
Rivière-du-Loup	MRC	0	30 392	8 665	0	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	0	112	654 691	0
Rivière-Éternité	M	51 937	0	0	136 298	10 441	0
Rivière-Héva	M	119 775	0	0	11 394	2 639	0
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	0	32 637	0
Rivière-Rouge	AG	0	0	0	43 230	35 872	0
Rivière-Rouge	V	0	0	0	70 565	116 143	0
Rivière-Saint-Jean	M	37 592	0	0	72 174	10 227	0
Robert-Cliche	MRC	0	30 392	16	0	0	0
Roberval	V	268 041	0	0	23 288	514 434	0
Rochebaucourt	M	32 633	0	0	15 172	0	0
Roquemaure	M	52 645	0	0	2 850	3 296	0
Rosemère	V	0	0	0	0	294 444	0
Rougemont	M	0	0	0	0	11 342	0
Roussillon	MRC	0	17 911	0	0	0	0
Rouville	MRC	0	17 911	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	869 993	36 571	402 448	479 602	1 223 694	0
Roxton	CT	0	0	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	0	0	0	0	16 047	0
Roxton Pond	M	0	0	0	7 431	16 454	0
Sacré-Coeur	M	158 005	0	0	29 527	14 365	0
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0	0	0
Saguenay	V	269 726	8 581	0	80 373	3 985 308	1 236 296
Saint-Adalbert	M	43 939	0	0	32 230	5 865	0
Saint-Adelme	P	45 096	0	0	1 005	7 174	0
Saint-Adelphe	P	29 241	0	0	0	9 679	0
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	0	17 761	500	0
Saint-Adrien	M	0	0	0	0	3 718	0
Saint-Adrien-d'Irlande	M	3 531	0	0	0	12	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Agapit	M	0	0	0	0	101 315	0
Saint-Aimé	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	0	0	0	70 920	5 709	0
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	0	32 110	1 379	0
Saint-Alban	M	0	0	0	14 028	3 780	0
Saint-Albert	M	0	0	0	0	4 281	0
Saint-Alexandre	M	0	0	0	0	13 351	0
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	21 024	0	0	390	18 165	0
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	39 990	0	0	13 906	0	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	0	7 260	0
Saint-Alexis	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	76 411	0	0	161	6 115	0
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	0	302 634	32 182	0
Saint-Alfred	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Alphonse	M	78 859	0	0	2 216	8 297	0
Saint-Alphonse	P	0	0	0	0	14 869	0
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	0	2 653	10 190	0
Saint-Amable	M	0	0	0	0	112 677	0
Saint-Ambroise	M	258 322	0	0	3 923	39 109	0
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	0	12 482	0
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	0	35	21 344	0
Saint-André	M	13 811	0	0	4 433	5 621	0
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	0	51 700	0
Saint-André-d'Argenteuil	M	1 354	0	0	0	9 194	0
Saint-André-de-Restigouche	M	24 698	0	0	8 322	0	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	44 186	0	0	24 855	17 265	0
Saint-Anicet	P	0	0	0	0	10 494	0
Saint-Anselme	M	0	0	0	0	113 426	0
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	0	169	0
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	0	5 638	0
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	11 912	0
Saint-Antonin	P	0	0	0	30 387	28 863	0
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	0	28 597	0
Saint-Armand	M	0	0	0	0	2 595	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Arsène	P	0	0	0	0	14 621	0
Saint-Athanase	M	26 592	0	0	73 442	2 456	0
Saint-Aubert	M	0	0	0	0	3 499	0
Saint-Augustin	P	32 532	0	0	14 160	12 664	0
Saint-Augustin	M	113 505	0	8 808	119 137	38 236	0
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	0	177 001	0
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	0	130 601	6 908	0
Saint-Barnabé	P	1 191	0	0	163	2 128	0
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	0	2 774	0
Saint-Barthélemy	P	0	0	0	0	9 978	0
Saint-Basile	V	66 893	0	0	0	11 137	0
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	0	93 349	0
Saint-Benjamin	M	35 102	0	0	43	4 041	0
Saint-Benoît-du-Lac	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Benoît-Labre	M	0	0	0	0	7 993	0
Saint-Bernard	M	0	0	0	0	11 482	0
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	0	3 963	0
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	0	1 790	0
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	10 366	0
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	0	2 755	0
Saint-Boniface	M	0	0	0	0	20 445	0
Saint-Bruno	M	125 773	0	0	0	29 070	0
Saint-Bruno-de-Guigues	M	28 917	0	0	263	7 130	0
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	17 703	0	0	66	1 452	0
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	0	8 325	277 736	0
Saint-Calixte	M	97 698	0	0	1 545	52 874	0
Saint-Camille	CT	0	0	0	0	2 384	0
Saint-Camille-de-Lellis	P	67 106	0	0	107 234	13 484	0
Saint-Casimir	M	103 879	0	0	0	39 305	0
Saint-Célestin	VL	26 933	0	0	0	17 585	0
Saint-Célestin	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	0	94 859	0
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	0	250 880	0
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	52 552	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Charles-de-Bourget	M	43 987	0	0	984	10 966	0
Saint-Charles-Garnier	P	48 715	0	0	5 191	4 049	0
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	4 949	0
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	4 784	0	0	0	22 299	0
Saint-Claude	M	0	0	0	0	4 713	0
Saint-Clément	P	59 498	0	0	0	4 222	0
Saint-Cléophas	P	49 804	0	0	8 156	0	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	10 879	0	0	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Colomban	P	0	0	0	0	101 239	0
Saint-Côme	P	0	0	0	44 270	4 185	0
Saint-Côme--Linière	M	135 832	0	0	9 454	20 284	0
Saint-Constant	V	0	0	0	0	245 173	0
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	0	6 685	0
Saint-Cyprien	M	78 918	0	0	22 038	13 978	0
Saint-Cyprien	P	24 521	0	0	0	3 775	0
Saint-Cyprien-de-Napierville	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	31 067	0	0	64 226	5 009	0
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	0	14 208	0
Saint-Damase	P	31 148	0	0	5 705	3 364	0
Saint-Damase	M	0	0	0	0	14 894	0
Saint-Damase-de-L'Islet	M	20 554	0	0	70 071	0	0
Saint-Damien	P	0	0	0	67 517	6 426	0
Saint-Damien-de-Buckland	P	0	0	0	0	129 873	0
Saint-David	P	0	0	0	0	5 580	0
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	0	65 520	6 429	0
Saint-Denis	P	0	0	0	0	3 589	0
Saint-Denis-de-Brompton	P	0	0	0	778	12 752	0
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	11 952	0
Saint-Didace	P	0	0	0	0	2 464	0
Saint-Dominique	M	0	0	0	0	7 403	0
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	62 155	0	0	34 068	3 123	0
Saint-Donat	P	41 954	0	0	419	10 108	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Donat	M	0	0	0	146 592	22 474	0
Sainte-Adèle	V	0	0	0	7 563	127 415	0
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	0	5 558	0
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	0	24	105 744	0
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	0	42	249 150	0
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	120 135	0	0	0	8 669	0
Sainte-Angèle-de-Monnoir	P	0	0	0	0	6 626	0
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	42 988	0	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	34 034	0	0	0	16 497	0
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	0	205 331	0
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	32 958	0	0	256	10 629	0
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	0	0	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	0	1 207	0
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	0	13 578	0
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	713 471	0	0	20 979	292 411	0
Sainte-Anne-de-Sorel	P	0	0	0	0	15 976	0
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	0	198 738	0
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	0	100 248	4 231	0
Sainte-Anne-du-Sault	M	64 002	0	0	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	14 878	0	0	44 270	5 866	0
Sainte-Aurèle	M	1 324	0	0	40	3 401	0
Sainte-Barbe	P	0	0	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	0	6 401	0
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	0	11 270	0
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	0	28 142	0
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	0	2 921	0
Sainte-Catherine	V	0	0	0	0	277 379	0
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	0	46	4 357	0
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	0	11 997	146 059	0
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	1 811	0	0	0	5 072	0
Sainte-Cécile-de-Milton	CT	0	0	0	0	12 970	0
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	0	4 471	0
Sainte-Christine	P	0	0	0	0	3 309	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	0	599	0	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	0	30 249	0
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	0	5 060	0
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	P	0	0	0	0	8 070	0
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	73 891	0	0	0	6 794	0
Sainte-Croix	M	0	0	0	0	97 784	0
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	44 994	0	0	14 586	4 905	0
Saint-Édouard	P	0	0	0	0	2 961	0
Saint-Édouard-de-Fabre	P	0	0	0	8 896	4 809	0
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	0	10 300	3 951	0
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	53 804	0	0	0	605	0
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	0	3 540	0
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	0	12 613	0
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	0	58 646	4 985	0
Sainte-Eulalie	M	0	0	0	820	5 436	0
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	17 282	0	0	28 280	0	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	150 069	0	0	1 300	13 798	0
Sainte-Félicité	M	38 077	0	0	2 432	3 533	0
Sainte-Flavie	P	10 040	0	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	52 531	0	0	10 377	1 763	0
Sainte-Françoise	P	37 346	0	0	3 023	3 918	0
Sainte-Françoise	M	0	0	0	4 071	3 863	0
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	0	52 693	0
Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	0	0	0	0	9 990	0
Sainte-Germaine-Boulé	M	128 615	0	0	1 697	8 767	0
Sainte-Gertrude-Manneville	M	95 854	0	0	9 488	3 921	0
Sainte-Hedwidge	M	60 725	0	0	121 051	3 655	0
Sainte-Hélène	M	96 021	0	0	0	7 041	0
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	0	5 081	0
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	40 021	0	0	0	3 552	0
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	0	9 689	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Sainte-Érène	P	3 660	0	0	11 566	1 808	0
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	25 386	0	0	54	5 635	0
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	91 555	0	0	26 246	7 501	0
Sainte-Julie	V	0	0	0	317	405 424	0
Sainte-Julienne	M	0	0	0	2 360	172 627	0
Sainte-Justine	M	74 216	0	0	3 054	44 465	0
Sainte-Justine-de-Newton	P	0	0	0	0	3 677	0
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	0	202	4 395	0
Saint-Éloi	P	25 615	0	0	0	5 649	0
Sainte-Louise	P	34 205	0	0	0	5 087	0
Saint-Elphège	P	0	0	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	45 554	0	0	970	25 766	0
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	18 597	0	0	26 699	5 658	0
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	0	30 241	0	0
Saint-Elzéar	M	46 876	0	0	15 564	5 467	0
Saint-Elzéar	M	0	0	0	0	8 445	0
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	27 049	0	0	20 716	1 906	0
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	0	23 141	0
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	44 323	0	0	28 959	0	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	0	117	3 761	0
Sainte-Marguerite	M	28 598	0	0	17 516	0	0
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	0	7 501	0
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	0	3 734	14 827	0
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	1 965	3 825	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	0	249 519	0
Sainte-Marie-de-Blandford	M	4 484	0	0	0	2 458	0
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	0	4 090	0
Sainte-Marthe	M	0	0	0	0	4 172	0
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	0	160 870	0
Sainte-Martine	M	0	0	0	0	15 671	0
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	0	10 383	0
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	0	1 207	0	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	0	5 831	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Sainte-Monique	M	0	0	0	32 705	11 194	0
Sainte-Paule	M	0	0	0	24 941	4 105	0
Sainte-Perpétue	M	165 064	0	0	111 057	11 144	0
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	0	2 408	0
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	0	225	0
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	0	0	0	0	15 253	0
Saint-Épiphanie	M	70 412	0	0	57	6 687	0
Sainte-Praxède	P	0	0	0	21 659	0	0
Sainte-Rita	M	27 723	0	0	7 726	8 624	0
Sainte-Rose-de-Watford	M	24 062	0	0	13 298	4 983	0
Sainte-Rose-du-Nord	P	0	0	0	14 238	6 582	0
Sainte-Sabine	P	32 481	0	0	763	0	0
Sainte-Sabine	P	0	0	0	0	2	0
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0	0	0
Sainte-Sophie	M	2 833	0	0	0	46 957	0
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	16 561	0	0	0	7 458	0
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	0	4 357	0
Saint-Esprit	M	0	0	0	0	13 771	0
Sainte-Thècle	M	118 333	0	0	37 110	22 302	0
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	0	694 659	0
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	151 540	0	0	0	13 086	0
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	0	4 194	2 464	0
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	0	3 502	0
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	0	67	20 478	0
Saint-Eugène	M	0	0	0	0	2 114	0
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	66 185	0	0	57	6 215	0
Saint-Eugène-de-Guigues	M	10 166	0	0	3 209	4 484	0
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	15 040	0	0	51 503	2 011	0
Sainte-Ursule	P	17 495	0	0	0	8 246	0
Saint-Eusèbe	P	44 344	0	0	1 553	4 102	0
Saint-Eustache	V	0	0	0	0	460 426	0
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	0	3 953	0
Sainte-Victoire-de-Sorel	P	0	0	0	0	4 112	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Fabien	P	93 921	0	0	6 122	12 381	0
Saint-Fabien-de-Panet	P	61 905	0	0	44 092	18 703	0
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	0	23 388	1 232	0
Saint-Félicien	V	0	0	0	28 071	353 084	0
Saint-Félix-de-Dalquier	M	105 293	0	0	3 295	5 653	0
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	0	3 842	0
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	0	120 423	0
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	0	46 648	10 410	0
Saint-Ferdinand	M	37 332	0	0	0	30 671	0
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	0	24 632	0
Saint-Flavien	M	5 932	0	0	0	7 491	0
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	109 821	0	0	10 177	8 090	0
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	0	3 696	16 389	0
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	54 454	0	0	43 198	19 215	0
Saint-François-du-Lac	M	16 197	0	0	973	14 031	0
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	0	6 615	0
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	22 097	0	0	18 065	2 865	0
Saint-Frédéric	P	23 810	0	0	0	4 940	0
Saint-Fulgence	M	115 173	0	0	68 318	13 859	0
Saint-Gabriel	V	185 108	0	0	0	41 606	0
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	0	24 757	0
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	126 802	0	0	5 152	10 162	0
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	0	13 915	19 643	0
Saint-Gabriel-Lalemant	M	101 694	0	0	2 472	5 139	0
Saint-Gédéon	M	0	0	0	32	12 027	0
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	154 271	0	0	0	11 959	0
Saint-Georges	V	50 986	0	0	0	832 292	0
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	0	5 935	0
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	0	5 626	0
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Germain	P	844	0	0	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	0	15 188	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Gervais	M	0	0	0	0	26 995	0
Saint-Gilbert	P	13 496	0	0	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	0	14 027	0
Saint-Godefroi	CT	21 113	0	0	1 949	2 217	0
Saint-Guillaume	M	0	0	0	0	4 733	0
Saint-Guy	M	0	0	0	27 125	10	0
Saint-Henri	M	0	0	0	0	38 611	0
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	0	995	6 643	0
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	0	2	0
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Hilarion	P	8 802	0	0	83	6 538	0
Saint-Hippolyte	P	0	0	0	5 163	24 029	0
Saint-Honoré	M	210 923	0	0	7 626	62 256	0
Saint-Honoré-de-Shenley	M	28 409	0	0	0	8 206	0
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	74 993	0	0	42 352	9 469	0
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	2 577	0	0	19 386	16 736	0
Saint-Hugues	M	0	0	0	0	5 391	0
Saint-Hyacinthe	V	26 585	0	0	0	1 778 732	0
Saint-Ignace-de-Loyola	P	0	0	0	0	3 413	0
Saint-Ignace-de-Stanbridge	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	0	4 325	0
Saint-Isidore	M	0	0	0	0	13 163	0
Saint-Isidore	P	0	0	0	0	11 196	0
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	0	7 382	0
Saint-Jacques	M	0	0	0	0	92 654	0
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	0	3 250	0
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	0	333	0	0
Saint-Jacques-le-Mineur	P	0	0	0	0	5 735	0
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	0	26 101	4 806	0
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	0	18 516	0
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	26 613	0	0	29 999	2 557	0
Saint-Jean-de-Dieu	M	200 573	0	0	1 976	20 305	0
Saint-Jean-de-la-Lande	M	6 792	0	0	4 755	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	674	0
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	0	62 361	0
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	0	31 901	0
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	0	121	1 448 368	0
Saint-Jérôme	V	0	0	0	0	1 460 306	0
Saint-Joachim	P	0	0	0	0	7 302	0
Saint-Joachim-de-Shefford	P	0	0	0	5 843	4 037	0
Saint-Joseph-de-Beauce	V	0	0	0	0	117 275	0
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	0	29 406	8 220	0
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	0	0	0	8 613	0	0
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	26 465	0	0	4 218	2 867	0
Saint-Joseph-de-Lepage	P	47 228	0	0	0	37 483	0
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	0	0	0	0	20 454	0
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	0	315	20 425	0
Saint-Jude	M	0	0	0	0	6 580	0
Saint-Jules	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Julien	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	40 211	0	0	62 312	7 312	0
Saint-Juste-du-Lac	M	45 665	0	0	31 375	9 775	0
Saint-Justin	P	0	0	0	0	6 377	0
Saint-Lambert	V	0	0	0	1 402	255 661	0
Saint-Lambert	P	41 298	0	0	8 563	0	0
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	0	24 573	0
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	6 835	0
Saint-Lazare	V	0	0	0	0	150 691	0
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	8 043	0
Saint-Léandre	P	40 317	0	0	13 163	5 905	0
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	0	63 191	0
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	15 207	0	0	19 336	5 123	0
Saint-Léon-de-Standon	P	29 803	0	0	1 451	9 648	0
Saint-Léon-le-Grand	P	122 958	0	0	0	11 780	0
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	0	4 590	0
Saint-Liboire	M	0	0	0	0	10 410	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Liguori	P	0	0	0	0	7 033	0
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	0	177 587	0
Saint-Louis	P	0	0	0	0	3 328	0
Saint-Louis-de-Blandford	P	0	0	0	534	0	0
Saint-Louis-de-Gonzague	M	5 651	0	0	334	0	0
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	0	7 836	0
Saint-Louis/Cap-Tourmente	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	113 197	0	0	14 439	17 978	0
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	7 167	0	0	38 547	0	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	16 976	0	0	0	0	0
Saint-Lucien	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	5 514	0	0	2 953	4 435	0
Saint-Ludger-de-Milot	M	46 821	0	0	26 195	8 656	0
Saint-Magloire	M	23 712	0	0	39 248	11 629	0
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	0	9 952	0
Saint-Malachie	P	0	0	0	0	6 874	0
Saint-Malo	M	0	0	0	0	3 846	0
Saint-Marc-de-Figuery	P	26 995	0	0	507	3 653	0
Saint-Marc-des-Carrières	V	119 108	0	0	0	121 063	0
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	29 840	0	0	15 031	4 392	0
Saint-Marcel	M	29 508	0	0	43 535	7 479	0
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	0	4 715	0
Saint-Marcellin	P	0	0	0	13 195	0	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	8 397	0
Saint-Martin	P	140 047	0	0	0	78 449	0
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	0	21 746	0
Saint-Mathieu	M	0	0	0	0	5 907	0
Saint-Mathieu-de-Beloil	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	0	0	0	17 186	3 097	0
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	0	4 489	1 830	0
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	0	48 578	3 406	0
Saint-Maurice	P	102 960	0	0	0	14 791	0
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	182 118	0	0	22 763	37 064	0
Saint-Médard	M	35 547	0	0	16 964	2 457	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Michel	P	0	0	0	0	7 595	0
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	0	27 612	0
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	0	231 567	25 138	0
Saint-Michel-du-Squatec	P	110 681	0	0	107 061	72 651	0
Saint-Modeste	P	3 843	0	0	11 599	7 235	0
Saint-Moïse	P	66 408	0	0	1 670	4 233	0
Saint-Narcisse	P	33 674	0	0	3 259	12 956	0
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	0	4 696	0
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	58 050	0	0	38 190	12 424	0
Saint-Nazaire	M	111 013	0	0	7 398	19 613	0
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	0	5 247	0
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	14 983	0	0	0	0	0
Saint-Nérée	P	862	0	0	0	12 339	0
Saint-Noël	VL	71 997	0	0	113	8 063	0
Saint-Norbert	P	0	0	0	0	2 988	0
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Octave-de-Métis	P	41 238	0	0	0	3 997	0
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	0	0	0	117	9 724	0
Saint-Omer	M	28 845	0	0	18 874	0	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	P	54 917	0	0	8 930	2 673	0
Saint-Ours	V	0	0	0	0	10 148	0
Saint-Pacôme	M	133 004	0	0	0	23 336	0
Saint-Pamphile	V	178 339	0	0	49	72 146	0
Saint-Pascal	V	147 969	0	0	0	170 719	0
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	0	11 614	0
Saint-Patrice-de-Sherrington	P	0	0	0	0	10 099	0
Saint-Paul	M	0	0	0	0	19 771	0
Saint-Paul-d'Abbotsford	P	0	0	0	0	9 117	0
Saint-Paul-de-la-Croix	P	37 213	0	0	27	2 743	0
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	P	0	0	0	0	5 191	0
Saint-Paul-de-Montminy	M	10 344	0	0	8 058	42 746	0
Saint-Paulin	M	39 563	0	0	17 724	11 255	0
Saint-Philémon	P	5 834	0	0	40 001	6 510	0
Saint-Philibert	M	0	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Philippe	M	0	0	0	0	23 660	0
Saint-Philippe-de-Néri	P	80 086	0	0	0	5 190	0
Saint-Pie	V	0	0	0	0	24 435	0
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	0	3 972	0
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	0	6 517	0
Saint-Pierre-de-Lamy	M	0	0	0	28 293	0	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	0	10 816	8 809	0
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0	15 724	0
Saint-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Pierre-les-Becquets	M	0	0	0	0	62 467	0
Saint-Placide	M	0	0	0	0	10 192	0
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	0	70 418	0
Saint-Prime	M	0	0	0	17 980	30 631	0
Saint-Prosper	M	252 491	0	0	0	104 068	0
Saint-Prosper	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Raphaël	M	48 846	0	0	0	22 750	0
Saint-Raymond	V	0	0	0	60 795	192 427	0
Saint-Rémi	V	0	0	0	0	70 888	0
Saint-Rémi-de-Tingwick	P	0	0	0	0	0	0
Saint-René	P	32 677	0	0	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	130 373	0	0	62 407	17 232	0
Saint-Robert	P	0	0	0	0	6 056	0
Saint-Robert-Bellarmin	M	14 678	0	0	98 984	5 361	0
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	0	100 991	0
Saint-Roch-de-Mékinac	P	0	0	0	26 420	3 867	0
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	0	5 973	0
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	0	4 116	0
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	0	37 512	10 482	0
Saint-Rosaire	P	0	0	0	792	1 863	0
Saint-Samuel	P	43 317	0	0	0	2 136	0
Saints-Anges	P	0	0	0	0	5 654	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Sauveur	V	0	0	0	0	23 807	0
Saint-Sébastien	M	0	0	0	0	6 771	0
Saint-Sébastien	P	0	0	0	0	2 632	0
Saint-Sévère	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	45 482	0	0	1 419	8 029	0
Saint-Siméon	P	133 826	0	0	134	12 479	0
Saint-Siméon	M	52 664	0	0	39 365	17 998	0
Saint-Simon	P	0	0	0	456	5 016	0
Saint-Simon	P	0	0	0	0	5 436	0
Saint-Simon-les-Mines	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Sixte	M	0	0	0	753	0	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	0	8 967	0	0
Saint-Stanislas	M	0	0	0	0	8 918	0
Saint-Stanislas	M	10 770	0	0	25 914	0	0
Saint-Stanislas-de-Kostka	P	0	0	0	0	4 243	0
Saint-Sulpice	P	0	0	0	0	17 436	0
Saint-Sylvère	M	0	0	0	0	4 722	0
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	0	8 579	0
Saint-Télesphore	P	0	0	0	0	3 159	0
Saint-Tharcisius	P	69 817	0	0	1 423	5 762	0
Saint-Théodore-d'Acton	P	0	0	0	0	4 246	0
Saint-Théophile	M	0	0	0	68 764	3 298	0
Saint-Thomas	M	0	0	0	0	11 560	0
Saint-Thomas-Didyme	M	52 861	0	0	78 410	6 055	0
Saint-Thuribe	P	13 792	0	0	0	0	0
Saint-Tite	V	71 090	0	0	614	91 777	0
Saint-Tite-des-Caps	M	0	0	0	0	19 704	0
Saint-Ubalde	M	0	0	0	123 006	8 757	0
Saint-Ulric	M	114 635	0	0	0	12 065	0
Saint-Urbain	P	67 536	0	0	34	12 475	0
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	0	4 909	0
Saint-Valentin	P	0	0	0	0	0	0
Saint-Valère	M	0	0	0	674	3 834	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière --							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Saint-Valérien	P	61 703	0	0	16 740	4 029	0
Saint-Valérien-de-Milton	CT	0	0	0	0	6 383	0
Saint-Vallier	M	0	0	0	0	7 211	0
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	63 660	0	0	24 864	4 812	0
Saint-Victor	M	0	0	0	0	20 015	0
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	0	7 726	0
Saint-Zacharie	M	113 221	0	0	19 290	10 699	0
Saint-Zénon	M	0	0	0	160 777	3 418	0
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	30 621	0	0	1 343	2 535	0
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	0	5 002	0
Saint-Zotique	VL	0	0	0	0	53 941	0
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	0	892 167	0
Salluit	VN	0	0	0	0	0	0
Sayabec	M	13 871	0	0	33 921	50 805	0
Schefferville	V	285 932	0	0	16 033	6 670	0
Scotstown	V	64 720	0	0	0	4 460	0
Scott	M	0	0	0	0	11 975	0
Senneterre	V	234 984	0	0	349 525	124 763	0
Senneterre	P	80 050	0	0	33 493	0	0
Senneville	VL	0	0	0	0	57 527	0
Sept-Îles	V	76 108	0	0	173 277	657 474	0
Sept-Rivières	MRC	0	36 571	328 721	0	0	0
Sept-Rivières	TR	0	0	0	88 309	0	0
Shannon	M	0	0	0	454	33 887	0
Shawinigan	V	2 018 088	30 392	531 530	5 430	1 347 718	0
Shawville	M	0	0	0	0	226 632	0
Sheenboro	M	0	0	0	39 012	0	0
Shefford	CT	0	0	0	0	1 244	0
Sherbrooke	V	441 163	30 392	0	276	4 525 917	0
Shigawake	M	50 264	0	0	2 270	0	0
Sorel-Tracy	V	827 370	0	0	0	859 837	0
Stanbridge East	M	0	0	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0	0	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière ---							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Stanstead	V	142 737	0	0	0	132 364	0
Stanstead	CT	0	0	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0	0	0
Stoke	M	0	0	0	738	16 069	0
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	0	66 503	28 819	0
Stornoway	M	0	0	0	59 972	3 937	0
Stratford	CT	0	0	0	32 699	6 623	0
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	0	27 724	0
Tadoussac	VL	0	0	0	2 563	25 096	0
Taschereau	M	137 652	0	0	19 840	6 688	0
Tasiujaq	VN	0	0	0	0	0	0
Témiscaming	V	0	0	0	48 950	72 241	0
Témiscamingue	MRC	0	36 571	170 462	0	0	0
Témiscamingue	TR	0	0	0	39 518	0	0
Témiscouata	MRC	0	37 377	81 661	0	0	0
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	0	7 374	0
Terrebonne	V	460 258	0	0	0	1 754 018	0
Thérèse-De Blainville	MRC	0	17 911	0	0	0	0
Thetford Mines	V	1 004 334	0	0	1 386	840 371	0
Thorne	M	0	0	0	1 686	0	0
Thurso	V	0	0	0	356	30 465	0
Tingwick	M	0	0	0	0	5 139	0
Tourville	M	91 987	0	0	109 278	2 222	0
Trécesson	CT	0	0	0	9 381	3 714	0
Très-Saint-Rédempteur	P	0	0	0	0	0	0
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	32 675	0	0	0	7 844	0
Trois-Pistoles	V	304 808	0	0	0	269 953	0
Trois-Rives	M	0	0	0	86 331	0	0
Trois-Rivières	V	1 485 184	8 581	0	1 937	3 847 766	0
Ulverton	M	0	0	0	0	0	0
Umiujaq	VN	0	0	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	0	6 664	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

-- Aide financière particulière ---							
Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Val-Alain	M	48 174	0	0	17 394	4 489	0
Val-Brillant	M	72 431	0	0	0	9 769	0
Valcourt	V	0	0	0	0	75 004	0
Valcourt	CT	0	0	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	0	28 276	0
Val-des-Bois	M	0	0	0	38 215	2 147	0
Val-des-Lacs	M	0	0	0	43 228	0	0
Val-des-Monts	M	0	0	0	18 498	47 895	0
Val-d'Or	V	1 336 455	0	0	388 960	634 856	0
Val-Joli	M	0	0	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	49 027	0	0	20 360	0	0
Vallée-Jonction	M	0	0	0	0	10 510	0
Val-Morin	M	0	0	0	184	0	0
Val-Racine	P	0	0	0	35 964	0	0
Val-Saint-Gilles	M	24 259	0	0	9 568	0	0
Varennes	V	0	0	0	0	340 028	0
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	0	429 683	0
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	17 911	446	0	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	0	25 739	0
Victoriaville	V	0	0	0	0	845 668	0
Ville-Marie	V	0	0	0	0	56 590	0
Villeroy	M	0	0	0	28 213	2 059	0
Waltham	M	0	0	0	63 033	0	0
Warden	VL	0	0	0	0	0	0
Warwick	V	35 842	0	0	0	78 280	0
Waterloo	V	151 814	0	0	0	113 317	0
Waterville	V	0	0	0	0	62 783	0
Weedon	M	4 569	0	0	0	21 608	0
Wentworth	CT	0	0	0	6 426	0	0
Wentworth-Nord	M	0	0	0	19 091	0	0
Westbury	CT	0	0	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	0	338 609	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées aux municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2007-2008

Nom de la municipalité	Dés.	-- Aide financière particulière ---					
		Péréquation *	Aide aux MRC	Redevance des ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations **	Remboursement de la TVQ
Wickham	M	0	0	0	0	11 245	0
Windsor	V	7 502	0	0	0	186 129	0
Wotton	M	41 715	0	0	0	9 002	0
Yamachiche	M	0	0	0	0	14 594	0
Yamaska	M	19 915	0	0	0	7 893	0

* Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

** Incluant le sous-élément hausse des compensations tenant lieu de taxes de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Bowman	M	0	0	12 631	0
Brébeuf	P	0	0	1 587	0
Brigham	M	0	0	0	2 564
Bristol	M	0	0	22	0
Brome	VL	0	0	0	0
Brome-Missisquoi	MRC	0	0	0	0
Bromont	V	0	0	0	38 906
Brossard	V	0	0	1 217	729 816
Brownsburg-Chatham	V	0	0	0	24 173
Bryson	M	72 900	0	0	0
Bury	M	0	0	0	2 819
Cabano	V	114 200	0	33 301	151 138
Cacouna	M	0	0	290	19 241
Calixa-Lavallée	P	0	0	0	0
Campbell's Bay	M	70 100	0	0	49 552
Candiac	V	0	0	0	115 568
Caniapiscou	MRC	0	27 815	0	0
Caniapiscou	TR	0	0	199 181	0
Cantley	M	0	0	0	45 378
Abercorn	VL	0	0	0	0
Abitibi	MRC	0	244 241	0	0
Abitibi	TR	33 800	0	11 373	0
Abitibi-Ouest	MRC	0	217 919	0	0
Abitibi-Ouest	TR	29 100	0	2 099	0
Acton	MRC	0	0	0	0
Acton Vale	V	0	0	0	127 425
Administration régionale Kativik	TR	0	0	0	0
Adstock	M	0	0	17 481	10 991
Aguanish	M	60 300	0	97 225	8 525
Akulivik	VN	0	0	0	0
Albanel	M	196 300	0	19 649	23 975
Albertville	M	45 000	0	3 889	2 735

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un pare immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Alleyne-et-Cawood	M	0	0	47 553	4
Alma	V	80 027	0	1 528	840 275
Amherst	CT	0	0	54 596	6 335
Amos	V	503 800	0	32 599	583 359
Amqui	V	338 500	0	11 265	286 655
Ange-Gardien	M	0	0	0	8 548
Angliers	VL	18 500	0	24 250	0
Antoine-Labelle	MRC	0	357 180	0	0
Antoine-Labelle	TR	0	0	195 819	0
Argenteuil	MRC	0	100 636	0	0
Armagh	M	68 200	0	33 551	8 480
Arthabaska	MRC	0	17 229	0	0
Arundel	CT	0	0	4 713	6 144
Asbestos	V	311 000	0	0	212 825
Ascot Corner	M	0	0	0	14 063
Aston-Jonction	M	0	0	0	2 843
Auclair	M	38 900	0	15 038	6 155
Audet	M	0	0	68	4 506
Aumond	CT	0	0	26 985	0
Aupaluk	VN	0	0	0	0
Austin	M	0	0	1 542	3 896
Authier	M	76 800	0	8 567	0
Authier-Nord	M	53 600	0	21 903	3 330
Avignon	MRC	0	137 808	0	0
Avignon	TR	0	0	7 824	0
Ayer's Cliff	VL	0	0	0	32 854
Baie-Comeau	V	0	0	41 110	745 393
Baie-des-Sables	M	55 100	0	0	6 414
Baie-du-Febvre	M	0	0	0	7 473
Baie-D'Urfé	V	0	0	0	28 538
Baie-James	M	75 000	20 122	1 032 150	13 204
Baie-Johan-Beetz	M	13 300	0	24 078	4 335

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Baie-Sainte-Catherine	M	9 300	0	9 045	5 199
Baie-Saint-Paul	V	0	0	34	244 006
Baie-Trinité	VL	84 100	0	70 980	34 768
Barkmere	V	0	0	2 837	0
Barnston-Ouest	M	0	0	0	0
Barraute	M	242 000	0	43 552	55 091
Batiscan	M	0	0	0	3 028
Beaconsfield	V	0	0	0	224 179
Béarn	M	79 700	0	48 746	5 843
Beauce-Sartigan	MRC	0	15 475	0	0
Beauceville	V	120 800	0	0	206 519
Beauharnois	V	12 765	0	0	202 343
Beauharnois-Salaberry	MRC	0	0	0	0
Beaulac-Garthby	M	0	0	1 888	7 564
Beaumont	M	0	0	0	13 008
Beaupré	V	0	0	0	141 162
Bécancour	MRC	0	8 085	0	0
Bécancour	V	0	0	1 008	112 902
Bedford	V	0	0	0	93 724
Bedford	CT	0	0	0	0
Bégin	M	105 500	0	42 746	11 772
Belcourt	M	51 900	0	36 695	0
Bellechasse	MRC	0	9 108	0	0
Belleterre	V	64 600	0	60 248	3 685
Beloeil	V	0	0	0	303 536
Berry	M	59 900	0	31 949	2 354
Berthier-sur-Mer	M	0	0	0	7 423
Berthierville	V	0	0	0	169 137
Béthanie	M	0	0	0	0
Biencourt	M	77 900	0	26 520	4 432
Blainville	V	0	0	0	538 172
Blanc-Sablon	M	88 800	13 483	37 222	122 361

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un pare immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Blue Sea	M	0	0	3 005	1 623
Boileau	M	0	0	13 704	0
Boisbriand	V	0	0	0	364 589
Boischatel	M	0	0	0	29 080
Bois-des-Filion	V	0	0	0	112 659
Bois-Franc	M	0	0	3 500	3 311
Bolton-Est	M	0	0	0	238
Bolton-Ouest	M	0	0	0	0
Bonaventure	MRC	0	188 365	0	0
Bonaventure	TR	0	0	13 566	0
Bonaventure	V	156 400	0	105	133 167
Bonne-Espérance	M	149 100	8 798	93 944	61 159
Bonsecours	M	0	0	34	3 529
Boucherville	V	0	0	22 870	396 947
Bouchette	M	0	0	6 815	2 442
Cap-Chat	V	311 200	0	6 183	66 467
Caplan	M	164 800	0	62	13 053
Cap-Saint-Ignace	M	0	0	39 141	33 469
Cap-Santé	V	0	0	0	21 330
Carignan	V	0	0	0	25 520
Carleton-sur-Mer	V	182 000	0	15 310	162 524
Cascapédia--Saint-Jules	M	55 400	0	5 297	0
Causapscal	V	311 500	0	429	108 130
Cayamant	M	0	0	72 249	1 212
Chambly	V	0	0	0	246 365
Chambord	M	0	0	6 586	13 978
Champlain	M	0	0	0	3 175
Champneuf	M	29 400	0	20 012	0
Chandler	V	664 457	0	44 007	285 200
Chapais	V	364 900	18 291	23 127	105 792
Charette	M	34 800	0	0	8 376
Charlemagne	V	0	0	0	35 306

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Charlevoix	MRC	0	126 531	0	0
Charlevoix	TR	29 900	0	30 189	0
Charlevoix-Est	MRC	0	78 423	0	0
Charlevoix-Est	TR	9 600	0	11 773	0
Chartierville	M	0	0	6 459	0
Châteauguay	V	0	0	0	1 129 995
Château-Richer	V	0	0	0	34 744
Chazel	M	53 200	0	5 696	0
Chelsea	M	0	0	0	35 273
Chénéville	M	3 100	0	834	9 927
Chertsey	M	0	0	85 438	26 885
Chester-Est	CT	0	0	0	0
Chesterville	M	0	0	0	6 191
Chibougamau	V	368 200	79 671	132 294	392 099
Chichester	CT	7 400	0	37 791	0
Chute-aux-Outardes	VL	243 800	0	1 259	47 413
Chute-Saint-Philippe	M	0	0	90 889	1 754
Clarendon	M	0	0	79	41
Clermont	V	0	0	5 276	40 383
Clermont	CT	70 100	0	5 080	2 504
Clerval	M	25 100	0	1 729	0
Cleveland	CT	0	0	0	18 311
Cloridorme	CT	153 800	0	17 476	12 353
Coaticook	MRC	0	0	0	0
Coaticook	V	0	0	0	186 433
Colombier	M	156 500	0	45 315	23 387
Compton	M	0	0	0	33 389
Contrecoeur	V	0	0	0	28 677
Cookshire-Eaton	AG	0	0	0	0
Cookshire-Eaton	V	31 096	0	0	31 005
Coteau-du-Lac	V	0	0	0	53 426
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	153 200	12 112	151 561	99 704

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un pare immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Côte-Saint-Luc	V	0	0	0	357 928
Courcelles	P	23 400	0	0	5 875
Cowansville	V	0	0	0	406 139
Crabtree	M	0	0	0	18 394
Danville	V	209 000	0	0	20 713
D'Autray	MRC	0	9 204	0	0
Daveluyville	V	77 600	0	0	57 685
Dégelis	V	186 400	0	208 446	134 725
Déléage	M	175 300	0	31 885	2 389
Delson	V	0	0	0	91 989
Denholm	M	0	0	36 363	0
Desbiens	V	127 400	0	361	11 057
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	M	24 200	0	0	18 240
Deschambault-Grondines	M	0	0	0	7 362
Deux-Montagnes	MRC	0	14 555	0	0
Deux-Montagnes	V	0	0	0	323 675
Disraeli	V	182 200	0	0	127 290
Disraeli	P	0	0	625	0
Dixville	M	0	0	0	8 653
Dolbeau-Mistassini	V	579 400	0	52 323	588 591
Dollard-Des Ormeaux	V	0	0	0	259 016
Donnacoona	V	0	0	0	264 388
Dorval	V	0	0	0	178 883
Dosquet	M	22 500	0	0	4 471
Drummond	MRC	0	71	0	0
Drummondville	V	0	0	67	939 732
Dudswell	M	0	0	0	3 763
Duhamel	M	0	0	107 892	0
Duhamel-Ouest	M	0	0	0	0
Dundee	CT	0	0	0	0
Dunham	V	0	0	0	12 764
Duparquet	V	57 300	0	16 461	7 951

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Dupuy	M	132 100	0	800	5 214
Durham-Sud	M	0	0	0	2 630
East Angus	V	274 300	0	0	173 755
East Broughton	M	235 100	0	0	19 901
East Farnham	VL	0	0	0	0
East Hereford	M	0	0	0	1 416
Eastman	M	0	0	621	7 108
Egan-Sud	M	3 600	0	50	0
Elgin	CT	0	0	0	0
Entrelacs	M	0	0	12 402	2 394
Escuminac	M	58 600	0	3 744	5 281
Esprit-Saint	M	71 000	0	31 995	2 920
Estérel	V	0	0	0	0
Farnham	V	0	0	0	166 219
Fassett	M	0	0	0	0
Ferland-et-Boilleau	M	34 100	0	54 940	5 400
Ferme-Neuve	M	8 000	0	297 270	14 941
Fermont	V	86 500	0	54 671	136 428
Forestville	V	358 900	0	21 565	122 431
Fort-Coulonge	VL	227 500	0	0	40 562
Fortierville	M	51 500	0	0	5 517
Fossambault-sur-le-Lac	V	0	0	190	0
Frampton	M	0	0	0	5 401
Franklin	M	0	0	0	6 836
Franquelin	M	47 000	0	62 729	7 241
Frelighsburg	M	0	0	0	5 345
Frontenac	M	0	0	40 630	0
Fugèreville	M	26 800	0	5 865	3 596
Gallichan	M	52 100	0	29	0
Gaspé	V	696 400	0	60 990	572 147
Gatineau	V	0	0	1 624	6 154 025
Girardville	M	74 800	0	20 061	18 836

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Godbout	VL	59 700	0	21 032	6 229
Godmanchester	CT	0	0	0	2
Gore	CT	0	0	133	573
Gracefield	V	2 496	0	28 412	43 764
Granby	V	0	0	0	550 759
Grande-Rivière	V	381 600	0	0	144 384
Grandes-Piles	VL	0	0	26 245	0
Grande-Vallée	M	139 900	0	17 438	66 091
Grand-Métis	M	14 600	0	0	0
Grand-Remous	M	23 300	0	62 271	2 544
Grand-Saint-Esprit	M	0	0	0	0
Grenville	VL	0	0	0	35 125
Grenville-sur-la-Rouge	M	10 123	0	12 387	22 471
Gros-Mécatina	M	70 100	5 667	87 436	36 103
Grosse-Île	M	3 600	0	0	11 587
Grosses-Roches	M	68 900	0	3 773	7 579
Guérin	CT	30 100	0	9 757	2 597
Ham-Nord	CT	18 600	0	0	7 321
Hampden	CT	0	0	41 377	0
Hampstead	V	0	0	0	52 933
Harrington	CT	0	0	30 873	0
Hatley	M	0	0	0	0
Hatley	CT	0	0	0	0
Havelock	CT	0	0	0	0
Havre-Saint-Pierre	M	0	0	225 021	141 786
Hébertville	M	75 200	0	42 798	56 605
Hébertville-Station	VL	127 400	0	2 093	12 658
Hemmingford	VL	0	0	0	15 886
Hemmingford	CT	0	0	0	0
Henryville	M	0	0	0	6 049
Hérouxville	P	82 000	0	266	5 848
Hinchinbrooke	CT	0	0	0	939

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Honfleur	M	0	0	0	5 977
Hope	CT	104 600	0	1 124	0
Hope Town	M	27 600	0	57	1 513
Howick	VL	8 300	0	0	30 940
Huberdeau	M	0	0	0	14 774
Hudson	V	0	0	0	68 768
Huntingdon	V	81 300	0	0	122 456
Îles-de-la-Madeleine	AG	0	0	0	199 763
Inukjuak	VN	0	0	0	0
Inverness	M	0	0	0	7 399
Irlande	M	26 000	0	0	0
Ivry-sur-le-Lac	M	0	0	0	0
Ivujivik	VN	0	0	0	0
Joliette	MRC	0	0	0	0
Joliette	V	0	0	0	756 936
Kamouraska	MRC	0	46 510	0	0
Kamouraska	TR	3 200	0	11 791	0
Kamouraska	M	0	0	0	3 358
Kangisualujjuaq	VN	0	0	0	0
Kangisujuaq	VN	0	0	0	0
Kangirsuk	VN	0	0	0	0
Kazabazua	M	0	0	9 993	3 051
Kiamika	M	0	0	96 607	2 232
Kingsbury	VL	4 000	0	0	0
Kingsey Falls	V	0	0	0	19 532
Kinnear's Mills	M	0	0	0	0
Kipawa	M	0	0	2 687	0
Kirkland	V	0	0	0	72 774
Kuujjuaq	VN	0	0	0	0
Kuujjuarapik	VN	0	0	0	0
Labelle	M	0	0	82 483	14 120
La Bostonnais	M	38 000	0	19 708	4 414

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Labrecque	M	84 200	0	27 815	17 454
Lac-au-Saumon	M	146 700	0	0	38 306
Lac-aux-Sables	P	0	0	57 697	10 052
Lac-Beauport	M	0	0	0	28 593
Lac-Bouchette	M	59 000	0	170 506	18 056
Lac-Brome	V	0	0	0	30 237
Lac-Delage	V	0	0	0	0
Lac-des-Aigles	M	94 200	0	216	10 316
Lac-des-Écorces	M	121 025	0	23 333	8 098
Lac-des-Plages	M	0	0	30 516	0
Lac-des-Seize-Îles	M	0	0	83	0
Lac-Drolet	M	0	0	0	6 042
Lac-du-Cerf	M	0	0	24 527	0
Lac-Édouard	M	11 600	0	41 755	0
Lac-Etchemin	M	123 081	0	5 085	78 144
Lac-Frontière	M	8 200	0	7 995	0
Lachute	V	0	0	0	464 218
Lac-Mégantic	V	0	0	0	315 862
Lacolle	M	7 061	0	0	13 643
La Conception	M	0	0	39 443	0
La Corne	M	49 900	0	18 365	3 141
La Côte-de-Beaupré	MRC	0	185 455	0	0
La Côte-de-Beaupré	TR	0	0	44 937	3 204
La Côte-de-Gaspé	MRC	0	185 245	0	0
La Côte-de-Gaspé	TR	0	0	11 285	0
Lac-Poulin	VL	0	0	0	0
Lac-Saguay	VL	0	0	35 289	0
Lac-Sainte-Marie	M	0	0	22 277	2 454
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	0	531 899	0	0
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	0	13 400	0
Lac-Saint-Joseph	V	0	0	2 982	0
Lac-Saint-Paul	M	0	0	54 256	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Lac-Sergent	V	0	0	0	0
Lac-Simon	M	0	0	11 332	0
Lac-Supérieur	M	0	0	102 668	276
Lac-Tremblant-Nord	M	0	0	610	0
La Doré	P	142 000	0	75 670	20 009
La Durantaye	P	5 800	0	0	8 777
Laforce	M	99 800	0	21 787	2 472
La Guadeloupe	VL	100 400	0	0	22 605
La Haute-Côte-Nord	MRC	0	127 435	0	0
La Haute-Côte-Nord	TR	200	0	35 545	0
La Haute-Gaspésie	MRC	0	130 003	0	0
La Haute-Gaspésie	TR	7 200	0	15 545	0
La Haute-Yamaska	MRC	0	372 690	0	0
La Jacques-Cartier	MRC	0	112 832	0	0
La Jacques-Cartier	TR	0	0	21 272	0
Lajemmerais	MRC	0	5 350	0	0
La Macaza	M	0	0	24 118	0
La Malbaie	V	0	0	62 025	339 391
Lamarche	M	49 400	0	24 458	8 756
La Martre	M	57 200	0	23 069	0
La Matapédia	MRC	0	126 517	0	0
La Matapédia	TR	1 200	0	42 373	997
Lambton	M	0	0	2 519	13 481
L'Amiante	MRC	0	13 953	0	0
La Minerve	M	0	0	83 925	3 897
La Mitis	MRC	0	38 297	0	0
La Mitis	TR	0	0	13 428	0
La Morandière	M	56 700	0	19 229	5 063
La Motte	M	31 700	0	5 486	2 358
L'Ancienne-Lorette	V	0	0	0	301 613
Landrienne	CT	111 100	0	22 424	8 990
L'Ange-Gardien	M	0	0	0	13 340

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
L'Ange-Gardien	M	0	0	3 420	2 279
Lanoraie	M	9 318	0	0	29 383
La Nouvelle-Beauce	MRC	0	1	0	0
L'Anse-Saint-Jean	M	53 600	0	146 953	34 925
Lantier	M	0	0	894	0
La Patrie	M	0	0	74 547	15 892
La Pêche	M	0	0	34 973	70 222
La Pocatière	V	0	0	150	336 552
La Prairie	V	0	0	0	409 660
La Présentation	P	0	0	0	5 387
La Rédemption	P	89 800	0	14 356	5 863
La Reine	M	93 400	0	844	47
La Rivière-du-Nord	MRC	0	7 544	0	0
Larouche	M	5 700	0	9 203	23 610
La Sarre	V	490 200	0	1 126	392 769
L'Ascension	M	0	0	127 581	5 259
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	95 300	0	22 450	15 644
L'Ascension-de-Patapédia	M	42 200	0	4 638	0
L'Assomption	MRC	0	0	0	0
L'Assomption	V	24 389	0	0	553 832
La Trinité-des-Monts	P	35 100	0	51 305	0
Latulipe-et-Gaboury	CU	39 000	0	20 870	11 498
La Tuque	AG	0	131 793	243 663	0
La Tuque	V	337 964	0	409 715	425 343
Launay	CT	27 200	0	19 603	2 779
Laurier-Station	VL	0	0	0	37 070
Laurierville	M	11 200	0	0	8 394
Laval	MRC	0	0	0	0
Laval	V	0	0	0	5 470 931
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	0	189 736	0	0
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	1 500	0	127 815	0
La Vallée-de-l'Or	MRC	0	427 307	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
La Vallée-du-Richelieu	MRC	0	446	0	0
Lavaltrie	V	49 652	0	0	177 476
L'Avenir	M	0	0	0	2 116
Laverlochère	M	47 300	0	1 921	4 229
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	0	0	0	0
La Visitation-de-Yamaska	M	0	0	0	0
Lawrenceville	VL	0	0	0	1 922
Le Bas-Richelieu	MRC	0	0	0	0
Lebel-sur-Quévillon	V	95 200	32 143	4 255	98 938
Le Bic	M	0	0	5 343	32 543
Leclercville	M	100	0	45 835	1 507
Le Domaine-du-Roy	MRC	0	312 578	0	0
Le Domaine-du-Roy	TR	0	0	133 279	0
Lefebvre	M	0	0	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	0	202 493	0	0
Le Fjord-du-Saguenay	TR	4 600	0	300 601	0
Le Granit	MRC	0	114 979	0	0
Le Haut-Richelieu	MRC	0	1 783	0	0
Le Haut-Saint-François	MRC	0	25 788	0	0
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	0	0	0	0
Lejeune	M	46 700	0	72 828	2 941
Lemieux	M	17 500	0	0	0
L'Épiphanie	V	0	0	0	59 080
L'Épiphanie	P	0	0	0	0
L'Érable	MRC	0	37 683	0	0
Le Rocher-Percé	MRC	0	194 687	0	0
Le Rocher-Percé	TR	0	0	7 039	0
Léry	V	0	0	0	603
Les Basques	MRC	0	10 855	0	0
Les Basques	TR	0	0	1 916	0
Les Bergeronnes	M	14 100	0	21 992	98 768
Les Cèdres	M	0	0	0	27 813

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Les Chenaux	MRC	0	178 974	0	0
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	0	391 604	0	0
Les Coteaux	M	0	0	0	22 459
Les Éboulements	M	0	0	0	5 828
Les Escoumins	M	109 400	0	32 226	40 289
Les Etchemins	MRC	0	28 921	0	0
Les Hauteurs	M	108 200	0	3 995	4 694
Les Îles-de-la-Madeleine	M	474 322	0	0	216 738
Les Jardins-de-Napierville	MRC	0	0	0	0
Les Laurentides	MRC	0	417 998	0	0
Les Maskoutains	MRC	0	0	0	0
Les Méchins	M	117 600	0	123 004	11 764
Les Moulins	MRC	0	0	0	0
Les Pays-d'en-Haut	MRC	0	77 377	0	0
Les Sources	MRC	0	1 761	0	0
Le Val-Saint-François	MRC	0	346	0	0
Lévis	V	206 568	0	0	2 274 660
L'Île-Cadieux	V	0	0	0	0
L'Île-d'Anticosti	M	4 800	0	94 544	17 251
L'Île-de-Grand-Calumet	M	8 900	0	2 365	3 282
L'Île-d'Orléans	MRC	0	0	0	0
L'Île-Dorval	V	0	0	0	0
L'Île-Perrot	V	0	0	0	122 699
Lingwick	CT	0	0	10 562	0
L'Isle-aux-Allumettes	M	0	0	1 642	15 228
L'Isle-aux-Coudres	M	0	0	0	17 500
L'Islet	MRC	0	68 804	0	0
L'Islet	M	21 200	0	0	57 851
L'Isle-Verte	M	21 200	0	0	21 954
Litchfield	M	0	0	1 690	0
Lochaber	CT	0	0	2 148	0
Lochaber-Partie-Ouest	CT	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Longue-Pointe-de-Mingan	M	71 300	0	72 740	25 440
Longue-Rive	M	209 000	0	36 937	12 225
Longueuil	AG	0	0	0	0
Longueuil	V	18 622	0	4 388	4 307 900
Lorraine	V	0	0	0	100 550
Lorrainville	M	86 500	0	149	65 464
Lotbinière	MRC	0	22 024	0	0
Lotbinière	M	0	0	0	2 335
Louiseville	V	200 300	0	0	230 944
Low	CT	0	0	18 835	2 335
Lyster	M	6 800	0	0	7 004
Macamic	V	326 681	0	1 987	87 203
Maddington	CT	50 500	0	0	0
Magog	V	0	0	1 768	293 526
Malartic	V	590 200	0	31 841	219 693
Mandeville	M	0	0	128 993	5 400
Manicouagan	MRC	0	316 445	0	0
Manicouagan	TR	0	0	103 825	280
Maniwaki	V	228 500	0	3 266	324 712
Manseau	M	76 500	0	1 308	8 004
Mansfield-et-Pontefract	M	10 200	0	89 808	40 025
Maria	M	81 400	0	1 869	106 649
Maria-Chapdelaine	MRC	0	270 318	0	0
Maria-Chapdelaine	TR	3 400	0	283 076	0
Maricourt	M	0	0	0	0
Marieville	V	0	0	0	155 665
Marsoui	VL	79 100	0	40 906	18 440
Marston	CT	0	0	15 518	0
Martinville	M	2 300	0	0	2 704
Mascouche	V	0	0	0	537 317
Maskinongé	MRC	0	364 157	0	0
Maskinongé	M	24 547	0	0	6 474

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Massueville	VL	32 000	0	0	11 886
Matagami	V	497 800	19 294	19 076	161 055
Matane	MRC	0	96 474	0	0
Matane	TR	0	0	25 949	0
Matane	V	299 435	0	283	560 184
Matapédia	P	48 300	0	49	83 635
Matawinie	MRC	0	365 094	0	0
Matawinie	TR	1 800	0	169 704	2 804
Mayo	M	0	0	1 818	0
McMasterville	M	0	0	0	133 732
Mékinac	MRC	0	131 803	0	0
Mékinac	TR	1 200	0	60 383	0
Melbourne	CT	0	0	0	0
Memphrémagog	MRC	0	12 233	0	0
Mercier	V	0	0	0	62 811
Messines	M	0	0	6 599	2 296
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	73 600	0	24 933	152 810
Métis-sur-Mer	V	12 162	0	0	8 343
Milan	M	0	0	33 136	0
Mille-Isles	M	0	0	0	0
Minganie	MRC	0	56 367	0	0
Minganie	TR	0	0	322 122	0
Mirabel	MRC	0	0	0	0
Mirabel	V	0	0	0	199 827
Moffet	M	30 400	0	20 699	2 962
Montcalm	MRC	0	150	0	0
Montcalm	M	0	0	23 223	0
Mont-Carmel	M	93 300	0	120 438	3 949
Montcerf-Lytton	M	16 165	0	53 809	3 520
Montebello	M	0	0	0	17 467
Mont-Joli	V	259 769	0	0	416 786
Mont-Laurier	AG	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Mont-Laurier	V	95 000	0	189 749	285 889
Montmagny	MRC	0	45 375	0	0
Montmagny	V	45 700	0	0	456 148
Montpellier	M	0	0	64 951	0
Montréal	AG	0	0	0	29 298 469
Montréal	V	64 057	0	0	20 876 583
Montréal-Est	V	0	0	0	15 751
Montréal-Ouest	V	0	0	0	79 717
Mont-Royal	V	0	0	0	137 132
Mont-Saint-Grégoire	M	0	0	0	8 144
Mont-Saint-Hilaire	V	0	0	0	227 695
Mont-Saint-Michel	M	0	0	31 179	2 287
Mont-Saint-Pierre	VL	42 400	0	8 529	0
Mont-Tremblant	AG	0	0	9 787	36 815
Mont-Tremblant	V	0	0	18 758	56 376
Morin-Heights	M	0	0	2 201	9 685
Mulgrave-et-Derry	M	0	0	28 909	0
Murdochville	V	306 100	0	35 352	13 476
Namur	M	27 900	0	2 385	6 162
Nantes	M	45 700	0	0	4 895
Napierville	VL	0	0	0	53 829
Natashquan	CT	56 500	0	34 218	27 552
Nédélec	CT	44 500	0	21 261	4 598
Neuveville	V	0	0	0	27 120
New Carlisle	M	119 900	0	233	43 263
Newport	M	0	0	0	0
New Richmond	V	129 300	0	4 090	71 959
Nicolet	V	24 177	0	0	364 075
Nicolet-Yamaska	MRC	0	3 519	0	0
Nominingue	M	0	0	68 775	3 779
Norbertville	VL	18 300	0	0	7 253
Normandin	V	176 700	0	29 514	140 829

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau

scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Normétal	M	226 100	0	8 199	25 382
North Hatley	VL	0	0	0	6 669
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	0	0	51	6 549
N.-D.-de-Bonsecours	M	0	0	0	27 303
Notre-Dame-de-Ham	M	25 300	0	0	0
Notre-Dame-de-la-Merci	M	0	0	118 144	1 104
Notre-Dame-de-la-Paix	M	0	0	0	4 109
Notre-Dame-de-la-Salette	M	0	0	5 536	11 707
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	0	0	0	31 979
Notre-Dame-de-Lorette	M	33 000	0	64 004	14
Notre-Dame-de-Lourdes	P	3 800	0	2 187	3 164
Notre-Dame-de-Lourdes	M	0	0	0	10 930
Notre-Dame-de-Montauban	M	22 900	0	23 684	11 368
Notre-Dame-de-Pontmain	M	0	0	90 603	2 079
Notre-Dame-des-Anges	P	0	0	0	0
Notre-Dame-des-Bois	M	0	0	58 376	7 736
Notre-Dame-des-Monts	M	95 700	0	389	7 918
Notre-Dame-des-Neiges	M	0	0	21	0
Notre-Dame-des-Pins	P	0	0	0	6 026
Notre-Dame-des-Prairies	V	0	0	0	25 708
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	0	0	0	0
Notre-Dame-de-Stanbridge	P	0	0	0	3 714
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	18 100	0	0	10 323
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	0	0	0	0
Notre-Dame-du-Lac	V	112 500	0	178	61 461
Notre-Dame-du-Laus	M	0	0	185 355	3 511
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	244 000	0	0	15 414
Notre-Dame-du-Nord	M	61 200	0	425	55 869
Notre-Dame-du-Portage	M	0	0	0	9 273
Notre-Dame-du-Rosaire	M	14 900	0	60 769	0
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	0	0	129	0
Nouvelle	M	170 000	0	11 751	11 673

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Noyan	M	0	0	0	0
Ogden	M	0	0	0	0
Oka	M	0	0	8 329	58 378
Orford	CT	0	0	62 743	0
Ormstown	M	0	0	0	96 371
Otterburn Park	V	0	0	0	53 377
Otter Lake	M	0	0	57 345	3 311
Packington	P	31 800	0	14 104	8 333
Padoue	M	50 500	0	0	6 486
Palmarolle	M	136 100	0	0	15 797
Papineau	MRC	0	218 728	0	0
Papineauville	M	0	0	0	129 655
Parisville	P	5 900	0	0	2 514
Paspébiac	V	267 800	0	3 031	104 703
Percé	V	365 700	0	25 761	48 809
Péribonka	M	9 000	0	8 918	4 627
Petite-Rivière-Saint-François	M	0	0	17 031	6 700
Petite-Vallée	M	27 900	0	4 210	0
Petit-Saguenay	M	114 600	0	73 163	15 802
Piedmont	M	0	0	0	7 822
Pierreville	M	41 381	0	1 580	21 478
Pincourt	V	0	0	0	224 959
Piopolis	M	0	0	10 197	0
Plaisance	M	8 400	0	6 711	6 453
Plessisville	V	398 800	0	0	254 450
Plessisville	P	0	0	5 645	6 829
Pohénégamook	V	158 100	0	78 542	136 263
Pointe-à-la-Croix	M	183 700	0	39 157	22 746
Pointe-aux-Outardes	VL	0	0	6 252	18 382
Pointe-Calumet	M	0	0	488	56 315
Pointe-Claire	V	0	0	0	416 956
Pointe-des-Cascades	VL	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un pare immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Pointe-Fortune	VL	0	0	0	0
Pointe-Lebel	VL	142 900	0	8 417	23 996
Pontiac	MRC	0	152 110	0	0
Pontiac	TR	0	0	127 806	0
Pontiac	M	0	0	534	17 414
Pont-Rouge	V	0	0	0	83 520
Portage-du-Fort	VL	15 900	0	0	2 054
Port-Cartier	V	267 703	0	144 814	273 320
Port-Daniel--Gascons	M	414 723	0	18 206	32 385
Portneuf	MRC	0	115 618	0	0
Portneuf	TR	300	0	15 769	0
Portneuf	V	168 693	0	0	21 145
Portneuf-sur-Mer	M	134 400	0	32 661	21 917
Potton	CT	0	0	0	6 155
Poulares	M	113 200	0	5 790	5 677
Preissac	M	0	0	23 518	2 261
Prévost	V	0	0	0	63 396
Price	VL	292 900	0	0	18 060
Princeville	V	271 018	0	0	57 878
Puvimutuq	VN	0	0	0	0
Quaqtaq	VN	0	0	0	0
Québec	AG	0	0	0	0
Québec	V	314 234	0	0	17 364 123
Racine	M	0	0	0	2 672
Ragueneau	P	167 900	0	28 457	43 932
Rapide-Danseur	M	21 600	0	9 009	4 124
Rapides-des-Joachims	M	8 900	0	64 004	0
Rawdon	M	0	0	12 425	160 896
Rémigny	M	39 600	0	76 834	0
Repentigny	V	0	0	0	1 425 185
Richelieu	V	0	0	0	22 611
Richmond	V	156 800	0	0	139 181

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Rigaud	M	0	0	24	181 529
Rimouski	V	231 109	0	14 833	1 319 621
Rimouski-Neigette	MRC	0	64 956	0	0
Rimouski-Neigette	TR	0	0	15 199	0
Ripon	M	7 865	0	8 172	6 867
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	17 500	0	1 849	0
Rivière-à-Claude	M	30 700	0	16 678	0
Rivière-à-Pierre	M	0	0	76 703	9 712
Rivière-au-Tonnerre	M	66 800	0	42 104	24 303
Rivière-Beaudette	M	0	0	0	1 629
Rivière-Bleue	M	183 500	0	32 438	34 552
Rivière-du-Loup	MRC	0	8 665	0	0
Rivière-du-Loup	V	0	0	112	658 232
Rivière-Éternité	M	71 500	0	136 298	10 497
Rivière-Héva	M	111 200	0	11 394	2 653
Rivière-Ouelle	M	0	0	0	16 173
Rivière-Rouge	AG	0	0	43 230	33 481
Rivière-Rouge	V	0	0	70 565	113 454
Rivière-Saint-Jean	M	59 500	0	72 174	10 282
Robert-Cliche	MRC	0	16	0	0
Roberval	V	410 300	0	23 288	517 216
Rochebaucourt	M	50 900	0	15 172	0
Roquemaure	M	72 900	0	2 850	3 314
Rosemère	V	0	0	0	296 037
Rougemont	M	0	0	0	11 403
Roussillon	MRC	0	0	0	0
Rouville	MRC	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	V	1 340 316	402 448	479 602	1 224 941
Roxton	CT	0	0	0	0
Roxton Falls	VL	62 800	0	0	16 134
Roxton Pond	M	0	0	7 431	16 543
Sacré-Coeur	M	167 500	0	29 527	14 443

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	0	0	0	0
Saguenay	V	179 817	0	80 373	4 000 094
Saint-Adalbert	M	67 600	0	32 230	5 897
Saint-Adelme	P	55 300	0	1 005	7 213
Saint-Adelphe	P	3 900	0	0	9 731
Saint-Adolphe-d'Howard	M	0	0	17 761	503
Saint-Adrien	M	3 700	0	0	3 738
Saint-Adrien-d'Irlande	M	0	0	0	12
Saint-Agapit	M	0	0	0	101 863
Saint-Aimé	P	0	0	0	0
Saint-Aimé-des-Lacs	M	0	0	70 920	5 740
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	0	0	40 210	1 910
Saint-Alban	M	0	0	14 028	3 800
Saint-Albert	M	0	0	0	4 304
Saint-Alexandre	M	0	0	0	13 423
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	54 700	0	390	18 263
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	51 700	0	13 906	0
Saint-Alexis	VL	0	0	0	7 299
Saint-Alexis	P	0	0	0	0
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	102 700	0	161	6 148
Saint-Alexis-des-Monts	P	0	0	302 634	32 356
Saint-Alfred	M	10 100	0	0	0
Saint-Alphonse	M	82 400	0	2 216	8 342
Saint-Alphonse	P	0	0	0	14 949
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	0	0	2 653	10 245
Saint-Amable	M	0	0	0	113 286
Saint-Ambroise	M	181 700	0	3 923	39 321
Saint-Ambroise-de-Kildare	P	0	0	0	12 550
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	0	0	35	21 459
Saint-André	M	17 800	0	4 433	5 651
Saint-André-Avellin	M	0	0	0	51 980
Saint-André-d'Argenteuil	M	0	0	0	9 244

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-André-de-Restigouche	M	37 500	0	8 322	0
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	43 200	0	24 855	17 358
Saint-Anicet	P	0	0	0	10 551
Saint-Anselme	M	0	0	0	114 039
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	0	0	0	170
Saint-Antoine-de-Tilly	M	0	0	0	5 668
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	0	0	0	11 976
Saint-Antonin	P	0	0	30 387	29 019
Saint-Apollinaire	M	0	0	0	28 752
Saint-Armand	M	0	0	0	2 609
Saint-Arsène	P	0	0	0	14 700
Saint-Athanase	M	44 500	0	73 442	2 469
Saint-Aubert	M	0	0	0	3 518
Saint-Augustin	P	43 900	0	14 160	12 732
Saint-Augustin	M	119 000	8 808	119 137	38 443
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	0	0	0	334 402
Saint-Augustin-de-Woburn	P	0	0	130 601	6 945
Saint-Barnabé	P	7 700	0	163	2 140
Saint-Barnabé-Sud	M	0	0	0	2 789
Saint-Barthélemy	P	7 800	0	0	10 032
Saint-Basile	V	78 900	0	0	11 197
Saint-Basile-le-Grand	V	0	0	0	93 854
Saint-Benjamin	M	49 700	0	43	4 063
Saint-Benoît-du-Lac	M	0	0	0	0
Saint-Benoît-Labre	M	0	0	0	8 036
Saint-Bernard	M	0	0	0	11 544
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	0	0	0	3 984
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	0	0	0	1 800
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	0	0	0	10 422
Saint-Bonaventure	M	0	0	0	2 770
Saint-Boniface	M	0	0	0	20 556
Saint-Bruno	M	141 900	0	0	29 227

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Bruno-de-Guigues	M	6 800	0	263	7 169
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	23 400	0	66	1 460
Saint-Bruno-de-Montarville	V	0	0	15 964	513 259
Saint-Calixte	M	0	0	1 545	53 160
Saint-Camille	CT	0	0	0	2 397
Saint-Camille-de-Lellis	P	69 000	0	107 234	13 557
Saint-Casimir	M	145 400	0	0	39 518
Saint-Célestin	VL	36 300	0	0	17 680
Saint-Célestin	M	0	0	0	0
Saint-Césaire	V	0	0	0	95 372
Saint-Charles-Borromée	M	0	0	0	252 237
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	0	0	0	52 836
Saint-Charles-de-Bourget	M	47 300	0	984	11 025
Saint-Charles-Garnier	P	69 600	0	5 191	4 071
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	0	0	0	4 976
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	0	0	0	0
Saint-Chrysostome	M	0	0	0	22 420
Saint-Claude	M	0	0	0	4 738
Saint-Clément	P	83 200	0	0	4 245
Saint-Cléophas	P	69 300	0	8 156	0
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	2 400	0	0	0
Saint-Clet	M	0	0	0	0
Saint-Colomban	P	0	0	0	101 787
Saint-Côme	P	0	0	44 270	4 208
Saint-Côme--Linière	M	163 800	0	9 454	20 394
Saint-Constant	V	0	0	0	246 499
Saint-Cuthbert	M	0	0	0	6 721
Saint-Cyprien	M	72 200	0	22 038	14 054
Saint-Cyprien	P	42 000	0	0	3 795
Saint-Cyprien-de-Napierville	P	0	0	0	0
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	30 100	0	64 226	5 036
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	0	0	0	14 285

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Damase	P	26 600	0	5 705	3 382
Saint-Damase	M	0	0	0	14 807
Saint-Damase-de-L'Islet	M	23 000	0	70 071	0
Saint-Damien	P	0	0	67 517	6 461
Saint-Damien-de-Buckland	P	6 300	0	0	130 575
Saint-David	P	0	0	0	5 610
Saint-David-de-Falardeau	M	0	0	65 520	6 464
Saint-Denis	P	0	0	0	3 608
Saint-Denis-de-Brompton	P	0	0	778	12 821
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	0	0	0	12 017
Saint-Didace	P	0	0	0	2 477
Saint-Dominique	M	0	0	0	7 443
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	56 200	0	34 068	3 140
Saint-Donat	P	20 400	0	419	10 163
Saint-Donat	M	0	0	146 592	22 596
Sainte-Adèle	V	0	0	7 563	128 104
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	0	0	0	5 588
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	0	0	24	105 184
Sainte-Agathe-des-Monts	V	0	0	42	249 131
Sainte-Angèle-de-Mérici	M	126 200	0	0	8 716
Sainte-Angèle-de-Monnoir	P	0	0	0	6 662
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	32 300	0	0	0
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	47 200	0	0	16 586
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	0	0	0	206 442
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	67 000	0	256	10 686
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	0	0	0	1 214
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	0	0	0	13 651
Sainte-Anne-des-Lacs	P	0	0	0	0
Sainte-Anne-des-Monts	V	713 500	0	20 979	293 993
Sainte-Anne-de-Sorel	P	0	0	0	16 062
Sainte-Anne-des-Plaines	V	0	0	0	199 813

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Anne-du-Lac	M	0	0	100 248	4 254
Sainte-Anne-du-Sault	M	77 700	0	0	0
Sainte-Apolline-de-Patton	P	41 100	0	44 270	5 898
Sainte-Aurélie	M	12 500	0	40	3 419
Sainte-Barbe	P	0	0	0	0
Sainte-Béatrix	M	0	0	0	6 436
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	0	0	0	11 331
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	0	0	0	28 294
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	0	0	0	2 937
Sainte-Catherine	V	0	0	0	278 879
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	0	0	46	4 381
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	0	0	11 997	146 849
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	12 900	0	0	5 099
Sainte-Cécile-de-Milton	CT	0	0	0	13 040
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	0	0	0	4 495
Sainte-Christine	P	0	0	0	3 327
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	0	0	599	0
Sainte-Claire	M	0	0	0	30 413
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	0	0	0	5 087
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	P	0	0	0	8 114
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	73 400	0	0	6 831
Sainte-Croix	M	0	0	0	97 317
Saint-Edmond-de-Grantham	P	0	0	0	0
Saint-Edmond-les-Plaines	M	49 600	0	14 586	4 932
Saint-Édouard	P	0	0	0	2 977
Saint-Édouard-de-Fabre	P	13 900	0	8 896	4 835
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	0	0	10 300	3 972
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	58 200	0	0	608
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	0	0	0	3 559
Sainte-Élisabeth	P	0	0	0	12 681
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	0	0	0	0
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	0	0	58 646	5 012

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Eulalie	M	0	0	820	5 465
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	26 000	0	28 280	0
Sainte-Famille	P	0	0	0	0
Sainte-Félicité	M	177 200	0	1 300	13 873
Sainte-Félicité	M	54 800	0	2 432	3 552
Sainte-Flavie	P	0	0	0	0
Sainte-Florence	M	75 800	0	10 377	1 773
Sainte-Françoise	P	54 700	0	3 023	3 939
Sainte-Françoise	M	0	0	4 071	3 884
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	0	0	0	52 978
Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	0	0	0	10 044
Sainte-Germaine-Boulé	M	124 600	0	1 697	8 814
Sainte-Gertrude-Manneville	M	88 500	0	9 488	3 942
Sainte-Hedwidge	M	78 600	0	121 051	3 675
Sainte-Hélène	M	68 200	0	0	7 079
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	0	0	0	5 108
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	41 200	0	0	3 571
Sainte-Hénédine	P	0	0	0	9 741
Sainte-Irène	P	15 300	0	11 566	1 818
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	38 300	0	54	5 665
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	86 100	0	26 246	7 542
Sainte-Julie	V	0	0	317	407 617
Sainte-Julienne	M	0	0	2 360	173 561
Sainte-Justine	M	73 800	0	3 054	44 705
Sainte-Justine-de-Newton	P	0	0	0	3 697
Saint-Élie-de-Caxton	M	0	0	202	4 419
Saint-Éloi	P	32 500	0	0	5 680
Sainte-Louise	P	38 200	0	0	5 115
Saint-Elphège	P	0	0	0	0
Sainte-Luce	M	30 370	0	970	25 895
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	42 000	0	26 699	5 689
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	0	0	30 241	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Elzéar	M	56 400	0	15 564	5 497
Saint-Elzéar	M	0	0	0	8 491
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	38 600	0	20 716	1 916
Sainte-Madeleine	VL	0	0	0	23 266
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	72 800	0	28 959	0
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	0	0	117	3 781
Sainte-Marguerite	M	40 300	0	17 516	0
Sainte-Marguerite	P	0	0	0	7 542
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	0	0	5 699	18 753
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	0	0	0	0
Sainte-Marie	V	0	0	0	250 869
Sainte-Marie-de-Blandford	M	14 700	0	0	2 471
Sainte-Marie-Madeleine	P	0	0	0	0
Sainte-Marie-Salomé	P	0	0	0	4 112
Sainte-Marthe	M	0	0	0	4 195
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	0	0	0	161 740
Sainte-Martine	M	0	0	0	15 756
Sainte-Mélanie	M	0	0	0	10 439
Saint-Émile-de-Suffolk	M	0	0	1 207	0
Sainte-Monique	M	0	0	0	5 863
Sainte-Monique	M	0	0	32 705	11 255
Sainte-Paule	M	0	0	24 941	4 127
Sainte-Perpétue	M	177 400	0	111 057	11 204
Sainte-Perpétue	P	0	0	0	2 421
Sainte-Pétronille	VL	0	0	0	226
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	0	0	0	15 335
Saint-Épiphanie	M	78 400	0	57	6 723
Sainte-Praxède	P	0	0	21 659	0
Sainte-Rita	M	58 300	0	7 726	8 671
Sainte-Rose-de-Watford	M	34 000	0	13 298	5 010
Sainte-Rose-du-Nord	P	0	0	14 238	6 618
Sainte-Sabine	P	30 400	0	763	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Sainte-Sabine	P	0	0	0	2
Sainte-Séraphine	P	0	0	0	0
Sainte-Sophie	M	1 417	0	0	47 211
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	26 300	0	0	7 498
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	0	0	0	4 381
Saint-Esprit	M	0	0	0	13 845
Sainte-Thècle	M	132 100	0	37 110	22 423
Sainte-Thérèse	V	0	0	0	698 416
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	162 100	0	0	13 157
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	0	0	4 194	2 477
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	0	0	0	3 521
Saint-Étienne-de-Bolton	M	0	0	0	0
Saint-Étienne-des-Grès	P	0	0	67	20 589
Saint-Eugène	M	0	0	0	2 125
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	72 500	0	57	6 249
Saint-Eugène-de-Guigues	M	8 200	0	3 209	4 508
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	23 700	0	51 503	2 022
Sainte-Ursule	P	29 400	0	0	8 291
Saint-Eusèbe	P	54 000	0	1 553	4 124
Saint-Eustache	V	0	0	0	462 916
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	0	0	0	3 974
Sainte-Victoire-de-Sorel	P	0	0	0	4 134
Saint-Fabien	P	75 600	0	6 122	12 448
Saint-Fabien-de-Panet	P	89 200	0	44 092	18 804
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	0	0	23 388	1 239
Saint-Félicien	V	0	0	28 071	354 994
Saint-Félix-de-Dalquier	M	108 700	0	3 295	5 684
Saint-Félix-de-Kingsey	M	0	0	0	3 863
Saint-Félix-de-Valois	M	0	0	0	121 074
Saint-Félix-d'Otis	M	0	0	46 648	10 466
Saint-Ferdinand	M	18 666	0	0	30 837
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	0	0	0	24 765

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un pare immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Flavien	M	0	0	0	7 532
Saint-Fortunat	M	0	0	0	0
Saint-François-d'Assise	M	140 000	0	10 177	8 134
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	0	0	3 696	16 478
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	0
Saint-François-de-Sales	M	61 400	0	43 198	19 319
Saint-François-du-Lac	M	19 400	0	973	14 107
Saint-François-Xavier-Brompton	P	0	0	0	6 651
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	40 000	0	18 065	2 880
Saint-Frédéric	P	27 200	0	0	4 967
Saint-Fulgence	M	103 500	0	68 318	13 934
Saint-Gabriel	V	137 000	0	0	41 831
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	0	0	0	24 891
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	125 200	0	5 152	10 217
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	0	0	13 915	19 749
Saint-Gabriel-Lalemant	M	93 000	0	2 472	5 167
Saint-Gédéon	M	0	0	32	12 092
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	178 170	0	0	11 940
Saint-Georges	V	33 991	0	0	828 754
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	0	0	0	5 967
Saint-Georges-de-Windsor	M	0	0	0	5 656
Saint-Gérard-Majella	P	0	0	0	0
Saint-Germain	P	900	0	0	0
Saint-Germain-de-Grantham	M	0	0	0	15 270
Saint-Gervais	M	0	0	0	27 141
Saint-Gilbert	P	18 400	0	0	0
Saint-Gilles	P	0	0	0	14 103
Saint-Godefroi	CT	35 300	0	1 949	2 229
Saint-Guillaume	M	0	0	0	4 759
Saint-Guy	M	15 400	0	27 125	10
Saint-Henri	M	0	0	0	38 820
Saint-Henri-de-Taillon	M	0	0	995	6 679

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Herménégilde	M	0	0	0	2
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	2 400	0	0	0
Saint-Hilarion	P	19 800	0	83	6 573
Saint-Hippolyte	P	0	0	5 163	24 159
Saint-Honoré	M	180 900	0	7 626	62 593
Saint-Honoré-de-Shenley	M	16 700	0	0	8 250
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	107 600	0	42 352	9 520
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	0	0	19 386	16 827
Saint-Hugues	M	0	0	0	5 420
Saint-Hyacinthe	V	17 724	0	0	1 774 791
Saint-Ignace-de-Loyola	P	0	0	0	3 431
Saint-Ignace-de-Stanbridge	P	0	0	0	0
Saint-Irénée	P	0	0	0	4 348
Saint-Isidore	M	0	0	0	13 234
Saint-Isidore	P	0	0	0	11 257
Saint-Isidore-de-Clifton	M	0	0	0	7 422
Saint-Jacques	M	0	0	0	93 155
Saint-Jacques-de-Leeds	M	0	0	0	3 268
Saint-Jacques/Wolfestown	P	0	0	333	0
Saint-Jacques-le-Mineur	P	0	0	0	5 766
Saint-Janvier-de-Joly	M	0	0	26 101	4 832
Saint-Jean-Baptiste	M	0	0	0	18 616
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	0	0	0	0
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	35 800	0	29 999	2 571
Saint-Jean-de-Dieu	M	238 400	0	1 976	20 415
Saint-Jean-de-la-Lande	M	9 000	0	4 755	0
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	678
Saint-Jean-de-Matha	M	0	0	0	62 698
Saint-Jean-Port-Joli	M	0	0	0	32 074
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	0	0	121	1 445 578
Saint-Jérôme	V	0	0	0	1 462 530
Saint-Joachim	P	0	0	0	7 341

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Joachim-de-Shefford	P	0	0	5 843	4 059
Saint-Joseph-de-Beauce	V	0	0	0	117 909
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	0	0	29 406	8 264
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	0	0	8 613	0
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	16 700	0	4 218	2 883
Saint-Joseph-de-Lepage	P	41 700	0	0	37 686
Saint-Joseph-des-Érables	M	0	0	0	0
Saint-Joseph-de-Sorel	V	27 300	0	0	20 565
Saint-Joseph-du-Lac	M	0	0	315	20 535
Saint-Jude	M	0	0	0	6 616
Saint-Jules	P	7 300	0	0	0
Saint-Julien	M	0	0	0	0
Saint-Just-de-Bretenières	M	73 000	0	62 312	7 352
Saint-Juste-du-Lac	M	61 400	0	31 375	9 828
Saint-Justin	P	0	0	0	6 411
Saint-Lambert	V	0	0	2 689	460 767
Saint-Lambert	P	50 700	0	8 563	0
Saint-Lambert-de-Lauzon	P	0	0	0	24 706
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	6 872
Saint-Lazare	V	0	0	0	151 506
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	0	0	0	8 087
Saint-Léandre	P	45 000	0	13 163	5 937
Saint-Léonard-d'Aston	M	0	0	0	63 533
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	22 600	0	19 336	5 151
Saint-Léon-de-Standon	P	11 100	0	1 451	9 700
Saint-Léon-le-Grand	P	144 000	0	0	11 844
Saint-Léon-le-Grand	P	0	0	0	4 615
Saint-Liboire	M	0	0	0	10 466
Saint-Liguori	P	0	0	0	7 071
Saint-Lin--Laurentides	V	0	0	0	178 548
Saint-Louis	P	0	0	0	3 346
Saint-Louis-de-Blandford	P	12 300	0	534	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Louis-de-Gonzague	M	30 800	0	334	0
Saint-Louis-de-Gonzague	P	0	0	0	7 878
Saint-Louis/Cap-Tourmente	P	0	0	0	0
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	135 400	0	14 439	18 075
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	26 300	0	38 547	0
Saint-Luc-de-Vincennes	M	8 900	0	0	0
Saint-Lucien	P	0	0	0	0
Saint-Ludger	M	29 200	0	2 953	4 459
Saint-Ludger-de-Milot	M	50 000	0	26 195	4 311
Saint-Magloire	M	18 100	0	39 248	11 692
Saint-Majorique-de-Grantham	P	0	0	0	10 006
Saint-Malachie	P	0	0	0	6 911
Saint-Malo	M	0	0	0	3 867
Saint-Marc-de-Figuery	P	43 200	0	507	3 673
Saint-Marc-des-Carrières	V	97 500	0	0	121 718
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	55 500	0	15 031	4 416
Saint-Marcel	M	43 600	0	43 535	7 519
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	0	0	0	4 741
Saint-Marcellin	P	2 400	0	13 195	0
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	0	0	0	8 442
Saint-Martin	P	110 000	0	0	78 873
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	0	0	0	21 864
Saint-Mathieu	M	0	0	0	5 939
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	0	0	0	0
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	4 700	0	17 186	3 114
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	0	0	4 489	1 840
Saint-Mathieu-du-Parc	M	0	0	48 578	3 424
Saint-Maurice	P	60 500	0	0	14 871
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	244 000	0	22 763	37 264
Saint-Médard	M	60 100	0	16 964	2 470
Saint-Michel	P	0	0	0	7 636
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	0	0	0	27 761

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Michel-des-Saints	M	0	0	231 567	25 274
Saint-Michel-du-Squatec	P	161 300	0	107 061	73 044
Saint-Modeste	P	0	0	11 599	7 274
Saint-Moïse	P	78 300	0	1 670	4 256
Saint-Narcisse	P	56 100	0	3 259	13 026
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	0	0	0	4 721
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	60 100	0	38 190	12 491
Saint-Nazaire	M	152 500	0	7 398	19 719
Saint-Nazaire-d'Acton	P	0	0	0	5 275
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	6 900	0	0	0
Saint-Nérée	P	4 300	0	0	12 406
Saint-Noël	VL	103 000	0	113	8 107
Saint-Norbert	P	0	0	0	3 004
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	0	0	0	0
Saint-Octave-de-Métis	P	46 000	0	0	4 019
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	0	0	117	9 777
Saint-Omer	M	11 600	0	18 874	0
Saint-Onésime-d'Ixworth	P	52 600	0	8 930	2 687
Saint-Ours	V	0	0	0	10 203
Saint-Pacôme	M	121 700	0	0	23 462
Saint-Pamphile	V	177 900	0	49	72 536
Saint-Pascal	V	106 000	0	0	171 642
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	0	0	0	11 677
Saint-Patrice-de-Sherrington	P	0	0	0	10 154
Saint-Paul	M	0	0	0	19 878
Saint-Paul-d'Abbotsford	P	0	0	0	9 166
Saint-Paul-de-la-Croix	P	38 900	0	27	2 758
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	P	0	0	0	5 219
Saint-Paul-de-Montminy	M	9 300	0	8 058	42 977
Saint-Paulin	M	13 200	0	17 724	11 316
Saint-Philémon	P	10 100	0	40 001	6 545
Saint-Philibert	M	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Philippe	M	0	0	0	23 788
Saint-Philippe-de-Néri	P	66 000	0	0	5 218
Saint-Pie	V	0	0	0	24 545
Saint-Pie-de-Guire	P	0	0	0	0
Saint-Pierre	VL	0	0	0	0
Saint-Pierre-Baptiste	P	0	0	0	3 993
Saint-Pierre-de-Broughton	M	0	0	0	6 552
Saint-Pierre-de-Lamy	M	6 800	0	28 293	0
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	0	0	10 816	8 857
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	0	0	0	15 809
Saint-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	0	0	0	0
Saint-Pierre-les-Becquets	M	17 200	0	0	62 805
Saint-Placide	M	0	0	0	10 247
Saint-Polycarpe	M	0	0	0	70 799
Saint-Prime	M	72 800	0	17 980	30 797
Saint-Prosper	M	273 400	0	0	104 631
Saint-Prosper	P	0	0	0	0
Saint-Raphaël	M	0	0	0	22 873
Saint-Raymond	V	62 100	0	60 795	193 468
Saint-Rémi	V	0	0	0	71 271
Saint-Rémi-de-Tingwick	P	0	0	0	0
Saint-René	P	23 400	0	0	0
Saint-René-de-Matane	M	125 600	0	62 407	17 325
Saint-Robert	P	0	0	0	6 089
Saint-Robert-Bellarmin	M	16 900	0	98 984	5 390
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	0	0	0	101 537
Saint-Roch-de-Mékinac	P	3 900	0	26 420	3 888
Saint-Roch-de-Richelieu	M	0	0	0	6 005
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	0	0	0	4 138
Saint-Roch-Ouest	M	0	0	0	0
Saint-Romain	M	0	0	37 512	10 539
Saint-Rosaire	P	0	0	792	1 873

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Samuel	P	38 400	0	0	2 148
Saints-Anges	P	0	0	0	5 685
Saint-Sauveur	V	0	0	0	23 814
Saint-Sébastien	M	0	0	0	6 808
Saint-Sébastien	P	0	0	0	2 646
Saint-Sévère	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	0	0	0	0
Saint-Séverin	P	60 300	0	1 419	8 072
Saint-Siméon	P	132 800	0	134	12 546
Saint-Siméon	M	69 929	0	39 365	17 982
Saint-Simon	P	0	0	456	5 043
Saint-Simon	P	0	0	0	5 465
Saint-Simon-les-Mines	M	0	0	0	0
Saint-Sixte	M	7 900	0	753	0
Saints-Martyrs-Canadiens	P	0	0	8 967	0
Saint-Stanislas	M	3 100	0	0	8 966
Saint-Stanislas	M	29 200	0	25 914	0
Saint-Stanislas-de-Kostka	P	0	0	0	4 266
Saint-Sulpice	P	0	0	0	17 530
Saint-Sylvère	M	0	0	0	4 748
Saint-Sylvestre	M	0	0	0	8 625
Saint-Télesphore	P	0	0	0	3 176
Saint-Tharcisius	P	85 500	0	1 423	5 793
Saint-Théodore-d'Acton	P	0	0	0	4 269
Saint-Théophile	M	23 400	0	68 764	3 316
Saint-Thomas	M	0	0	0	11 623
Saint-Thomas-Didyme	M	51 000	0	78 410	6 088
Saint-Thuribe	P	30 800	0	0	0
Saint-Tite	V	51 500	0	614	92 273
Saint-Tite-des-Caps	M	28 800	0	0	19 811
Saint-Ubalde	M	0	0	123 006	8 804
Saint-Ulric	M	117 100	0	0	12 130

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Saint-Urbain	P	70 600	0	34	12 542
Saint-Urbain-Premier	M	0	0	0	4 936
Saint-Valentin	P	0	0	0	0
Saint-Valère	M	0	0	674	3 855
Saint-Valérien	P	64 700	0	16 740	4 051
Saint-Valérien-de-Milton	CT	0	0	0	6 418
Saint-Vallier	M	0	0	0	7 250
Saint-Venant-de-Paquette	M	0	0	0	0
Saint-Vianney	M	84 600	0	24 864	4 838
Saint-Victor	M	10 700	0	0	20 123
Saint-Wenceslas	M	0	0	0	7 768
Saint-Zacharie	M	128 500	0	19 290	10 757
Saint-Zénon	M	0	0	160 777	3 436
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	57 700	0	1 343	2 549
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	0	0	0	5 029
Saint-Zotique	VL	0	0	0	54 233
Salaberry-de-Valleyfield	V	0	0	0	882 519
Salluit	VN	0	0	0	0
Sayabec	M	101 600	0	0	0
Schefferville	V	285 900	0	33 921	51 080
Scotstown	V	87 900	0	16 033	6 706
Scott	M	0	0	0	4 484
Senneterre	V	310 000	0	0	12 040
Senneterre	P	90 400	0	349 525	125 438
Senneville	VL	0	0	33 493	0
Sept-Îles	V	57 081	0	0	28 394
Sept-Rivières	MRC	0	328 721	173 277	661 030
Sept-Rivières	TR	1 400	0	0	0
Shanrion	M	0	0	88 309	0
Shawinigan	V	1 831 043	531 530	454	34 070
Shawville	M	0	0	5 430	1 349 045
Sheenboro	M	0	0	0	126 318
				39 012	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Shefford	CT	0	0	0	1 251
Sherbrooke	V	294 109	0	276	4 534 741
Shigawake	M	65 600	0	2 270	0
Sorel-Tracy	V	0	0	0	864 488
Stanbridge East	M	0	0	0	0
Stanbridge Station	M	0	0	0	0
Stanstead	V	81 700	0	0	133 080
Stanstead	CT	0	0	0	0
Stanstead-Est	M	0	0	0	0
Stoke	M	0	0	738	16 156
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	0	0	66 503	28 975
Stomoway	M	0	0	59 972	3 958
Stratford	CT	0	0	32 699	6 659
Stukely-Sud	VL	0	0	0	0
Sutton	V	0	0	0	26 724
Tadoussac	VL	0	0	2 563	25 232
Taschereau	M	212 503	0	19 840	6 724
Tasiujaq	VN	0	0	0	0
Témiscaming	V	0	0	48 950	72 632
Témiscamingue	MRC	0	170 462	0	0
Témiscamingue	TR	0	0	39 518	0
Témiscouata	MRC	0	81 661	0	0
Terrasse-Vaudreuil	M	0	0	0	7 414
Terrebonne	V	306 839	0	0	1 763 505
Thérèse-De Blainville	MRC	0	0	0	0
Thetford Mines	V	1 129 327	0	1 386	841 507
Thorne	M	0	0	1 686	0
Thurso	V	0	0	356	30 630
Tingwick	M	2 100	0	0	5 167
Tourville	M	116 400	0	109 278	2 234
Trécesson	CT	0	0	9 381	3 734
Très-Saint-Rédempteur	P	0	0	0	0

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Très-Saint-Sacrement	P	0	0	0	0
Tring-Jonction	VL	56 200	0	0	7 886
Trois-Pistoles	V	312 000	0	0	271 413
Trois-Rives	M	0	0	86 331	0
Trois-Rivières	V	871 170	0	1 937	3 859 984
Ulverton	M	0	0	0	0
Umiujaq	VN	0	0	0	0
Upton	M	0	0	0	6 700
Val-Alain	M	38 600	0	17 394	4 513
Val-Brillant	M	70 800	0	0	9 822
Valcourt	V	0	0	0	75 410
Valcourt	CT	0	0	0	0
Val-David	VL	0	0	0	28 429
Val-des-Bois	M	0	0	38 215	2 159
Val-des-Lacs	M	0	0	43 228	0
Val-des-Monts	M	0	0	18 498	48 154
Val-d'Or	V	1 395 663	0	388 960	635 669
Val-Joli	M	0	0	0	0
Vallée-de-l'Or	TR	46 400	0	20 360	190
Vallée-Jonction	M	0	0	0	10 567
Val-Morin	M	0	0	184	0
Val-Racine	P	0	0	35 964	0
Val-Saint-Gilles	M	35 400	0	9 568	0
Varennnes	V	0	0	0	341 867
Vaudreuil-Dorion	V	0	0	0	432 007
Vaudreuil-Soulanges	MRC	0	446	0	0
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	0	0	0	0
Venise-en-Québec	M	0	0	0	0
Verchères	M	0	0	0	25 878
Victoriaville	V	0	0	0	850 242
Ville-Marie	V	65 100	0	0	56 896
Villeroy	M	5 000	0	28 213	2 070

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes prévues pour les municipalités en vertu du partenariat fiscal et financier pour l'exercice 2008-2009 *

Nom de la municipalité	Dés.	Péréquation **	Redevances ress. naturelles	Terres publiques	Bonification des compensations ***
Waltham	M	0	0	63 033	0
Warden	VL	15 300	0	0	0
Warwick	V	17 921	0	0	78 703
Waterloo	V	123 700	0	0	113 930
Waterville	V	0	0	0	63 123
Weedon	M	0	0	0	21 725
Wentworth	CT	0	0	6 426	0
Wentworth-Nord	M	0	0	19 091	0
Westbury	CT	0	0	0	0
Westmount	V	0	0	0	340 440
Wickham	M	0	0	0	11 306
Windsor	V	0	0	0	187 136
Wotton	M	44 100	0	0	9 051
Yamachiche	M	0	0	0	14 673
Yamaska	M	13 277	0	0	7 897

* Les prévisions budgétaires détaillées relatives à l'aide au fonctionnement des MRC ne sont pas disponibles.

** Incluant l'élément péréquation de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

*** Les prévisions budgétaires détaillées pour le programme de bonification des compensations (volet réseau supérieur et réseau scolaire) considèrent un parc immobilier constant. Ce montant inclut l'élément bonification de la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 22

Subventions versées aux différentes associations municipales en 2007-2008. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2008-2009.

Nom du bénéficiaire	Montant
Association des aménagistes régionaux du Québec	5 000,00 \$
Association des directeurs généraux des MRC du Québec	17 500,00 \$
Association des directeurs généraux des municipalités du Québec	5 000,00 \$
Association des directeurs municipaux du Québec	12 500,00 \$
Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ)	5 000,00 \$
Association des urbanistes et des aménagistes municipaux du Québec (AUAMQ)	5 000,00 \$
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)	10 000,00 \$
Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec inc	5 000,00 \$
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	150 000,00 \$
Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)	10 000,00 \$
Union des municipalités du Québec (UMQ)	155 000,00 \$
TOTAL	380 000,00 \$

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 24

Liste complète des programmes et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités, tels : mesures d'urgence, programme d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, etc., pour 2007-2008. Ventiler les montants.

PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DÉDIÉS AUX MUNICIPALITÉS (PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL)	
Programmes	Aide financière fédérale 2007-2008
Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000	34 133 759 \$
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	7 967 067 \$
Transfert aux municipalités du Québec d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence	273 582 529 \$

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 25

Pour le programme Renouveau urbain et villageois, liste des demandes reçues pour 2007-2008, pour chaque demande, la décision du ministère, le montant accordé ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir un bilan du programme.

Aucune demande reçue pour l'année 2007-2008.

Bilan du programme :

VOLET	Enveloppe d'aide	Projets promis		
		Nombre	Coût admissible	Aide promise
Renouveau urbain	75 000 000 \$	181	147 063 592 \$	73 531 786 \$
Renouveau villageois	15 000 000 \$	262	26 199 792 \$	13 179 512 \$

La date limite pour le dépôt d'une demande au PRUEV était le 30 juin 2002. Les travaux devaient être complétés au plus tard le 31 décembre 2005. Toutefois, les règles et normes du programme ont été modifiées afin de permettre le report de travaux au-delà de cette date.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande #29

Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalité en 2007-2008. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2008-2009.

Au cours de l'année 2007-2008, la Table Québec-Municipalités (TQM) s'est réuni le 7 décembre 2007, à Québec, au Château Frontenac.

L'ordre du jour de cette rencontre ainsi que la liste des personnes présentes sont joints en annexes. Le compte rendu de cette réunion sera déposé à la prochaine réunion de la TQM pour adoption.

Au cours de l'année 2008, la TQM devrait se réunir à deux reprises, le 9 mai et le 3 octobre.

Rencontre Table Québec-municipalités (TQM)

Le 7 décembre 2007

Château Frontenac, salon Frontenac

11h 15 à 15h 30

Projet d'ordre du jour

1. Ouverture de la rencontre et adoption de l'ordre du jour
2. Bancs d'essai en décentralisation (sable et gravier, baux de villégiature) (Mme Nathalie Normandeau)
3. Information sur le volet municipal du montant de 30 MM\$ pour les infrastructures (Mme Nathalie Normandeau)
4. Sujets relevant du ministère des Transports (Mme Julie Boulet)
 - ✓ Rapport de la Table québécoise de la sécurité routière : recommandations pour améliorer la sécurité routière (rapport de Jean-Marie De Koninck)
 - ✓ Reprise par le gouvernement des ponts municipaux
 - ✓ Suivi de l'entente sur le déficit du métro
5. Politique internationale du Québec : Plan d'action 2006-2009 (Mme Monique Gagnon-Tremblay)
6. Sujets relevant du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
 - ✓ Présentation du Plan d'intervention sur la gestion des fleurs d'eau de cyanobactéries
 - ✓ Mise en œuvre de la Loi sur le développement durable :
 1. Implication des municipalités (assujettissement)
 2. Commission parlementaire sur la Stratégie de développement durable
7. Divers suivis et dépôt de documents
 - ✓ Suivi des travaux des comités de travail sectoriels :
 1. Comité permanent de liaison Environnement-Municipalités
 2. Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal
 - ✓ Réunion de la TQM du 20 octobre 2006
 1. Compte rendu
 2. Modalités de fonctionnement de la TQM
 3. Stratégie de communication (proposition)
 - ✓ Dépôt du rapport de la Table Québec-régions sur la mise en œuvre du protocole d'entente avec les présidents des conférences régionales des élus (CRÉ)
8. Points d'information sur d'autres dossiers
 - ✓ Diversification des sources de revenus pour le monde municipal
 - ✓ Projet de modification législative sur les carrières et sablières
 - ✓ TQR : dépôt de documents (ordre du jour et compte rendu)



RÉUNION DU 7 DÉCEMBRE 2007

TENUE AU SALON FRONTENAC DU CHÂTEAU FRONTENAC, À QUÉBEC

LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES



Membres présents :

Mme Nathalie Normandeau,
ministre des Affaires municipales et des Régions

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

M. Bernard Généreux, président
M. Jean-Guy Poirier, vice-président
M. Normand Bolduc, maire de Neuville
M. Jean-Marie Claveau, maire de Saint-Félix-d'Otis
M. Georges-Henri Gagné, maire de Ragueneau
M. Serge Fortin, préfet élu de la MRC de Témiscouata
M. Gilles plante, maire de McMasterville

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

M. Jean Perrault, président
M. Robert Coulombe, premier vice-président
M. Marc Bureau, maire de la Ville de Gatineau
M. Éric Forst, maire de la Ville de Rimouski
M. Jacques Joli-Cœur, maire de la Ville de Québec
M. Jean Perras, maire de la Municipalité de Chelsea
M. Claude Carignan, maire de la Ville de Saint-Eustache

VILLE DE MONTRÉAL

M. Gérald Tremblay, maire
M. Frank Zampino, président du comité exécutif (*absent*)
M. Claude Dauphin, vice-président du comité exécutif et
responsable des relations gouvernementales

Personnes accompagnant les délégations :

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

M. Jean-Paul Beaulieu, sous-ministre
M. Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires
régionales et municipales
M. Marc Croteau, sous-ministre adjoint aux politiques
M. Jean Séguin, sous-ministre adjoint à la métropole
M. Bruno Lortie, directeur de cabinet
M. Yves Bernier, cabinet de la ministre
M. Claude Duplain, cabinet de la ministre
Mme Guylaine Marcoux, cabinet de la ministre
M. Jonathan Trudeau, attaché de presse
Mme Monique Desrochers, secrétariat de la TQM
M. Vincent Lehouiller, cabinet du Premier ministre

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

M. Jean-Maurice Latulippe, directeur général
Mme Anne Croteau, conseillère, affaires corporatives
M. Dany Rousseau, directeur des communications

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Mme Peggy Bachman, directrice générale par intérim
M. François Sormany, directeur des communications et du
marketing
Mme Marieke Cloutier, conseillère aux politiques
Mme Josée-Maryse Sauvageau, conseillère aux
communications et au marketing

VILLE DE MONTRÉAL

M. Claude Léger, directeur général
M. Stéphane Forget, directeur de cabinet

Personnes invitées :

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Mme Julie Boulet, ministre
M. Denys Jean, sous-ministre
Mme Marie Blanchet, conseillère politique de la ministre
M. Bertrand Fournier, directeur de la planification
Mme Stéphanie Cashman-Pelletier, chef du service des politiques de sécurité

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre
M. Damir Croteau, attaché de presse
M. Michel Grégoire, directeur des affaires institutionnelles, universitaires et régionales
Mme Suzie Beaulieu, conseillère

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS

Mme Madeleine Paulin, sous-ministre
M. Léopold Gaudreau, sous-ministre adjoint à la Direction générale du développement durable
M. Michel Rousseau, sous-ministre adjoint par intérim à la Direction générale de l'analyse et de
l'expertise régionales, Centre de contrôle environnemental du Québec

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

M. Pierre Pelletier, secrétariat de la TQM
M. Michel Gagnon, sous-ministre adjoint aux infrastructures et au financement municipal
M. Jacques A. Tremblay, directeur des infrastructures
M. Bernard Guay, directeur des politiques fiscales et économiques
M. Mario Gagné, directeur des politiques municipales et de la recherche
Mme Lucie Trudel, directrice des communications
M. Gilles Lehouillier, direction des communications
M. Jacques Defoy, coordonnateur des relations internationales

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Mme Suzanne Giguère, secrétaire adjointe
Jean-Claude Cloutier, analyste

MINISTÈRE DES FINANCES

M. Marc Grandisson, directeur général des politiques locales et autochtones et de l'optimisation
des revenus

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 36

État de situation concernant le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique. Indiquer les montants versés en 2007-2008 en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Ventiler les montants. Prévisions des sommes disponibles pour 2008-2009.

Le 28 avril 2005, le ministre d'État (Infrastructure et Collectivités), monsieur John Godfrey, officialisait par une lettre au ministre des Finances du Québec l'entente de principe entre les gouvernements du Canada et du Québec sur des priorités en infrastructures au Québec. À la suite du changement de gouvernement au fédéral, 95,0 M\$ ont été réservés dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS) pour la réalisation des deux projets suivants : le contrôle des débordements des réseaux unitaires et la renaturalisation des berges de la rivière Saint-Charles sur le territoire de la Ville de Québec (36,5 M\$) ainsi que la mise aux normes des usines de traitement de l'eau potable de la Ville de Montréal (58,5 M\$).

Dossier de la Ville de Québec

Le projet de la Ville de Québec totalise 110 M\$ d'investissements, répartis entre la ville, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.

Dossier de la Ville de Montréal

Afin de respecter le *Règlement sur la qualité de l'eau potable* du Québec, la Ville de Montréal doit entreprendre des travaux majeurs pour modifier principalement ses deux plus importantes usines de production d'eau potable, soit les stations Atwater et Charles-J. Des Bailleurs. En effet, la qualité de l'eau potable à ces deux usines ne satisfait pas aux normes de turbidité et de désinfection.

Dans le cadre de cette entente de principe sur le FCIS, chaque gouvernement investira un montant de 58,5 M\$ pour la mise aux normes de ces installations. La Ville de Montréal contribuera également à une hauteur de 117 M\$.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 37

État de situation concernant le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale. Indiquer les sommes disponibles par volet pour 2007-2008. Indiquer les montants versés en 2007-2008 ventilés par volet en précisant les montants par municipalité et l'objet de la subvention. Prévisions des sommes disponibles pour 2008-2009.

Fonds sur l'infrastructure municipale rurale							
VOLET ¹	Nombre de demandes reçues	Coût des travaux présentés	Enveloppe d'aide disponible en 2005-2010	Aide financière promise 2005-2008 ⁴	Enveloppe disponible en 2008-2010 ³	Nombre de promesse effectuée	Versement en 2007-2008 ²
1	631	2 023 266 347 \$	280 000 000 \$	176 263 518 \$	103 736 482 \$	98	1 467 453 \$ (part fédérale) 214 485 \$ (part provinciale)
2	26	5 587 905 \$	3 900 000 \$	871 760 \$	3 028 240 \$	9	- \$
3	465	1 389 261 099 \$	179 898 000 \$	117 247 390 \$	62 650 610 \$	37	2 256 358 \$ (part fédérale) 283 886 \$ (part provinciale)

1 – Le volet 1 porte sur : «les infrastructures pour l'eau potable ou les eaux usées », le volet 2 « le développement des connaissances relatives aux infrastructures municipales » et le volet 3 «les infrastructures de support au développement local et régional »

2 - La part provinciale est versée sur dix ans incluant les intérêts lorsque l'aide financière est de 100 000 \$ et plus.

3 - Cette somme est disponible jusqu'à la fin du programme, et non annuellement.

4 – Au 29 février 2008.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 13

Liste des demandes reçues en 2007-2008 par Infrastructures-Québec ainsi que pour le programme Infrastructures Canada-Québec et le programme Infrastructures Québec-municipalités, les demandes traitées, les demandes transmises au gouvernement fédéral (pour infrastructures Canada-Québec), les demandes acceptées et les montants engagés. Sommes totales allouées pour chaque programme en 2007-2008 et prévisions des sommes totales qui seront engagées en 2008-2009 pour chaque programme.

PROGRAMME	SOMMES ALLOUÉES en 2007-2008	PRÉVISIONS DES SOMMES ENGAGÉES EN 2008-2009
Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000	2 863 022 \$	Aucune
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	65 091 396 \$	Aucune
Infrastructures Québec	3 950 000 \$	Aucune

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 2000

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE EFFECTUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007-2008

No régistrare	Volet	Nom du bénéficiaire	Titre du projet	Région	Aide promise (Féd + Prov)	
400472	1.1	Gracefield	Travaux d'interception et de traitement des eaux usées	07	252 176 \$	1
400636	1.1	Howick	Interception et traitement des eaux usées	16	185 146 \$	1
400067	1.3	Lac-Bouchette	Traitement des eaux de surface par filtration membranaire	02	235 388 \$	1
401442	1.1	Lévis	Mise en place d'une conduite d'aqueduc et d'une conduite d'égout pluvial sous la rue Saint-Laurent	12	20 512 \$	1
401271	1.2	Mont-Laurier	Mise aux normes Approvisionnement, traitement et emmagasinage d'eau potable	15	500 000 \$	1
401586	1.2	Pointe-des-Cascades	Alimentation en eau potable et mise aux normes de l'usine de filtration	16	64 164 \$	1
400274	1.1	Trois-Rivières	Travaux correctifs au réseau d'égout dans les secteurs Sainte-Marguerite et Saint-Philippe - Secteur Trois-Rivières	04	312 242 \$	1
402131	3.0	Vallée-Jonction	Bâtiment multifonctions comprenant les bureaux municipaux, une salle communautaire, une salle de loisirs et une bibliothèque	12	184 894 \$	1
400956	1.2	Weedon	Mise aux normes des infrastructures d'approvisionnement en eau potable	05	1 108 500 \$	1
				Total	2 863 022 \$	

1 = Révision d'un projet (le montant se limite au montant de la révision)

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE EFFECTUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007-2008

No registraire	Volet	Nom du bénéficiaire	Titre du projet	Région	Aide promise
501302	2.1	Bioparc de la Gaspésie Inc.	Développement stratégique du Bioparc de la Gaspésie	11	2 880 074 \$ 1
500960	1.2	Blanc-Sablon	Mise aux normes Alimentation et traitement de l'eau potable	09	495 796 \$
501158	1.2	Bryson	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	07	428 410 \$ 1
501186	1.1	Cabano	Mise aux normes de l'eau potable	01	1 626 497 \$ 1 2
501328	2.1	Carleton-sur-Mer	Projet d'agrandissement de la salle Charles-Dugas	11	216 661 \$
501341	2.1	Casapédia--Saint-Jules	Construction d'un hôtel de ville et d'une caserne de pompiers	11	148 331 \$
501301	2.1	Centre de bénévolat de Saint-Jérôme inc.	Rénovation du Centre de bénévolat de Saint-Jérôme	15	172 000 \$
501349	2.1	Centre sportif Le Jasmin	Construction d'un bâtiment récréo-touristique et communautaire	12	99 999 \$
501259	1.1	Chertsey	Travaux de mise aux normes des équipements d'approvisionnement en eau potable	14	650 000 \$
500541	1.2	Chesterville	Mise aux normes des services d'eau potable	17	594 314 \$
500219	1.2	Colombier	Mise aux normes Alimentation en eau - Secteurs Sainte-Thérèse-de-Colombier et Saint-Marc-de-Latour	09	722 663 \$ 1
501292	2.1	Corp. de l'Île Ronde de Beauceville	Aménagement d'une passerelle et d'un parc d'accès à l'Île Ronde de Beauceville	12	135 500 \$ 1
501351	2.1	Gros-Mécatina	Construction d'un centre communautaire	09	1 101 855 \$
501339	2.1	Henryville	Système d'aqueduc et d'égouts (Révision 1)	16	218 737 \$
501367	1.2	Hérouxville	Construction d'un réseau d'égout sous vide pour desservir le territoire d'Hérouxville ceinturant la partie nord-est du Lac-à-la-tortue	04	1 882 600 \$
501182	1.2	Kingsbury	Assainissement des eaux usées	05	1 593 750 \$
501304	2.1	La Malbaie	Plan de développement stratégique Mont Grand-Fonds	03	1 600 000 \$
501163	1.2	La Minerve	Approvisionnement en eau potable - Mise aux normes	15	1 068 070 \$ 2
501164	1.2	Lac-Frontière	Mise aux normes Alimentation en eau potable	12	73 200 \$ 1
501348	2.1	Lac-Mégantic	Réfection et agrandissement du stationnement du centre-ville	05	877 550 \$
501308	2.1	L'Ascension-de-Patapédia	Aménagement de l'édifice municipal (ancien couvent)	11	144 378 \$ 1
501165	1.2	Laverlochère	Mise aux normes des installations d'eau potable	08	499 963 \$
501330	2.1	Lebel-sur-Quévillon	Construction d'une piscine intérieure	10	2 408 725 \$
501162	1.2	L'Isle-aux-Allumettes	Travaux d'amélioration du système d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable existant - Mise aux normes	07	562 260 \$ 1 2
501189	1.2	Matapédia	Mise aux normes des installations d'approvisionnement en eau potable	11	913 435 \$ 1 2
501332	1.1	Mercier	Remplacement de la conduite d'aqueduc sous le boulevard Saint-Jean-Baptiste	16	750 000 \$
501275	1.3	New Richmond	Centre Pin Rouge - Infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique	11	577 676 \$ 1
501276	2.1	Parc régional Petite-Casapédia	Développement du Parc régional Petite-Casapédia	11	100 000 \$ 1
501299	2.1	Petites-Mains	Travaux de rénovation du siège social de l'organisme	06	492 740 \$
500634	1.2	Pierreville	Remplacement de la conduite d'aqueduc sous la rue Lieutenant-Gouverneur	17	165 590 \$
501166	1.2	Portage-du-Fort	Mise aux normes des installations d'approvisionnement en eau potable	07	162 294 \$ 1 2
501233	1.1	Port-Daniel--Gascons	Conduites d'aqueduc et d'égout domestique - Route Capitaine-Fournier	11	185 065 \$ 1
501319	1.1	Régie de l'eau de l'Île Perrot	Mise aux normes des ouvrages d'approvisionnement en eau potable	16	630 603 \$
501289	1.1	Richelieu	Construction des infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique - Secteur montée Daigneault	16	2 611 175 \$
500330	1.1	Rimouski	Mise aux normes d'eau potable - Secteur de Sainte-Blandine (Village et Bois-Brûlé)	01	315 589 \$

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE EFFECTUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007-2008

No registraire	Volet	Nom du bénéficiaire	Titre du projet	Région	Aide promise	
501167	1.1	Sainte-Agathe-des-Monts	Mise aux normes des installations de production de l'eau potable de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts	15	7 500 000 \$	
501335	1.1	Sainte-Croix	Alimentation en eau potable et mise aux normes des infrastructures d'eau potable	12	954 198 \$	1
501173	1.2	Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise aux normes des infrastructures d'eau potable	12	368 261 \$	
501371	2.1	Saint-Elzéar	Construction d'un centre communautaire et rénovation du bureau municipal	12	853 670 \$	
501091	1.2	Sainte-Rose-du-Nord	Mise aux normes du système d'approvisionnement en eau potable	02	982 400 \$	
501191	1.2	Saint-Félix-d'Otis	Mise aux normes Approvisionnement en eau souterraine	02	864 800 \$	
501192	1.2	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	Mise aux normes Alimentation en eau potable	01	3 730 336 \$	
501023	2.1	Saint-James United Church	Mise en valeur de l'église Saint-James	06	569 786 \$	1
501227	1.2	Saint-Just-de-Bretenières	Mise aux normes des installations d'eau potable	12	114 238 \$	2
501358	1.1	Saint-Martin	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	12	1 606 157 \$	
501133	1.2	Saint-Paul-de-Montminy	Mise aux normes - Alimentation en eau potable	12	4 068 573 \$	
501306	2.1	Saint-Prime	Rénovation de la salle culturelle du Vieux couvent de Saint-Prime	02	36 156 \$	
501365	1.1	Shawinigan	Projet d'assainissement des eaux usées - Secteur Lac-à-la-Tortue	04	11 472 623 \$	
501366	1.1	Shawinigan	Prolongement du réseau d'aqueduc - Secteur Lac-à-la-Tortue	04	927 777 \$	
501305	1.3	Thetford Mines	Amélioration de la protection contre l'incendie - Secteur de Robertsonville	12	701 312 \$	
501334	1.1	Thetford Mines	Alimentation en eau potable - Mise aux normes des infrastructures d'eau potable - Secteurs de Robertsonville et de Pontbriand	12	1 987 869 \$	
501169	1.2	Val-Brillant	Mise aux normes d'eau potable et réfection de conduites	01	493 714 \$	
501347	2.1	Val-des-Lacs	Hôtel de ville : coeur de la vie communautaire	15	400 160 \$	
501342	2.1	Val-des-Monts	Agrandissement et réaménagement partiel du Centre communautaire du parc Thibault	07	353 866 \$	
				Total	65 091 396 \$	

1 = Révision d'un projet (le montant se limite au montant de la révision)

2 = Aide financière provenant de l'enveloppe additionnelle de 100 M\$

SOCIÉTÉ INFRASTRUCTURES QUÉBEC

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE EFFECTUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007-2008

Nom du bénéficiaire	Titre du projet	Région	Aide promise
Laverlochère	Mise aux normes des installations d'approvisionnement d'eau potable	8	537 961 \$
Val d'Or	Réfection des réseaux d'aqueduc et d'égout - Rues Lasalle Dufresne et Laval	8	1 298 877 \$
Laval	Réhabilitation de l'aqueduc dans l'axe Concorde / Notre-Dame	13	368 227 \$
Lavaltrie	Modifications aux postes de pompage Bord-de-l'eau, Saint-Antoine et Charland	14	484 345 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	Réfection du réseau d'aqueduc - Secteur Corbeil	14	213 923 \$
Rosemère	Réhabilitation de l'aqueduc sur diverses rues	15	1 046 667 \$
Total			3 950 000 \$

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 42

Pour 2007-2008, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, prévisions pour 2008-2009. Ventiler les montants.

Le programme d'aide aux municipalités régionales de comté (MRC) est pourvu d'une enveloppe de 9 157 400 \$ qui se détaille comme suit

- Volet 1 : Aide financière aux MRC, municipalités ou villes admissibles

Versée aux 86 MRC et aux 13 municipalités et villes ayant des compétences de MRC.

Sommes prévues : 9 006 200 \$

Sommes versées en 2007-2008 (Au 27 mars 2008): 8 953 073 \$ (voir tableaux détaillés ci-joints)

- Volet 2 : Aide financière aux tables de préfets

Versée à raison de 10 076 \$ par région administrative sauf pour les régions de Laval (13), du Nord-du-Québec (10) et de Montréal (06) et 10 076 \$ pour le regroupement des tables des préfets.

Sommes prévues : 151 200 \$

Sommes versées en 2007-2008 : 141 064 \$ (voir tableau détaillé ci-joint)

Pour l'exercice financier 2008-2009, voir les informations aux tableaux ci-joints.

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

VOLET 1 - AIDE FINANCIÈRE AUX MRC, MUNICIPALITÉS OU VILLES ADMISSIBLES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT 2007-2008
M.R.C. d'Abitibi	107 359,00 \$
M.R.C. d'Abitibi-Ouest	107 359,00 \$
M.R.C. d'Acton	109 727,00 \$
M.R.C. d'Antoine-Labelle	127 863,00 \$
M.R.C. d'Argenteuil	89 222,00 \$
M.R.C. d'Arthabaska	89 222,00 \$
M.R.C. d'Avignon	127 863,00 \$
M.R.C. de Beauce-Sartigan	89 222,00 \$
M.R.C. de Beauharnois-Salaberry	89 222,00 \$
M.R.C. de Bécancour	89 222,00 \$
M.R.C. de Bellechasse	89 222,00 \$
M.R.C. de Bonaventure	127 863,00 \$
M.R.C. de Brome-Missisquoi	89 222,00 \$
M.R.C. de Caniapiscau	77 030,00 \$
M.R.C. de Charlevoix	109 727,00 \$
M.R.C. de Charlevoix-Est	109 727,00 \$
M.R.C. de Coaticook	89 222,00 \$
M.R.C. D'Autray	89 222,00 \$
M.R.C. de Deux-Montagnes	52 581,00 \$
M.R.C. de Drummond	89 222,00 \$
M.R.C. de Joliette	89 222,00 \$
M.R.C. de Kamouraska	109 727,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	89 222,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Gaspé	127 863,00 \$
M.R.C. de La Haute-Côte-Nord	127 863,00 \$
M.R.C. de La Haute-Gaspésie	127 863,00 \$
M.R.C. de La Haute-Yamaska	89 222,00 \$

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

VOLET 1 - AIDE FINANCIÈRE AUX MRC, MUNICIPALITÉS OU VILLES ADMISSIBLES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT 2007-2008
M.R.C. de La Jacques-Cartier	52 581,00 \$
M.R.C. de La Matapédia	127 863,00 \$
M.R.C. de La Mitis	127 863,00 \$
M.R.C. de La Nouvelle-Beauce	89 222,00 \$
M.R.C. de La Rivière-du-Nord	89 222,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	127 863,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-l'Or	107 359,00 \$
M.R.C. de La Vallée-du-Richelieu	52 581,00 \$
M.R.C. de Lac-Saint-Jean-Est	89 222,00 \$
M.R.C. de Lajemmerais	52 581,00 \$
M.R.C. de L'Amiante	89 222,00 \$
M.R.C. de L'Assomption	52 581,00 \$
M.R.C. de L'Érable	89 222,00 \$
M.R.C. de L'Ile-d'Orléans	85 645,00 \$
M.R.C. de L'Islet	109 727,00 \$
M.R.C. de Lotbinière	89 222,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	70 718,00 \$
M.R.C. de Maria-Chapdelaine	127 863,00 \$
M.R.C. de Maskinongé	89 222,00 \$
M.R.C. de Matane	127 863,00 \$
M.R.C. de Matawinie	89 222,00 \$
M.R.C. de Mékinac	109 727,00 \$
M.R.C. de Memphrémagog	89 222,00 \$
M.R.C. de Minganie	126 503,00 \$
M.R.C. de Mirabel	25 190,00 \$
M.R.C. de Montcalm	89 222,00 \$
M.R.C. de Montmagny	109 727,00 \$

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

VOLET 1 - AIDE FINANCIÈRE AUX MRC, MUNICIPALITÉS OU VILLES ADMISSIBLES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT 2007-2008
M.R.C. de Nicolet-Yamaska	89 222,00 \$
M.R.C. de Papineau	107 359,00 \$
M.R.C. de Pontiac	127 863,00 \$
M.R.C. de Portneuf	89 222,00 \$
M.R.C. de Rimouski-Neigette	89 222,00 \$
M.R.C. de Rivière-du-Loup	89 222,00 \$
M.R.C. de Robert-Cliche	89 222,00 \$
M.R.C. de Roussillon	52 581,00 \$
M.R.C. de Rouville	52 581,00 \$
M.R.C. de Sept-Rivières	107 359,00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	107 359,00 \$
M.R.C. de Témiscouata	109 727,00 \$
M.R.C. de Thérèse-De Blainville	52 581,00 \$
M.R.C. de Vaudreuil-Soulanges	52 581,00 \$
M.R.C. des Basques	109 727,00 \$
M.R.C. des Chenaux	89 222,00 \$
M.R.C. des Collines-de-l'Outaouais	70 178,00 \$
M.R.C. des Etchemins	109 727,00 \$
M.R.C. des Laurentides	107 359,00 \$
M.R.C. des Maskoutains	89 222,00 \$
M.R.C. des Moulins	52 581,00 \$
M.R.C. des Pays-d'en-Haut	52 581,00 \$
M.R.C. des Sources	109 727,00 \$
M.R.C. des-Jardins-de-Napierville	89 222,00 \$
M.R.C. du Bas-Richelieu	89 222,00 \$
M.R.C. du Domaine-du-Roy	107 359,00 \$
M.R.C. du Fjord-du-Saguenay	127 863,00 \$

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

VOLET 1 - AIDE FINANCIÈRE AUX MRC, MUNICIPALITÉS OU VILLES ADMISSIBLES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT 2007-2008
M.R.C. du Granit	89 222,00 \$
M.R.C. du Haut-Richelieu	89 222,00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-François	89 222,00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-Laurent	89 222,00 \$
M.R.C. du Rocher-Percé	127 863,00 \$
M.R.C. du Val-Saint-François	89 222,00 \$
Municipalité de Baie-James	25 190,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	25 190,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	127 863,00 \$
Ville de La Tuque	117 475,00 \$
Ville de Laval	25 190,00 \$
Ville de Lévis	105 162,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	107 359,00 \$
Ville de Saguenay	25 190,00 \$
Ville de Shawinigan	89 222,00 \$
Ville de Sherbrooke	89 222,00 \$
Ville de Trois-Rivières	25 190,00 \$
TOTAL DU VOLET 1 AU 27/03/2008	8 953 073,00 \$
PRÉVISIONS 2008-2009 : Les crédits prévus pour ce volet, pour l'exercice financier 2008-2009, sont de 9 006,2 k \$; toutefois la répartition par bénéficiaire n'est pas connue.	

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

VOLET 2 - AIDE FINANCIÈRE AUX ACTIVITÉS DES TABLES DE PRÉFETS

NOM DU BÉNÉFICIAIRE (M.R.C. DÉSIGNÉE)	RÉGION ADMINISTRATIVE	MONTANT 2007-2008
Conférence des préfets de MRC de Chaudière-Appalaches	Chaudière-Appalaches (12)	10 076,00 \$
M.R.C. de Bonaventure	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	10 076,00 \$
M.R.C. de La Jacques-Cartier	Québec (03)	10 076,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	Outaouais (07)	10 076,00 \$
M.R.C. de Lac-Saint-Jean-Est	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	10 076,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	Côte-Nord (09)	10 076,00 \$
M.R.C. de Rimouski-Neigette	Bas-Saint-Laurent (01)	10 076,00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	Abitibi-Témiscamingue (08)	10 076,00 \$
M.R.C. des Pays-d'en-Haut	Laurentides (15)	10 076,00 \$
Table de concertation des préfets de la Montérégie	Montérégie (16)	10 076,00 \$
Table des MRC de l'Estrie	Estrie (05)	10 076,00 \$
Table des préfets de Lanaudière	Lanaudière (14)	10 076,00 \$
Table des préfets du Centre-du-Québec	Centre-du-Québec (17)	10 076,00 \$
Ville de Shawinigan	Mauricie (04)	10 076,00 \$
TOTAL DU VOLET 2 AU 27/03/2008		141 064,00 \$
 PRÉVISIONS 2008-2009 : Les crédits prévus pour ce volet, pour l'exercice financier 2008-2009, sont de 151,2 k \$; toutefois la répartition par bénéficiaire n'est pas connue.		

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 43

Liste des municipalités et/ou MRC qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2007 et les dépenses totales prévues pour chacun de ces budgets spéciaux.

Deux municipalités ont adopté un budget supplémentaire pour l'année financière 2007.

1. La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville a adopté un budget supplémentaire de 6,3 M\$.
2. La Ville de Saint-Lambert a adopté un budget supplémentaire de 4,6 M\$.

Aucune MRC n'a adopté de budget supplémentaire pour l'année financière 2007.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 46

Dans le cadre de mise en œuvre de la Politique nationale de l'eau, sommes engagées par le ministère en 2007-2008 pour la mise aux normes des équipements d'approvisionnement en eau et au traitement de l'eau potable. Ventiler les sommes en indiquant le bénéficiaire et les montants versés. Prévisions des sommes pour 2008-2009.

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE EN 2007-2008 : VOIR LISTES JOINTES

- INFRASTRUCTURE CANADA-QUÉBEC 2000
- INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS
- FONDS SUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE RURALE
- SOCIÉTÉ INFRASTRUCTURES QUÉBEC

PRÉVISIONS DES SOMMES POUR 2008-2009 : AUCUNE

1) TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES CANADA-QUÉBEC 2000

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE POUR L'EAU POTABLE DANS LE CADRE DE LA PNE AU COURS DE L'EXERCICE 2007-2008

No régistrare	Volet	Nom du bénéficiaire	Titre du projet	Région	Aide promise (Féd + Prov)	
400067	1.3	Lac-Bouchette	Traitement des eaux de surface par filtration membranaire	02	235 388 \$	1
401271	1.2	Mont-Laurier	Mise aux normes Approvisionnement, traitement et emmagasinage d'eau potable	15	500 000 \$	1
401586	1.2	Pointe-des-Cascades	Alimentation en eau potable et mise aux normes de l'usine de filtration	16	64 164 \$	1
400956	1.2	Weedon	Mise aux normes des infrastructures d'approvisionnement en eau potable	05	1 108 500 \$	1

2) PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE POUR L'EAU POTABLE DANS LE CADRE DE LA PNE AU COURS DE L'EXERCICE 2007-2008

No registraire	Volet	Nom du bénéficiaire	Titre du projet	Région	Aide promise
500960	1.2	Blanc-Sablon	Mise aux normes Alimentation et traitement de l'eau potable	09	495 796 \$
501158	1.2	Bryson	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	07	428 410 \$ 1
501186	1.1	Cabano	Mise aux normes de l'eau potable	01	1 626 497 \$ 1 2
501259	1.1	Chertsey	Travaux de mise aux normes des équipements d'approvisionnement en eau potable	14	650 000 \$
500541	1.2	Chesterville	Mise aux normes des services d'eau potable	17	594 314 \$
500219	1.2	Colombier	Mise aux normes Alimentation en eau - Secteurs Sainte-Thérèse-de-Colombier et Saint-Marc-de-Latour	09	722 663 \$ 1
501163	1.2	La Minerve	Approvisionnement en eau potable - Mise aux normes	15	1 068 070 \$ 2
501164	1.2	Lac-Frontière	Mise aux normes Alimentation en eau potable	12	73 200 \$ 1
501165	1.2	Laverlochère	Mise aux normes des installations d'eau potable	08	499 963 \$
501162	1.2	L'Isle-aux-Allumettes	Travaux d'amélioration du système d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable existant - Mise aux normes	07	562 260 \$ 1 2
501189	1.2	Matapédia	Mise aux normes des installations d'approvisionnement en eau potable	11	913 435 \$ 1 2
501166	1.2	Portage-du-Fort	Mise aux normes des installations d'approvisionnement en eau potable	07	162 294 \$ 1 2
501319	1.1	Régie de l'eau de l'Île Perrot	Mise aux normes des ouvrages d'approvisionnement en eau potable	16	630 603 \$
500330	1.1	Rimouski	Mise aux normes d'eau potable - Secteur de Sainte-Blandine (Village et Bois-Brûlé)	01	315 589 \$
501167	1.1	Sainte-Agathe-des-Monts	Mise aux normes des installations de production de l'eau potable de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts	15	7 500 000 \$
501335	1.1	Sainte-Croix	Alimentation en eau potable et mise aux normes des infrastructures d'eau potable	12	954 198 \$ 1
501173	1.2	Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise aux normes des infrastructures d'eau potable	12	368 261 \$
501091	1.2	Sainte-Rose-du-Nord	Mise aux normes du système d'approvisionnement en eau potable	02	982 400 \$
501191	1.2	Saint-Félix-d'Otis	Mise aux normes Approvisionnement en eau souterraine	02	864 800 \$
501192	1.2	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	Mise aux normes Alimentation en eau potable	01	3 730 336 \$
501227	1.2	Saint-Just-de-Bretenières	Mise aux normes des installations d'eau potable	12	114 238 \$ 2
501358	1.1	Saint-Martin	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	12	1 606 157 \$
501133	1.2	Saint-Paul-de-Montminy	Mise aux normes - Alimentation en eau potable	12	4 068 573 \$
501334	1.1	Thetford Mines	Alimentation en eau potable - Mise aux normes des infrastructures d'eau potable - Secteurs Robertsonville et Pontbriand	12	1 987 869 \$
501169	1.2	Val-Brillant	Mise aux normes d'eau potable et réfection de conduites	01	493 714 \$

1 = Révision d'un projet (le montant se limite au montant de la révision)

2 = Aide financière provenant de l'enveloppe additionnelle de 100 M\$

3) FONDS SUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE RURALE

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE POUR L'EAU POTABLE DANS LE CADRE DE LA PNE AU COURS DE L'EXERCICE 2007-2008

No régistratre	Volet	Nom du demandeur	Titre du projet	Region	Aide promise (Féd + Prov)
610109	1.0	Deux-Montagnes	Mise aux normes de l'usine de filtration de Deux-Montagnes	15	1 130 000 \$
610286	1.0	Donnacona	Usine d'eau potable de Donnacona	03	2 460 000 \$
610495	1.0	Fort-Coulonge	Travaux de mise aux normes de l'usine de filtration de l'eau potable	07	4 840 000 \$
611060	1.0	Frelighsburg	Recherche d'une nouvelle source d'approvisionnement en eau souterraine et infrastructures d'assainissement des eaux usées	16	283 939 \$
610059	1.0	Grand-Saint-Esprit	Alimentation en eau potable - Mise aux normes	17	360 444 \$
610293	1.0	La Tuque	USINE DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE LA TUQUE	04	6 304 936 \$
610589	1.0	L'Île-Perrot	Usine de filtration de l'Île-Perrot mise en conformité	16	600 000 \$
611035	1.0	Potton	Mise aux normes des installations de captage et distribution d'eau potable - Secteur Owl's Head	05	650 000 \$
611211	1.0	Rigaud	Mise en conformité de l'usine de filtration	16	750 000 \$
610977	1.0	Rivière-au-Tonnerre	Alimentation et distribution de l'eau potable (secteur Sheldrake)	09	2 814 868 \$
611454	1.0	Rosemère	Mise aux normes Travaux de construction d'un poste auxiliaire de pompage d'eau brute	15	210 200 \$
610140	1.0	Saint-Édouard-de-Maskinongé	Alimentation en eau potable - mise aux normes	04	65 480 \$ 1
610128	1.0	Sainte-Justine	Traitement de l'eau potable	12	285 370 \$ 1
610442	1.0	Saint-Jérôme	Ajout d'un système de désinfection par irradiation UV et agrandissement de la réserve d'eau potable	15	6 000 000 \$
610856	1.0	Saint-Léon-de-Standon	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	12	235 686 \$
610677	1.0	Saint-Malachie	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	12	280 678 \$
610211	1.0	Saint-Polycarpe	Mise aux normes des ouvrages d'approvisionnement et de distribution d'eau potable	16	450 000 \$

1 = Révision d'un projet (le montant se limite au montant de la révision)

4) SOCIÉTÉ INFRASTRUCTURES QUÉBEC

PROMESSES D'AIDE FINANCIÈRE POUR L'EAU POTABLE DANS LE CADRE DE LA PNE AU COURS DE L'EXERCICE 2007-2008

Nom du bénéficiaire	Titre du projet	Région	Aide promise
Laverlochère	Mise aux normes des installations d'approvisionnement d'eau potable	8	537 961 \$

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 51

Liste des droits d'oppositions auxquels se sont prévalués les municipalités reconstituées en 2007-2008. Indiquer l'objet du litige et les municipalités en cause. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.

Depuis le 14 décembre 2006, date de l'entrée en vigueur du Projet de loi 55, il appartient désormais à la Commission municipale du Québec de rendre une décision concernant les droits d'opposition

Voir tableau et pièces en annexe.

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision Commentaires
RCG 06-019-1 29 novembre 2007	Règlement modifiant le règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)	Ville de Mont-Royal 07-1244 17 décembre 2007	27 décembre 2007 CM-62718	29 février 2008 (198200) Approbation
RCG 07-042 20 décembre 2007	Règlement autorisant un emprunt de 300 000 000 \$ pour l'acquisition de compteurs d'eau, de manomètres, de débitmètres et de vannes de régulation ainsi que des travaux de modification ou de construction de chambre de vanne	<p>Ville de Mont-Royal 07-1243 17 décembre 2007 (avis prématuré)</p> <p>08-102 14 janvier 2008</p> <p>-----</p> <p>Ville de Pointe-Claire 2007-620 21 décembre 2007</p> <p>-----</p> <p>Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue 12-363-07 17 décembre 2007 (avis prématuré)</p> <p>01-003-08 15 janvier 2008</p> <p>-----</p> <p>Ville de Beaconsfield 2007-12-466 19 décembre 2007 (avis prématuré)</p> <p>-----</p>	<p>27 décembre 2007 CM-62719</p> <p>15 janvier 2008 CM-62719</p> <p>-----</p> <p>9 janvier 2008 CM-62719</p> <p>-----</p> <p>27 décembre 2007 (reçu du MAMR) CM-62719</p> <p>17 janvier 2008 CM-62719</p> <p>-----</p> <p>27 décembre 2007 (MAMR) CM-62719</p> <p>-----</p>	

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision Commentaires
		Ville de Baie d'Urfé 2008-01-11 8 janvier 2008	11 janvier 2008 CM-62179	
		----- Ville de Hampstead 2008-004 7 janvier 2008	----- 14 janvier 2008 CM-62719	
		----- Ville de Dollard-des-Ormeaux 08 0118 15 janvier 2008	----- 16 janvier 2008 (télécopie) 17 janvier 2008 (poste) CM-62719	
		----- Ville de Kirkland CM08 022 14 janvier 2008	----- 17 janvier 2008 (télécopie) 18 janvier 2008 (courrier) CM-62719	
		----- Village de Senneville 2008-01-377 16 janvier 2008	----- 17 janvier 2008 (télécopie) 22 janvier 2008 (poste) CM-62719	
		----- Ville de Montréal-Ouest 20080115-005 15 janvier 2008	----- 18 janvier 2008 CM-62719	

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision Commentaires
RCG 07-033 20 décembre 2007	Règlement sur la tarification de l'eau à certaines municipalités reconstituées (exercice financier 2008)	Pointe-Claire 2007-620 21 décembre 2007 ----- Mont-Royal 08-0103 14 janvier 2008 ----- Ville de Kirkland CM08 023 14 janvier 2008 ----- Ville de Montréal-Ouest 20080115-004 15 janvier 2008	9 janvier 2008 CM-62726 ----- 15 janvier 2008 CM-62726 ----- 17 janvier 2008 (télécopie) 18 janvier 2008 (courrier) CM-62726 ----- 18 janvier 2008 CM-62726	
RCG 07-034 20 décembre 2007	Règlement sur les taxes (exercice financier 2008)	Pointe-Claire 2007-620 21 décembre 2007 ----- Ville de Baie d'Urfé 2008-01-10 8 janvier 2008 ----- Ville de Dorval CM08 002 14 janvier 2008 -----	9 janvier 2008 CM-62727 ----- 11 janvier 2008 CM-62727 ----- 16 janvier 2008 CM-62727 -----	

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision Commentaires
		Ville de Kirkland CM08 0024 14 janvier 2008	17 janvier 2008 (télécopieur) 18 janvier 2008 (poste) CM-62727	
		----- Ville de Montréal-Ouest 20080115-003 15 janvier 2008	----- 18 janvier 2008 CM-62727	
		----- Ville de Westmount 2008-01-02 16 janvier 2008	----- 18 janvier 2008 (courrier recommandé) CM-62727	
		----- Ville de Dollard-des-Ormeaux 08-0119 15 janvier 2008	----- 16 janvier 2008 (télécopie) 17 janvier 2008 (courrier recommandé) CM-62727	
		----- Ville de Côte-Saint-Luc 080101 14 janvier 2008	----- 17 janvier 2008 CM-62727	
		----- Ville de Beaconsfield 2008-01-005 17 janvier 2008	----- 21 janvier 2008 (télécopie) 22 janvier 2008 (poste prioritaire, transmise le 21 janvier 2008)	

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision Commentaires
RCG 08-004 31 janvier 2008	Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)	Mont-Royal (V) 08-0212 25 février 2008	26 février 2008 CM-62768	

Tableau Récapitulatif – Droit d'opposition – Agglomération de Montréal

Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2007-2008	Nombre de décisions rendues par la Commission durant l'exercice 2007-2008
Mont-Royal (4) Pointe-Claire (2) Sainte-Anne-de-Bellevue (1) Beasconfield (2) Hampstead (1) Dollard-des-Ormeaux (2) Kirkland (3) Senneville (1) Montréal-Ouest (1) Baie d'Urfé (1) Dorval (1) Westmount (1)	Une décision rendue approuvant le règlement. Quatre (4) dossiers à l'étude.

CM-62718

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 29 février 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro RCG-06-019-1, modifiant le règlement du conseil d'agglomération, numéro RCG-06-0191, sur la définition de l'aide à l'entreprise;

CONSIDÉRANT QUE le règlement numéro RCG-06-019-1 a été adopté le 29 novembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 21 décembre 2007, la Ville de Mont-Royal transmettait à la Commission municipale son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 07-1244, adoptée le 17 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal a soumis ses prétentions à l'effet que :

- l'opposition de la Ville de Mont-Royal ne lui a pas été transmise dans le délai légal prévu à la loi;
- le deuxième alinéa de l'article 115 de la loi impose qu'une copie vidimée de la résolution par laquelle cette opposition a été formulée devait être transmise simultanément, dans un délai de 30 jours de l'adoption du règlement à la Commission et à chaque autre municipalité liée;
- en vertu du troisième alinéa de l'article 115 de la loi, aucune opposition n'a ainsi été communiquée à la Ville de Montréal dans le délai imparti;
- le règlement numéro RCG-06-019-1 est en vigueur et bénéficie de la prescription de validité;
- la Commission n'a pas compétence pour entendre l'opposition au règlement numéro RCG-06-019-1.

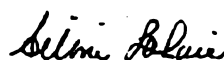
CONSIDÉRANT QUE l'opposition de la Ville de Mont-Royal n'a pas été transmise à la Ville de Montréal dans le délai prévu à l'article 115 de la loi;

CONSIDÉRANT QUE la Commission n'a pas compétence pour traiter l'opposition de la Ville de Mont-Royal;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec rejette l'opposition de la Ville de Mont-Royal au sujet du règlement numéro RCG-06-019-1, adopté par le conseil d'agglomération de Montréal, puisque celle-ci n'a pas été transmise à la Ville de Montréal dans le délai légal.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
CA-2006-27 21 décembre 2006	Règlement modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil	Saint-Bruno-de-Montarville 070115-5 15 janvier 2007 Saint-Lambert 2007-01-032 20 janvier 2007	16 janvier 2007 CM-62284 20 janvier 2007 CM-62284	14 mai 2007 Approbation
CA-2006-46 21 décembre 2006	Règlement imposant des taxes foncières et des tarifs pour l'exercice financier 2007	Saint-Bruno-de-Montarville 070115-4 15 janvier 2007 Saint-Lambert 2007-01-034 20 janvier 2007	16 janvier 2007 CM-62283 20 janvier 2007 CM-62283	14 mai 2007 Approbation
CA-2006-47 21 décembre 2006	Règlement prévoyant les modalités d'établissement des quotes-parts des municipalités liées pour le financement des dépenses de la société de transport de Longueuil pour l'exercice financier 2007	Saint-Bruno-de-Montarville 070115-7 15 janvier 2007 Saint-Lambert 2007-01-035 20 janvier 2007	16 janvier 2007 CM-62286 20 janvier 2007 CM-62286	14 mai 2007 Approbation
CA-2006-48 25 janvier 2007	Règlement modifiant la détermination des voies de circulation, des conduites d'aqueduc et des conduites d'égout sanitaire et pluvial constituant les réseaux qui font l'objet des articles 34, 35 et 36 du décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil pour l'exercice financier 2007 (SE-2007-48)	Saint-Bruno-de-Montarville 070219-4 19 février 2007	21 février 2007 CM-62338	14 mai 2007 Approbation

DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
CA-2007-68 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-68 modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 Saint-Bruno-de-Montarville 080115-2 15 janvier 2008	Par courriel le 16 janvier 2008 Poste 18 janvier 2008 CM-62729 courrier électronique 16 janvier 2008 CM-62729	17 mars 2008 (198249) Approbation
CA-2007-69 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-69 modifiant le règlement CA02006-35 sur le partage des dépenses mixtes	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 Saint-Bruno-de-Montarville 080115-3 15 janvier 2008	Par courriel le 16 janvier 2008 Poste 18 janvier 2008 CM-62730 CM-62730 Par courriel le 16 janvier 2008 CM-62730	17 mars 2008 (198250) Approbation
CA-2007-70 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-70 prévoyant que des dépenses d'agglomération sont réparties en fonction d'un autre critère que ce qui est prévu au premier alinéa de l'article 118.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 Saint-Bruno-de-Montarville 080115-4 15 janvier 2008	Par courriel le 16 janvier 2008 Poste 18 janvier 2008-01-18 CM-62731 courrier électronique 16 janvier 2008 CM-62731	17 mars 2008 (198251) Approbation

DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
CA-2007-71 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-71 prévoyant les modalités d'établissement des quotes-parts et de leur paiement par les municipalités liées pour le financement des dépenses de la municipalité centrale pour l'exercice des compétences du conseil d'agglomération	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 -----	Courriel le 16 janvier 2008 Poste 18 janvier 2008 CM-62733 -----	17 mars 2008 (198253) Approbation
CA-2007-75 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-75 déterminant le changement du fardeau fiscal des municipalités liées et de leurs contribuables découlant de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale (L.Q., 2007, c.10) et des décisions prises pour l'exercice financier 2008 suite à son adoption et prévoyant des mesures d'étalement du changement de ce fardeau fiscal	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 ----- Saint-Bruno-de-Montarville 080115-5 15 janvier 2008	Par courriel le 16 janvier 2008 CM-62732 Poste : 18 janvier 2008 ----- courrier électronique 16 janvier 2008 CM-62732	17 mars 2008 (198252) Approbation

Tableau Récapitulatif – Droit d'opposition – Agglomération de Longueuil

Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2006-2007	Nombre de décisions rendues par la Commission durant l'exercice 2007-2008
Saint-Lambert (3) Saint-Bruno-de-Montarville (4)	9 décisions approuvant les règlements.
Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2007-2008	
Saint-Lambert (5) Saint-Bruno-de-Montarville (4)	

CM-62284

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro CA-2006-27 modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro CA-2006-27 a été adopté le 21 décembre 2006;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2007, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 070115-5, adoptée le 15 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 20 janvier 2007, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-01-032, adoptée le 20 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert soumettent que la décision de l'agglomération de modifier pour l'année 2007 le partage des responsabilités quant aux équipements d'intérêt collectif leur cause un préjudice, du fait que leur budget local pour l'année 2007 a été adopté avant celui de l'agglomération et ne prévoyait donc pas ces dépenses;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- La décision de l'agglomération en ce qui a trait à la modification du partage des responsabilités quant aux équipements d'intérêt collectif fut adoptée en vertu de l'article 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- L'agglomération n'est pas responsable du fait que les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert ont adopté leur budget de l'année 2007 avant celui de l'agglomération;
- La Ville de Longueuil a avisé à l'avance les villes liées des changements potentiels au budget de l'agglomération;
- Si le budget local des villes liées augmente pour assurer le paiement des coûts reliés aux équipements d'intérêt collectif, en contrepartie, les contribuables de ces villes ne sont pas pénalisés parce que la facture qu'ils devront payer à l'agglomération ne contient plus ces dépenses;

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération en regard du partage des responsabilités quant au réseau artériel, aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif;


CONSIDÉRANT QUE les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2006-27, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62283

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2006-46 imposant des taxes foncières et des tarifs pour l'exercice financier 2007;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération, numéro CA-2006-46 a été adopté le 21 décembre 2006;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2007, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 070115-4, adoptée le 15 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 20 janvier 2007, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-01-034, adoptée le 20 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Les décisions de l'agglomération de modifier pour l'année 2007 le partage des responsabilités quant au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif leur causent un préjudice, du fait que leur budget local pour l'année 2007 a été adopté avant celui de l'agglomération et ne prévoyait donc pas ces dépenses;
- Le traitement des factures du Réseau de transport de Longueuil devrait être le même que celui relatif aux factures concernant l'Agence métropolitaine de transport, l'École nationale de police du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec;
- Le fait que la Ville de Saint-Lambert n'a pas à assumer les coûts de plusieurs conduites d'égout et d'aqueduc qui traversent son territoire pour desservir le territoire des villes voisines;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- Les décisions de l'agglomération en ce qui a trait aux modifications du partage des responsabilités quant au réseau artériel, aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif furent respectivement adoptées en vertu des articles 22, 27 et 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- L'agglomération n'est pas responsable du fait que les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert ont adopté leur budget de l'année 2007 avant celui de l'agglomération;
- La Ville de Longueuil a avisé à l'avance les villes liées des changements potentiels au budget de l'agglomération;

- Si le budget local des villes liées augmente pour assurer le paiement des coûts reliés au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif, en contrepartie, les contribuables de ces villes ne sont pas pénalisés parce que la facture qu'ils devront payer à l'agglomération ne contient plus ces dépenses;
- Les factures du réseau de transport de Longueuil ne peuvent être traitées comme étant des frais d'administration devant faire l'objet d'un partage en vertu du règlement sur les dépenses mixtes, étant donné qu'il s'agit d'une dépense d'agglomération;
- La Ville de Saint-Lambert doit assumer une situation identique à toutes les autres municipalités de l'agglomération situées en aval de d'autres municipalités dans les différents réseaux d'égout;
- La quote-part de la Ville de Saint-Lambert sera diminuée d'un montant de 38 000 \$ par rapport au budget de l'année 2006, du fait de la délégation des réseaux d'aqueduc et d'égout aux villes de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 112 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de décider que le Réseau de transport de Longueuil envoie directement ses factures aux villes liées concernant les quotes-parts devant être versées pour l'année 2007;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération en regard du partage des responsabilités quant au réseau artériel, aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif;

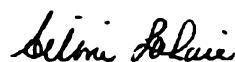
CONSIDÉRANT QUE les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2006-46, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro CA-2006-47 prévoyant les modalités d'établissement des quotes-parts des municipalités liées pour le financement des dépenses de la Société de transport de Longueuil pour l'exercice financier 2007;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro CA-2006-47 a été adopté le 21 décembre 2006;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2007, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 070115-7, adoptée le 15 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 20 janvier 2007, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-01-035, adoptée le 20 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Les décisions de l'agglomération de modifier pour l'année 2007 le partage des responsabilités leur causent un préjudice du fait que leur budget local pour l'année 2007 a été adopté avant celui de l'agglomération et ne prévoyait donc pas les dépenses relatives au Réseau de transport de Longueuil;
- Le traitement des factures du Réseau de transport de Longueuil devrait être le même que celui relatif aux factures concernant l'Agence métropolitaine de transport, l'École nationale de police du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- L'agglomération n'est pas responsable du fait que les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert ont adopté leur budget de l'année 2007 avant celui de l'agglomération;
- La Ville de Longueuil a avisé à l'avance les villes liées des changements potentiels au budget de l'agglomération;
- Si le budget local des villes liées augmente pour assurer le paiement des coûts reliés au Réseau de Transport de Longueuil, les contribuables de ces villes ne sont pas pénalisés parce que la facture qu'ils devront payer à l'agglomération ne contient plus cette dépense;
- Les factures du réseau de transport de Longueuil ne peuvent être traitées comme étant des frais d'administration devant faire l'objet d'un partage en vertu du règlement sur les dépenses mixtes, étant donné qu'il s'agit d'une dépense d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 112 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de décider que le Réseau de transport de Longueuil envoie directement aux villes liées ses factures relatives aux quotes-parts pour l'année 2007;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

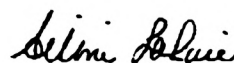
CONSIDÉRANT QUE les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2006-47, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62338

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro CA-2006-48 modifiant la détermination des voies de circulation, des conduites d'aqueduc et des conduites d'égout sanitaire et pluvial constituant les réseaux qui font l'objet des articles 34, 35 et 36 du décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil pour l'exercice financier 2007;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro CA-2006-48 a été adopté le 25 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 21 février 2007, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 070219-4, adoptée le 19 février 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville soumet que les décisions de l'agglomération de modifier pour l'année 2007 le partage des responsabilités quant au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc lui causent un préjudice, du fait que son budget local pour l'année 2007 a été adopté avant celui de l'agglomération et ne prévoyait donc pas ces dépenses;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- Les décisions de l'agglomération en ce qui a trait aux modifications du partage des responsabilités quant au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc furent respectivement adoptées en vertu des articles 22 et 27 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- L'agglomération n'est pas responsable du fait que la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville a adopté son budget de l'année 2007 avant celui de l'agglomération;
- La Ville de Longueuil a avisé à l'avance les villes liées des changements potentiels au budget de l'agglomération;
- Si le budget local d'une ville liée augmente pour assurer le paiement des coûts reliés au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc, en contrepartie, les contribuables de cette ville ne sont pas pénalisés parce que la facture qu'ils devront payer à l'agglomération ne contient plus ces dépenses;

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération en regard du partage des responsabilités quant au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc;

CONSIDÉRANT QUE la Ville Saint-Bruno-de-Montarville n'a pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2006-48, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62729

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-68 modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-68 a été adopté le 17 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080115-2, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Le règlement a pour effet de créer un nouveau réseau artériel situé presque en totalité sur le territoire de la Ville de Longueuil. Le retrait de certains éléments de la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif de l'agglomération ne modifie pas la charge fiscale des contribuables, qui continueraient à payer les règlements d'emprunt pour des équipements dont les bénéfices sont limités aux territoires des villes où ils sont situés.

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- Le règlement a été adopté en vertu de l'article 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, laquelle règle les questions soulevées par les opposantes.
- Le règlement élimine la péréquation pour les dépenses liées aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif, qui constituait un irritant décrié par les villes reconstituées.
- L'article 16 du règlement démontre que le partage des dettes passées n'est pas affecté par cette décision.

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des articles 39 et suivants de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de modifier sa liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-68, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62730

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-69 modifiant le règlement CA-2006-35 sur le partage des dépenses mixtes;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-69 a été adopté le 17 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080115-3, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Les villes opposantes n'ont aucun droit de regard sur les dépenses encourues par la Ville de Longueuil ni sur leur répartition entre ses dépenses propres et ses dépenses mixtes.
- Les villes opposantes n'ont aucune certitude quant à l'imputation des dépenses administratives de la ville à l'agglomération.
- La vérification de ces dépenses échappe à toute vérification externe indépendante.
- La Ville de Saint-Lambert reconnaît spécifiquement que le règlement adopté respecte la décision de la Commission municipale rendue en 2006, mais n'accepte pas ses effets sur la charge fiscale des résidents de l'agglomération de Longueuil.

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- C'est la Commission municipale qui a décrété par résolution le 21 juillet 2006 le règlement sur le partage des dépenses mixtes de la Ville de Longueuil pour l'année 2006.
- Elle a pris acte de cette décision et s'en est tenu aux principes proposés en adoptant le règlement numéro CA-2006-35 sur le partage des dépenses mixtes pour l'année 2007.
- Le règlement numéro CA-2007-69 prolonge la période d'application du règlement numéro CA-2006-35 pour l'exercice financier 2008.

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 69 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit d'établir des critères permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-69, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62731

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-70 prévoyant que des dépenses d'agglomération sont réparties en fonction d'un autre critère que ce qui est prévu au premier alinéa de l'article 118.3 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-70 a été adopté le 17 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080115-4, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Le règlement remplace le coefficient de calcul du potentiel fiscal de 1,65 à 0,48 à compter de l'année 2008, contrairement aux intentions du législateur.
- Cette modification du coefficient de calcul a été établie sans concertation, et porte préjudice à la stabilisation de la fiscalité des municipalités, rendant difficile la planification structurée de développement.

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- La modification du coefficient prévu à l'article 118.3 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* a été effectuée en concertation avec les villes liées.
- Les villes opposantes se sont volontairement exclues des discussions.

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 118.3 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de décider que des dépenses d'agglomération soient réparties en fonction d'un autre critère que ce qui est prévu au premier alinéa de cet article;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-70, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62733

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-71 prévoyant les modalités d'établissement des quotes-parts et de leur paiement par les municipalités liées pour le financement des dépenses de la municipalité centrale pour l'exercice des compétences du conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-71 a été adopté le 17 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de Saint-Lambert contient essentiellement les motifs suivants :

- La capacité de payer de ses citoyens connaît un sommet sans précédent depuis la reconstitution des villes.
- La ville est confrontée à une augmentation des quotes-parts.

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- Le législateur a amendé la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* pour y ajouter les articles 118.2 et suivants, afin de permettre au conseil d'agglomération de Longueuil de prévoir le financement des dépenses par des quotes-parts payées par les villes liées de l'agglomération.

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par la ville concernée doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 118.4 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de décider des modalités d'établissement des quotes-parts et de leur paiement par les municipalités liées pour le financement des dépenses de la municipalité centrale dans le cadre de l'exercice des compétences du conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

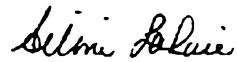
CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Lambert n'a pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inévitables envers ses contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition de la Ville de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-71, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62732

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-75 déterminant le changement du fardeau fiscal des municipalités liées et de leurs contribuables découlant de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale* (L.Q. 2007, c. 10) et des décisions prises pour l'exercice financier 2008 suite à son adoption et prévoyant des mesures d'étalement du changement de ce fardeau fiscal;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-75 a été adopté le 17 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080115-5, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Les villes s'opposent au règlement qui introduit l'application du calcul de la fiscalité selon le potentiel fiscal et qui fixe le coefficient de calcul à 1,65 plutôt qu'à 0,48.
- Ces changements causent un préjudice financier réel et permanent aux villes opposantes.
- Le bénéfice du changement de méthodologie imposé pour le calcul de la répartition des quotes-parts n'apparaîtra pas avant une période de 7 ans.

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- L'article 52 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale* (L.Q. 2007, c. 10) permet à l'agglomération d'étaler dans le temps les effets des changements décidés par le conseil d'agglomération au sujet de son mode de fonctionnement.
- Pour l'année 2008, les quotes-parts ont été établies en s'assurant d'une neutralité fiscale pour le territoire de chaque ville liée, par rapport à l'imposition d'une taxe d'agglomération.
- Le règlement a été adopté conformément aux lois et décrets en vigueur et ne contient aucune mesure inéquitable envers les contribuables des villes opposantes.

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale*, l'agglomération peut déterminer un changement du fardeau fiscal des municipalités liées et de leurs contribuables, et décider de prévoir des mesures d'étalement du changement de ce fardeau fiscal;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-75, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE COOKSHIRE-EATON
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Date d'adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission Commentaires
80-2007-A 5 février 2007	Règlement décrétant et imposant les taux de taxes et de compensation de l'Agglomération de Cookshire-Eaton pour l'année 2007	Newport 2007-023 7 février 2007	1 ^{er} mars 2007 CM-62340	18 mai 2007 Approbation

CM-62340

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 18 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Cookshire-Eaton a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro 80-2007-A, décrétant et imposant les taux de taxes et de compensation de l'agglomération de Cookshire-Eaton pour l'année 2007;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération, numéro 80-2007-A, a été adopté le 5 février 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 1^{er} mars 2007, la Municipalité de Newport transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-023 adoptée le 7 février 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, la Commission n'a pas à trancher sur :

- la couverture de risques en sécurité incendie,
- la fourniture d'information et de statistiques par la ville-centre,
- la proportion des dépenses d'administration dans le budget d'agglomération,
- le règlement traitant de la rémunération des élus,
- les valeurs foncières employées pour établir le partage de coûts,
- le mode de taxation employé par l'agglomération pour se procurer les revenus nécessaires afin de payer les dépenses et les activités prévues au budget.

CONSIDÉRANT QUE la Commission n'a pas à intervenir en regard des choix effectués à l'intérieur du programme triennal d'immobilisations (PTI) de l'agglomération, lesquelles décisions ne peuvent faire l'objet d'une opposition par la Municipalité de Newport;

CONSIDÉRANT QUE les motifs invoqués par la Municipalité de Newport doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

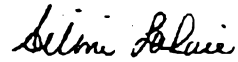
CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Newport n'a pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition de la Municipalité de Newport;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro 80-2007-A, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Cookshire-Eaton.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
R.A.V.Q. 27 20 décembre 2006	Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur le partage des dépenses mixtes relativement à certaines dépenses (R.A.V.Q. 38)	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-572 15 janvier 2007 L'Ancienne-Lorette 20-07 15 janvier 2007	19 janvier 2007 CM-62299 19 janvier 2007 CM-62299	11 avril 2007 Approbation
R.A.V.Q. 107 22 décembre 2006	Règlement imposant des taxes et des compensations pour l'exercice financier 2007	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-571 15 janvier 2007 L'Ancienne-Lorette 19-07 15 janvier 2007	19 janvier 2007 CM-62300 19 janvier 2007 CM-62300	11 avril 2007 Approbation
R.A.V.Q. 132 6 février 2007	Règlement décrétant des travaux de rénovation du Centre Michel-Labadie situé au parc Chauveau et un emprunt (500 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	L'Ancienne-Lorette 46-07 13 février 2007 Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-634 5 mars 2007	20 février 2007 CM-62344 6 mars 2007 CM-62344	Aucune décision Règlement abrogé par le règlement 229 Dossier clos – lettre transmise le 30 mai 2007
R.A.V.Q. 124 20 février 2007	Règlement décrétant des travaux de nature mixte de rénovation et de réaménagement de l'Hôtel de ville et un emprunt (4 850 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-633 5 mars 2007 L'Ancienne-Lorette 65-07 13 mars 2007	6 mars 2007 CM-62363 15 mars 2007 CM-62363	11 avril 2007 Approbation

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
R.A.V.Q. 134 20 février 2007	Règlement décrétant des travaux d'aménagement du Parc de la Montagne-des-Roches et un emprunt (300 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-635 5 mars 2007	6 mars 2007 CM-62364	11 avril 2007 Approbation
R.A.V.Q. 139 20 février 2007	Règlement décrétant des travaux de nature mixte de rénovation de l'édifice F.X. Drolet et un emprunt (150 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-636 5 mars 2007 <hr/> L'Ancienne-Lorette 70-07 13 mars 2007	6 mars 2007 CM-62365 <hr/> 15 mars 2007 CM-62365	11 avril 2007 Approbation
R.A.V.Q. 148 20 février 2007	Règlement modifiant le règlement R.A.V.Q. 55 décrétant des travaux de réfection et de réaménagement de bâtiments et de certains ouvrages municipaux ainsi que les services professionnels et le personnel d'appoint y afférents et un emprunt (1 148 500\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-637 5 mars 2007	6 mars 2007 CM-62366	11 avril 2007 Approbation

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
R.A.V.Q. 163 6 mars 2007	Règlement décrétant l'acquisition du matériel et de logiciels ainsi que les services professionnels et le personnel d'appoint requis pour les mises en service de solutions d'affaires en matière de technologie de l'information et de télécommunication et un emprunt(8 202 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-683 2 avril 2007	5 avril 2007 CM-62406	15 mai 2007 Approbation
R.A.V.Q. 164 6 mars 2007	Règlement décrétant une dépense mixte pour l'acquisition du matériel et de logiciels ainsi que sur les services professionnels et le personnel d'appoint requis pour les mises en service de solutions d'affaires en matière de technologie de l'information et de télécommunication et un emprunt (10 483 000\$) nécessaires au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-684 2 avril 2007	5 avril 2007 CM-62407 (suspendu en mai 2007 – en attente de modification du règlement)	7 février 2008 Approbation
R.A.V.Q. 143 20 mars 2007	Règlement modifiant la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif relativement au stade de soccer intérieur dans le parc Chauveau	L'Ancienne-Lorette 79-07 21 mars 2007 <hr/> Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-686 2 avril 2007	26 mars 2007 CM-62389 <hr/> 5 avril 2007 CM-62389	14 mai 2007 Refus

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
R.A.V.Q. 167 20 mars 2007	Règlement décrétant l'exclusion d'une partie du boulevard Louis-XIV située dans l'arrondissement Beauport du réseau artériel	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-687 2 avril 2007	5 avril 2007 CM-62408	15 mai 2007 Approbation
R.A.V.Q. 170 20 mars 2007	Règlement modifiant la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif relativement à la partie du Mont- Bélair située à l'extérieur de la Base de plein air de Val-Bélair.	L'Ancienne-Lorette 81-07 21 mars 2007 Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-689 2 avril 2007	26 mars 2007 CM-62391 5 avril 2007 CM-62391	4 juin 2007 Approbation
R.A.V.Q. 169 20 mars 2007	Règlement décrétant des travaux d'aménagement au Mont-Bélair et un emprunt de 300 000\$	L'Ancienne-Lorette 80-07 21 mars 2007 Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-688 2 avril 2007	26 mars 2007 CM-62390 5 avril 2007 CM-62390	4 juin 2007 Approbation
R.A.V.Q. 176 20 mars 2007	Règlement décrétant le versement d'une contribution financière à la fondation de la faune de Québec et un emprunt à ces fins	L'Ancienne-Lorette 82-07 21 mars 2007	26 mars 2007 CM-62392	14 mai 2007 Refus

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
R.A.V.Q. 168 3 avril 2007	Règlement décrétant des travaux pour la réalisation d'une partie des projets d'agglomération du programme triennal d'immobilisations 2007 à 2009 et un emprunt de 53 345 000\$	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-710 16 avril 2007 L'Ancienne-Lorette N : 100-07 24 avril 2007	27 avril 2007 CM-62441 1 ^{er} mai 2007 CM-62441	18 juin 2007 Approbation - 197865
R.A.V.Q. 154 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de rénovation de bâtiments, d'équipements et de structures relevant de la compétence d'agglomération et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-705 16 avril 2007	27 avril 2007 CM-62436	7 juin 2007 Approbation
R.A.V.Q. 155 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de réfection, de rénovation et de construction de bâtiments, d'équipements et de structures et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-706 16 avril 2007 L'Ancienne-Lorette N° 97-07 24 avril 2007	27 avril 2007 CM-62437 1 ^{er} mai 2007 CM-62437	7 juin 2007 Approbation

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
R.A.V.Q. 156 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de rénovation de bâtiments, d'équipements et de structures relevant de la compétence d'agglomération et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-707 16 avril 2007 L'Ancienne-Lorette n° 98-07 24 avril 2007	27 avril 2007 CM-62438 1 ^{er} mai 2007 CM-62438	7 juin 2007 Approbation
R.A.V.Q. 157 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de réfection, de rénovation et de construction de bâtiments, d'équipements et de structures et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-708 16 avril 2007 L'Ancienne-Lorette N° 99-07 24 avril 2007	27 avril 2007 CM-62439 1 ^{er} mai 2007 CM-62439	11 juin 2007 Approbation - 197863
R.A.V.Q. 166 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur la réalisation du règlement sur le programme de subvention pour promouvoir la réalisation d'ouvrages de stabilisation des rives des cours d'eau et des lacs et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-709 16 avril 2007	27 avril 2007 CM-62440	11 juin 2007 Approbation - 197864

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

Règlement Adoption	Objet	Municipalité No de résolution Date d'adoption	Réception CMQ No de dossier CMQ	Date de la décision de la Commission municipale Commentaires
R.A.V.Q. 150 17 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des interventions en matière de transport, de travaux routiers, de trottoirs et de pistes cyclables et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	L'Ancienne-Lorette 110-07 8 mai 2007	14 mai 2007 CM-62457	11 juin 2007 - 197862 Approbation
R.A.V.Q. 136 19 février 2008	Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur le versement d'une subvention à la Commission de la capitale nationale pour l'aménagement et la mise en valeur de la fontaine de Tourny et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-208-1198 3 mars 2008	20 mars 2008 CM-62815	

Tableau Récapitulatif – Droit d'opposition – Agglomération de Québec

Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2006-2007	Nombre de décisions rendues par la Commission durant l'exercice 2007-2008
L'Ancienne-Lorette (9) Saint-Augustin-de-Desmaures (7)	20 décisions dont 18 règlements approuvés et 2 désapprouvés; Un (1) dossier a été fermé sans aucune décision puisque le règlement a été abrogé; Un (1) dossier est en traitement.
Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2007-2008	
L'Ancienne-Lorette (5) Saint-Augustin-de-Desmaures (13)	

CM-62299

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 décembre 2006 le règlement R.A.V.Q. 27 intitulé : Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur le partage des dépenses mixtes relativement à certaines dépenses;

CONSIDÉRANT QUE le 19 janvier 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-572 et 20-07 adoptées le 15 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les municipalités contiennent essentiellement les motifs suivants :

- l'utilisation de formules mathématiques au lieu de critères proprement dits;
- l'impossibilité de valider le règlement sur le partage des dépenses mixtes compte tenu de l'information fournie;
- la contestation de la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif et du réseau artériel et des montants en découlant;
- le coût d'entretien du réseau d'aqueduc et d'égout établi à 19,7 % et non à 6,74 %;
- l'absence d'une comptabilité distincte pour les activités mixtes.

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, puisque, malgré sa complexité, le règlement R.A.V.Q. 27 modifiant les règlements R.A.V.Q. 5 et R.A.V.Q. 38 détaille de manière plus pointue les dépenses mixtes;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 27 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62300

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 20 décembre 2006 le règlement R.A.V.Q. 107 intitulé : « Règlement de l'agglomération sur l'imposition des taxes et des compensations pour l'exercice financier de 2007 »;

CONSIDÉRANT QUE le 19 janvier 2007, les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros 19-07 et RVSAD-2007-571 adoptées le 15 janvier 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures contiennent essentiellement les motifs suivants :

- les revenus d'agglomération sont incomplets à l'égard des amendes provenant des constats d'infraction, de la subvention à la Capitale et de la compensation pour les droits sur les divertissements;
- les documents fournis ne sont pas suffisamment détaillés pour valider l'application du règlement sur le partage des dépenses mixtes (R.A.V.Q. 27);
- le budget de l'agglomération a augmenté de 40 106 000 \$ transférant aux villes liées des dépenses de proximité de la Ville de Québec;
- les coûts du déneigement, de l'entretien du réseau artériel, du réseau d'aqueduc et d'égout et des activités qui en découlent sont exagérés. Il en est de même des dépenses relatives aux équipements d'intérêt collectif;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir les oppositions puisque :

- l'imputation des revenus d'agglomération provenant des amendes reliées aux infractions relatives à la circulation et au stationnement, de la subvention à la Capitale et de la compensation pour les droits sur les divertissements est conforme à la loi;
- l'écart budgétaire qui est de 24 321 628 \$, est attribuable principalement à l'application du règlement R.A.V.Q. 27, à la sécurité publique, à l'administration générale, au transport collectif des personnes, aux équipements d'intérêt collectif et à la gestion des immeubles;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 107 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62344

Québec, le 30 mai 2007

Monsieur Serge Morin, avocat
Service des affaires juridiques
Ville de Québec
2, rue des Jardins
Québec (Québec) G1R 4S9

Objet : Règlement R.A.V.Q. 132

Monsieur,

J'accuse réception du Règlement R.A.V.Q. 229 lequel abroge le Règlement R.A.V.Q. 132 pour lequel les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures se sont opposées.

En conséquence, la Commission municipale considère ce dossier comme étant clos.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La secrétaire de la Commission,

Céline Lahaie, notaire

CL/mfa

c. c. Ville de Québec
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
Ville de L'Ancienne-Lorette

CM-62363

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 février 2007 le règlement R.A.V.Q. 124 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de rénovation et de réaménagement de l'Hôtel de Ville et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE les 6 et 15 mars 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-633 et 65-07 adoptées respectivement les 5 et 13 mars 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par les municipalités contient essentiellement les motifs suivants :

- la Ville de Québec n'a pas fait parvenir l'ordre du jour et les documents au plus tard le 10^e jour précédant la séance du conseil d'agglomération;
- l'hôtel de ville n'est pas prévu à la liste des infrastructures et équipements d'intérêt collectif;
- les critères de répartition des dépenses mixtes sont inconnus;

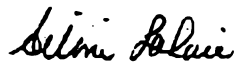
CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition puisque :

- l'hôtel de ville de Québec est un bâtiment de nature mixte, puisqu'il est utilisé par des fonctionnaires qui y exécutent des tâches qui relèvent tant de l'agglomération que de la proximité;
- le partage de la dépense mixte relative aux travaux de rénovation et de réaménagement de l'hôtel de ville s'effectue suivant l'article 8.2 du règlement R.A.V.Q. 5 et ses amendements relatifs au partage des dépenses mixtes;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 124 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62364

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 février 2007 le règlement R.A.V.Q. 134 intitulé : « Règlement de l'agglomération sur des travaux d'aménagement du Parc de la Montagne-des-Roches et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés »;

CONSIDÉRANT QUE le 6 mars 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-635 adoptée le 5 mars 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- l'équipement ne rencontre pas les critères des articles 39 à 45 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- l'équipement a été arbitrairement inclus par la Ville de Québec comme étant une matière relevant de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition puisque le Parc de la Montagne-des-Roches est énuméré à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif en annexe du Décret 1211-2005 concernant l'agglomération de Québec.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 134 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62365

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 février 2007 le règlement R.A.V.Q. 139 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de rénovation de l'édifice F.X. Drolet et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE les 6 et 15 mars 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-636 et 70-07 adoptées respectivement les 5 et 13 mars 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

- l'édifice F.X. Drolet est une bâtisse de compétence de proximité;
- le règlement R.A.V.Q. 5 modifié par le règlement R.A.V.Q. 27 ne fait pas état de critères permettant de distinguer une dépense mixte d'une dépense de proximité;
- l'édifice F.X. Drolet n'étant pas utilisé par la Ville de L'Ancienne-Lorette ne répond pas aux critères de l'article 68 de la Loi;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- le règlement fait référence pour sa mise en œuvre au règlement R.A.V.Q. 5, lequel fait l'objet d'une contestation devant les tribunaux;
- l'affectation de dépenses relevant de l'agglomération pour cet immeuble n'est pas formellement prévue par une Loi, un décret ou autrement;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir les oppositions puisque :

- l'édifice F.X. Drolet est utilisé à la fois par le service de la gestion des immeubles et le personnel de deux sections de la division des opérations de la Ville de Québec, et à ce titre, ce bâtiment sert tant pour les services de proximité que pour ceux de l'agglomération;
- l'article 3 du règlement R.A.V.Q. 139 prévoit le partage de la dépense suivant les dispositions du règlement R.A.V.Q. 5 et ses amendements relatifs au partage des dépenses mixtes;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 139 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62366

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 février 2007 le règlement R.A.V.Q. 148 intitulé : « Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de réaménagement de bâtiments et de certains ouvrages municipaux ainsi que sur les services professionnels et le personnel d'appoint y afférents et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés »;

CONSIDÉRANT QUE le 6 mars 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition au règlement R.A.V.Q. 148 aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-637 adoptée le 5 mars 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- le règlement est incompatible avec la législation;
- la mise en œuvre de la dépense relative à la réfection des infrastructures du 911 à Beauport aurait été acceptée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures si la dépense avait été ventilée des autres dépenses et adoptée séparément avant l'adoption définitive du règlement;

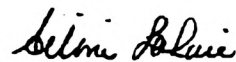
CONSIDÉRANT QUE le règlement R.A.V.Q. 148 a pour objet de redéfinir la nature de la dépense relative à la Centrale d'urgence 911, sise au 255, rue Clemenceau, dans l'arrondissement de Beauport, modifiant ainsi le règlement R.A.V.Q. 116;

CONSIDÉRANT QUE le règlement R.A.V.Q. 148 porte sur une matière constituant une compétence d'agglomération;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 148 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62406

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 15 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 6 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 163 intitulé : Règlement de l'agglomération sur l'acquisition du matériel et de logiciels ainsi que sur les services professionnels et le personnel d'appoint requis pour les mises en service de solutions d'affaires en matière de technologie de l'information et de télécommunication et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE le 5 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-683 adoptée le 2 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la municipalité contient essentiellement les motifs suivants :

- Le manque d'information sur la répartition des dépenses entre la proximité et l'agglomération;
- Les équipements informatiques ne sont pas prévus à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition puisque les équipements informatiques et technologiques visés par ce règlement sont dédiés à certains services d'agglomération, dont la sécurité publique et l'évaluation municipale;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 163 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62407

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 7 février 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 6 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 164 intitulé : Règlement de l'agglomération sur une dépense mixte pour l'acquisition du matériel et de logiciels ainsi que sur les services professionnels et le personnel d'appoint requis pour les mises en service de solutions d'affaires en matière de technologie de l'information et de télécommunication et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE le 5 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-684 adoptée le 2 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la municipalité contenait essentiellement les motifs suivants :

- Le manque d'information sur la répartition des dépenses entre la proximité et l'agglomération;
- Les équipements informatiques ne sont pas prévus à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission informait le 30 mai 2007 les municipalités qu'elle suspendait l'étude du règlement R.A.V.Q. 164 jusqu'à ce que le règlement R.A.V.Q. 5 soit modifié pour prévoir la règle de partage des coûts d'immobilisation relatifs aux technologies de l'information et aux télécommunications;

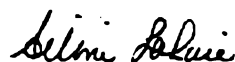
CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 18 décembre 2007, le règlement R.A.V.Q. 262 intitulé : Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur le partage des dépenses mixtes relativement aux dépenses en matière de technologie de l'information et de télécommunication ainsi qu'en vérification législative et en administration générale, lequel modifie le R.A.V.Q. 5 et ses amendements et prévoit notamment à son article 3 la règle de partage;

CONSIDÉRANT QU'aucune opposition n'a été formulée à l'égard du règlement R.A.V.Q. 262;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 164 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62389

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 20 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 143 intitulé : Règlement de l'agglomération sur la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif relativement au stade de soccer intérieur dans le parc Chauveau;

CONSIDÉRANT QUE les 23 mars et 5 avril 2007, les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros 79-07 et RVSAD-2007-686 adoptées les 21 mars et 2 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- L'équipement ne rencontre pas les conditions des articles de 39 à 45 de la Loi et particulièrement celles énoncées à l'article 40, puisqu'il n'est pas construit;
- Le projet de stade à construire ne tient pas compte des autres projets à l'étude dans les autres municipalités liées;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il y a lieu de retenir les oppositions, puisque le stade de soccer dans le parc Chauveau est à l'état de projet et de ce fait, il ne rencontre pas les critères de l'article 40 de la Loi et qu'il est prématuré de l'ajouter à la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec désapprouve le règlement R.A.V.Q. 143 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62408

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 15 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 167 intitulé : Règlement de l'agglomération sur l'exclusion d'une partie du boulevard Louis-XIV située dans l'arrondissement de Beauport du réseau artériel;

CONSIDÉRANT QUE le 2 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-687 adoptée le 2 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la municipalité contient essentiellement le motif suivant :

- L'exclusion d'une portion du réseau artériel dont le terrain sera vendu à un tiers rapportera des revenus; ceux-ci devraient obligatoirement profiter à l'agglomération;

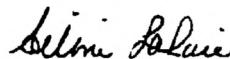
CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, puisque le règlement R.A.V.Q. 167 ne porte que sur l'exclusion d'une partie du boulevard Louis-XIV, lequel fait partie du réseau artériel suivant le décret 1211-2005;

CONSIDÉRANT QUE l'article 22 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* précise que le conseil d'agglomération peut modifier ponctuellement la détermination faisant l'objet d'une disposition du décret;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 167 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62391

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 4 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 20 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 170 intitulé : Règlement de l'agglomération sur la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif relativement à la partie du Mont-Bélair située à l'extérieur de la Base de plein air de Val-Bélair;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 81-07 adoptée le 21 mars 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-689 adoptée le 2 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

- Que l'objet du règlement R.A.V.Q. 170 consiste à ajouter la totalité du Mont-Bélair à la liste des équipements, rendant ainsi possible le paiement des dépenses par les municipalités liées;
- Que la Ville de L'Ancienne-Lorette ne bénéficie pas dudit site;
- Qu'il est inapproprié de financer en commun avec la Ville de Québec les dépenses reliées au règlement R.A.V.Q. 170, puisque le Mont-Bélair n'a pas un caractère unique à l'échelle de l'agglomération et ne rencontre pas les conditions de l'article 40 de la Loi;
- Que le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 40 réfère à un équipement, alors que le Mont-Bélair n'est pas un équipement, mais une élévation se détachant du relief environnant;


CONSIDÉRANT QUE la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures s'oppose à l'inclusion à la liste des équipements de la partie du Mont-Bélair à la Base de plein air de Val-Bélair;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, car l'ajout à la liste des équipements d'intérêt collectif de la totalité du Mont-Bélair s'inscrit dans la consolidation des acquisitions de terrains effectuées depuis 2002 par la Ville de Québec;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 170 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62390

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 4 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 20 mars 2007, le règlement R.A.V.Q. 169 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux d'aménagement du Mont-Bélair et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE le 21 mars 2007, la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 80-07 adoptée le 21 mars 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 2 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-688 adoptée le 2 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

- Que les travaux sont situés à l'extérieur de la Base de plein air de Val Bélair, équipement reconnu au décret 1211-2005;
- Que le Mont-Bélair n'est pas mentionné à l'annexe du décret et que les coûts ne peuvent être imputés à l'agglomération mais plutôt à la proximité;
- Que le Mont-Bélair ne rencontre pas les conditions prévues à l'article 40 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* et qu'il n'est pas un équipement mais un phénomène naturel se détachant du relief environnemental;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

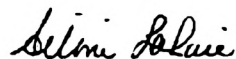
- Le Mont-Bélair ne rencontre pas les critères énumérés à l'article 40 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- Le Mont-Bélair ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 40 pour figurer sur la liste des équipements d'intérêt collectif, à savoir que la municipalité centrale et au moins une municipalité reconstituée financent en commun les dépenses reliées à l'équipement ou partagent les revenus produits par celui-ci;
- Les autres parcs d'agglomération ne comprennent pas les aménagements envisagés.

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, puisque la dépense projetée par ce règlement constitue une dépense d'agglomération, car cette partie du Mont-Bélair a été ajoutée à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif en vertu du règlement R.A.V.Q. 170;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 169 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62392

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 20 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 176 intitulé : Règlement de l'agglomération sur le versement d'une contribution financière à la Fondation de la faune du Québec en application de la convention relative à l'acquisition de différents milieux naturels et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE le 23 mars 2007, la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 82-07 adoptée le 21 mars 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

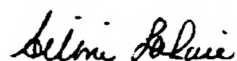
- L'objet du règlement est d'autoriser l'acquisition des terrains au Mont-Bélair par la Fondation de la faune du Québec et une opposition est déjà formulée en regard du règlement visant à inclure la totalité du Mont-Bélair à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- L'aide financière est versée à une entreprise qui n'est pas visée au paragraphe 11° de l'article 19 de la Loi; paragraphe qui s'applique aux entreprises liées au développement économique;
- Le Mont-Bélair n'est pas un équipement, une infrastructure ou une activité d'intérêt collectif et ne rencontre donc pas les conditions des articles 39 à 45 de la Loi et particulièrement celles énoncées à l'article 40.

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il y a lieu de retenir l'opposition, puisque cette aide financière n'est pas assujettie à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001).

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec désapprouve le règlement R.A.V.Q. 176 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62441

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 18 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 168 intitulé : Règlement de l'agglomération sur les travaux requis pour la réalisation d'une partie des projets d'agglomération du programme triennal d'immobilisations 2007 à 2009 et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE les 27 avril et 1^{er} mai 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-710 et 100-07 adoptées les 16 et 24 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette contiennent essentiellement les motifs suivants :

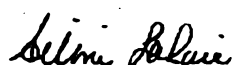
- L'affectation des dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- Les informations sont insuffisantes concernant le partage des dépenses entre la proximité et l'agglomération;
- La Ville de L'Ancienne-Lorette estime que le pourcentage des travaux décrétés par ce règlement sur son territoire devrait être similaire à sa quote-part, soit 6,12 %;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus et des explications fournies par la Ville de Québec, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir ces oppositions, puisque les travaux visés par ce règlement concernent des matières relevant de l'agglomération;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 168 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62436

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 7 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 154 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de rénovation de bâtiments, d'équipements et de structures relevant de la compétence d'agglomération et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE le 27 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-705 adoptée le 16 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

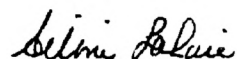
- L'affectation de ces dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise en ce qui a trait aux compétences de proximité ou d'agglomération;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- Les informations sont insuffisantes concernant le partage des dépenses entre la proximité et l'agglomération;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a pas lieu de retenir cette opposition, puisque les équipements, structures et bâtiments visés par le règlement R.A.V.Q. 154 relèvent de l'agglomération;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 154 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62437

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 7 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 155 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de réfection, de rénovation et de construction de bâtiments, d'équipements et de structures et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE les 27 avril et 1^{er} mai 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-706 et 97-07 adoptées les 16 et 24 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette contiennent essentiellement les motifs suivants :

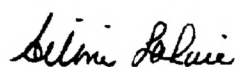
- L'affectation des dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- Les garages des travaux publics situés à Val-Bélair et à Beauport, l'hôtel de ville de Charlesbourg, l'édifice Chauveau, l'atelier municipal, la nouvelle remise au Centre Montmorency, l'installation d'un séparateur d'huile, la protection d'incendie et accès extérieurs à l'hôtel de ville, le programme de réfection des finis extérieurs, l'installation de contrôle de télégestion-equipements de mécanique, l'installation de fournaies à haut rendement et la réfection de pavage de stationnements, ne sont pas des ouvrages d'art municipaux de nature mixte et à l'égard des autres éléments, l'information disponible ne permet pas de le déterminer;
- L'article 3 de ce règlement prévoit que le partage des dépenses doit se faire en conformité avec le règlement sur le partage des dépenses mixtes et ses amendements, règlement contesté par la Ville de L'Ancienne-Lorette principalement en raison des pourcentages qui y sont mentionnés;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir les oppositions, puisque les équipements, structures et bâtiments visés par le règlement R.A.V.Q. 155 sont de nature mixte;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 155 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62438

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 7 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 156 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de rénovation de bâtiments, d'équipements et de structures relevant de la compétence d'agglomération et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE les 27 avril et 1^{er} mai 2007, les Villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leurs oppositions à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-707 et 98-07 adoptées les 16 et 24 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les Villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette contiennent essentiellement les motifs suivants :

- L'affectation de ces dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- La liste des divers équipements mécaniques et électriques, des divers projets d'architecture, de structures et diverses demandes pour des équipements d'agglomération, n'est pas connue;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a pas lieu de retenir les oppositions, puisque le règlement vise des équipements, structures et bâtiments de compétence d'agglomération;
EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 156 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62439

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté, le 3 avril 2007, le règlement R.A.V.Q. 157 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de réfection, de rénovation et de construction de bâtiments, d'équipements et de structures et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE les 27 avril et 1^{er} mai 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-708 et 99-07 adoptées les 16 et 24 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

CONSIDÉRANT QUE les oppositions formulées par les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette contiennent essentiellement les motifs suivants :

- L'affectation de ces dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- L'article 3 de ce règlement prévoit que le partage des dépenses doit se faire en conformité du règlement sur le partage des dépenses mixtes et ses amendements, lequel est contesté par la Ville de L'Ancienne-Lorette principalement en raison des pourcentages qui y sont mentionnés;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des réponses reçues de la Ville de Québec concernant la nature mixte des bâtiments et ouvrages d'art ainsi que la localisation des travaux, il n'y a pas lieu de retenir les oppositions, puisque les équipements, structures et bâtiments visés par le règlement R.A.V.Q. 157 sont de nature mixte;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 157 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62440

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 166 intitulé : Règlement de l'agglomération sur la réalisation du règlement sur le programme de subvention pour promouvoir la réalisation d'ouvrages de stabilisation des rives des cours d'eau et des lacs et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE le 27 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-709 adoptée le 16 avril 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- le règlement n'inclut pas les zones agricoles et forestières qui prédominent sur le territoire de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures;
- ce règlement ne tient pas compte de toute l'agglomération alors que le financement incombe à l'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération n'a pas encore adopté le règlement créant le programme de subvention auquel réfère l'article 1 de ce règlement;

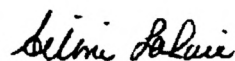
CONSIDÉRANT QUE la matière visée par ce règlement relève de la compétence de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QU'après analyse, la Commission considère qu'il n'a pas lieu de retenir l'opposition;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 166 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62457

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 juin 2007.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 17 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 150 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des interventions en matière de transport, de travaux routiers, de trottoirs et de pistes cyclables et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE le 10 mai 2007, la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 110-07 adoptée le 8 mai 2007;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la municipalité liée contient essentiellement le motif suivant :

- L'absence d'indications précises de la localisation des travaux effectués;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus et la réponse de la Ville de Québec du 1^{er} juin 2007, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, puisque les interventions visées concernent le réseau artériel et les pistes cyclables qui sont par le fait même des services d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 150 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 52

Liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2007-2008. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.

Fournisseur	Objet du mandat	Coûts (\$)
Les services de médiation et d'arbitrage R.M. inc.	Examiner, de concert avec les personnes désignées respectivement par la Ville de Québec et conjointement par les villes de l'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures, la problématique des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif ainsi que les réseaux artériels de voirie, d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux sur lesquels le conseil d'agglomération de Québec a compétence. Remettre un rapport à la ministre des Affaires municipales et des Régions pour lui faire part des résultats des discussions et, le cas échéant, des recommandations pour solutionner ce dossier.	20 819

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 56

Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2007-2008 et chacune des 10 dernières années.

Les données représentent les intérêts à la charge des municipalités sur les dettes qui apparaissent dans leurs rapports financiers, auxquels sont ajoutés les intérêts qui sont à la charge des municipalités mais dont les dettes apparaissent dans le rapport financier des autres organismes municipaux (MRC, régies organismes publics de transport et communautés métropolitaines). Les données relatives aux 14 villages nordiques ne sont pas disponibles et ne sont pas compilées dans le tableau.

	ANNÉE MUNICIPALE ⁽¹⁾									
	1998 \$	1999 \$	2000 \$	2001 \$	2002 \$	2003 \$	2004 \$	2005 \$	2006 \$	2007 ⁽¹⁾ \$
Intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités	856 815 360	783 585 209	755 652 560	731 672 220	733 744 387	679 171 123	678 774 694	655 350 191	657 466 789	725 335 889

(1) Pour les années 1998 à 2006, les données proviennent des documents «Rapport financier» et représentent la dépense réelle. Pour l'année 2007, les données proviennent des documents «Prévisions budgétaires» et représentent les dépenses estimées.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 79

Pour chacune des conférences régionales des élus (CRÉ), fournir :

- a) le budget total alloué pour 2007-2008;
- b) la ventilation budgétaire détaillée 2007-2008;
- c) les prévisions budgétaires pour 2008-2009;
- d) la liste des membres de chacun des conseils d'administration par région (titre, date de nomination, échéance du mandat);
- e) nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration;
- f) liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.

Réponse a) : Le budget 2007-2008 pour les CRÉ totalisait 55 M\$.

Réponse b) : Voir ANNEXE 1.

Réponse c) : Le budget prévisionnel de l'enveloppe 2008-2009 totalise 55 M\$.

Réponse d) : Voir ANNEXE 2.

Réponse e) : Voir ANNEXE 3.

Réponse f) : Voir ANNEXE 4.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Région	Budget CRÉ 2007-2008
Bas St-Laurent	3 134 477 \$
Saguenay Lac St-Jean	2 516 814 \$
Capitale Nationale	(1) 2 464 368 \$
Mauricie	2 797 894 \$
Estrie	2 492 323 \$
Montréal	4 994 510 \$
Outaouais	2 536 686 \$
Abitibi/Témiscamingue	3 324 551 \$
Côte-Nord	2 747 429 \$
Nord-du-Québec	
Baie-James	2 050 237 \$
Kativik	(2) 2 024 362 \$
Crie	2 046 797 \$
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	3 953 040 \$
Chaudière/Appalaches	2 303 978 \$
Laval	2 003 885 \$
Lanaudière	2 341 610 \$
Laurentides	2 209 838 \$
Montréal	
Longueuil	2 111 385 \$
Est	2 350 431 \$
Ouest	2 144 868 \$
Centre du Québec	2 450 514 \$
Sous-total	54 999 997 \$

(1) La CRÉ de la Capitale-Nationale relève du Bureau de la Capitale-Nationale.

(2) À partir de l'année financière 2006-2007, le budget de la CRÉ Kativik est intégré à l'entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik.

Conférence régionale des élus – BAS-SAINT-LAURENT
(Mise à jour : 2008-02-29)

ANNEXE 2

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	18
Nombre de représentants socio-économiques désignés	9
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	7 (25 %)
Nombre actuel de membres désignés	28
Première rencontre officielle	26 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Michel Lagacé Président	Préfet de la MRC de Rivière-du-Loup	
ÉLU-E-S MUNICIPAUX		
M. Serge Fortin Membre de l'exécutif	Préfet de la MRC du Témiscouata	
M. Jean-Clément Ouellet	Préfet de la MRC de La Mitis	
M. Donald Grenier	Préfet de la MRC de Matane	
M. André Leblond	Préfet de la MRC de Les Basques	
M. Gilbert Pigeon	Préfet de la MRC Rimouski-Neigette	
M. Jean-Guy Charest	Préfet de la MRC du Kamouraska	
M. Georges Guénard	Préfet de la MRC de La Matapédia	
M. Gaétan Ruest	Maire d'Amqui	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Linda Cormier	Mairesse de Matane	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean Bélanger	Maire de Mont-Joli	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Éric Forest Membre de l'exécutif	Maire de Rimouski	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Morin	Maire de Rivière-du-Loup	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Asselin	Maire de Cabano	Maire d'une municipalité de figurant à l'annexe
M. Bernard Généreux	Maire de La Pocatière	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
Mme Cécile Joseph Membre de l'exécutif	Mairesse de St-Pascal	Mairesse d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Jean-Pierre Rioux	Maire de Trois-Pistoles	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Émilien Nadeau	Maire de Dégelis	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
REPRÉSENTANT-E-S D'UNE NATION AUTOCHTONE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE		
M. Bruno Gagnon	Table de concertation agroalimentaire Bas-Saint-Laurent	Agroalimentaire
Mme Suzanne Tremblay, Répondante régionale	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	Condition féminine
Mme Ginette Lepage, Directrice générale	Conseil de la culture Bas-Saint-Laurent	Culture
Mme Claire Bilocq, Directrice	Corporation de développement	Développement social

Conférence régionale des élus – BAS-SAINT-LAURENT
(Mise à jour : 2008-02-29)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
générale	communautaire du KRTB	
M. Yves Goudreau, Président	ACCORD Bas-Saint-Laurent	Diversification économique, innovation, science et technologie
M. Michel Ringuet, Recteur	Université du Québec à Rimouski	Éducation
M. Bruno Paradis, Président	Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent	Jeunesse
M. Gilles Michaud, Directeur	SER de la Vallée	Milieu forestier
REPRÉSENTANTE AUTOCHTONE		
Mme Sandra Tremblay, Agente au développement économique	Première Nation Malécite de Viger	Nation autochtone

Conférence régionale des élus – SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
(Mise à jour : 2008-02-29)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	14
Nombre de représentants socio-économiques désignés	7
Représentant autochtone	Il siège volontairement à titre d'observateur
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	5 (23 %)
Nombre actuel de membres désignés	22
Première rencontre officielle	31 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	Oui
Ajout par décret, le 30 juin 2004, de trois représentants pour la Ville de Saguenay	

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Serge Simard, président	Conseiller municipal de Ville de Saguenay	Président de l'arrondissement de La Baie
M. Gérald Scullion, vice-président	Maire d'Alma	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. MRC Lac-Saint-Jean-Est
M. Jean-Marie Claveau Secrétaire trésorier	Préfet MRC Le Fjord-du-Saguenay	Préfet
M. Gilbert Goulet Membre du comité exécutif	Préfet MRC Maria-Chapdelaine	Préfet
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Jean Tremblay	Maire de Ville de Saguenay	Équivalent d'un préfet, maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Denis Dahl	Conseiller municipal de Ville de Saguenay	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Réjean Laforest	Conseiller municipal de Ville de Saguenay	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Marc-André Gagnon	Conseiller municipal de Ville de Saguenay	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Gilles Potvin	Maire de Saint-Félicien	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Bernard Généreux	Préfet MRC Domaine-du-Roy	Préfet
M. Bertrand Couture	Maire de Saint-Charles-de-Bourget	Représentant supplémentaire de la MRC Le Fjord-du-Saguenay
M. Georges Simard	Maire de Dolbeau-Mistassini	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. MRC Maria-Chapdelaine
M. Léonard Côté	Préfet MRC Lac-Saint-Jean-Est	Préfet
M. Michel Larouche	Maire de Roberval	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. MRC Maria-Chapdelaine
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Mme Guylaine Proulx	Professeur	Cégep de Saint-Félicien
Mme Audrey-Claude Gaudreault	Présidente	Regroupement Action Jeunesse 02

Conférence régionale des élus – SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
(Mise à jour : 2008-02-29)

Mme Liz S. Gagné	Présidente	Commission scolaire des Rives du Saguenay et Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT)
Mme Jeanne Lavoie	Conseillère – Partenariat avec la communauté Présidente	Alcan Métal Primaire Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire
M. Martin Voyer	Vice-président – Soutien au dév. des affaires Saguenay–Lac-Saint-Jean–Charlevoix	Fédération des caisses du Québec
M. André Fortin	Président	Union des Producteurs Agricoles (UPA)
Mme Nathalie Savard	Présidente	Syndicat des intervenants et intervenantes de la santé
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
M. Sébastien Kurtness	Vice-chef	Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean

Conférence régionale des élus – MAURICIE

(Mise à jour : 2008-02-29)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	12
Nombre de représentants socio-économiques désignés	6
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	3 (16 %)
Nombre actuel de membres désignés	19
Première rencontre officielle	2 avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
COMITÉ EXÉCUTIF		
Mme France Beaulieu présidente	Conseillère Ville de Shawinigan	Représentante supplémentaire de la Ville-MRC.
M. Réjean Gaudreault 1^{er} vice-président	Maire de La Tuque	Maire de la Ville et de l'Agglomération
M. Michel Angers 2^e vice-président	Main-d'oeuvre	Président du Comité régional d'économie sociale
M. Pierre A. Dupont Secrétaire	Conseiller Ville de Trois-Rivières	Représentant supplémentaire de la Ville-MRC
M. Yvon Lemire Trésorier	Éducation	Président de la Commission scolaire Chemin-du-Roy
Mme Lise Landry Administratrice	Mairesse de Shawinigan	Mairesse d'une Ville-MRC
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Normand Hudon	Maire de Notre-Dame-de-Montauban	
M. Jean-Paul Diamond	Préfet de la MRC de Maskinongé	
M. Yves Lévesque	Maire de Trois-Rivières	Maire d'une Ville-MRC
M. Gérard Bruneau	Préfet de la MRC des Chenaux	
M. Pierre Bouchard	Maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	
M. Guy Richard	Maire de Louiseville	
M. Reynald Périgny	Préfet de la MRC Mékinac	
M. Elzéar Lepage	Conseiller Ville La Tuque	Représentant supplémentaire de la Ville et de l'Agglomération
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ¹		
M. Michel Dupont	Développement social	
M. Pierre Tremblay	Qualité de vie	
M. André Nollet	Économie	

¹ En Mauricie, les représentants socio-économiques sont issus du Forum de la société civile

Conférence régionale des élus – MAURICIE
(Mise à jour : 2008-02-29)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Yvon Lemire	Éducation	
M. Michel Angers	Main-d'oeuvre	
M. Jacques Pinard	Ressources naturelles et Territoire	
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
M ^{me} Éva Ottawa	Conseil de la Nation Atikamekw	
OBSERVATEURS		
Mme Liette Moreau	Collectivités d'influence	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
Mme Annie Brousseau	Collectivités d'influence	Forum Jeunesse
M. Ghislain Bourque	Éducation	
Députés de la Mauricie		
M. Pierre Robert	Directeur régional – MAMR	
M. Denis Hébert	Directeur régional par intérim - MDEIE	

Conférence régionale des élus – ESTRIE
(Mise à jour : 2008-29- 02)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	18
Nombre de représentants socio-économiques désignés	9
Représentant autochtone	0
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	4 (15 %)
Nombre actuel de membres	27
Première rencontre officielle	14 mai 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	Oui
Ajout par décret, le 30 juin 2004, d'un représentant pour la ville de Sherbrooke	

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Roger Nicolet Président	Préfet de la MRC de Memphrémagog	
Jean Perrault 1^{er} Vice-président	Maire de la Ville de Sherbrooke	Municipalité de plus de 5000 h.
Laroche, Colette Roy- 2^e Vice-présidente	Maire de la Ville de Lac-Mégantic	Municipalité de plus de 5000 h.
Gingras, Diane Trésorière	Présidente-directrice générale de Oxybec Médical	Développement économique et de la main-d'œuvre — secteur tertiaire
Durivage, Suzanne Secrétaire	Ex-Présidente de la Commission scolaire des Hauts-Cantons	Éducation et formation professionnelle
ÉLUS MUNICIPAUX		
Bachand, Jean-Philippe	Maire de la Ville d'Asbestos	Municipalité de plus de 5000 h.
Badger, Gérald	Préfet de la MRC Le Val-Saint-François	
Bernier, Maurice	Préfet de la MRC du Granit	
Brochu, Louida	Conseiller	Membre supplémentaire de la Ville de Sherbrooke
Dumas, Jean-Claude	Représentant par intérim de la MRC Le Haut-Saint-François	
Gagné, Laurian	Maire de la Ville de Valcourt	Municipalité figurant à l'annexe
Gagnon, Francis	Conseiller	Membre supplémentaire de la Ville de Sherbrooke
Hémond, Jacques	Préfet de la MRC Les Sources	
Lamoureux, Bertrand	Maire de la Ville de Coaticook	Municipalité de plus de 5000 h.
Mailhot, Martin	Maire de la Ville d'East Angus	Municipalité figurant à l'annexe
Masson, Réjean	Préfet de la MRC de Coaticook	

Conférence régionale des élus – ESTRIE

(Mise à jour : 2008-29- 02)

Martel, Marc-André	Maire de la Ville de Richmond	Municipalité figurant à l'annexe
Potvin, Normand	Maire de la Ville de Cookshire-Eaton	Municipalité de plus de 5000 h.
Poulin, Marc	Maire de la Ville de Magog	Municipalité de plus de 5000 h.
Wheeler, Malcom	Maire de la Ville de Windsor	Municipalité de plus de 5000 h.
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Landry, Noël	Président de la Fédération de l'UPA de l'Estrie	Développement économique et de la main-d'œuvre — agriculture et forêt
Fouquet, Guy	Président de la Fondation estrienne en environnement	Développement durable
Royer, Richard	Président du C.A. du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	Recherche Science et Technologie
Roy, Alain	Coordonnateur de la Corporation de développement communautaire de la MRC d'Asbestos	Communautaire
Nadeau-Saumier, Monique	Consultante en muséologie et patrimoine	Culture
Marceau, Denis	Président du Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Estrie	Développement de la structure économique et de la main-d'oeuvre
Bolduc, Joël	Forum jeunesse Estrie	Relève

Les représentants socio-économiques ont obtenu un mandat de deux ans en juin 2006, donc échéance juin 2008.

Les membres du comité exécutifs ont un mandat d'un an renouvelable en juin.

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre actuel de membres désignés	118
Nombre de femmes parmi les membres du conseil d'administration (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	40 (33,9%)
Nombre d'élus municipaux	79
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	25 (31,6%)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés	39
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	15 (38,5%)
Représentant autochtone	1
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	25 octobre 2004 Avenant : • 24 novembre 2006

26 députés provinciaux (9 femmes = 34,6% ; 2 postes vacants)

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008

MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION		
M. Claude Dauphin Président	Vice-président du comité exécutif et maire de l'arrondissement de Lachine	Ville de Montréal
Mme Manon Barbe 1 ^{re} Vice-présidente	Mairesse, arrondissement LaSalle	Ville de Montréal
Mme Carole Lamoureux 2 ^e Vice-présidente	Vice-rectrice aux études et à la vie étudiante	Université du Québec à Montréal
Mme Monique Worth Trésorière	Mairesse, arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal
M. Gaétan Châteauneuf Secrétaire	Vice-président	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
ÉLU-E-S MUNICIPAUX		
M. Warren Allmand	Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	Ville de Montréal
M. Michael Applebaum	Conseiller associé et maire de l'arrondissement CDN/NDG	Ville de Montréal
Mme Marie-Andrée Beaudoin	Membre du comité exécutif et mairesse, arrondissement Ahuntsic-Cartierville	Ville de Montréal
M. Richard Bélanger	Maire, arrondissement L'Île-Bizard/Ste-Geneviève	Ville de Montréal
M. André Bélisle	Arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
M. Bob Benedetti	Maire	Ville de Beaconsfield
M. Richard Bergeron	Arrondissement Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
M. Carle Bernier-Genest	Arrondissement Rosemont/Petite-Patrie	Ville de Montréal
Mme Yvette Bissonnet	Arrondissement Saint-Léonard	Ville de Montréal
Mme Patricia Bittar	Arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal
M. Laurent Blanchard	Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Ville de Montréal
Mme Jocelyn-Ann Campbell	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville	Ville de Montréal
M. Jean-Yves Cartier	Mairesse	Ville de Montréal
Mme Marie Cinq Mars	Mairesse de l'arrondissement Outremont	Ville de Montréal
Mme Jane Cowell-Postras	Arrondissement Lachine	Ville de Montréal
Mme Vera Danyluk	Mairesse	Ville Mont-Royal
M. Laval Demers	Arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

Composition du conseil d'administration

Mme Mary Deros	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc Extension	Ville de Montréal
M. Richard Deschamps	Arrondissement de LaSalle	Ville de Montréal
M. Alan DeSousa	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal
M. Richer Dompierre	Arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve	Ville de Montréal
Mme Carole Du Sault	Arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
M. Christian G.Dubois	Arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal
M. Noushig Eloyan	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville (Cartierville)	Ville de Montréal
M. Alvaro Farinacci	Arrondissement LaSalle	Ville de Montréal
M. Sammy Forcillo	Membre du comité exécutif et conseiller de l'arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
Mme Helen Fotopulos	Membre du Comité exécutif et mairesse, arrondissement Plateau Mont-Royal (Mile-End)	Ville de Montréal
M. Jean-Marc Gibeau	Arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
M. Gilles Grondin	Arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
Mme Line Hamel	Arrondissement Sud-Ouest (Louis-Cyr)	Ville de Montréal
Mme Andrée Hénault	Arrondissement d'Anjou	Ville de Montréal
M. Anthony Housefather	Maire	Ville de Côte Saint-Luc
M. James V. Infantino	Arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
M. Edward Janiszewski	Maire	Ville de Dollard-des-Ormeaux
M. Benoit Labonté	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
M. Michel Labrecque	Arrondissement Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
M. Yvon Labrosse	Maire	Ville de Montréal-Est
M. Sylvain Lachance	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension (Villeray)	Ville de Montréal
M. Pierre Lapointe	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville (Ahuntsic)	Ville de Montréal
M. André Lavallée	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
M. Cosmo Maciocia	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement RDP/PAT/Montréal-Est	Ville de Montréal
M. Joe Magri	Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
Mme Karin Marks	Mairesse	Ville de Westmount
Mme Ginette Marotte	Arrondissement Verdun	Ville de Montréal
Mme Soraya Martinez	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension	Ville de Montréal
M. George McLeish	Maire	Ville de Senneville
M. Bill McMurchie	Maire	Ville de Pointe-Claire
M. John W. Meaney	Maire	Ville de Kirkland
M. Luis Miranda	Maire de l'arrondissement Anjou	Ville de Montréal
M. Nicolas Montmorency	Arrondissement de Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
Mme Jacqueline Montpetit	Mairesse de l'arrondissement Sud-Ouest	Ville de Montréal
M. Marcel Parent	Maire de l'arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
M. Dominic Perri	Conseiller associé, arrondissement de Saint-Léonard	Ville de Montréal
M. Michel Prescott	Arrondissement du Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
M. Gaetan Primeau	Arrondissement Mercier/Hochelaga/Maisonneuve	Ville de Montréal
M. François Purcell	Arrondissement Rosemont/Petite-Patrie / District Saint-Édouard	Ville de Montréal
M. Marvin Rotrand	Leader de la majorité et substitut, Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce / District Snowdon	Ville de Montréal
M. Edgard Rouleau	Maire	Ville de Dorval
Mme Claire Saint-Arnaud	Leader de l'opposition officielle, Arrondissement Mercier / Hochelaga / Maisonneuve (Longue-Pointe)	Ville de Montréal
Mme Anie Samson	Mairesse, Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension (Jarry)	Ville de Montréal
Mme Francine Senécal	Vice-présidente du comité exécutif, Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce (Loyola)	Ville de Montréal
Mme Catherine Sévigny	Arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
M. William Steinberg	Maire	Ville d'Hampstead
M. Jean-François Saint-Onge	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville	Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

Composition du conseil d'administration

M. Campbell Stuart	Maire	Ville de Montréal-Ouest	
M. Alain Tassé	Arrondissement de Verdun	Ville de Montréal	
Mme Lyn Thériault-Faust	Mairesse, arrondissement Mercier/Hochelaga/Maisonneuve	Ville de Montréal	
M. Bill Tierney	Maire	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	
M. Gérard Tremblay	Maire	Ville de Montréal	
M. Marcel Tremblay	Membre du comité exécutif, arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	Ville de Montréal	
M. Claude Trudel	Maire, arrondissement de Verdun	Ville de Montréal	
Mme Maria Tutino	Mairesse	Ville de Baie d'Urfé	
M. Frank Venneri	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension	Ville de Montréal	
M. Bertrand A.Ward	Arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal	
M. Saulie Zajdel	Arrondissement Côte-des-Neiges/NDG	Ville de Montréal	
M. Frank Zampino	Président du comité exécutif et maire de l'arrondissement Saint-Léonard	Ville de Montréal	
REPRÉSENTANT-E-S SOCIOÉCONOMIQUES			
M. Gerry Arsenault	Affaires	Directeur général	CLD West Island
Mme Rivka Augenfeld	Relations interculturelles	Présidente	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes-TCRI
M. Claude Bégin	Communautaire	Directrice générale	Centre de recherche d'emploi de l'Est
M. Frantz Benjamin	Relations interculturelles	Président	Conseil interculturel de Montréal
M. Michel Boudreault	Affaires	Directeur régional des ventes	Bell Canada
Mme Édith Cyr	Affaires - Économie sociale	Directrice générale	GRT - Bâtir son quartier
Mme Diane De Courcy	Éducation primaire et secondaire	Présidente	Commission scolaire de Montréal
Mme Véronique De Sève	Syndical	Vice-Présidente	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Mme Claudette Demers-Godley	Femmes	Directrice générale	Y des femmes (YWCA)
M. Denis Deschamps	CRPMT	Président, chef de la direction	Drakkar & Associés inc. - Services-conseils et placement en ressources humaines
M. Michel Ducharme	Syndical	Président	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
M. André Dudemaine	Arts et culture	Directeur général	Société pour la diffusion de la culture autochtone - Terres en vue
M. Jean-Sébastien Dufresne	Jeunes	Président	Réseau citoyen de solidarité Iciéla
Mme Nada Elkouzi	Affaires	Agente de développement	Coopérative de développement régional de Montréal-Laval
M. Jean-Paul Faniel	Communautaire	Coordonnateur	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain
M. Henri Gervais	Aînés	Président	Table de concertation des aînés de l'île de Montréal
M. Victor C.Goldbloom	Santé	Président	Agence de la santé et des services sociaux
M. André Grandchamps	Syndical	Directeur syndical	Syndicat canadien de la fonction publique
Mme Isabelle Hudon	Affaires-industries manufacturières	Présidente et chef de la direction	Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Mme Francine Labelle	Affaires-commerce et services	Directrice générale	Chambre de commerce et d'industrie de l'Est de l'île de Montréal
M. Jean-François Lalonde	Communautaire	Directeur général	CDEC - Rosemont/Petite-Patrie

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

Composition du conseil d'administration

M. Charles Lapointe	Affaires - Tourisme	Président - Directeur général	Tourisme Montréal
M. André Leclerc	Arts et culture	Président	Gagné Leclerc Groupe conseil
M. Éric Léouzon	Affaires	Président	Maestro Communications inc.
M. David Levine	Santé	Président - directeur général	Agence de la santé et des services sociaux
M. Laurent McCutcheon	Gais et lesbiennes	Président	Gai Écoute inc.
Mme Louise Millette	Environnement	Directrice - Département des génies civil, géologique et des mines	École polytechnique
M. Gilles Paquette	Syndical	Conseiller régional	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Mme Manon Perron	Syndical - CSN	Trésorière du conseil central	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Mme Josée Scott	Loisir et sport	Directrice générale	Sport et Loisir de l'île de Montréal
Mme Louise Sicuro	Arts et culture	Directrice générale	Les journées de la culture
M. Marcus Tabachnick	Éducation	Président	Commission scolaire Lester B. Pearson
M. Michel Taylor	Syndical	Président	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
M. Roch Tremblay	Éducation-Collégial	Directeur général	Cégep de Ahuntsic
M. Denis Turcotte	Syndicat	Président régional	Syndicat de la fonction publique du Québec
Mme Marie Turcotte	Personnes handicapées	Adjointe à la direction	Ex æquo
M. Denis Plante	Affaires - Environnement	Président	Conseil régional de l'environnement

DÉPUTATION QUÉBÉCOISE

M. Pierre Arcand	Circ. de Mont-Royal
M. Raymond Bachand ministre responsable de la région de Montréal	Circ. d'Outremont
Mme Line Beauchamp	Circ. de Bourassa-Sauvé
M. Lawrence S. Bergman	Circ. de D'Arcy-McGee
M. Michel Bissonnet	Circ. de Jeanne-Mance/Viger
Mme Marguerite Blais	Circ. de Saint-Henri-Sainte-Anne
M. Jacques Chagnon	Circ. de Westmount/St-Louis
M. Russell Copeman	Circ. de Notre-Dame-de-Grâce
Mme Rita Dionne-Marsolais	Circ. de Rosemont
M. Emmanuel Dubourg	Circ. de Viau
M. Jacques P. Dupuis	Circ. de Saint-Laurent
M. Henri-François Gauthier	Circ. de Verdun
M. Nicolas Girard	Circ. de Gouin
Mme Louise Harel	Circ. Hochelaga-Maisonneuve
Mme Yolande James	Circ. de Nelligan
Mme Monique Jérôme-Forget	Circ. Marguerite-Bourgeoys
M. Geoffrey Kelley	Circ. de Jacques-Cartier
Mme Lisette Lapointe	Circ. de Crémazie
M. Martin Lemay	Circ. Sainte-Marie-Saint-Jacques
M. Pierre Marsan	Circ. de Robert-Baldwin
M. François Ouimet	Circ. de Marquette
M. Gerry Sklavounos	Circ. de Laurier-Dorion
Mme Christine St-Pierre	Circ. de l'Acadie
Mme Lise Thériault	Circ. d'Anjou
M. Tony Tomassi	Circ. de LaFontaine
M. Daniel Turp	Circ. de Mercier
Vacant	Circ. de Bourget
Vacant	Circ. de Pointe-aux-Trembles

Conférence régionale des élus – OUTAOUAIS
(Mise à jour : 2007-05-03)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	15
Nombre de représentants socio-économiques désignés	7
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	6 (26 %)
Nombre actuel de membres désignés	23
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	5 juillet 2004
Ajout par décret, le 30 juin 2004, de deux représentants pour la ville de Gatineau	

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Marc Carrière	Président, maire de Val-des-Monts (mandat de président du 2006-04-01 à 2008-03-31)	Préfet MRC Les Collines-de-l'Outaouais
Mme Paulette Lalande	Vice-présidente, maire de Plaisance (mandat de vice-présidente du 2006-04-01 au 2008-03-31)	Préfet MRC de Papineau
M. Aurèle Desjardins	Trésorier, conseiller de la ville de Gatineau (mandat de trésorier du 2006-04-01 au 2008-03-31)	Municipalité de + de 5000 h (2 ^e représentant)

ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Marc Bureau	Maire Ville de Gatineau	Municipalité de + de 5000h
Mme Jocelyne Houle	Conseillère Ville de Gatineau	Demande d'ajout à la CRÉO par la ville de Gatineau
Mme Louise Poirier	Conseillère Ville de Gatineau	Demande d'ajout à la CRÉO par la ville de Gatineau
M. Pierre Rondeau	Préfet, MRC de la Vallée-de-La-Gatineau	
M. Michael McCrank	Préfet, MRC de Pontiac	
M. Robert Buisnière	Maire de La Pêche	Municipalité de + de 5000 h
M. Steve Harris	Maire de Cantley	Municipalité de + de 5000 h
M. Robert Coulombe	Maire de Maniwaki	Municipalité figurant à l'annexe
M. Jean Perras	Maire de Chelsea	Municipalité de + de 5000 h
M. Normand Vachon	Maire de Mayo	Représentant supplémentaire de MRC Papineau
Vacant	Maire de Val-des-Monts	Municipalité de + de 5000 h
M. Raymond Durocher	Maire de Fort-Coulonge	Représentant supplémentaire de MRC de Pontiac

REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
M. Michel Allard	Présidente, Conseil régional des partenaires du marché du travail	Secteur économie Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
Mme Lise Waters	Présidente, Unité régionale	Secteur culture

Conférence régionale des élus – OUTAOUAIS
(Mise à jour : 2007-05-03)

	de loisir et de sport de l'Outaouais	Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
Mme Marlène Thonnard	Présidente Université du Québec en Outaouais	Secteur éducation et recherche Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
	Vacant	Secteur science
	Vacant	Secteur éducation primaire-secondaire
M. Guy Morissette	Président-directeur général, Agence de santé et services sociaux	Secteur Développement social et santé Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
Mme Sylvie Daigle		Secteur Représentant(e) des citoyens Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
	Vacant	

Conférence régionale des élus – ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

(Mise à jour : 2008-03-06)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	13
Nombre de représentants socio-économiques désignés	5/6
Représentant autochtone	0/1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	5 (28 %)
Nombre actuel de membres désignés	18 (1 représentant autochtone et 1 représentant socio-économique à venir)
Première rencontre officielle	8 avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Jean-Maurice Matte, président	Maire de Senneterre	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Roger Caouette,	Maire de Rouyn-Noranda	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. (2 représentants selon l'article 100)
M. Fernand Trahan	Maire de Val-d'Or et préfet de la MRC Vallée-de-l'Or	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Philippe Barette	Maire de Témiscaming	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Daniel Rancourt,	Maire de Macamic et préfet MRC d'Abitibi-Ouest	
M. Jacques Riopel	Maire de St-Marc-de-Figury	Représentant supplémentaire de la MRC Abitibi
M. Ulrick Chérubin, 2 ^e vice-président	Maire d'Amos et préfet de la MRC Abitibi	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Normand Houde trésorier	Maire de La Sarre	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Fernand Carpentier	Maire de Malartic	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Sylvain Trudel,	Maire de Ville-Marie	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Mario Provencher, secrétaire	Conseiller	Représentant supplémentaire de la Ville de Rouyn-Noranda
Mme Céliane Taillefer	Mairesse de Senneterre (Paroisse)	Représentante supplémentaire de la MRC de la Vallée-de-l'Or
M. Jean-Pierre Charron, 1 ^{er} vice président	Maire de Belleterre et préfet de la MRC de Témiscamingue	Représentant supplémentaire de la MRC de Témiscamingue
REPRÉSENTANT(E)S SOCIO-ÉCONOMIQUES		
M ^{me} Anne-Marie Béland	Territoire Abitibi-Ouest	Présidente du Conseil régional de la culture.
À venir	Territoire Vallée-de-l'Or	
M ^{me} Johanne Jean	Territoire Rouyn-Noranda	Rectrice de l'Université du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue
M ^{me} Stéphanie Lamarche	Territoire Témiscamingue	Agente de développement touristique et collabore à la gestion d'une entreprise.

Conférence régionale des élus – ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
(Mise à jour : 2008-03-06)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Diane F. Raymond	Territoire Rouyn-Noranda	Conseillère syndicale FTQ. Siège au Conseil régional des partenaires du marché du travail et à plusieurs tables régionales et nationales dont la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
M. Clément Roy	Territoire Abitibi	Président de la Commission scolaire Harricana et de l'Association des commissions scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue.
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
À venir		

Conférence régionale des élus – CÔTE-NORD
(Mise à jour : 2007-05-08)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus municipaux	13
Nombre de représentants socio-économiques désignés	6
Représentants autochtones	1/2 (Représentant innu à venir)
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	6 (29 %)
Nombre maximal de membres selon la loi	21
Nombre actuel de membres désignés	20/21
Première rencontre officielle	23 avril 2004
Date de la signature de l'entente de gestion par la CRÉ	2 juin 2004
Date de la signature de l'entente de gestion par la Ministre	2 juin 2004

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Georges-Henri Gagné Président	Maire de Ragueneau	Représentant supplémentaire de la MRC de Manicouagan
M. Ivo Di Piazza, Vice-président (ouest)	Maire Ville de Baie-Comeau et préfet de la MRC de Manicouagan	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Ghislain Lévesque Vice-président (est)	Maire de Sept-Iles et préfet MRC de Sept-Rivières	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Pierre Cormier Secrétaire	Maire de Havre St-Pierre	Préfet de la MRC de la Minganie
Mme Marcella Beaudoin	Administratrice Municipalité de Schefferville	Représentante supplémentaire de la MRC de Caniapiscau
M. Jean-Luc Burgess	Maire de Longue-Pointe-de-Mingan	Représentant supplémentaire de la MRC de la Minganie
M. Jean-Marie Delaunay	Maire de Sainte-Anne-de-Portneuf et préfet de la MRC de la Haute-Côte-Nord	
Mme Laurence Méthot	Mairesse Ville de Port-Cartier	
M. Randy Jones,	Maire de Gros Mécatina	Représentant Basse-Côte-Nord
M. Martial Lévesque	Conseiller Ville de Sept-Iles	Représentante supplémentaire de la MRC de Sept-Rivières
M. Richmond Monger	Administrateur de la municipalité de la Côte-Nord du Golfe du Saint-Laurent	Représentant Basse-Côte-Nord
Mme Lise Pelletier	Maire de Fermont et préfet de la MRC de Caniapiscau	
M. Gaston Tremblay	Maire de Forestville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
M. Berchmans Boudreau	Culture et communication	
Mme Ginette Côté Trésorière	Éducation, formation, recherche et science	
M. Jacques Gagnon	Économie et emploi	

Conférence régionale des élus – CÔTE-NORD
(Mise à jour : 2007-05-08)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Alain Jalbert	Syndicats	
Mme Micheline Rioux	Développement social, environnement et développement durable	
Mme Marie-Ève Vaillancourt	Jeunes	
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
M. Philip Einish	chef de bande Kawawachikamak	Nation naskapie
À déterminer		Nation innue
Députés		
Mme Lorraine Richard	Députée de Duplessis	
M. Marjolain Dufour	Député de René-Lévesque	

**Conférences régionales des élus
NORD-DU-QUÉBEC
(Mars 2008)**

Conférence régionale des élus de la Baie-James

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	9
Nombre de représentants	4
Représentant autochtone	-
Nombre de femmes	4 (31 %)
Nombre actuel de membres désignés	4
Première rencontre officielle	12 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et le Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Territoire
M. Gérald Lemoyne Président	Maire de Baie-James et Maire de Lebel-sur-Quévillon	Municipalité de Baie-James
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Jacques Bérubé	Maire de Chapais	Municipalité de Baie-James
M. Donald Bubar	Maire de Chibougamau	Municipalité de Baie-James
Mme Claudine Desgagnées	Présidente de la Localité de Valcanton	Municipalité de Baie-James
M. René Dubé	Maire de Matagami	Municipalité de Baie-James
Mme Colombe Fortin	Territoire non organisé MBJ	Municipalité de Baie-James
M. Yves Pelletier	Président de la Localité de Radisson	Municipalité de Baie-James
Mme Francine Thivierge	Présidente de la Localité de Villebois	Municipalité de Baie-James
REPRÉSENTANTS		
Mme Mireille Brazeau Lebel-sur-Quévillon	Société civile	
M. Réal Dubé, Matagami	Société civile	
M. Richard L'Écuyer Chapais	Société civile	
M. Roger Savard Chibougamau	Société civile	
DÉPUTÉ		
M. Luc Ferland	Parti québécois	Circonscription d'Ungava
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
-	-	-

**Conférences régionales des élus
NORD-DU-QUÉBEC
(Mars 2008)**

Administration régionale Kativik *

* L'Administration régionale Kativik est réputée agir à titre de CRÉ

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	16
Nombre de représentants socio-économiques désignés	-
Représentant autochtone	-
Nombre de femmes	2 (12.5 %)
Nombre actuel de membres désignés	-
Première rencontre officielle	-
Entente de gestion signée par la CRÉ et le Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Territoire
Mme Maggie Emudluk	Présidente du Comité administratif	Kangiqsualujjuaq
M. Eli Aullaluk	Chef d'Assemblée et membre du Comité administratif	Akulivik
M. David Lucassie	Membre	Aupaluk
M. Johnny Naktialuk	Membre	Inukjuak
M. Casey Mark	Membre	Ivujivik
M. Peter Morgan	Membre et mairesse de Kangiqsualujjuaq	Kangiqsualujjuaq
M. Jusipi Annahatak	Chef suppléant d'Assemblée et membre du Comité administratif	Kangiqsujuaq
Mme Mary A. Pilurtuut	Membre du Comité administratif, Présidente de la Régie régionale de la santé et services sociaux du Nunavik	Kangiqsujuaq
M. Philip Einish	Membre	Kawawachikamach
M. Larry Watt	Membre	Kuujjuaq
M. Lucassie Inukpuk	Membre	Kuujjuarapik
M. Muncy Novalinga	Vice-président du Comité administratif	Puvirnituq
M. Johnny A. Oovaut	Membre	Quaqtaq
M. Johnny Kaigallak Papigatok	Membre	Salluit
M. Peter Angnatuk	Membre	Tasiujaq
M. Robbie Tookalook	Membre	Umiujaq

**Conférences régionales des élus
NORD-DU-QUÉBEC
(Mars 2008)**

Administration régionale crie *

** L'Administration régionale crie est réputée agir à titre de CRÉ*

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	11
Nombre de représentants socio-économiques désignés	-
Représentant autochtone	-
Nombre de femmes	1 (9 %)
Nombre actuel de membres désignés	-
Première rencontre officielle	-
Entente de gestion signée par la CRÉ et le Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Matthew Mukash	Grand Chef et Président	
M. Ashley Iserhoff	Grand Chef adjoint et Vice-président	
M. Roderick Pachano	Chef	Chisasibi
M. Lloyd Mayappo	Chef	Eastmain
M. John Longchap	Chef	Mistissini
M. Josie Jimiken	Chef	Nemiscau
Mme Louise Wapachee	Chef	Oujé-Bougoumou
M. Steve Diamond	Chef	Waskaganish
M. John Kitchen	Chef	Waswanipi
M. Rodney Mark	Chef	Wemindji
M. Losty Mamianskum	Chef	Whapmagoostui

Conférence régionale des élus – GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

(Mise à jour : 2008-03-04)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	12
Nombre de représentants socio-économiques désignés	6
Représentant autochtone	À désigner
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	4 (22,2 %)
Nombre actuel de membres désignés	18
Première rencontre officielle	23 avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	Oui
Ajout par décret, le 30 juin 2004, d'un représentant pour la municipalité des Îles-de-la-Madeleine	M. Gérard Verdier occupe ce poste

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Bertrand Berger, président	Préfet de la MRC d'Avignon	
M. Joël Arsenault, vice-président	Maire des Îles-de-la-Madeleine	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
Mme Nicole Lapointe, secrétaire-trésorière	Représentante de la société civile, MRC Bonaventure	
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Jean-Guy Poirier	Préfet de la MRC Bonaventure	
M. Magella Émond	Préfet de la MRC de La Haute-Gaspésie	
M. François Roussy	Préfet de la MRC de La Côte-de-Gaspé	
M. Claude Cyr	Préfet de la MRC du Roché-Percé	
Mme Nicole Appelby	Maire de New Richmond	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
M. Michel Lacroix	Maire de Carleton Saint-Omer	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
Mme Delisca Roussy	Maire de Murdochville	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
M. Georges Mamelonet	Maire de Percé	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
Mme Micheline Pelletier	Maire de Sainte-Anne-des-Monts	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
M. Gérard Verdier	Conseiller municipal des Îles-de-la-Madeleine	Statut officiel par décret
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
M. Sébastien Lévesque	Représentant de la société civile, MRC de la Côte de Gaspé	
M. Alain Bernier	Représentant de la société civile, MRC Avignon	
M. Jean-Noël Sergerie	Représentant de la société civile, MRC de la Haute-Gaspésie	
M. Gino Cyr	Représentant de la société civile, MRC du Roché-Percé	Nomination le 2 novembre 2007
M. Arthur Miousse	Représentante de la société	Nomination le 15 février 2008

Conférence régionale des élus – GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE
(Mise à jour : 2008-03-04)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
	civile, Îles-de-la-Madeleine	
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		

Conférence régionale des élus – CHAUDIÈRE-APPALACHES

(Mise à jour : 2008-03-07)

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 26 AVRIL 2007

Membre du comité exécutif de la corporation et membres du conseil d'administration

M. Réal Laverdière	Président	Préfet de la MRC de L'Islet
Mme Danielle Roy Marinelli	Vice-présidente	Mairesse de Lévis
M. Harold Guay	Secrétaire	Maire de Sainte-Marie
Mme Hélène Faucher	Trésorière	Préfet de la MRC de L'Amiante
M. Roger Carette	Administrateur	Maire de Saint-Georges
M. Russell Gilbert	Administrateur	Représentant du Groupe-conseil Culture, loisir, sport et tourisme
M. Jean-Denis Morin	Administrateur	Représentant du Groupe-conseil Agriculture et agroalimentaire

Membres du conseil d'administration

➤ Élus municipaux

M. François Barret	Maire de Saint-Lambert-de-Lauzon	
M. Jean-Pierre Bazinet	Conseiller de Lévis	
M. Luc Berthold	Maire de Thetford Mines	
M. Hervé Blais	Préfet de la MRC de Bellechasse	
M. Jean-Guy Bolduc	Maire de Beauceville	
M. Jean-Guy Breton	Maire de Lac-Etchemin	
M. Yvon Bruneau	Maire de Saint-Henri	
M. Marcel Catellier		Préfet de la MRC de Montmagny
M. Michel Cliche	Maire de Saint-Joseph-de-Beauce	
Mme Marlène Demers	Mairesse de Saint-Patrice-de-Beaurivage	
M. Jean-Guy Desrosiers	Maire de Montmagny	
M. Jean-Pierre Dubé	Maire de Saint-Jean-Port-Joli	
M. Yvon Jolicoeur	Maire de Disraëli	
M. André Labbé	Préfet de la MRC de Robert-Cliche	
Mme Anne Ladouceur	Conseillère de Lévis	
M. Richard Lehoux	Préfet de la MRC de La Nouvelle-Beauce	
M. Luc Lemieux	Préfet de la MRC de Beauce-Sartigan	
M. Hector Provençal	Préfet de la MRC des Etchemins	
M. Maurice Sénécal	Préfet de la MRC de Lotbinière	

➤ Représentants de groupes-conseils

Mme Julie Champagne	Représentante du Groupe-conseil famille
M. Raymon Cimon	Représentant du Groupe-conseil Milieu forestier
Mme Thérèse Lachance	Représentante du Groupe-conseil Santé
Mme Yolande Lépine	Représentante du Groupe-conseil Développement social et communautaire
M. Guy Lessard	Représentant du Groupe-conseil Développement durable
M. Philippe Mailloux	Représentant du Groupe-conseil Développement des entreprises et innovation
M. Sylvain Millaire	Représentant du Groupe-conseil Formation de la main-d'oeuvre
M. Daniel Rousse	Représentant du Groupe-conseil Éducation
Postes vacants	Deux groupes-conseils à définir

Membres du conseil d'administration sans droit de vote

M. Jean Domingue	Député de Bellechasse
M. Janvier Grondin	Député de Beauce-Nord
M. Laurent Lessard	Député de Frontenac et Ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches
M. Christian Lévesque	Député de Lévis
M. Claude Morin	Député de Beauce-Sud
M. Marc Picard	Député des Chutes-de-la-Chaudière
M. Claude Roy	Député de Montmagny – L'Islet
Mme Sylvie Roy	Députée de Lotbinière

Conférence régionale des élus - LAVAL

Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus municipaux	22
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	8 (36,4 %)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés → Commission régionale de développement de Laval (mécanisme de concertation)	24
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	10 (45,5 %)
Représentant autochtone	0
Nombre actuel de membres désignés	22
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	23 août 2004 Avenant : <ul style="list-style-type: none">• 6 juin 2005• 18 janvier 2007

5 députés provinciaux (1 femme = 20 %)

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
M. Gilles Vaillancourt	Maire	Président
M. André Boileau	Conseiller municipal de Fabreville	Vice-président de l'exécutif
Mme Jocelyne Guertin	Conseillère municipale de Souvenir-Labelle	Vice-présidente de l'exécutif
Mme Lucie Hill Larocque	Conseillère municipale d'Auteuil	Secrétaire-trésorière
M. Benoît Fradet	Conseiller municipal de Renaud	Membre de l'exécutif
Mme Francine Légaré	Conseillère municipale de Marigot	Membre de l'exécutif
M. Basile Angelopoulos	Conseiller municipal de Chomedey	Membre de l'exécutif
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
M. Jacques St-Jean	Conseiller municipal de Saint-François	Administrateur
M. Norman Girard	Conseiller municipal de Vimont	Administrateur
Mme Sylvie Clermont	Conseillère municipale de St-Vincent-de-Paul	Administratrice
Mme Madelaine Sollazzo	Conseillère municipale de Val-des-Arbres	Administratrice
Mme Michèle Des Trois Maisons	Conseillère municipale de Duvernay-Pont-Viau	Administratrice
M. Jean-Jacques Lapierre	Conseiller municipal de Concorde-Bois-de-Boulogne	Administrateur
M. Yvon Martineau	Conseiller municipal de Saint-Bruno	Administrateur
Mme Ginette Grisé	Conseillère municipale de Laval-des-Rapides	Administratrice
Mme Ginette Legault-Bernier	Conseillère municipale de l'Abord-à-Plouffe	Administratrice
M. Alexandre Duplessis	Conseiller municipal de Saint-Martin	Administrateur

Conférence régionale des élus - LAVAL

Composition du conseil d'administration

M. Pierre Cléroux	Conseiller municipal de Sainte-Dorothée	Administrateur
M. Jean-Jacques Beldié	Conseiller municipal de Laval-les-Îles	Administrateur
M. Robert Plante	Conseiller municipal de l'Orée-des-bois	Administrateur
M. Yvon Bromley	Conseiller municipal de Marc-Aurèle-Fortin	Administrateur
M. Denis Robillard	Conseiller municipal de Sainte-Rose	Administrateur

COMMISSION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT 2007-2008

SECTEUR MUNICIPAL MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
M. Gilles Vaillancourt	Maire de Laval et Préfet de la MRC	Président
M. André Boileau	Ville de Laval – vice-président du comité exécutif	Vice-président de l'exécutif
Mme Jocelyne Guertin	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Vice-présidente de l'exécutif
Mme Lucie Hill Larocque	Ville de Laval – conseillère municipale	Secrétaire-trésorière
M. Benoît Fradet	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Membre de l'exécutif
M. Basile Angelopoulos	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Membre de l'exécutif
Mme Francine Légaré	Ville de Laval – Présidente du Conseil	Membre de l'exécutif
SECTEUR ÉCONOMIQUE		
M. Jean-Louis Bédard Président	Tourisme Laval	
M. Gilles Lacroix Président	Table de concertation agro-alimentaire de Laval	
M. Raymond Talbot Président	Chambre de commerce et d'industrie de Laval	
Mme Louise Bussière Administratrice	Laval Technopole	
SECTEUR INSTITUTIONNEL ET DISPENSATEUR DE SERVICES		
Mme Francine Charbonneau Présidente	Conférence régionale de l'éducation, Laval http://www.ville.laval.qc.ca/	
Mme Monique Sauvé Présidente	Conseil régional des partenaires du marché du travail	
Mme Mireille Ménard	Agence de la santé et des services sociaux de Laval	
M. Marc Ranger Conseiller syndical – SCFP	Collège électoral syndical http://www.mess.gouv.qc.ca/	
SECTEUR COMMUNAUTAIRE		
Mme Lucie McNeil Administratrice	Conseil régional de l'environnement de Laval	

Conférence régionale des élus - LAVAL

Composition du conseil d'administration

Mme Sonia Girard Administratrice	Corporation de développement communautaire de Laval
M. Jimmy Ung Président	Forum jeunesse Laval
Mme Monic Thouin-Perreault Membre	Conseil de la culture de Ville de Laval
SECTEUR DE LA DÉPUTATION PROVINCIALE (sans droit de vote)	
Mme Michelle Courchesne	Ministre responsable de la région de Laval Députée de Fabre
M. Guy Ouellette	Député de Chomedey
M. Alain Paquet	Député de Laval-des-Rapides
M. Vincent Auclair	Député de Vimont
M. Maurice Clermont	Député de Mille-Îles

Conférence régionale des élus – LANAUDIÈRE
(mise à jour : 6 mars 2008)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	26
Nombre de représentants socio-économiques désignés	12
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	8 (20.5 %)
Nombre maximal de membres selon la loi	39
Nombre actuel de membres désignés	39/39
Première rencontre de la CRÉ complète	29 avril 2004
Date de la signature de l'entente de gestion par la CRÉ	21 mai 2004
Date de la signature de l'entente de gestion par la Ministre	21 mai 2004

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
MARCOTTE, Richard, Président	Maire de Mascouche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Madame Annette Coutu Vice présidente	Présidente , Conseil de développement bioalimentaire de Lanaudière (CDBL)	
LARUE, Alain Vice-président	Maire de Notre-Dame-des-Prairies	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
ÉLUS MUNICIPAUX		
AUGER, André	Maire de Saint-Lin-Laurentides et préfet de la MRC Montcalm	municipalité de + de 5 000 h.
BEAULIEU, Pierre	Maire de Saint-Jacques	MRC de Montcalm
BELLEMARE, Alain	Maires de Saint-Paul-de-Joliette	MRC de Joliette
BERGERON, Francine	Mairesse de Mandeville	MRC de D'Autray
BENARD, Richard	Maire de Saint-Donat	MRC Matawinie
BLACKBURN, Normand	Maire de Lavaltrie	municipalité de + de 5 000 h.
CAMPAGNA, Marc	Conseiller, Ville de Terrebonne	municipalité de + de 5 000 h.
DESCHAMPS, Chantal	Mairesse de Repentigny et Préfète de la MRC de L'Assomption	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
FRÉCHETTE, Gilles	Maire de Saint-Félix-de-Valois	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
GOUR, Pierre	Maire de L'Assomption	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
GRAVEL, GAËTAN	Maire de Ville Saint-Gabriel	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
GRENIER, Normand	Maire de Charlemagne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
HÉNAULT, André	Maire de Saint-Charles-Borromée et préfet de la MRC Joliette	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
LABRECQUE, Jean-Luc	Conseiller municipal, Ville de Terrebonne	Représentant supplémentaire de la MRC des Moulins
LARUE, Alain Vice-président	Maire de Notre-Dame-des-Prairies	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
LAURIN, René	Maire de Joliette	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
LEMAY, Jeannot	Conseiller municipal Ville de Repentigny	Représentant supplémentaire de la MRC de L'assomption
MAILLY, Donald	Conseiller, Ville de Mascouche	MRC Les Moulins

Conférence régionale des élus – LANAUDIÈRE
(mise à jour : 6 mars 2008)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
MAJOR, Louise	Mairesse de Rawdon	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
MARCOTTE, Richard, Président	Maire de Mascouche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
MIREAULT, Pierre	Maire de Sainte-Julienne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
MORIN, Gaétan	Préfet, MRC de la Matawinie Maire de Sainte Marcelline	
POIRIER, Yvon	Maire de Berthierville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
ROBITAILLE, Jean-Marc	Maire de Terrebonne et Préfet de MRC des Moulins	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
SAINT-PIERRE, Martin	Maire de Saint-Calixte	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
VERSTRAETE, Benoît	Maire, Ville de l'Épiphanie	
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
BOUCHARD, Joffrey	Directeur général , CLD de la MRC de L'Assomption	
BOURCIER, Ghislaine	Présidente , Conseil de la culture de Lanaudière	
CHARBONNEAU, François	Président , Commission scolaire des Samares	
SAINT-DENIS, Yves	Président , Commission scolaire des Affluents	
DEPELTEAU Lorraine	Présidente , Cégep régional de Lanaudière	
VACCANT	Président , Table des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL)	
HARVEY, Mario	Président , Conseil régional de l'environnement	
CLÉMENT Lucie	Coprésidente , Table de concertation des groupes de femmes	
BLAIS Maurice	Président directeur général , Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux	
GOUIN, Réjean	Président , Association forestière de Lanaudière	
COUTU, Annette Vice présidente	Présidente , Conseil de développement bioalimentaire de Lanaudière (CDBL)	
Richard Évangéline	Présidente , Tourisme Lanaudière	
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
OTTAWA, Paul-Émile	Chef, communauté Atikamek de Manawan	

Conférence régionale des élus – LAURENTIDES
2008-03-03

DONNÉES GÉNÉRALES		
Nombre d'élus	34 (excluant un poste vacant)	
Nombre de représentants socio-économiques désignés	11 (excluant un poste vacant)	
Représentant autochtone	1	
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	14 (31 %)	
Nombre actuel de membres désignés	45 (excluant deux postes vacants)	
Première rencontre officielle	29 mars 2004	
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	20 octobre 2004	
COMPOSITION DE LA CRÉ		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Michel Adrien	Maire de Mont-Laurier	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Déborah Bélanger	Mairesse de Rivière-Rouge	Maire d'une municipalité Exception
Lise Bourgault	Mairesse de Brownsburg-Chatham	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Yvon Brière	Maire de Sainte-Sophie	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Roger Lapointe Membre du CE	Préfet de la MRC Antoine-Labelle	Maire de Mont-Saint-Michel
Claude Carignan Membre du CE	Maire de Saint-Eusatche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Claude Descôteaux	Maire de Sainte-Adèle	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Claude Charbonneau	Maire de Prévost	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Roland Charbonneau	Préfet de la MRC La Rivière-du-Nord	Maire de Saint-Colomban, municipalité de + de 5 000 h.
Catherine Collin	Mairesse de Sainte-Anne-des-Plaines	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Sylvie Surprenant	Mairesse de Sainte-Thérèse	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Michel Lagacé	Maire de Saint-Sauveur	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Marc Lauzon	Maire de Deux-Montagnes	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Charles Garnier Membre du CE	Préfet de la MRC Les Pays-d'en-Haut	Préfet élu au suffrage universel de la MRC
Marc Gascon Président	Maire de Saint-Jérôme	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Ronald Tittlit Trésorier	Préfet de la MRC Argenteuil	Maire du village de Grenville
François Cantin Vice-président	Maire de Blainville	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Alain Guindon	Maire de Saint-Joseph-du-Lac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Paul Larocque	Préfet de la MRC Thérèse-De Blainville	Maire de Bois-des-Filion, municipalité de + de 5 000 h.
Sonia Paulus	Mairesse de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Daniel Mayer	Maire de Lachute	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Hubert Meilleur	Préfet de la MRC Mirabel	Maire de Mirabel, municipalité de + de 5 000 h.
Laurent Paquette	Maire de Sainte-Agathe-des-Monts	Maire d'une municipalité de -- de 5 000 h.
Yvan Patry	Préfet de la MRC Deux-Montagnes	Maire d'Oka
Boniface Dalle-Vedove	Maire de Lorraine	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Pierre Pilon	Maire de Mont-Tremblant	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Sylvie Saint-Jean	Mairesse de Boisbriand	Mairesse d'une municipalité de + de 5000 h.
Ronald Provost Vice-président	Préfet de la MRC Les Laurentides	Maire de Brébeuf
Hélène Daneault	Mairesse de Rosemère	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.

Conférence régionale des élus – LAURENTIDES
2008-03-03

Jacques Séguin	Maire de Pointe-Calumet	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Gilles Rousseau	Maire de Saint-Hippolyte	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Jean-Marc Bonenfant	Conseiller municipal de Bois-des-Filion	Représentant supplémentaire de la MRC Thérèse-De Blainville
Luc Saint-Jean	Conseiller municipal de Mirabel	Représentant supplémentaire de la MRC Mirabel
Vacant	Conseiller municipal	Représentant supplémentaire de la MRC La Rivière-du-Nord
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Francine Asselin-Bélisle	Loisir	Présidente, Loisirs Laurentides
Daniel Desjardins Secrétaire	Développement économique	Directeur général, Chambre de commerce Ste-Agathe-des-Monts
Richard Maheu	Agroalimentaire	Président de la Table agroalimentaire
Annie Bélanger	Entreprises	Directrice générale, Chambre de commerce MRC Thérèse-De Blainville
Denise Julien	Forêts	Directrice générale, Association des Intervenants forestiers des Hautes-Laurentides
Vacant	Éducation	
Monique Laurin	Partenaires du marché du travail	Présidente CRPMT
Pierre Lavallée	Transport avancé	Directeur général, Centre d'Expérimentation des véhicules électriques du Québec
Diane Leblond	Tourisme	Directrice générale, Association touristique
Carole Maillé	Culture	Directrice générale, Conseil de la Culture
Lysanne O'Sullivan Membre du CE	Conseil du développement social	Coordonnatrice au Réseau des femmes
Jacques Ruelland	Environnement	Président du Conseil régional de l'Environnement
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
Steven Bonspille	Chef de bande Mohawk	Président du Conseil des Mohawks de Kanesatake

Conférence régionale des élus - LONGUEUIL

Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus municipaux	25
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	7 (28%)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés → Commission consultative sur le développement de Longueuil (mécanisme de concertation)	17
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	9 (52,9 %)
Représentant autochtone	0
Nombre actuel de membres désignés	25
Première rencontre officielle	2 septembre 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	7 octobre 2004 Avenants: • 24 janvier 2006 • 17 novembre 2006

7 députés provinciaux (3 femmes = 42,9 %)

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
M. Claude Gladu	Maire 1 ^{er} Vice-président	Ville de Longueuil
M. Stéphane Desjardins	Conseiller	Arrondissement Saint-Hubert
M. Gilles Grégoire	Conseiller	Arrondissement Vieux Longueuil
Mme Manon D. Hénault	Conseillère Secrétaire-trésorière	Arrondissement Vieux Longueuil
Mme Nicole Lafontaine	Conseillère Présidente	Arrondissement Vieux Longueuil
M. Marc Benoît	Conseiller	Ville de Brossard
M. Armand Lefebvre	Conseiller	Ville de Boucherville
M. Bruno Goulet	Conseiller 2 ^e Vice-président	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
M. Jacques Goyette	Conseiller	Arrondissement du Vieux-Longueuil
M. Claude Trudeau	Conseiller	Ville de Saint-Lambert
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
Mme Nicole Béliveau	Conseillère	Arrondissement Vieux-Longueuil
M. Normand Caisse	Conseiller	Arrondissement Vieux-Longueuil
Mme Mireille Carrière	Conseillère	Arrondissement de Greenfield Park
M. Michel Desjardins	Conseillère	Arrondissement Vieux-Longueuil
Mme Johanne Fontaine-Deshaies	Conseillère	Arrondissement Vieux-Longueuil
Mme Marie-Lise Sauvé	Conseillère	Arrondissement Vieux-Longueuil
M. Robert Gladu	Conseiller	Arrondissement Vieux-Longueuil

Conférence régionale des élus - LONGUEUIL

Composition du conseil d'administration

M. Jean-Marc Pelletier	Maire	Ville de Brossard
M. Serge Séguin	Conseiller	Ville de Brossard
M. Antoine Assaf	Conseiller	Ville de Brossard
Mme Francine Gadbois	Mairesse	Ville de Boucherville
Mme Roger Saucier	Conseiller	Ville de Boucherville
M. Claude Benjamin	Maire	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
M. Sean Finn	Maire	Ville de Saint-Lambert
M. Roger Roy	Conseiller	Arrondissement Saint-Hubert
DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (participation sans droit de vote)		
Mme Nicole Ménard	Député de Laporte	
M. Camil Bouchard	Député de Vachon	
Mme Fatima Houda-Pépin	Députée de La Pinière	
M. Richard Merlini	Député de Chambly	
Mme Marie Malavoy	Députée de Taillon	
M. Simon-Pierre Diamond	Député de Marguerite d'Youville	
M. Bernard Drainville	Député de Marie-Victorin	

COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LONGUEUIL 2007-2008

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF	
Mme Nicole Lafontaine	Présidente de la CRÉ de Longueuil et de la Commission consultative
M. Bruno Goulet	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Gilles Grégoire	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Stéphane Desjardins	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Armand Lefebvre	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
REPRÉSENTANTS SECTORIELS	
M. Alain Merlin	Bioalimentaire
Mme Madeleine Ste-Marie	Commerces et services
M. Jacques Spencer	Développement économique
Mme Sonia Godbout	Développement local
M. Réjean Parent	Tourisme
Mme Lucie Désilets	Éducation
M. Serge Brasset	Main-d'oeuvre
M. Luc Boileau	Santé et services annexes
M. Christian Laforce	Culture et communication
M. Richard Marois	Environnement
Mme Danielle Lavigne	Organismes communautaires
Mme Catherine Pache-Hébert	Jeunesse
M. Claude Vincent	Syndicat
Mme Catherine Véronneau	Condition féminine
Mme Mireille Beaulac	Aînés
Mme Judy Gold	Immigration et communautés culturelles
Mme Denise Marion	Sports et loisirs

Conférence régionale des élus de la Montérégie Est
(Mise à jour : 2008-02-29)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	36
Nombre de représentants socio-économiques désignés	17 sur une possibilité de 18
Représentant autochtone	
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	15 (28 %)
Nombre actuel de membres désignés	53
Première rencontre officielle	31 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF		
M. Arthur Fauteux (président)	Préfet de la MRC de Brome-Missisquoi	Maire de Cowansville - municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Dolbec (1 ^{er} vice-président)	Préfet de la MRC du Haut-Richelieu	Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu - municipalité de + de 5 000 h.
Mme Susie Dubois (2 ^e vice-présidente)	Préfète de la MRC de Rouville	Mairesse de Rougemont
M. Gilles Plante (trésorier)	Préfet de la MRC de la Vallée-du-Richelieu	Maire de McMasterville - municipalité de + de 5 000 h.
M. Claude Bernier (secrétaire)	Maire de Saint-Hyacinthe	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Suzanne Chartrand	Milieu de l'éducation	Présidente de la CS des Patriotes
Mme Guylaine Maltais	Milieu des femmes	Coprésidente du Comité condition féminine en développement régional de la Montérégie
M. Claude Marchesseault	Milieu du loisir et du sport	Président de Loisir et Sport Montérégie
M. Marcel Robert	Maire de Sorel-Tracy	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Suzanne Roy	Préfète de la MRC de Lajemmerais	Mairesse de Sainte-Julie - municipalité de + de 5 000 h.
M. Paul Sarrazin	Préfet de la MRC de la Haute-Yamaska	Maire de Sainte-Cécile-de-Milton
Mme Huguette St-Pierre-Beaulac	Préfète de la MRC d'Acton	Mairesse de Sainte-Christine
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Raymond Arel	Préfet de la MRC du Bas-Richelieu	Maire de Saint-David
M. Robert Bergeron	Maire de Saint-Pie	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Patrick Bonvouloir	Préfet suppléant de la MRC du Haut-Richelieu	Élu désigné par la MRC du Haut-Richelieu
M. Yvon Boucher	Maire de Saint-Césaire	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe - municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Carrières	Maire de Saint-Basile-le-Grand	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Mme Suzanne Dansereau	Mairesse de Contrecoeur	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Juliette Dupuis	Mairesse d'Acton Vale	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Durand	Maire de Saint-Jean-Baptiste	Élu désigné par la MRC de la Vallée-du-Richelieu
M. Claude Fradet	Maire de Verchères	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Gilbert	Maire de Mont-Saint-Hilaire	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Yves Gosselin	Maire du Canton de Shefford	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Richard Goulet	Maire de Granby	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean-Robert Grenier	Maire de Calixa-Lavallée	Élu désigné par la MRC de Lajemmerais
M. Josef Hüslér	Maire de Farnham	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Réal Jeannotte	Maire de Beloeil	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Simon Lacoste	Maire de Saint-Amable	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Ladouceur	Maire de Richelieu	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Denis Lavoie	Maire de Chambly	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean-Guy Legendre	Maire de Carignan	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Marchand	Maire de Marieville	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Francine Morin	Préfète de la MRC des Maskoutains	Mairesse de Saint-Bernard
M. Marcel Poirier	Maire de Dunham	Élu désigné par la MRC de Brome-Missisquoi
Mme Pauline Quinlan	Mairesse de Bromont	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Pascal Russell	Maire de Waterloo	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Gérard Schafroth	Maire de Otterburn Park	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Tremblay	Maire de Varennes	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Richard Wisdom	Maire de Lac-Brome	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Mme Diane Bouchard	Milieu du tourisme	Directrice du Secteur touristique du Bas-Richelieu
M. Guy Boulanger	Milieu de la culture	DG de la Société pour la promotion d'événements culturels du Haut-Richelieu (SPEC)
M. Jean-François Daigle	Milieu des jeunes	Président du Forum jeunesse Montérégie Est

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Mme Johanne Delage	Milieu de l'immigration	Club de recherche d'emploi St-Hyacinthe
Mme Fabienne Desroches	Milieu de l'éducation supérieure	DG du Cégep de Sorel-Tracy
M. René-Jean Fournier	Milieu des aînés	Représentant des aînés
Mme Louise Gagnon Lessard	Milieu communautaire	TROC - Montérégie
M. René Giard	Milieu de la santé	Représentant de la santé
M. Serge Girard	Milieu du marché du travail	Intersyndicale de la Montérégie (FTQ)
Mme Claire L'Heureux	Milieu de l'économie sociale	DG de la Coopérative de développement régional de la Montérégie
Mme Sylvie Lacroix	Milieu de l'économie	DG du Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD)
M. Richard Marois	Milieu de l'environnement	Président du Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (CREM)
M. Jean Sirois	Milieu de la science	Faculté de médecine vétérinaire de l'université de Montréal
M. René Walaszczyk	Milieu agricole	Fédération de l'UPA de Saint-Hyacinthe
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
Aucune nation autochtone présente sur le territoire de la CRÉ Est de la Montérégie		

Conférence régionale des élus de la Vallée du Haut-Saint-Laurent
(Mise à jour : 2008-02-29)

Données générales	
Nombre d'élus	29
Nombre de représentants socio-économiques désignés	7 sur une possibilité de 14
Représentant autochtone	1 (poste vacant)
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	8 (22 %)
Nombre actuel de membres désignés	36
Première rencontre officielle	1 ^{er} avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

Composition de la CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF		
M. Sergio Pavone (président)	Maire de Châteauguay	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Kandyba (1 ^{er} vice-président)	Maire de Pincourt	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Lavoie (2 ^e vice-président)	Préfet de la MRC des Jardins-de-Napierville	Maire de Saint-Rémi – municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Castagner (secrétaire)	Préfet de la MRC du Haut-Saint-Laurent	Maire de Saint-Anicet
M. Yves Daoust (trésorier)	Préfet de la MRC de Beauharnois-Salaberry	Maire de Saint-Louis-de-Gonzague
M. Michel Charbonneau	Directeur général du CLD des Jardins-de-Napierville	Président de la Commission Développement économique, transport et entreprises
Mme Marie-Louise Kerneis	Présidente de la CS des Grandes-Seigneuries	Présidente de la Commission Éducation, formation, recherche et science
ÉLUS MUNICIPAUX		
Mme Jocelyne Bates	Préfète de la MRC de Roussillon	Mairesse de Sainte-Catherine - municipalité de + de 5 000 h.
M. Réal Brazeau	Maire de Rigaud	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gaétan Brosseau	Maire de Saint-Philippe	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Paul Carzoli	Maire de Saint-Lazare	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Daniel Charlebois	Maire de Beauharnois	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Élisabeth Corker	Mairesse de Hudson	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. André J. Côté	Maire de Candiac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Fredette	Maire de Napierville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Georges Gagné	Maire de Delson	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Stéphane Gendron	Maire de Huntingdon	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. André Giroux	Maire de Saint-Patrice-de-Sherrington	Élu désigné par la MRC des Jardins-de-Napierville
M. Jacques Lambert	Maire de Mercier	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.

Composition de la CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Denis Lapointe	Maire de Salaberry-de-Valleyfield	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Gaétane Legault	Mairesse de Saint-Zotique	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. John McCaig	Maire de Ormstown	Suite à une demande de la CRÉ autorisée par décret
M. Normand Ménard	Préfet de la MRC de Vaudreuil-Soulanges	Maire de Saint-Polycarpe
M. Gilles Pepin	Maire de Saint-Constant	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Guy Pilon	Maire de Vaudreuil-Dorion	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Géraldine T. Quesnel	Mairesse de Les Cèdres	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Lucie Roussel	Mairesse de La Prairie	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Marc Roy	Maire de L'Île-Perrot	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Serge Roy	Maire de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Robert Sauvé	Maire de Coteau-du-Lac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Élu(e) à désigner		Élu désigné par la MRC de Roussillon
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
M. Serge Bourdon	SCABRIC (environnement)	Président de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)
M. Jean-Claude Lecompte		Président de la Commission Tourisme
Mme Catherine Martin		Représentante Jeunesse
M. Eddy Proulx	Président de la Fédération de l'UPA de Saint-Jean-Valleyfield	Table bioalimentaire
M. Bertin Savard	Association culturelle Roussillon	Président de la Commission Culture, communications, patrimoine
Mme Nicole Séguin	Comité condition féminine en développement régional de la Montérégie	Présidente de la Commission Développement social, égalité et cohésion
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
Vacant	Représentant désigné par les 2 Conseils de bande	1 représentant à être déterminé par la communauté Mohawk de Kahnawake et Akwesasne

Conférence régionale des élus – CENTRE-DU-QUÉBEC

(Mise à jour le 2008-03-03)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	15
Nombre de représentants socio-économiques désignés	7
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes	5 (22 %)
Nombre actuel de membres désignés	23
Première rencontre officielle	7 avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	Oui

COMPOSITION OFFICIELLE DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Maurice Richard	Président	Maire de la Ville de Bécancour
Francine Ruest-Jutras	Vice-présidente représentant les élus municipaux	Mairesse de la Ville de Drummondville
Claude-Henri Léveillé	Directeur général et secrétaire-trésorier	

ÉLUS MUNICIPAUX

Lionel Fréchette	Préfet de la MRC d'Arthabaska	Maire de la Municipalité de Chester-Est
Roger Richard	Maire de Victoriaville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Éric Lefebvre	Représentant additionnel de la Ville de Victoriaville (conseiller municipal)	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Claude Desrochers	Maire de Warwick	Municipalité inscrite à l'annexe du projet de loi
Mario Lyonnais	Préfet adjoint de la MRC de Bécancour et maire de Sainte-Françoise	Membre supplémentaire de la MRC
Éric Béchard	Préfet de la MRC de Drummond	Maire de Wickham
Raymond Bilodeau	Préfet de la MRC de Nicolet-Yamaska	Maire de Saint-Wenceslas
Jean Shooner	Représentant additionnel de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Denise Picotin	Représentante additionnelle de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Donald Langlois	Préfet de la MRC de l'Érable	Maire de la Municipalité de Saint-Ferdinand
Jacques Martineau	Maire de Plessisville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Gilles Fortier	Maire de Princeville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Alain Drouin	Maire de Nicolet	Municipalité de plus de 5 000 h.

REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

COMPOSITION OFFICIELLE DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Jean-Louis Bélisle	Vice-président de l'URLS du Centre-du-Québec et maire de Lemieux	Carrefour de développement de la culture, des loisirs et des communications
Maryse Clément-Guédât	Présidente de la Corporation agroalimentaire-forêt	Carrefour de développement de l'agroalimentaire-forêt et du développement durable
Jacques Daigle	Vice-président représentant la société civile et vice-président de la Commission scolaire des Bois-Francis	Carrefour de développement de l'éducation
Martin Dupont	Directeur général de la Société de développement économique de Drummond (SDED) – CLD Drummond	Carrefour de développement industriel et touristique
Marcel Boutin	Directeur général de Musilab inc.	Carrefour de développement de la recherche et de l'innovation
Marie-Marthe Lespinay	Coordonnatrice de la Table régionale des aînés	Carrefour de développement de la main-d'œuvre et la démographie
Francyne Ducharme	Coordonnatrice de la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	Carrefour de développement social et communautaire
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
Bernard Ross	Représentant de la Nation Waban-Aki	Communauté abénaquise de Wôlinak

**Présence des femmes et des jeunes sur les conseils d'administration des
Conférences régionales d'élus**

Nombre de femmes

Région	Nombre de femmes
Bas-Saint-Laurent	7/28 (25,0 %)
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4/22 (18,2 %)
Capitale-Nationale ¹	
Mauricie	2/19 (10,5 %)
Estrie	4/27 (14,8 %)
Montréal	40/118 (33,9 %)
Outaouais	7/22 (31,8 %)
Abitibi-Témiscamingue	6/19 (31,6 %)
Côte-Nord	7/21 (33,3 %)
Nord-du-Québec Baie-James	4/13 (30,8 %)
Nord-du-Québec Kativik ²	3/15 (20,0 %)
Nord-du-Québec Cris ²	1/22 (4,5 %)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6/18 (33,3 %)
Chaudière-Appalaches	7/34 (20,6 %)
Laval	8/22 (36,4 %)
Lanaudière	7/35 (20,0 %)
Laurentides	15/46 (32,6 %)
Monterégie - Longueuil	7/28 (28,0 %)
Monterégie- Est	15/52 (28,9 %)
Monterégie - Vallée du Haut-Saint-Laurent	6/33 (18,9 %)
Centre-du-Québec	6/23 (26,1 %)

Nombre de jeunes

Les informations actuellement disponibles sur les CRÉ ne nous permettent pas de compiler le nombre de jeunes au sein des conseils d'administration.

¹ La CRÉ de la Capitale-Nationale relève du Bureau de la Capitale-Nationale.
² L'Administration régionale Kativik et l'Administration régionale crie agissent à titre de conférence régionale des élus pour leur communauté respective.

ANNEXE 4

Liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération

Région	Rémunération annuelle de la présidente ou du président
CRÉ du Bas-St-Laurent	15 000 \$
CRÉ du Saguenay-Lac-St-Jean	12 000 \$
CRÉ de la Mauricie	20 000 \$
CRÉ de l'Outaouais	10 000 \$
CRÉ de la Côte-Nord	30 000 \$
CRÉ de Chaudière-Appalaches	12 000 \$
CRÉ de Lanaudière	12 000 \$
CRÉ des Laurentides	5 000 \$ (1)
CRÉ de la Montérégie - Est	5 000 \$ (2)
CRÉ de la Montérégie - Longueuil	25 000 \$
CRÉ du Centre-du-Québec	10 000 \$

Note : Rémunération autorisée par la ministre selon les modalités de l'entente de gestion.

- (1) : À cette rémunération annuelle s'ajoute un jeton de présence de 230 \$ par rencontre du conseil d'administration.
- (2) : À cette rémunération annuelle s'ajoute un jeton de 200 \$ par présence et le montant maximal ne pourra excéder 10 000 \$ par année.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 82

Sommes engagées en 2007-2008 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Prévion du montant total disponible pour 2008-2009.

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montants engagés en 2007-2008 (État de situation au 25 mars 2008)	Sommes versées en 2007-2008 (État de situation au 25 mars 2008) Note 1
MRC La Matapédia	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$
MRC de Témiscouata	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	
MRC de la Mitis	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$
MRC Les Basques	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$
MRC de Matane	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	50 000 \$
MRC Kamouraska	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$
MRC Lac-Saint-Jean-Est	Sainte-Monique	100 000 \$	
MRC Domaine-du-Roy	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	
MRC Maria-Chapdelaine	Ensemble du territoire de la MRC	150 000 \$	
MRC Fjord-du-Saguenay	Ensemble du territoire de la MRC	150 000 \$	150 000 \$
MRC Portneuf	Saint-Raymond, Saint-Léonard-de-Portneuf	150 000 \$	50 000 \$
MRC Charlevoix-Est	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$
MRC Mékinac	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$
Ville La Tuque	Agglomération La Tuque	100 000 \$	100 000 \$
Ville de Shawinigan	Ville de Shawinigan	100 000 \$	50 000 \$
MRC du Haut-Saint-François	East-Angus, Scotswown, Bury, Dudswell, La Patrie, Westbury et Weedon	100 000 \$	
MRC Le Granit	Lac-Mégantic, Lac-Drolet, Lambton, Saint-Romain, Stornoway, Courcelles, Saint-Augustin-de-Woburn	100 000 \$	
MRC Coaticook	Waterville, Barnston-Ouest, Coaticook	100 000 \$	50 000 \$
MRC de Papineau	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	
MRC La-Vallée-de-la-Gatineau	Grand-Remous, Maniwaki, Denholm	100 000 \$	100 000 \$
MRC Pontiac	L'ensemble de la MRC	100 000 \$	
MRC de l'Abitibi	Champneuf, La Morandière, Rochebaucourt et Lac-Despinassy	100 000 \$	100 000 \$
MRC de Témiscamingue	Laforce, Moffet, Latulipe, Fugèreville, Belleterre, Témiscamingue, Kipawa	100 000 \$	100 000 \$
MRC Abitibi-Ouest	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$
MRC La Vallée-de-l'Or	Malartic, Senneterre, Seneterre Paroisse et Belcourt	100 000 \$	100 000 \$
MRC de la Minganie	Rivière-Saint-Jean, Longue-Pointe-de-Mingan, Rivière-au-Tonnerre	100 000 \$	100 000 \$
MRC Haute-Côte-Nord	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 82

Sommes engagées en 2007-2008 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Prévion du montant total disponible pour 2008-2009.

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montants engagés en 2007-2008 (État de situation au 25 mars 2008)	Sommes versées en 2007-2008 (État de situation au 25 mars 2008) Note 1
Basse-Côte-Nord	Ensemble du territoire	100 000 \$	100 000 \$
MRC Manicouagan	Ragueneau, Pointe-aux-Outardes, Baie-Trinité	100 000 \$	100 000 \$
Municipalité de Baie-James	Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Baie-James	100 000 \$	100 000 \$
MRC Haute Gaspésie	Ensemble du territoire de la MRC	150 000 \$	50 000 \$
MRC Côte-de-Gaspé	Ensemble du territoire de la MRC	150 000 \$	
MRC d'Avignon	Ensemble du territoire de la MRC	150 000 \$	100 000 \$
MRC Bonaventure	Ensemble du territoire de la MRC	150 000 \$	150 000 \$
MRC Rocher-Percé	Ensemble du territoire de la MRC	150 000 \$	50 000 \$
Agglo. Îles-de-la-Madeleine	Ensemble du territoire	150 000 \$	50 000 \$
MRC L'Islet	Saint-Adalbert, Saint-Pamphile, Sainte-Perpétue, Sainte-Félicité, Saint-Marcel, Saint-Omer, Tourville	100 000 \$	100 000 \$
MRC Montmagny	Saint-Just-de-Bretenières, Lac-Frontière, Sainte-Lucie-de-Beauregard, Saint-Fabien-de-Panet, Saint-Paul-de-Montminy et Sainte-Apolline-de-Patton	100 000 \$	100 000 \$
MRC Les Etchemins	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$	100 000 \$
MRC L'Amiante	Ensemble du territoire de la MRC sauf la Ville de Thetford Mines	100 000 \$	50 000 \$
MRC Matawinie	Saint-Michel-des-Saints, Sainte-Émilie-de-l'Énergie, Saint-Zénon, Chertsey	100 000 \$	100 000 \$
MRC Les Laurentides	Lac Supérieur, Labelle, Saint-Faustin-Lac-Carré, La Minerve, Val-des-Lacs	100 000 \$	100 000 \$
MRC Antoine-Labelle	Ensemble du territoire	100 000 \$	100 000 \$
MRC Le Haut-Saint-Laurent	Huntingdon	100 000 \$	
MRC Les Maskoutains	Saint-Valérien-de-Milton, Saint-Simon-de-Bagot	100 000 \$	50 000 \$
MRC d'Acton	Ensemble du territoire	100 000 \$	100 000 \$
MRC Bécancour	Ensemble du territoire	100 000 \$	100 000 \$
MRC L'Érable	Ensemble du territoire	100 000 \$	50 000 \$

Note 1 : Le MAMR prévoit verser l'ensemble des montants engagés en 2007-2008.

La prévision du montant total disponible pour 2008-2009 est de 5 M\$.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande #83

État de situation concernant la stratégie de développement régional. Sommes engagées en 2007-2008 relatives à cette stratégie et prévisions pour 2008-2009.

Depuis avril 2003, le gouvernement a pris plusieurs initiatives pour assurer le développement de toutes les régions du Québec :

- mise en place des conférences régionales des élus;
- transfert des conseils locaux de développement (CLD) aux MRC;
- conclusion de deux protocoles d'entente à l'issue du Forum des générations d'octobre 2004;
- conclusion d'un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités pour les années 2007-2013;
(Sommes engagées en 2006-2007 : 3 808,6 M\$ investis sur 7 ans : Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers n° 18 et 55)
- annonce d'une nouvelle *Politique nationale de la ruralité* et signature des pactes ruraux.
(Sommes engagées en 2006-2007 : 280,0 M\$ investis sur 7 ans : Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers n° 73 et 108)

Dans le cadre du Discours sur le budget 2007-2008, le gouvernement a lancé la *Stratégie pour le développement de toutes les régions, Des moyens accrus, une autonomie renforcée*. Cette stratégie, sur cinq ans, comprend :

— **Des moyens supplémentaires placés sous l'autorité des régions, dont deux volets pour Montréal et la capitale nationale (675 M\$)**

- 300 M\$ pour le Fonds de développement régional (FDR) sous l'autorité des conférences régionales des élus (CRÉ)
- 75 M\$ pour le soutien au développement des créneaux d'excellence (projets Accord)
- 90 M\$ pour l'amélioration de la base entrepreneuriale des régions par l'action des centres locaux de développement (CLD)
- 25 M\$ en appui au développement de la capitale nationale pour l'élaboration par la Ville de Québec d'une stratégie de développement, en plus des 100 M\$ octroyés pour les fêtes du 400^e anniversaire
- 140 M\$ en appui à Montréal afin d'assurer la mise en œuvre de ses axes d'intervention, définies dans sa stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025*
- 45 M\$ pour le financement des nouvelles commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire.

— **Des ressources additionnelles dans des programmes gouvernementaux adaptés aux réalités de chaque région (150 M\$)**

- 48 M\$ pour le financement du Programme de soutien aux projets économiques (PSPE)
- 51 M\$ pour l'accompagnement des entreprises pour l'amélioration de la productivité (équipes « diagnostic et conseil à la productivité »)
- 21 M\$ pour le soutien au secteur minier
- 25 M\$ pour le soutien à l'agriculture et aux pêches
- 5 M\$ pour le soutien au tourisme (festivals et événements touristiques, développement des croisières)

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 84

Budget de fonctionnement du MAMR dans chacune des régions du Québec, pour l'exercice 2007-2008 et prévision pour 2008-2009.

Régions	Budget 2008-2009	Budget 2007-2008 ⁽¹⁾
Bas-Saint-Laurent	35 900	38 900
Saguenay Lac-Saint-Jean	33 000	41 000
Capitale-Nationale	19 100	22 100
Mauricie	25 400	30 500
Estrie	31 000	34 000
Montréal et Laval ⁽²⁾	169 100	149 100
Outaouais	34 000	37 000
Abitibi/Témiscamingue	53 000	60 100
Côte-Nord	60 000	64 000
Nord-du-Québec	56 000	59 000
Gaspésie-îles-de-la-Madeleine	71 000	74 000
Chaudière-Appalaches	45 000	64 870
Lanaudière	25 300	27 300
Laurentides	31 000	34 000
Montréal	30 700	33 700
Centre-du-Québec	35 000	38 000

(1) Budget à la fin de l'exercice

(2) Ce budget de fonctionnement est celui du sous-ministériat à la Métropole et inclut les budgets de fonctionnement pour les régions de Montréal et Laval

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 87

Sommes versées en 2007-2008 à chacune des CRÉ en vertu du Fonds de développement régional. Prévisions des sommes allouées à ce Fonds pour 2008-2009.

Les sommes versées en 2007-2008 aux conférences régionales des élus (CRÉ) sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Les prévisions des sommes allouées au Fonds de développement régional en 2008-2009 est de 55 M\$ (incluant une somme de 2,0 M\$ accordée au ministère du Conseil exécutif via le Secrétariat aux affaires autochtones pour le financement de l'Administration régionale Kativik à titre de CRÉ).

Nom de la CRÉ	Avances de fonds effectuées 2007-2008 au 6 mars 2008
Bas-Saint-Laurent	2 000 000 \$
Saguenay Lac-Saint-Jean	1 000 000 \$
Capitale-Nationale	1 000 000 \$
Mauricie	2 000 000 \$
Estrie	1 000 000 \$
Montréal	3 000 000 \$
Outaouais	2 536 686 \$
Abitibi/Témiscamingue	2 000 000 \$
Côte-nord	2 000 000 \$
Nord-du-Québec	
Baie-James	1 084 882 \$
Crie	1 500 000 \$
Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	3 000 000 \$
Chaudière/Appalaches	2 000 000 \$
Laval	2 000 000 \$
Lanaudière	1 000 000 \$
Laurentides	1 000 000 \$
Montréal	
Longueuil	1 000 000 \$
Est	
Ouest	
Centre-du-Québec	2 000 000 \$
Total	31 121 568 \$

Note : Depuis l'année financière 2006-2007, le financement de la CRÉ Kativik est intégré à l'entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 88

Pour chaque CRÉ, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2007-2008. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties.

Conférence régionale des élus	Nombre d'ententes spécifiques signées en 2007-2008	Précisions
01 - Bas-Saint-Laurent	2	Voir annexe 1
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	Voir annexe 1
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale	
04 - Mauricie	2	Voir annexe 1
05 - Estrie	2	Voir annexe 1
06 - Montréal	0	
07 - Outaouais	0	
08 - Abitibi-Témiscamingue	1	Voir annexe 1
09 - Côte-Nord	2	Voir annexe 1
10 - Nord-du-Québec-Baie James	0	
10 - Nord-du-Québec - Kativik	0	
10 - Nord-du-Québec - Cris	0	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	Voir annexe 1
12 - Chaudière-Appalaches	2	Voir annexe 1
13 - Laval	0	
14 - Lanaudière	1	Voir annexe 1
15 - Laurentides	2	Voir annexe 1
16 - Montérégie-Est	0	
16 - Montérégie-Longueuil	0	
16 - Montérégie Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	2	Voir annexe 1
17 - Centre-du-Québec	3	Voir annexe 1

ANNEXE 1

Réponse à la question particulière 88

Pour chaque conférence régionale des élus, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2007-2008. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties

BAS-ST-LAURENT

1) Entente spécifique sur la valorisation et le développement des arts et de la culture au Bas-St-Laurent

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la contribution de chaque partie signataire à la réalisation de projets et d'initiatives visant le développement des arts et de la culture et la mise en valeur du patrimoine dans la région du Bas-Saint-Laurent.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- Favoriser la consolidation des organismes culturels:
 - par un soutien au déploiement et au rayonnement de leurs activités;
 - par un soutien des activités de développement de public.
- Favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine distinctif au Bas-Saint-Laurent:
 - par un soutien au développement de l'expertise régionale en patrimoine, notamment dans le domaine de l'acquisition et de la diffusion des connaissances sur les ressources patrimoniales du territoire;
 - par le développement d'un partenariat avec le milieu touristique pour un soutien à la valorisation de différentes facettes du patrimoine.
- Améliorer l'accessibilité aux arts et de la culture:
 - par la diversité de l'offre et du développement des publics;
 - par un soutien à des efforts de promotion et de mise en valeur des activités culturelles de la région.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à sa signature pour trois (3) ans et prend fin le 31 mars 2010 ou à la date où son objet et ses obligations, qui y sont prévus, auront été réalisés.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les **PARTIES** s'engagent à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans les limites de leur mandat respectif. Les **PARTIES** s'engagent à prendre part aux activités du comité de gestion et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente.

ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES :

LE MCCCCF S'ENGAGE À :

- Verser à la **CRÉBSL**, conformément à la lettre d'engagement signée par la ministre de la Culture et des Communications le 28 mars 2007, pour les trois (3) années financières (2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009) et sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme totale et maximale de 195 000 \$. De cette somme, sont réservés pour la première année, un montant de 50 000 \$ pour le soutien aux organismes et un montant de 45 000 \$ pour favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine distinctif du Bas-Saint-Laurent. Pour les deux autres années financières, un montant total de 100 000 \$ sera réservé pour le soutien aux organismes.
- Participer au comité de gestion.

LA CRÉBSL S'ENGAGE À :

- Assumer la responsabilité du comité de gestion;
- Dans le respect des normes du Fonds de développement régional (FDR) et en tenant compte des critères d'affectation établis par le Comité de gestion prévu dans la présente entente, affecter au soutien de projets une somme maximale de 77 700 \$ pour chacune des trois (3) années financières (2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009), le tout sous réserve de la disponibilité des crédits. De cette somme, sont réservés annuellement, un montant de 50 000 \$ pour le soutien aux organisations, un montant de 15 000 \$ pour le secteur du patrimoine et un montant de 12 700 \$ pour assurer une meilleure promotion et une plus grande accessibilité de l'offre.
- Utiliser les sommes versées par le **MCCCCF** aux seules fins de la présente entente en tenant compte des critères d'affectation établis par le Comité de gestion et des recommandations de ce Comité concernant le financement des projets;
- Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion.

LE CONSEIL DE LA CULTURE S'ENGAGE À :

- Participer au comité de gestion.

LE MAMR S'ENGAGE À :

- Assurer, de par son rôle au sein de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent (CAR), la coordination interministérielle requise pour la mise en œuvre de la présente entente dans la perspective de respect des orientations gouvernementales;
- Promouvoir l'entente et sa diffusion au sein de la CAR du Bas-Saint-Laurent;
- Participer au comité de gestion.

MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

	2006-2007			2007-2008			2008-2009			Total
	Soutien aux organismes	Patrimoine	Promotion de l'offre	Soutien aux organismes	Patrimoine	Promotion de l'offre	Soutien aux organismes	Patrimoine	Promotion de l'offre	
CRÉBSL	50 000 \$	15 000 \$	12 700 \$	50 000 \$	15 000 \$	12 700 \$	50 000 \$	15 000 \$	12 700 \$	233 100 \$
MCCCF	50 000 \$	45 000 \$		50 000 \$			50 000 \$			195 000 \$
Total	100 000 \$	60 000 \$	12 700 \$	100 000 \$	15 000 \$	12 700 \$	100 000 \$	15 000 \$	12 700 \$	428 100 \$

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCF** seront versées à la **CRÉBSL** à la signature de l'entente. Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées à la fin de chacune des années financières.

2) Entente spécifique sur la régionalisation de l'immigration au Bas-St-Laurent

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser la concertation des partenaires afin de susciter la réalisation d'activités visant la régionalisation de l'immigration, tant en ce qui a trait à l'attraction des personnes immigrantes, à leur établissement durable au Bas-Saint-Laurent, qu'au développement de relations interculturelles harmonieuses avec la société d'accueil bas-laurentienne.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à sa signature, pour une période de trois (3) ans, prenant fin le 31 mars 2009. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'entente, les parties conviendront, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE L'ENTENTE

Les parties s'entendent pour favoriser l'arrimage des services offerts sur le territoire, dans le respect des compétences des partenaires, et de développer et mettre en œuvre des activités, en vue de réaliser les objectifs spécifiques suivants :

- mobiliser les acteurs régionaux concernés par l'immigration;
- promouvoir l'immigration comme stratégie de développement durable et la région du Bas-Saint-Laurent comme pôle d'attraction;
- favoriser la rétention au Bas-Saint-Laurent des immigrants, notamment ceux de la catégorie des réfugiés, en offrant une gamme de services intégrés facilitant leur établissement durable sur les plans linguistique, social, professionnel et culturel;
- favoriser la rétention des étudiants en provenance de l'Île de la Réunion une fois leurs études complétées dans la région bas-laurentienne, ainsi que leur établissement durable sur les plans social, professionnel et culturel, en offrant une gamme de services intégrés;
- favoriser l'instauration de relations interculturelles harmonieuses au sein de la société d'accueil et promouvoir l'apport positif de l'immigration auprès de la population et des employeurs;
- favoriser l'accès à l'égalité en emploi des personnes immigrantes.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

ENGAGEMENT DE LA MICC

LA MICC S'ENGAGE À :

sous réserve de l'adoption des crédits budgétaires nécessaires par l'Assemblée nationale, mettre à la disposition de la CRÉ une enveloppe annuelle maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 \$) provenant du Programme régional d'intégration (PRI) et de quinze mille dollars (15 000 \$) du Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI);

verser sa contribution financière à la CRÉ selon les modalités financières prévues à l'article 10.2;

réserver une somme, à même les crédits budgétaires du Ministère, s'élevant à vingt-cinq mille dollars (25 000 \$), annuellement, afin de soutenir le renforcement de la capacité d'accueil des immigrants dans la région du Bas Saint-Laurent;

désigner un représentant au comité de gestion défini à l'article 11 ainsi qu'à la table régionale de concertation en immigration (TRCI) de la CRÉ définie à l'article 9.5;

faire l'analyse de la situation de l'accueil et de l'intégration des immigrants réfugiés à Trois-Pistoles, conjointement avec la CRÉ;

rendre accessibles les renseignements recueillis lors d'enquêtes, de sondages et d'études sur la situation des personnes immigrantes dans la région du Bas Saint-Laurent;

promouvoir la présente entente auprès du milieu bas-laurentien.

ENGAGEMENTS DU MAMR

LE MAMR S'ENGAGE À :

sous réserve de l'adoption des crédits budgétaires nécessaires par l'Assemblée nationale, mettre à la disposition de la CRÉ une enveloppe de vingt mille dollars (20 000 \$) provenant du Fonds conjoncturel de développement (FCD) pour réaliser une campagne de sensibilisation et de promotion de l'immigration, notamment auprès des jeunes du primaire, des élèves du CÉGEP et du secondaire de la région, de la population de la MRC Rimouski-Neigette, des personnes de la métropole et des membres de la Table de concertation auprès des réfugiés et immigrants.

verser à la CRÉ la contribution financière selon les modalités financières prévues à l'article 10.3;

désigner un représentant au comité de gestion défini à l'article 11;

désigner un représentant à la TRCI définie à l'article 9.5;

reconnaître cette entente comme un outil permettant de concrétiser les priorités régionales de développement en matière d'immigration;

assurer, de par son rôle au sein de la Conférence administrative régionale (CAR), la coordination interministérielle requise pour la mise en œuvre de la présente entente dans la perspective de respect des orientations gouvernementales;

promouvoir l'entente et sa diffusion au sein de la CAR du Bas-Saint-Laurent.

ENGAGEMENTS DU MESS

LE MESS S'ENGAGE À :

verser à la CRÉ dix mille dollars (10 000 \$) par année, pour la mise en œuvre de l'entente, montant réservé à cet effet par le CRPMT dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail, et ce, conformément au plan de financement apparaissant à l'article 10.1;

favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre la Direction régionale, un centre local d'emploi (CLE) et des organismes régionaux dans le cadre de l'entente;

favoriser une insertion socioprofessionnelle plus harmonieuse des personnes immigrantes (résidents permanents) au Bas-Saint-Laurent par l'utilisation judicieuse des mesures et services d'EMPLOI-QUÉBEC qui leur sont accessibles;

désigner un représentant afin de participer aux travaux du comité de gestion définis à l'article 11 ainsi qu'à ceux de la TRCI définis à l'article 9.5;

rendre accessibles les renseignements recueillis lors d'enquêtes, de sondages et d'études sur la situation des personnes immigrantes dans la région du Bas Saint-Laurent auprès du comité de gestion de l'entente et de la TRCI;

verser à la CRÉ la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

- le premier versement à la signature de l'entente;
- le deuxième versement en avril 2007;
- le troisième versement en avril 2008;

promouvoir la présente entente auprès du milieu bas-laurentien.

ENGAGEMENTS DU CRPMT

LE CRPMT S'ENGAGE À :

réserver, dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail, et ce, tel que stipulé à l'article 7.1 de la présente, une somme de dix mille dollars (10 000 \$) par année à la mise en œuvre de l'entente, sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle de l'entente;

promouvoir la présente entente auprès du milieu bas-laurentien.

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

LA CRÉ S'ENGAGE À :

contribuer, à raison de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 \$) par année à la mise en œuvre de l'entente;

administrer les sommes versées par la MICC et retourner à cette dernière toute somme non engagée à l'échéance de la présente entente;

tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;

fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que la MICC, la MESS ou la MAMR jugent utile d'obtenir dans le cadre de la présente entente;

mettre en place, animer et soutenir une table régionale de concertation en immigration (TRCI) qui aura notamment pour mandat de la conseiller dans la mise en œuvre de l'entente et qui verra à :

favoriser une meilleure articulation et adaptation des actions des divers partenaires qui contribuent à l'attraction, l'établissement et l'intégration des personnes immigrantes dans la région et effectuer des recommandations à cet effet;

participer à l'identification d'activités diverses et complémentaires;

favoriser et soutenir les activités susceptibles de contribuer aux objectifs de l'entente et au plan d'action triennal du comité de gestion;

s'adjoindre, au besoin, des représentants des autres partenaires interpellés dans la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan d'action triennal du comité de gestion;

constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à l'entente;

agir à titre de gestionnaire de l'entente; pour ce faire, elle s'engage plus précisément à:

- désigner un représentant au comité de gestion défini à l'article 11;

- animer, soutenir et coordonner les travaux du comité de gestion;

- procéder à l'analyse des activités selon les orientations et exigences du comité de gestion et transmettre à celui-ci les recommandations appropriées. Les montants versés par la CRÉ doivent être utilisés conformément aux normes du FDR et être approuvés par le conseil d'administration de cette dernière;

- produire les documents suivants : le plan d'action triennal, le cadre d'évaluation des activités, les états de situation à mi-année, les rapports annuels et le rapport final, en conformité avec les articles 12.1 à 12.4, les trois derniers types de rapport devant comprendre un état de l'utilisation des sommes allouées par les partenaires dans la présente entente;

inclure l'immigration dans son plan quinquennal et ses stratégies de développement;

promouvoir la présente entente auprès du milieu bas-laurentien;

faire l'analyse de la situation de l'intégration des immigrants réfugiés à Trois Pistoles conjointement avec la MICC;

intégrer à l'entente spécifique le projet d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes de la MRC de Kamouraska, et ce, lors de la deuxième année de l'entente, si la reconduite dudit projet s'avère pertinente, après recommandation du comité de gestion et à intégrer à la TRCI les promoteurs dudit projet;

intégrer à l'entente spécifique le projet d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes de la MRC de Témiscouata, et ce, lors de la troisième année de l'entente, si la reconduite dudit projet s'avère pertinente, après recommandation du comité de gestion et à intégrer à la TRCI les promoteurs dudit projet.

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

1) Entente spécifique sur la consolidation et le développement, à l'échelle régionale, du service d'aide-conseil en rénovation patrimoniale (SARP) au SLSJ 2007 - 2011

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de consolider et d'élargir le partenariat, par l'entente a pour objet la concrétisation du partenariat gouvernement-région visant, dans une perspective de régionalisation, à :

Développer et consolider le Service d'aide-conseil en rénovation patrimoniale au Saguenay-Lac-Saint-Jean par la SHL afin de guider les citoyens dans leurs choix de rénovation de leur bâtiment patrimonial et de favoriser la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

DURÉE DE L'ENTENTE

Du 23 mai 2007 au 31 décembre 2011

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2007 1	2008 2	2009 3	2010 4	2011 5	TOTAL
MCC, ¹	75 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	75 000 \$
MESS – EMPLOI-QUÉBEC	16 000 \$	16 000 \$	16 000 \$	16 000 \$	16 000 \$	80 000 \$
SHQ	35 000 \$	33 000 \$	31 000 \$	29 000 \$	27 000 \$	155 000 \$
CRÉ (FDR) / MAMR	30 000 \$	28 000 \$	27 000 \$	25 000 \$	22 500 \$	132 500 \$
SHL-Coordination (loyers)	30 400 \$	31 760 \$	31 940 \$	32 740 \$	33 560 \$	160 400 \$
LOYERS ² (en services)	6 810 \$	7 580 \$	8 285 \$	8 950 \$	9 670 \$	41 295 \$
LAC-SAINT-JEAN-EST	17 785 \$	18 230 \$	18 685 \$	19 150 \$	19 630 \$	93 480 \$
DOMAINE-DU-ROY	9 890 \$	10 140 \$	10 395 \$	10 655 \$	10 920 \$	52 000 \$
MARIA-CHAPDELAINE	6 120 \$	6 240 \$	6 420 \$	6 600 \$	6 720 \$	32 100 \$
MUNICIPALITÉS (L'Anse-Saint-Jean, Larouche et Saint-Ambroise)	2 040 \$	2 080 \$	2 160 \$	2 750 \$	3 175 \$	12 205 \$
SARP – Consultations clients de Saguenay ³	0 \$	5 000 \$	7 500 \$	10 000 \$	12 000 \$	34 500 \$
SARP- Consultations clients	17 975 \$	19 650 \$	19 750 \$	20 000 \$	21 160 \$	98 535 \$
DESJARDINS ET PARTENAIRES DU MILIEU ⁴	16 000 \$	16 000 \$	16 000 \$	23 000 \$	27 000 \$	98 000 \$
Grand total	263 020 \$	193 680 \$	195 135 \$	203 845 \$	209 335 \$	1 065 015 \$

¹ Contribution versée à la CRÉ qui versera les montants à la SHL pour les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e années de l'entente

² Loyers assumés par les instances municipales signataires pour consultation

³ Consultations défrayées par les propriétaires de Ville de Saguenay

⁴ Il est de la responsabilité de la SHL d'obtenir une confirmation de cette contribution financière

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les engagements de la ministre de la Culture et des Communications

LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS S'ENGAGE À :

soutenir l'entente par son expertise professionnelle;

soutenir financièrement l'entente, pour un total de 75 000 \$, représentant une subvention annuelle de 15 000 \$, et à verser ce montant selon les modalités définies à l'article 4. Les engagements du gouvernement sont conditionnels à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité;

participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

Les engagements du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale par l'entremise d'Emploi-Québec

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, PAR L'ENTREMISE D'EMPLOI-QUÉBEC, S'ENGAGE À :

soutenir financièrement l'entente, selon les modalités définies à l'article 4.5 à raison d'un montant annuel de 16 000 \$ pour une durée de cinq ans représentant un investissement de 80 000 \$ pour la durée de l'entente. Les engagements du gouvernement sont conditionnels à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité;

ce support financier est conditionnel à la réalisation d'activités dans le cadre des mesures d'Emploi-Québec financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), telles la mesure de subvention salariale (SS), la formation de la main-d'œuvre en entreprise (MFOR), etc.

participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

Les engagements de la ministre des Affaires municipales et des Régions

LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS S'ENGAGE À :

assurer, par le biais de la Conférence administrative régionale, l'harmonisation des actions gouvernementales afin de faciliter l'atteinte des objectifs et buts de l'entente;

participer au développement d'outils valorisant l'amélioration de la qualité de la rénovation patrimoniale en collaboration avec le milieu municipal et régional;

participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

Les engagements du président de la Société d'habitation du Québec

LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC S'ENGAGE À :

soutenir financièrement l'entente, pour un montant de 155 000 \$ sur cinq ans à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières et à verser ce montant selon les modalités de versement définies à l'article 4, et ce, conformément aux normes du Programme d'appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation. Les engagements du gouvernement sont conditionnels à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité;

contribuer à la réflexion visant l'élargissement du SARP à l'échelle du Québec;

participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

Les engagements de la Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean

LA CRÉ S'ENGAGE À :

soutenir l'entente par son expertise professionnelle;

soutenir financièrement l'entente, dans le cadre du Fonds de développement régional (FDR), pour un montant total de 132 500 \$, à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières conformément aux normes et règles de gestion applicables au FDR et selon les modalités de versement définies à l'article 4;

présider les travaux du comité de suivi et d'évaluation.

Les engagements de la Société d'histoire du Lac-Saint-Jean

LA SHL S'ENGAGE À :

produire un plan d'action quinquennal, dans les 60 jours de la signature de l'entente, le soumettre pour avis au comité de suivi et d'évaluation et y affecter les sommes versées par les partenaires;

contribuer au financement de l'entente en biens et en services représentant un montant total de 160 400 \$ tel que défini dans le tableau des contributions financières de l'article 4;

sensibiliser les municipalités à mettre en place des incitatifs (gel de taxes, avantages pour les propriétaires : rabais sur des matériaux, des services professionnels ou taux réduits sur des produits financiers dans une ou des institutions financières) afin de stimuler la rénovation patrimoniale et améliorer ainsi le parc immobilier traditionnel de la région en collaboration avec le SARP;

réaliser les activités auprès de ses clients et ses partenaires permettant la concrétisation de la participation financière de Desjardins et d'intervenants du milieu pour un montant total de 98 000 \$ pour la durée de l'entente et des activités de consultation pour un montant de 133 035 \$ pour la durée de l'entente, tel que défini dans le tableau des contributions financières présenté à l'article 4;

produire un bilan annuel des résultats, des états financiers vérifiés et les déposer au comité de suivi et d'évaluation pour acceptation, ceci étant un préalable au versement des subventions pour les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e années de l'entente;

produire, dans les 60 jours de la fin de l'entente, un rapport final et le soumettre au comité de suivi et d'évaluation pour acceptation;

participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation et en assumer le support cléral;

participer à des événements (salons, congrès, délégations étrangères) initiés par la SHQ. Les frais reliés à la participation à ces événements seront défrayés par la SHQ en dehors du cadre de l'entente spécifique;

poursuivre ses démarches auprès de différents partenaires pour développer des partenariats à l'intérieur de la présente entente.

Les engagements des MRC Le Domaine-du-Roy, Maria-Chapdelaine, Lac-Saint-Jean-Est et des municipalités de L'Anse-Saint-Jean, Larouche et Saint-Ambroise

LES MRC ET LES MUNICIPALITÉS S'ENGAGENT À :

soutenir l'entente par leurs expertises professionnelles;

inciter leurs citoyens à recourir aux services professionnels du SARP pour tout projet de rénovation patrimoniale;

travailler en collaboration avec les partenaires signataires de l'entente à l'émergence d'un programme pilote visant à soutenir les propriétaires dans leurs démarches de rénovation à caractère patrimonial;

soutenir financièrement l'entente, pour un montant total de 231 080 \$ sur cinq ans, dont 41 295 \$ en services, à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières et selon les modalités de versement définies à l'article 4;

participer au comité de suivi et d'évaluation selon les modalités définies à l'article 7.2.

MAURICIE

1) Entente spécifique en développement social en Mauricie 2007-2010

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente porte sur les modalités et conditions rattachées à la volonté commune des parties et à leur participation financière afin de favoriser la mise en œuvre de la démarche de développement social sur le territoire de la Mauricie, en consacrant les ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à la disposition de ce secteur d'activité, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties.

DURÉE DE L'ENTENTE

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2010.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	40 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	100 000 \$
Agence de santé et de services sociaux	35 000 \$	34 500 \$	43 244 \$	112 744 \$
CRÉ	30 300 \$	32 444 \$	50 000 \$	112 744 \$
Total	105 300 \$	96 944 \$	123 244 \$	325 488 \$

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES

Le **MESS**, l'**AGENCE**, le **MAMR**, le **CRÉ** le **CRPMT** et **CENTRAIDE** s'engagent à soutenir l'harmonisation des approches et de leurs réseaux respectifs afin de favoriser l'articulation d'actions concertées. Conformément à leur mandat respectif, ils s'engagent également à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans l'entente.

Le MESS s'engage à:

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi administratif du Consortium;

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de coordination du Consortium;

contribuer à la mise en œuvre du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie 2007-2010 du Consortium;

promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de partenaires et auprès des instances centrales;

contribuer à une meilleure connaissance et à l'analyse des besoins et caractéristiques de ses clientèles pour chaque territoire de ville ou MRC de la Mauricie;

continuer à développer et adapter son offre de service dans le but de soutenir et compléter les actions entreprises par le Consortium;

soutenir le travail des centres locaux d'emploi sur les territoires en regard du développement social, du partenariat et de la lutte contre la pauvreté;

fournir la problématique du marché du travail et des clientèles à risque de chômage prolongé;

faire état du suivi de l'entente auprès du Conseil régional des partenaires du marché du travail;

sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits budgétaires nécessaires et de l'évaluation annuelle, ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes et politiques, soutenir financièrement la réalisation du plan d'action concerté en matière de développement social en mettant à la disposition des promoteurs les montants que le Conseil régional des partenaires du marché du travail aura réservés à cet effet dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail.

L'AGENCE s'engage à :

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi administratif du Consortium;

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de coordination du Consortium;

contribuer à la mise en œuvre du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie 2007-2010 du Consortium;

promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de partenaires;

déployer le volet « développement social des communautés » de son plan d'action régional de santé publique principalement en mettant en opération les éléments qui ont trait :

- a) au soutien des démarches de revitalisation et de développement des communautés dans les territoires des centres de santé et de services sociaux;
- b) à la diffusion des informations relatives aux inégalités de santé et de bien-être au sein des communautés de même qu'aux initiatives pertinentes en cours ailleurs au Québec et dans le monde.

assurer la gestion administrative et le suivi du budget d'opération du Consortium en développement social de la Mauricie;

dans le cadre de son budget, contribuer, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 112 744 \$ sur trois ans, au financement de la mise en œuvre du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie du Consortium, de la façon suivante :

- a) un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008 après l'approbation du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie 2007-2008;
- b) un montant de 34 500 \$ au cours de l'année financière 2008-2009, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie pour l'exercice financier précédent;
- c) un montant de 43 244 \$ au cours de l'année financière 2009-2010, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie pour l'exercice financier précédent.

assurer le soutien logistique de même que le support technique et professionnel afférent à la réalisation des termes de la présente entente, notamment en ce qui a trait au fonctionnement et aux activités du Consortium en développement social de la Mauricie;

tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables au fonctionnement du Consortium en développement social de la Mauricie et transmettre annuellement ses états financiers au comité de suivi administratif du Consortium;

fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature relatifs à l'entente à toute personne autorisée par l'un ou l'autre des parties de l'entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies.

Le MAMR s'engage à :

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi administratif du Consortium;

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de coordination du Consortium;

contribuer à la mise en œuvre du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie 2007-2010 du Consortium;

promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de partenaires;

assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

informer la Conférence administrative régionale (CAR) du suivi de l'entente.

La CRÉ s'engage à :

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi administratif du Consortium;

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de coordination du Consortium;

contribuer à la mise en œuvre du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie 2007-2010 du Consortium;

promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de partenaires;

faire valoir les enjeux locaux de développement social aux instances gouvernementales;

tenir informées les parties de la présente entente sur tout changement apporté au plan quinquennal de développement régional 2005-2010;

consulter le Consortium sur toute question portant sur le développement social dans la région;

dans le cadre du *Fonds de développement régional*, contribuer, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 112 744 \$ sur trois ans, au financement de la mise en œuvre du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie du Consortium, de la façon suivante:

- a) un montant de 30 300 \$ au cours de l'année financière 2007-2008 après l'approbation du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie 2007-2008 du Consortium ;
- b) un montant de 32 444 \$ au cours de l'année financière 2008-2009, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie du Consortium pour l'exercice financier précédent;

- c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie du Consortium pour l'exercice financier précédent.

Le CRPMT s'engage à :

Aux fins de l'entente et sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, le CRPMT s'engage à affecter dans la planification régionale dans le cadre du *Fonds de développement du marché du travail (FDMT)*, contribuer, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 100 000 \$ sur trois ans, au financement de la mise en œuvre du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie du Consortium, de la façon suivante:

- a) un montant de 30 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008 après l'approbation du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie 2007-2008;
- b) un montant de 30 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie pour l'exercice financier précédent;
- c) un montant de 30 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie pour l'exercice financier précédent.
- d) participer financièrement à la mise en place d'outils de communication en y affectant un montant maximal de 10 000 \$, et ce, sous réserve de l'évaluation de leur pertinence par le comité de coordination. Ce montant provient du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et sera versé à l'AGENCE.

CENTRAIDE s'engage à :

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi administratif du Consortium;

déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de coordination du Consortium;

contribuer à la mise en œuvre du plan d'action concerté en matière de développement social de la Mauricie 2007-2010 du Consortium;

promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de partenaires;

dans le cadre du *Fonds de développement social* géré par Centraide Mauricie, et sous réserve de ses disponibilités financières, contribuer au financement de projets s'inscrivant dans les priorités identifiées par les plans d'action locaux et régionaux et répondant aux critères d'admissibilité fixés par Centraide Mauricie.

2) Entente spécifique sur le développement et la diffusion de la pratique artistique professionnelle en Mauricie

OBJET DE L'ENTENTE

L'Entente vise à identifier les engagements de chacune des parties, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables, pour assurer l'atteinte des objectifs généraux, de même que des objectifs liés à chacun des trois volets suivants :

Volet 1 – Soutien aux artistes et écrivains professionnels

Volet 2 – Soutien aux organismes favorisant l'émergence de la relève artistique professionnelle de la Mauricie

Volet 3 – Promotion et diffusion de l'Entente

Les parties conviennent, notamment, de mettre en commun des ressources techniques et financières afin de constituer le *Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2007-2010* pour soutenir la pratique artistique et sa diffusion dans la région de la Mauricie. Elles conviennent également d'assurer la promotion et la diffusion de l'Entente auprès des clientèles concernées.

DURÉE DE L'ENTENTE

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2010.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Les parties s'engagent à participer à la réalisation des objectifs identifiés, dans le respect de leur mandat respectif. Les parties s'engagent à prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'Entente.

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES :

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE s'engage à :

réserver, sous réserve des crédits disponibles au Fonds de développement régional, une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

<u>Volet 1</u>	<u>Volet 2</u>	<u>Exercice financier</u>
30 000 \$	20 000 \$	2007-2008
30 000 \$	20 000 \$	2008-2009
30 000 \$	20 000 \$	2009-2010

verser au CALQ, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels de 50 000 \$ pour la mise en œuvre des volets 1 et 2;

autoriser les projets recommandés par le comité de sélection;

mettre à la disposition du comité de suivi et du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres;

déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC s'engage à :

réserver, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

<u>Volet 1</u>	<u>Volet 2</u>	<u>Exercice financier</u>
40 000 \$	10 000 \$	2007-2008
40 000 \$	10 000 \$	2008-2009
40 000 \$	10 000 \$	2009-2010

ouvrir un compte spécifique en fidéicommis sous le nom de « Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2007-2010 » et recueillir, les contributions des autres partenaires. Les sommes versées dans ce compte sont réservées exclusivement à soutenir des projets sélectionnés dans le cadre du programme assorti à l'Entente. Le « Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres » est géré conformément aux règles et aux procédures administratives du CALQ tout en tenant compte des modalités de gestion du Fonds régional d'investissement jeunesse de la Mauricie (FRIJM) et du Fonds de développement régional (FDR) de la CRÉ;

procéder au traitement des demandes soumises au programme intitulé « Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres » aux volets 1 et 2 et assurer la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'attribution qui s'y rattache;

organiser la tenue des comités et défrayer les coûts en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités de sélection, telle que présentée à l'annexe 1;

autoriser les projets recommandés par le comité de sélection;

produire les lettres d'annonce qui seront cosignées par la CRÉ, le FJM et le CALQ, émettre les chèques aux bénéficiaires et effectuer le suivi des projets sélectionnés dans le cadre du programme intitulé « Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres » : volets 1 et 2;

tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1 et 2 de l'Entente et remettre les rapports au comité de suivi;

fournir aux partenaires, au terme de chaque inscription, une reddition de compte sur les sommes gérées dans le cadre de l'Entente;

déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

LE FORUM JEUNESSE MAURICIE s'engage à :

réserver, sous réserve des crédits disponibles, une somme de 120 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

<u>Volet 1</u>	<u>Volet 2</u>	<u>Exercice financier</u>
20 000 \$	20 000 \$	2007-2008
20 000 \$	20 000 \$	2008-2009
20 000 \$	20 000 \$	2009-2010

verser au CALQ, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les engagements annuels de 40 000 \$ pour la mise en œuvre des volets 1 et 2;

verser au CCCM, sous réserve des crédits disponibles, une somme de 30 000 \$ sur trois ans, affectée au volet 3 et répartie comme suit :

<u>Volet 3</u>	<u>Exercice financier</u>
12 500 \$	2007-2008
10 000 \$	2008-2009
7 500 \$	2009-2010

autoriser les projets recommandés par le comité de sélection en s'assurant que les obligations du FRIJM sont respectées dans le versement de l'aide octroyée aux volets 1 et 2 du programme Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres;

déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

LE CONSEIL DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DE LA MAURICIE s'engage à :

affecter les ressources financières décrites à l'article 4.3.3, des ressources humaines et des services techniques, pour la réalisation des objectifs du volet 3 et faire rapport des activités réalisées au terme de chaque exercice financier;

déposer au FJM un plan d'action assurant l'atteinte des objectifs du volet 3 en lien avec l'article 5.3.3;

soumettre, au besoin, des candidatures pour le comité de sélection;

déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE s'engage à :

assurer le suivi de l'Entente;

déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS s'engage à :

assurer le suivi de l'Entente;

assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

déléguer un représentant au comité de suivi de l'Entente;

participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

1) Entente spécifique sur la mobilisation régionale pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes estriens**OBJET**

Mise en œuvre d'un plan d'action concerté et soutenu par une équipe spéciale d'intervention déployée sur le territoire de l'Estrie.

Ce plan vise à mobiliser les estriennes et les estriens pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes.

DURÉE

5 ans

Ressources financières affectées
2 289 500 \$

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES**ENGAGEMENTS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS :**

Sous réserve des obligations de la CRÉ quant à la gestion du Fonds de développement régional, administrer les conditions de l'entente spécifique ainsi que les sommes mises à sa disposition dans le cadre de cette entente;

Confirmer la participation financière de tous les partenaires, tel que défini à l'article 6;
Déléguer un représentant au comité de gestion, tel que prévu à l'article 9;

Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables au fonctionnement de l'entente ainsi qu'à la réalisation de projets et transmettre ses états financiers vérifiés aux membres du comité de gestion;

Fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature, relatifs à l'entente, à toute personne autorisée par les SIGNATAIRES afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies;

Dans le cadre de ses activités, participer à la réalisation des objectifs de la présente Entente en affectant à la réalisation de projets prévus par cette entente une somme de 125 000 \$ sur cinq ans, à raison de 25 000 \$ par année pour les années 2006-2007 à 2010-2011, sous réserve de la disponibilité des crédits,

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ :

- conformément aux normes du Fonds de développement régional (FDR) un montant de 500 000 \$ sur une période de cinq ans, soit un montant de 100 000 \$ par an;
- conformément aux normes du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), volet Action Jeunesse structurante, un montant de 100 000 \$ par année pour trois ans.

Ces montants sont réservés pour le financement des projets et des activités qui lui ont été recommandés par le comité de gestion. La CRÉ peut autoriser les projets et les activités retenus conformément aux règles qui la gouvernent notamment celles qui concernent sa gestion du FDR;

Présider le comité de gestion de l'entente spécifique;

Assurer la participation des représentants du Forum Jeunesse au comité de gestion de l'Entente ainsi qu'à la mise en œuvre et au suivi de l'Entente;

Participer à l'évaluation annuelle de l'Entente, et le cas échéant, à celle préalable à son renouvellement.

ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, conditionnellement à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité, une somme de 375 000 \$ sur cinq ans, à raison de 75 000 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Déléguer un représentant au comité de gestion;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle ainsi que des locaux et des équipements;

Apporter un soutien particulier à la collecte et à la disponibilité des données statistiques sur la persévérance scolaire et la diplomation;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION :

Soutenir financièrement la réalisation du « Plan 2006-2011 de mobilisation et d'action pour contrer le décrochage et augmenter la qualification et la diplomation des jeunes estriens » en réservant 25 000 \$/an pour une période minimale de trois ans afin de soutenir la réalisation de projets qui s'inscrivent dans le prolongement et en complémentarité avec la mission du MDEIE, dans la mesure où les projets et les demandes de subvention afférentes répondent aux directives et normes du Programme de soutien aux partenariats et aux filières industrielles;

Mettre à contribution, le cas échéant, le Programme de soutien à la promotion de la culture scientifique et à la relève en science et technologie dans la mesure où les projets et les demandes de subvention afférentes répondent aux directives et aux normes du programme;

Mettre à contribution, le cas échéant, le Programme de soutien à la valorisation et au transfert dans la mesure où les projets et les demandes de subvention afférentes répondent aux directives et aux normes du programme;

Contribuer aux succès auprès des entreprises en fournissant à l'équipe d'intervention spéciale un soutien technique et professionnel par la Direction régionale de l'Estrie et les autres directions concernées;

Déléguer un représentant au comité de gestion;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

Engagements du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec)

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, conditionnellement à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité, une somme de 125 000 \$ sur cinq ans, à raison de 25 000 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, pour la réalisation d'activités précises convenues en début de chacune des années de l'Entente;

Déléguer un représentant au comité de gestion;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DES AÎNÉS ET DE LA CONDITION FÉMININE :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, conditionnellement à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité, une somme de 25 000 \$ en 2006-2007;

Considérer la possibilité de contribuer en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Déléguer un représentant au comité de gestion;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS :

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique;

Présenter à la Conférence administrative régionale de l'Estrie (CAR-E), dans le cadre de son mandat de concertation et de coordination interministérielles, l'état de situation de l'Entente et y déposer le bilan annuel produit par le comité de gestion de l'entente spécifique;

Apporter son soutien technique à la mise en œuvre de l'Entente en fonction des décisions du comité de gestion de l'Entente.

ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 125 000 \$ sur cinq ans, à raison de 25 000 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Déléguer un représentant au comité de gestion;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE :

Dans le cadre de ses activités, participer à la réalisation des objectifs de la présente Entente en affectant à la réalisation de projets prévus par cette entente une somme de 125 000 \$ sur cinq ans, à raison de 25 000 \$ par année pour les années 2006-2007 à 2010-2011, sous réserve de la disponibilité des crédits;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS :

Dans le cadre de ses activités, participer à la réalisation des objectifs de la présente Entente en affectant à la réalisation de projets prévus par cette Entente une somme de 125 000 \$ sur cinq ans, à raison de 25 000 \$ par année pour les années 2006-2007 à 2010-2011, sous réserve de la disponibilité des crédits;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE LA COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

Dans le cadre de ses activités, participer à la réalisation des objectifs de la présente Entente en affectant à la réalisation de projets prévus par cette Entente une somme de 125 000 \$ sur cinq ans, à raison de 25 000 \$ par année pour les années 2006-2007 à 2010-2011, sous réserve de la disponibilité des crédits;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherché.

ENGAGEMENTS DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 105 000 \$ sur cinq ans, à raison de 21 000 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Déléguer un représentant au comité de gestion

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU CÉGEP DE SHERBROOKE :

Dans le cadre de ses activités, participer à la réalisation des objectifs de la présente Entente en affectant à la réalisation de projets prévus par cette Entente une somme de 60 000 \$ sur cinq ans, à raison de 12 000 \$ par année pour les années 2006-2007 à 2010-2011, sous réserve de la disponibilité des crédits;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE L'UNIVERSITÉ BISHOP'S :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 25 000 \$ sur cinq ans, à raison de 5 000 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS NATIONAUX DE L'ESTRIE (CSN) :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 9 000 \$ sur trois ans, à raison de 3 000 \$ par année, en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;

Déléguer un représentant au comité de gestion;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ESTRIE

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 3 000 \$ sur trois ans, à raison de 1 000 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009;

Déléguer un représentant au comité de gestion;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU COLLÈGE CHAMPLAIN :

Dans le cadre de ses activités, participer à la réalisation des objectifs de la présente Entente en affectant à la réalisation de projets prévus par cette Entente une somme de 9 500 \$ sur cinq ans, à raison de 1 900 \$ par année pour les années 2006-2007 à 2010-2011, sous réserve de la disponibilité des crédits;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU SÉMINAIRE DE SHERBROOKE :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 7 625 \$ sur cinq ans, à raison de 1 525 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE L'ÉCOLE PRIMAIRE DES ARBRISSEAUX :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE L'ÉCOLE PLEIN SOLEIL :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU COLLÈGE MONT-SAINT-ANNE :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU COLLÈGE FRANÇOIS-DEPLACE :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU COLLÈGE MONT NOTRE-DAME :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU COLLÈGE NOTRE-DAME DES SERVITES :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU COLLÈGE RIVIER

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE L'ÉCOLE SECONDAIRE DE BROMPTONVILLE

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DU SÉMINAIRE SALÉSIEN :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

ENGAGEMENTS DE L'ÉCOLE D'ADMINISTRATION DE SECRÉTARIAT ET D'INFORMATIQUE DE SHERBROOKE :

Verser dans un compte réservé à cette fin par la CSS, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 4 125 \$ sur cinq ans, à raison de 825 \$ par année, en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Soutenir la TECIÉ dans la production annuelle d'un rapport d'évaluation et de résultats, un rapport d'activités et la programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherchés.

2) Entente spécifique pour une eau propre en Estrie

OBJET

Améliorer les connaissances sur les différentes caractéristiques de chacun des plans d'eau des associations ainsi que sur leur bassin versant immédiat;

Éduquer et sensibiliser les associations et les utilisateurs de l'eau à l'aide de moyens interactifs et de campagnes de sensibilisation;

Amener les associations et les communautés locales à poser des gestes concrets pour la protection de l'eau.

DURÉE

2 ans

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

406 000 \$

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES

Le RAPPEL (Regroupement des associations pour la protection de l'environnement des lacs et des cours d'eau de l'Estrie et du haut bassin de la rivière Saint-François) s'engage à :

Affecter, à même son budget, pour la réalisation de cette Entente, un montant de 202 000 \$:

1. 116 000 \$ pour la première année;
2. 86 000 \$ pour la deuxième année.

Mettre en œuvre l'entente spécifique en vue de l'atteinte des objectifs contenus dans l'article 2, et ce, en conformité avec les lois et les règlements en vigueur au Québec;

Utiliser les sommes qui lui sont versées pour la réalisation des objectifs de l'entente;

Confirmer la participation financière de tous les partenaires, tel que défini à l'article 11;

Produire annuellement et remettre aux SIGNATAIRES un rapport d'évaluation selon les indicateurs ciblés à l'article 2.3, un rapport d'activités et une programmation annuelle détaillée des activités comportant les objectifs et l'impact recherché;

Déléguer un représentant au comité de gestion, tel que prévu à l'article 12;

Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables au fonctionnement de l'Entente ainsi qu'à la réalisation de projets et transmettre ses états financiers vérifiés aux membres du comité de gestion;

Fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature, relatifs à l'Entente, à toute personne autorisée par les SIGNATAIRES afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies.

Le MAMR s'engage à :

Sous réserve de l'adoption des crédits budgétaires nécessaires par l'Assemblée nationale, mettre à la disposition du RAPPEL une enveloppe de 44 000 \$ provenant du Fonds conjoncturel de développement (FCD) pour la réalisation du programme S.A.G.E (Schéma d'action global de l'eau);

Verser au RAPPEL la somme de 37 000 \$ en 2006-2007 et 7 000 \$ en 2007-2008;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 12;

Présenter à la Conférence administrative régionale de l'Estrie (CAR-E), dans le cadre de son mandat de concertation et de coordination interministérielles, l'état de situation de l'entente et y déposer le bilan annuel produit par le comité de gestion de l'entente;

Apporter son soutien technique à la mise en œuvre de l'Entente en fonction des décisions du comité de gestion de l'Entente.

Le MAPAQ s'engage à :

Verser au RAPPEL, conditionnellement à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité, une somme de 10 000 \$ sur deux ans, à raison de 5 000 \$ par année, en 2006-2007 et en 2007-2008;

Déléguer un représentant au comité de gestion, tel que prévu à l'article 12;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Apporter un soutien à la réalisation de l'Entente selon ses disponibilités, notamment pour les activités de concertation et pour les activités de communication lorsque requis.

Le MTQ s'engage à :

Verser au RAPPEL, conditionnellement à l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité, une somme de 20 000 \$ sur deux ans, à raison de 10 000 \$ par année, en 2006-2007 et en 2007-2008.

Déléguer un représentant au comité de gestion, tel que prévu à l'article 12;

Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique et professionnelle;

Apporter un soutien à la réalisation de l'Entente selon ses disponibilités, notamment pour les activités de concertation et pour les activités de communication lorsque requis.

La CRÉ s'engage à :

Verser au RAPPEL, conformément aux normes du Fonds de développement régional (FDR) la somme de 130 000 \$ sur deux ans à raison de 75 000 \$ pour l'année financière 2006-2007 et 55 000 \$ pour l'année financière 2007-2008.

Déléguer un représentant au comité de gestion, tel que prévu à l'article 12;

Apporter un soutien à la réalisation de l'entente spécifique selon les disponibilités de la CRÉ, notamment pour les activités de concertation et pour les activités de communication lorsque requis;

Présider le comité de gestion de l'Entente;

MONTREAL

Aucune entente spécifique n'a été signée dans la région de Montréal en 2007-2008.

OUTAOUAIS

Aucune entente spécifique n'a été signée dans la région de l'Outaouais en 2007-2008.

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

1) Entente de partenariat en tourisme

OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente a pour objet d'associer les partenaires locaux, régionaux et gouvernementaux à la réalisation de priorités régionales de développement de l'offre touristique en vue de maximiser l'apport de l'industrie touristique à l'économie de la région touristique de l'Abitibi-Témiscamingue. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des parties et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique dans la région touristique de l'Abitibi-Témiscamingue.

Objectifs de l'entente spécifique :

Les partenaires conviennent de travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de renouveler l'offre touristique en région, en fonction des priorités de la planification régionale de Tourisme Abitibi-Témiscamingue.

Les projets soutenus seront de nature régionale et posséderont un caractère structurant contribuant à renouveler l'offre touristique. Ils comportent l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :

- Renforcer le pouvoir attractif des produits touristiques en émergence et de la destination;
- Stimuler l'achalandage touristique dans la région par l'augmentation du nombre de touristes en provenance de la région, du Québec et de l'extérieur du Québec;
- Susciter la rétention des visiteurs dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue et augmenter les nuitées;
- Atténuer les écarts de la saisonnalité;
- Augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- Améliorer l'exportabilité de l'offre touristique;
- Engendrer des impacts économiques significatifs pour le maintien et la création d'emplois;
- Encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- Favoriser le développement des six produits d'appel retenus dans le Plan stratégique de développement de Tourisme Abitibi-Témiscamingue;
- Favoriser les projets soumis par les entreprises souscrivant à la Démarche Qualité Tourisme et promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente Entente prend effet à la date de signature des parties, soit le 18 décembre 2007 et aura une durée de 5 ans (18 décembre 2012). Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des parties seront complétées à l'égard des projets retenus.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Organismes	2007-2008 (\$)	2008-2009 (\$)	2009-2010 (\$)	2010-2011 (\$)	2011-2012 (\$)	Total (\$)
Ministère du Tourisme	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$
Tourisme Abitibi-émiscamingue	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$
CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$
Grand total	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	1 500 000 \$

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements du Ministère du Tourisme

Aux fins de la présente entente, le Ministère du Tourisme s'engage à :

- Participer financièrement à l'Entente et au soutien de projets, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- Approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- Soutenir Tourisme Abitibi-Témiscamingue dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- Participer aux travaux du Comité de gestion;
- Procéder à l'analyse de conformité des projets recommandés par le Comité de gestion au ministre;
- Procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels le ministère du Tourisme participe financièrement.

Engagements de Tourisme Abitibi-Témiscamingue

Aux fins de la présente entente, Tourisme Abitibi-Témiscamingue s'engage à :

- Participer financièrement à l'Entente et au soutien des projets;
- Approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- Recevoir et procéder à l'analyse préliminaire des demandes et émettre des avis écrits sur les projets soumis;
- Transmettre les avis au Comité de gestion;
- Coprésider le Comité de gestion avec la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue et y participer tout en étant responsable de l'administration, du secrétariat et du soutien professionnel;
- Procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels Tourisme Abitibi-Témiscamingue participe financièrement.

Engagements du Ministère des Affaires municipales et des Régions

Aux fins de la présente entente, le Ministère des Affaires municipales et des Régions s'engage à :

- Participer aux travaux du Comité de gestion;
- Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- Déléguer un représentant au Comité de gestion;
- Informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'Entente;
- Contribuer à la réalisation de l'objet de l'Entente dans le respect de ses mandats et politiques.

Engagements de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue

Aux fins de la présente entente, la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue s'engage à :

- Participer financièrement à l'Entente et au soutien des projets;
- Approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- Participer aux travaux du Comité de gestion;
- Mettre à profit l'Expertise existante à la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue pour soutenir Tourisme Abitibi-Témiscamingue dans l'analyse des dossiers;
- Procéder à l'analyse de conformité des projets recommandés par le Comité de gestion à la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue participe financièrement.

CÔTE-NORD

1) Entente spécifique sur un mécanisme de consultation des populations régionales dans le cadre des négociations avec les Innus 2006-2008

OBJET DE L'ENTENTE

Cette entente a pour objet de définir un partenariat entre la Conférence régionale des élus, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et la ministre des Affaires municipales et des Régions, en vue de mettre en place un mécanisme d'information et de consultation permettant à la population de la Côte-Nord de contribuer aux négociations entre le gouvernement du Québec et les Innus. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Buts de l'entente spécifique :

Informar la population quant aux enjeux et au déroulement des négociations;
Consulter les intervenants de la Côte-Nord sur les éléments en négociation et rapporter les commentaires, recommandations, suggestions à l'équipe de négociation du gouvernement du Québec afin de s'assurer de la prise en compte, dans la mesure du possible, des particularités et des intérêts de la population de la Côte-Nord.

DURÉE DE L'ENTENTE

Du 1 avril 2006 au 31 mars 2008

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2006-2007	2007-2008	
SAA	92 000	92 000	184 000
CRE	15 000	15 000	30 000
Totaux	107 000	107 000	214 000

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES

1.	Engagements du SAA:	
	Aux fins de la présente entente, le SAA s'engage à :	
	1.1	Favoriser la contribution des intervenants de la Côte-Nord aux négociations avec les Innus
	1.2	S'assurer , avec la CRÉ, que les modalités nécessaires à cette participation au processus de négociation et d'information seront implantées de manière adéquates
	1.3	Désigner un délégué régional ayant pour mandat d'assurer l'interface entre la population de la Côte-Nord et le représentant des régions
	1.4	Associer la CRÉ à tous les aspects de la réalisation de ses engagements dans le cadre des objectifs poursuivis par l'entente
	1.5	Contribuer au budget de coordination se rapportant au mandat relié à l'entente, dans une proportion de 85 %, pour un montant maximal de 184 000 \$ pour la durée de l'entente, conditionnellement à une implication financière de la CRÉ, conformément aux modalités de versement et au tableau des contributions financières présenté à l'article 7, pour les années financières 2006-2007 et 2007-2008
	1.6	Participer à l'évaluation de l'entente
2.	Engagements du MAMR :	
	Aux fins de la présente entente, le MAMR s'engage à :	
	2.1	soutenir les partenaires dans leurs actions visant l'atteinte des objectifs de l'entente
	2.2	assurer, au besoin, la concertation interministérielle permettant l'atteinte des objectifs de l'entente

	2.3	mettre à contribution la Conférence administrative régionale, pour favoriser l'harmonisation interministérielle et mettre à profit l'expertise des ministères et organismes gouvernementaux qui en sont membres, afin de faciliter l'atteinte des objectifs de l'entente
	2.4	participer à l'évaluation de l'entente
3.	Engagements de la Conférence régionale des élus :	
	3.1	créer un poste de coordonnateur sous sa supervision, en vue de réaliser l'objet de l'entente
	3.2	collaborer, avec le délégué régional, avec le représentant des régions et avec le SAA en vue de favoriser l'atteinte des objectifs de l'entente
	3.3	collaborer à la mise en place de mécanismes d'échange d'information et de consultation sur les éléments en négociation avec la population de la Côte-Nord
	3.4	donner, le cas échéant, des avis au gouvernement du Québec sur le processus de négociation et sur le contenu des négociations, notamment des avis concernant les enjeux jugés délicats ou potentiellement conflictuels entre la population innue et celle de la Côte-Nord
	3.5	contribuer au budget de coordination se rapportant à l'objet de l'entente, dans une proportion de 15 %, pour une valeur maximale de 30 000 \$ pour la durée de l'entente conformément aux normes et règles de gestion applicables au FDR, aux modalités de versement et au tableau des contributions financières présentés à l'article 7, pour les années 2006-2007 et 2007-2008
	3.6	participer à l'évaluation de l'entente

2) Entente spécifique 2006-2009 sur le développement et la consolidation des organismes de formation spécialisée (préparatoire ou de loisir) en arts de la Côte-Nord

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente associe la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, la ministre des Affaires municipales et des Régions et la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables, afin de réaliser des priorités de développement et consolider des organismes de formation spécialisée (préparatoire ou de loisir) en arts de la Côte-Nord. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

À la suite de diverses activités de concertation, notamment une rencontre réunissant les 12 organismes de formation spécialisée (préparatoire ou de loisir) en arts de la scène tenue le 29 novembre 2006 à Baie-Comeau, les signataires de l'entente conviennent de travailler en étroite collaboration à l'atteinte des objectifs suivants :

Mettre en place des moyens visant à favoriser la rétention de la main-d'œuvre en formation spécialisée (préparatoire ou de loisir) en arts

Mettre en place des moyens visant à faciliter le recrutement de la main-d'œuvre en formation spécialisée (préparatoire ou de loisir) en arts

Développer des outils communs visant la consolidation et l'autonomie à long terme du secteur des organismes de formation spécialisée (préparatoire ou de loisir) en arts

DURÉE DE L'ENTENTE

Du 16 octobre 2007 au 16 octobre 2010

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2006-2007	2007-2008	
MCCCF	45 000		45 000
CRE		45 000	45 000
Totaux	45 000	45 000	90 000

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES

1.	Engagements du MCCCF:	
	Aux fins de la présente entente, le MCCCF s'engage à :	
	1.1	Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques
	1.2	Participer aux travaux du suivi prévu à l'article 6.1.1 et à tout comité découlant de la présente entente
	1.3	Conformément à la lettre d'engagement du 28 mars 2007, verser la somme de quarante-cinq (45 000 \$) pour la mise en œuvre de la présente entente à la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord. Tel que le prévoit la lettre d'engagement, cette contribution financière est répartie de la façon suivante : 45 000 \$ à même les crédits 2006-2007
2.	Engagements du MAMR :	
	Aux fins de la présente entente, le MAMR s'engage à :	
	2.1	Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional
	2.2	Participer aux travaux du comité de suivi prévu à l'article 6.1.1 et, au besoin, à tout comité découlant de la présente entente
	2.3	Offrir la possibilité à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et à la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord de faire état de l'avancement de l'entente auprès de la Conférence administrative régionale
3.	Engagements de la Conférence régionale des élus :	
	3.1	Contribuer, par ses actions et ses projets, à l'atteinte des objectifs énoncés dans la présente entente, dans le respect des orientations régionales en matière de développement et conformément aux normes du FDR
	3.2	Participer au comité de suivi prévu à l'article 6.1.1, et à tout comité découlant de la présente entente
	3.3	Affecter, à la réalisation des objectifs prévus dans le Plan d'action, un montant de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 \$) dont quarante-cinq mille dollars (45 000 \$) provenant du Fonds de développement régional et quarante-cinq mille dollars (45 000 \$) correspondant à la subvention versée par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
	3.4	Déposer à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, au nom de l'ensemble des partenaires de l'entente, un bilan de l'utilisation des sommes prévues à l'entente

NORD-DU-QUÉBEC

Aucune entente spécifique n'a été signée dans la région du Nord-du-Québec en 2007-2008.

1) Entente spécifique pour le développement dynamique du secteur agroalimentaire de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

BUT DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet la concrétisation du partenariat gouvernement-région visant, dans une perspective de régionalisation, à soutenir le développement du secteur agroalimentaire à l'échelle du territoire.

Elle précise les engagements du MDEIE, du MAPAQ, du MAMR et de la CRÉ-GIM pour la réalisation d'actions visant à atteindre des objectifs renforçant le développement de l'agroalimentaire en région.

PORTÉE DE L'ENTENTE

Cette entente couvre le territoire de la région administrative de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Elle se veut l'expression d'une volonté commune des signataires de contribuer au soutien du secteur agroalimentaire, par la mise en commun de ressources financières et humaines pour :

la mise en place d'un programme régional de développement de l'agroalimentaire avec des mesures d'intervention adaptées;

la création du Fonds régional de développement de l'agroalimentaire, compte spécifique de la CRÉ-GIM dans lequel les sommes provenant du MAMR, du MAPAQ et de la CRÉ-GIM sont déposées aux fins de l'entente;

l'attribution, à même les programmes existants du MDEIE, d'un montant consacré au secteur agroalimentaire.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Objectifs généraux de l'entente

La mesure a pour objet d'offrir un soutien financier pour le développement et la consolidation des entreprises, l'acquisition et le transfert technologiques, ainsi qu'à l'établissement et à la réalisation d'initiatives locales mettant en valeur le territoire et les potentiels agricoles en région.

Elle assure la pérennité des entreprises et des activités agricoles de la région et elle constitue un levier nécessaire à la mise en œuvre de l'exercice de planification stratégique à l'égard du secteur agroalimentaire de la région. De plus, elle contribue à l'occupation dynamique du territoire.

Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, l'entente poursuit les objectifs suivants :

- soutenir la croissance des entreprises du secteur agroalimentaire engagées dans des voies de marché montrant un potentiel de rentabilité;
- soutenir la réalisation de projets d'essais et expérimentations, de démonstrations à la ferme et d'activités de transfert de compétences afin d'accroître les connaissances et le savoir-faire en région et de faciliter l'intégration de nouvelles productions ou de nouvelles façons de faire dans les entreprises;
- soutenir les modes alternatifs d'établissement en agriculture;
- soutenir les projets mettant en valeur le potentiel agricole d'une localité et permettant d'accroître ou de diversifier les activités agricoles ou de développer les fonctions complémentaires de l'agriculture en tenant compte des besoins des communautés locales et régionales;

- soutenir les projets de transformation comportant des intrants régionaux ou favorisant le développement des entreprises agricoles;
- soutenir les initiatives permettant de développer l'agrotourisme et le tourisme gourmand;
- offrir une approche globale d'accompagnement dans laquelle l'entreprise devra effectuer un diagnostic et élaborer un plan d'affaires.

LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

De façon générale, les signataires s'engagent à collaborer à la mise en œuvre de l'entente spécifique ainsi qu'à faciliter la mise en place et la gestion des mesures qu'elle comporte. De plus, ils s'engagent à mettre à la disposition des parties les ressources techniques et professionnelles nécessaires au suivi des projets de la présente entente. Les engagements particuliers des signataires sont décrits ci-dessous.

LE MAMR S'ENGAGE :

- sous réserve de la disponibilité des crédits, à verser à la CRÉ-GIM un montant maximum de 870 000 \$ à raison de 290 000 \$ annuellement, à partir de l'année financière 2007-2008;
- à participer aux travaux du comité de mise en œuvre et de gestion de l'entente.

LE MAPAQ S'ENGAGE :

- à verser annuellement à la CRÉ-GIM un montant de 250 000 \$, à partir de l'année financière 2007-2008, sous réserve de l'adoption des crédits nécessaires par l'Assemblée nationale du Québec et de leur disponibilité;
- à participer aux travaux du comité de mise en œuvre et de gestion de l'entente;
- à gérer et à administrer le Programme régional de développement de l'agroalimentaire (PRDA).

LA CRÉ-GIM S'ENGAGE :

- sous réserve de la disponibilité des crédits dans le Fonds de développement régional, à verser un montant maximum de 510 000 \$ conformément à ses règles de gestion et à utiliser ce montant en fonction des modalités du PRDA approuvées par le Conseil du trésor à raison de 170 000 \$ annuellement pour la durée de l'entente, et ce, dès sa signature;
- à participer aux travaux du comité de mise en œuvre et de gestion de l'entente;
- à administrer le FRDA.

LE MDEIE S'ENGAGE :

- à réserver, un montant de 210 000 \$ réparti sur trois ans provenant du Programme d'aide aux entreprises (PAE), du Programme de soutien aux projets économiques (PSPE) ou de tout autre programme du MDEIE. Ce montant pourra être versé pour le financement de projets agroalimentaires sous réserve du respect du cadre normatif de ces programmes, de l'adoption des crédits nécessaires par l'Assemblée nationale du Québec et de leur disponibilité;
- à participer aux travaux du comité de mise en œuvre et de gestion de l'entente, notamment en fournissant une expertise pour l'analyse des projets.

CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS

De façon générale, les partenaires associés collaboreront à la mise en œuvre de l'entente. De plus, la FADQ participera au comité de gestion.

LES MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR L'ENTENTE

L'entente se concrétise par la mise sur pied d'un programme régional de développement de l'agroalimentaire qui inclut la constitution d'un fonds régional de développement. Ce

programme sera appuyé par les programmes du MDEIE au moyen d'une enveloppe financière réservée au secteur agroalimentaire.

Programme régional de développement de l'agroalimentaire (PRDA)

Le programme dont copie est jointe à la présente sera composé de quatre volets d'aide ayant des fins précises :

- le développement et la consolidation des entreprises en agroalimentaire et la production de produits de créneaux;
- l'innovation, l'expérimentation et le développement d'expertise;
- le soutien de la relève et l'appui à l'établissement des entreprises agricoles et agroalimentaires;
- des initiatives locales de mise en valeur du territoire et des activités agricoles.

Les entreprises agricoles, les entreprises agroalimentaires et les regroupements composent les clientèles admissibles.

Fonds régional de développement de l'agroalimentaire (FRDA)

Ce fonds est constitué de sommes allouées par le MAMR, le MAPAQ et la CRÉ-GIM. Il est administré par la CRÉ-GIM selon des modalités administratives à convenir avec le comité de mise en œuvre.

Les sommes affectées à ce fonds sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Ministère ou organisme	Année financière				Total
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	
MAMR		290 000 \$	290 000 \$	290 000 \$	870 000 \$
MAPAQ		250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	750 000 \$
CRÉ-GIM	170 000 \$	170 000 \$	170 000 \$		510 000 \$
Total FRDA	170 000 \$	710 000 \$	710 000 \$	540 000 \$	2 130 000 \$

Un montant correspondant à un maximum de 3 % du FRDA pourra être conservé par la CRÉ afin de payer ses dépenses de fonctionnement.

Par ailleurs, le montant réservé par le MDEIE pour le financement de projets concourant à la réalisation de l'entente pourra être versé selon la répartition prévue dans le tableau ci-dessous.

MDEIE		70 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	210 000 \$
-------	--	-----------	-----------	-----------	------------

Total global	170 000 \$	780 000 \$	780 000 \$	610 000 \$	2 340 000 \$
---------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	---------------------

Programme d'aide du MDEIE

Les entreprises du secteur agroalimentaire pourront bénéficier du Programme d'aide aux entreprises (PAE), du Programme de soutien aux projets économiques (PSPE) ou de tout autre programme du Ministère conformément à la répartition prévue dans le tableau ci haut et selon les disponibilités budgétaires attribuées à la direction régionale du MDEIE dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

CHAUDIÈRE-APPALACHES

1) ADDENDA à l'Entente spécifique portant sur l'expérimentation d'un modèle de gestion intégrée du cerf de Virginie sur le territoire de la Chaudière-Appalaches

OBJET DE L'ENTENTE

Le présent addenda modifie l'Entente spécifique conclue le 25 mars 2004 afin de la prolonger pour une période supplémentaire d'un an, soit du 25 mars 2007 au 31 mars 2008. Cette prolongation a pour but d'assurer la production d'un bilan complet découlant de la mesure du degré d'atteinte des différentes cibles préalablement fixées ainsi que l'évaluation des opportunités d'exportabilité du modèle expérimenté dans le cadre de l'Entente spécifique.

ENGAGEMENTS ADDITIONNELS DES PARTIES

Les parties conviennent de poursuivre l'Entente spécifique et de reconduire les engagements qui y sont mentionnés.

Les parties s'engagent également à soutenir :

- La finalisation de cinq projets du plan d'action 2006-2007 nécessitant des actions au-delà de l'Entente spécifique triennale en cours dont l'échéance était prévue pour le 25 mars 2007 soit :
 1. Le rapport sur l'accidentologie 2006 et le traitement des données de 2007;
 2. Le résultat de l'enquête socio-économique et l'analyse des fichiers administratifs et des simulations;
 3. Le bilan sur les actions visant à contrer le nourrissage des cerfs et sur les interventions menées auprès des instances municipales;
 4. Le bilan sur l'impact de la signalisation expérimentale et;
 5. Le rapport sur l'expérimentation de répulsifs pour contrer la déprédation par le cerf.
- L'obtention des données disponibles requises à la production du bilan global et final de l'Entente spécifique ;
- La préparation du bilan de l'Entente spécifique, étape incluant l'analyse et l'interprétation des résultats obtenus au cours de la période 2004-2007, la formulation des recommandations destinées aux organismes signataires, l'analyse de l'efficacité des opérations administratives et la conceptualisation du modèle de gestion intégrée proprement dit ;
- Le transfert des activités dont la destinée sera confiée à des organismes du milieu ;
- Le développement d'une stratégie de communication et l'annonce publique des résultats obtenus ;
- La publication du bilan et la coordination des opérations pour la conclusion de l'Entente spécifique;
- La mise en place de mécanismes permettant de poursuivre l'Entente spécifique et d'évaluer l'intérêt et la pertinence de l'exporter dans d'autres régions du Québec.

COÛT ET FINANCEMENT DE LA PROLOGATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

La répartition des engagements financiers faisant l'objet de cet Addenda a été définie au prorata de la contribution initiale des organismes signataires de l'Entente spécifique, à l'exception de Faune Québec.

ORGANISMES	NATURE DES ENGAGEMENTS	2007-2008
Faune Québec (MRNF)	Financiers et non-financiers	26 000 \$
Forêt Québec (MRNF)	Financiers et non-financiers	26 000 \$
Fondation de la faune du Québec (FFQ)	Financiers et non-financiers	16 000 \$
Ministère des Transports (MTQ)	Financiers et non-financiers	18 000 \$
MRC de L'Amiante	Financiers et non-financiers	5 000 \$
CRÉ de la Chaudière-Appalaches	Financiers et non-financiers	34 000 \$
Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)	Non-financiers	-
Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de la Chaudière	Non-financiers	-
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	Non-financiers	-
TOTAL		125 000 \$

DURÉE

Cet addenda est conclu pour une année; il prend effet le 25 mars 2007 et se termine le 31 mars 2008

2) Entente spécifique sur le développement de l'économie sociale dans la Chaudière-Appalaches

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de favoriser la concrétisation et la consolidation d'initiatives d'économie sociale dans la région de la Chaudière-Appalaches.

ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

ENGAGEMENTS DU MAMR :

Aux fins de la présente entente, le MAMR s'engage à :

Reconnaître cette entente comme un outil permettant de concrétiser les priorités régionales de développement identifiées dans le Plan stratégique régional 2002-2007 adopté par le CRCD de Chaudière-Appalaches, le 6 juin 2002, reconduit à la CRÉ de la Chaudière-Appalaches et actualisé le 7 octobre 2005;

Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;

Mandater un représentant au sein du comité de gestion ainsi qu'au sein des sous-comités liés à la réalisation des actions prévues à l'entente, le cas échéant;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein de la Conférence administrative régionale (CAR);

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

ENGAGEMENTS DU MESS :

Aux fins de la présente entente, le MESS s'engage à :

Mandater un représentant au sein du comité de gestion lié à la réalisation des actions prévues à l'entente;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein des instances régionales;

Soutenir financièrement la réalisation des activités pour un montant total et maximal de 74 903 \$ provenant du Fonds de développement du marché du travail, et ce, pour la durée de l'entente. Ledit montant sera versé, en tout ou en partie, au mandataire désigné, et ce, sur acceptation de projets répondant notamment aux activités suivantes :

- Portrait et retombées de l'économie sociale incluant l'estimation des besoins de développement des compétences des gestionnaires et du personnel;
- Améliorer les compétences des gestionnaires et du personnel œuvrant dans les entreprises d'économie sociale;
- Soutenir la réalisation des activités de l'entente en participant financièrement à la coordination régionale.

ENGAGEMENTS DU MINISTRE :

Aux fins de la présente entente, le MINISTRE s'engage à :

Collaborer avec les partenaires régionaux à la promotion et à la réalisation de l'entente;

Promouvoir et diffuser cette entente au sein du gouvernement du Québec.

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ :

Aux fins de la présente entente, la CRÉ s'engage à :

Mandater un représentant au sein du comité de gestion lié à la réalisation des actions prévues à l'entente;

Favoriser la concertation régionale tout au long de l'entente, notamment en tenant informés les membres de ses différents groupes-conseils;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein des instances régionales;

Verser au mandataire délégué à l'article 4.5.1, conformément aux règles et normes établis, un montant total et maximal de 180 000 \$, soit 60 000 \$ par année, pendant trois ans, du Fonds de développement régional « FDR – Volet Ententes spécifiques » au développement de l'économie sociale dans la région de la Chaudière-Appalaches visant ainsi l'atteinte des objectifs, pour la durée de l'entente, tels que présentés au point 2.

ENGAGEMENTS DE LA TRÉS :

Aux fins de la présente entente, la TRÉS s'engage à :

Agir à titre de mandataire de la présente entente;

Assurer la coordination générale de la mise en œuvre de l'entente en assurant le suivi des activités des cinq volets de l'entente citées dans la partie 2.2;

Organiser conjointement avec la CRÉ les rencontres du comité de gestion;

Présider les rencontres du comité de gestion de l'entente et en assurer le secrétariat;

Produire annuellement un rapport d'activité démontrant l'atteinte des objectifs d'intervention;

Informier périodiquement le comité de gestion de son plan d'action visant la pérennité et l'autofinancement de ses activités.

ENGAGEMENTS DE LA CDRQA :

ATTENDU que la CDRQA a le mandat du gouvernement du Québec et du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité de promouvoir la coopération et concerter les coopératives de la région de la Chaudière-Appalaches, d'offrir des services techniques aux promoteurs de nouvelles coopératives et d'offrir des services d'accompagnement et de suivi spécialisés aux coopératives existantes;

Aux fins de la présente entente, la CDRQA s'engage à :

Harmoniser ses actions dans la région de la Chaudière-Appalaches avec les priorités de l'entente dans le respect de sa mission, de ses mandats et de ses politiques;

Rendre disponibles ses ressources humaines pour la promotion de la coopération auprès des jeunes, la concertation des coopératives ainsi que le développement et la consolidation d'entreprises coopératives pour une durée de trois ans, financées à même les crédits prévus à l'entente avec le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité et le MDEIE et l'entente du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse, le tout en lien avec la réalisation de ladite entente spécifique et conditionnel à l'obtention de ses crédits;

Mandater un représentant de la CDRQA au sein du comité de gestion lié à la réalisation des actions prévues à l'entente;

Rendre disponibles ses ressources humaines et financières pour soutenir les jeunes dans le développement d'initiatives d'économie sociale, notamment la promotion de la coopération par l'entremise de trois programmes (Ensemble vers la réussite, Jeune Coop et coopératives jeunesse de services) et en

respect avec l'entente du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse équivalant à 50 000 \$ par année, soit 150 000 \$ pour trois ans.

ENGAGEMENTS DU FJRCA :

ATTENDU qu'à travers le sondage réalisé par le comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale dans le cadre de la saison de l'économie sociale 2006, les données démontrent que :

- 94 % des jeunes de 35 ans et moins sondés se disent très attachés aux valeurs véhiculées par l'économie sociale (solidarité, démocratie, développement durable, prise en charge individuelle et collective);
- 62 % de ces mêmes jeunes poursuivent des activités en lien direct avec l'économie sociale par choix personnel;
- 76,6 % d'entre eux comptent poursuivre leur carrière en économie sociale;
- 87 % des répondants considèrent important ou très important de développer des outils d'information sur l'économie sociale destinés aux jeunes et d'inclure l'économie sociale en tant que modèle de gestion participative et démocratique dans la formation scolaire lorsqu'on aborde le cas des entreprises.

ATTENDU que les entrepreneurs sociaux de moins de 35 ans comptent pour 21,6 % de l'ensemble du Canada;

Aux fins de la présente entente, le FJRCA s'engage à :

Mandater un représentant au sein du comité de gestion lié à la réalisation des actions prévues à l'entente;

Favoriser la concertation régionale tout au long de l'entente;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion à travers ses outils de communication;

Verser au mandataire désigné à l'article 4.5.1 un montant total et maximal de 80 000 \$, réparti sur les trois ans de la durée de l'entente, du « Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) – Volet Action jeunesse structurante (AJS) » au développement de l'économie sociale dans la région de la Chaudière-Appalaches, visant ainsi l'atteinte des objectifs, tels que présentés au point 2 et qu'une attention particulière sera apportée dans les actions entreprises afin de rejoindre et de sensibiliser les jeunes de moins de 35 ans à l'économie sociale.

ENGAGEMENTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES :

Aux fins de la présente entente, conformément aux dispositions de la Loi sur l'instruction publique et au contenu des programmes de formation dont elles ont la responsabilité d'application, les COMMISSIONS SCOLAIRES s'engagent à :

Mandater un représentant au sein du comité de gestion lié à la réalisation des actions prévues à l'entente;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion à travers ses outils de communication;

Affecter un montant total et maximal de 69 000 \$ par le biais du programme « Lancement d'entreprises ».

ENGAGEMENTS DES CLD :

Aux fins de la présente entente, les CLD s'engagent à :

Mandater un représentant au sein du comité de gestion lié à la réalisation des actions prévues à l'entente;

Collaborer et inciter ses membres à collaborer avec les partenaires locaux et régionaux à la réalisation de l'objet de l'entente;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion à travers ses outils de communication et inciter ses membres à faire de même;

Affecter un montant total et maximal de 10 000 \$, réparti sur les trois ans de la durée de l'entente, afin de soutenir les entreprises d'économie sociale dans l'amélioration des compétences de leurs administrateurs, gestionnaires et employés.

ENGAGEMENTS DES CDC :

Aux fins de la présente entente, les CDC s'engagent à :

Mandater un représentant au sein du comité de gestion lié à la réalisation des actions prévues à l'entente;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion à travers ses outils de communication;

Favoriser la concertation locale et régionale tout au long de l'entente.

LAVAL

Aucune entente spécifique n'a été signée dans la région de Laval en 2007-2008.

LANAUDIÈRE

1-) Entente spécifique de régionalisation en matière de développement social dans Lanaudière

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente permet de préciser les engagements du gouvernement et des partenaires régionaux dans la poursuite de la mise en œuvre d'un plan d'action régional en matière de développement social dans le but d'assurer l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et citoyennes de Lanaudière.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

Soutenir la concertation locale et régionale et la collaboration intersectorielle afin de favoriser l'émergence et la diversification des actions, impliquant une participation active des institutions, des organismes, des citoyens et des citoyennes;

promouvoir et sensibiliser la population et les décideurs au développement social;

soutenir le développement social de chacun des territoires des MRC de la région;

poursuivre l'analyse sociale et documenter la région afin d'avoir une meilleure compréhension et d'outiller le milieu sur des problématiques en développement social;

poursuivre les travaux entamés lors de la précédente entente spécifique en développement social en lien avec les priorités notamment : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la sécurité alimentaire, le logement social et l'habitation ainsi que l'innovation sociale;

au besoin, initier des actions en fonction de priorités émergentes;

bénéficier d'un fonds de développement social pour supporter des projets locaux et régionaux en lien avec le plan d'action de l'entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et sera d'une durée de trois ans (2006-2009), conditionnellement aux budgets disponibles. Elle n'est pas sujette à reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'entente, les parties conviendront, s'il y a lieu, des modalités de son renouvellement.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Ventilation des coûts reliés à l'enveloppe « Projets » en développement social

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Total
CRÉ Lanaudière (FDR)	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	180 000 \$
Projets locaux	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	120 000 \$
Projets régionaux				
Total	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$

Ventilation des coûts reliés au fonctionnement, aux ressources techniques et aux activités

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Total
MESS	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
ASSS	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	105 000 \$
Desjardins	4 000 \$	3 000 \$	3 000 \$	10 000 \$
CSSSSL	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
CSSSNL	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
SHQ	25 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	45 000 \$
Total	164 000 \$	148 000 \$	148 000 \$	460 000 \$

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES

ENGAGEMENTS CONJOINTS

Favoriser des consensus régionaux relatifs au bien-être de la population de Lanaudière et à la réalisation des objectifs de la présente entente;

participer à l'élaboration du plan d'action de la présente entente et contribuer à sa réalisation;

participer aux travaux du comité de coordination de l'entente tel que stipulé à l'article 7.2;

participer à la promotion et à la diffusion des documents, des formations, des recherches, des services et des activités offerts dans le cadre de la présente entente;

affecter exclusivement les montants investis dans cette entente à la poursuite des objectifs visés à l'article 2.

ENGAGEMENT DU MESS

LE MESS S'ENGAGE À :

Impliquer les centres locaux d'emploi (CLE) dans les concertations locales;

agir comme leader auprès des instances gouvernementales sur les questions de développement social;

réserver pour les trois prochaines années, à l'intérieur de ses programmes et mesures, dans le respect de sa mission, ses mandats et politiques une enveloppe financière de l'ordre de 150 000 \$, dédiée au support et à l'accompagnement de la TABLE, ceci sous réserve de ses disponibilités financières. Ce montant est réparti sur les trois prochaines années financières de l'entente, soit :

50 000 \$ pour 2006-2007;

50 000 \$ pour 2007-2008;

50 000 \$ pour 2008-2009;

effectuer les versements des montants tel que prévu à l'article 4.1 de la présente entente.

ENGAGEMENT DU MAMR

LE MAMR S'ENGAGE À :

Soutenir les partenaires dans leurs actions visant l'atteinte des objectifs de la présente entente;

favoriser auprès de la Conférence administrative régionale Lanaudière, la diffusion de l'information se rapportant à la présente entente;

assurer la coordination interministérielle nécessaire au sein de la CRÉ sur le développement social.

ENGAGEMENT DE LA CRÉ

DANS LE CADRE DE SA MISSION, LA CRÉ S'ENGAGE À :

Favoriser l'implication et la participation de ses membres et de ses partenaires dans la dynamique du développement social;

reconnaître la TABLE comme organisme consultatif en matière de développement social auprès de la Conférence régionale des élus(es);

concerter, sensibiliser et mobiliser les forces vives du milieu et continuer à faire la promotion du développement social dans une approche multisectorielle et territoriale;

représenter les intérêts régionaux et les suivis au niveau national et établir des concertations interrégionales en lien avec la TABLE;

affecter au Fonds de développement social, conformément aux normes et aux règles de gestion du Fonds de développement régional, un montant total de 300 000 \$, à raison d'une somme de 100 000 \$ par année, soit 40 000 \$ pour soutenir des projets régionaux et 60 000 \$ pour soutenir des projets locaux, pour une période de trois ans;

coordonner les activités du comité de coordination de l'entente;

assurer le suivi administratif et la gestion du fonds de développement social de l'entente spécifique.

ENGAGEMENT DE LA TABLE

LA TABLE S'ENGAGE À :

Établir, en collaboration avec le comité de coordination, les plans d'action triennal et annuel, définir clairement les attentes opérationnelles s'y rattachant et prendre le leadership des activités;

soutenir le développement social et participer à la veille dans les territoires des MRC de la région;

mobiliser, concerter, sensibiliser et outiller les forces vives du milieu afin d'harmoniser les actions et de développer des consensus régionaux autour des priorités régionales en développement social;

s'assurer que les actions découlant de la TABLE génèrent des impacts auprès de la population;

assurer les suivis régionaux en matière de développement social au niveau interrégional et national, en collaboration avec la CRÉ;

réaliser un bilan annuel des actions accomplies par la TABLE en lien avec le plan d'action de l'entente, en se dotant d'outils d'évaluation et en faire rapport au comité de coordination.

ENGAGEMENT DE L'AGENCE

L'AGENCE S'ENGAGE À :

Soutenir la TABLE pour la réalisation de ses mandats;

promouvoir l'implication de tous les acteurs avec qui elle a des liens directs ou indirects;

participer au développement d'outils statistiques ou d'évaluation et d'analyse des facteurs permettant une meilleure compréhension des problématiques de développement social;

réserver pour les trois prochaines années une enveloppe financière distincte, dédiée au fonctionnement de la TABLE de l'ordre de 105 000 \$, afin d'appuyer la réalisation de l'entente. Ce montant est réparti sur les trois années financières de l'entente, soit :

35 000 \$ pour 2006-2007;

35 000 \$ pour 2007-2008;

35 000 \$ pour 2008-2009;

effectuer les versements des montants tel que prévu à l'article 4.1 de la présente entente.

ENGAGEMENT DU CSSSSL

LE CSSSSL S'ENGAGE À :

Soutenir la TABLE pour la réalisation de ses mandats;

promouvoir l'implication de tous les acteurs avec qui elle a des liens directs ou indirects;

réserver pour les trois prochaines années une enveloppe financière distincte, dédiée au fonctionnement de la TABLE de l'ordre de 75 000 \$ afin d'appuyer la réalisation de l'entente. Ce montant est réparti sur les trois prochaines années financières de l'entente, soit :

25 000 \$ pour 2006-2007;

25 000 \$ pour 2007-2008;

25 000 \$ pour 2008-2009;

effectuer les versements des montants tel que prévu à l'article 4.1 de la présente entente.

ENGAGEMENT DU CSSSNL

LE CSSSNL S'ENGAGE À :

Soutenir la TABLE pour la réalisation de ses mandats;

promouvoir l'implication de tous les acteurs avec qui elle a des liens directs ou indirects;

réserver pour les trois prochaines années une enveloppe financière distincte, dédiée au fonctionnement de la TABLE de l'ordre de 75 000 \$ en ressources techniques et/ou en argent afin d'appuyer la réalisation de l'entente. Ce montant est réparti sur les trois prochaines années financières de l'entente, soit :

25 000 \$ pour 2006-2007;

25 000 \$ pour 2007-2008;

25 000 \$ pour 2008-2009;

effectuer les versements des montants en argent tel que prévu à l'article 4.1 de la présente entente et dégager une ressource et la mettre au service de la TABLE pour la réalisation d'activités reliées à l'entente, lorsque le soutien est sous forme de ressources techniques.

ENGAGEMENT DE LA SHQ

LA SHQ S'ENGAGE À :

Contribuer à la première année financière de l'entente 2006-2007, par l'allocation d'une aide financière de l'ordre de 25 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide aux organismes communautaires de la SHQ, « volet soutien aux projets ponctuels ». Ce montant est réparti comme suit :

10 000 \$ pour le projet « Fonds de développement du logement social »;

15 000 \$ pour le projet « Coopérative de solidarité de services en rénovation »;

sous réserve de la disponibilité de ses crédits et de l'évaluation annuelle, réserver une enveloppe financière distincte, dédiée au fonctionnement de la TABLE de l'ordre de 20 000 \$ afin d'appuyer la réalisation de l'entente. Ce montant est réparti sur les deux dernières années financières de l'entente, soit :

10 000 \$ pour 2007-2008;

10 000 \$ pour 2008-2009;

effectuer les versements des montants tel que prévu à l'article 4.1 de la présente entente.

ENGAGEMENT DE DESJARDINS

DESJARDINS S'ENGAGE À :

Réserver pour les trois prochaines années une enveloppe financière distincte, dédiée au fonctionnement de la TABLE de l'ordre de 10 000 \$ afin d'appuyer la réalisation de l'entente. Ce montant est réparti sur les trois prochaines années financières de l'entente, soit :

- 4 000 \$ pour 2006-2007;
- 3 000 \$ pour 2007-2008;
- 3 000 \$ pour 2008-2009;

effectuer les versements des montants tel que prévu à l'article 4.1 de la présente entente.

LAURENTIDES

1) Entente spécifique portant sur le développement de l'industrie agroalimentaire de la région des Laurentides

OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente établit les responsabilités des parties quant au soutien des projets structurants et durables pour l'industrie agroalimentaire de la région des Laurentides, en misant sur une plus grande synergie entre les acteurs de la filière agroalimentaire régionale.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente Entente spécifique entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et sera d'une durée de trois ans, soit les années financières 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Total
CRÉ Laurentides		156 975 \$	156 975 \$	313 950 \$
MAPAQ	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
MDEIE	100 000 \$	100 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
MESS	17 500 \$	45 000 \$	45 000 \$	107 500 \$
Total	217 500 \$	401 975 \$	351 975 \$	971 450 \$
DEC *	117 949 \$	163 040 \$	38 250 \$	319 239 \$

* Bien que non partie à l'Entente, Développement économique Canada (DEC) versera directement les sommes mentionnées au Centre de recherche agroalimentaire de Mirabel, au Centre de coordination en innovation agroalimentaire des Laurentides et à la Table de concertation agroalimentaire des Laurentides.

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES

La CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ) DES LAURENTIDES s'engage à :

- verser, sous réserve de la disponibilité des crédits, à la mise en œuvre de l'Entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 313 950 \$ sur deux ans, pour le financement des activités de fonctionnement et de réalisation de projets dans le cadre de la présente Entente, de la façon suivante :
 - a) un montant de 156 975 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
 - b) un montant de 156 975 \$ au cours de l'année financière 2008-2009.
- s'assurer de la maximisation de l'effet de levier que représente l'investissement de sommes provenant du Fonds de développement régional (FDR) dans le secteur agroalimentaire;
- présider les travaux du comité de gestion de l'Entente spécifique.

Le MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ) s'engage à :

- verser, sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, à la mise en œuvre de l'Entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 300 000 \$ sur trois ans :
 - a) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2006-2007;
 - b) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
 - c) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009.

Le MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION (MDEIE) s'engage à :

- verser, sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, et ce, en conformité avec le cadre normatif des programmes du MDEIE, une somme totale de 250 000 \$ sur trois ans destinée à la mise en œuvre de l'entente spécifique selon les prévisions de déboursés suivantes :
 - a) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2006-2007;
 - b) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
 - c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009.

Le MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (MESS) s'engage à :

- verser, sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, à la mise en œuvre de l'Entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 107 500 \$ sur trois ans :
 - a) un montant de 17 500 \$ au cours de l'année financière 2006-2007;
 - b) un montant de 45 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
 - c) un montant de 45 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009.

Le MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS (MAMR) s'engage à :

- assurer la coordination et l'harmonisation interministérielles pour la mise en œuvre de l'Entente spécifique.

Le CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL (CRPMT) RÉGION LAURENTIDES s'engage à :

- assurer la concordance entre les objectifs de la présente Entente et le Plan d'action régional d'Emploi-Québec Laurentides.

La TABLE DE CONCERTATION AGROALIMENTAIRE DES LAURENTIDES (TCAL) s'engage à :

- mettre en valeur toute son expertise dans le soutien technique et professionnel de l'Entente ainsi que dans l'analyse des projets.

2) Entente spécifique portant sur le développement des arts et de la culture dans la région des Laurentides

OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente a pour objet de définir la contribution de chaque partenaire signataire à la réalisation de projets et d'initiatives visant le développement des arts et de la culture dans une perspective qui soit adaptée aux particularités de la région des Laurentides.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente Entente spécifique entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et sera d'une durée de trois ans, soit les années financières 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Partenaires	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Total
CRÉ Laurentides		75 000 \$	75 000 \$	150 000 \$
MCCCF	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
MESS	14 700 \$	65 500 \$	69 800 \$	150 000 \$
FORUM		75 000 \$	75 000 \$	150 000 \$
Total	114 700 \$	315 500 \$	319 800 \$	750 000 \$

* Chaque versement d'aide financière provenant du gouvernement du Québec est conditionnel à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité.

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ DES LAURENTIDES :

- verser pour les années financières 2007-2008 et 2008-2009, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme totalisant 150 000 \$, à raison de 75 000 \$ par année;
- recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes culturels professionnels en accord avec les normes et programmes applicables dont les normes du FDR;
- faire approuver, par son conseil d'administration, les projets recommandés par le comité de suivi et financés par le FDR;
- effectuer les déboursés directement aux promoteurs des projets recommandés par le comité de suivi de l'Entente et selon le plan de financement établi;
- administrer les sommes qui lui sont confiées par le MCCCF et le FORUM selon les directives du comité de suivi.

ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE :

- verser, conformément à la lettre d'engagement signée par la ministre de la Culture et des Communications et de la Condition féminine le 28 mars 2007, pour les années financières 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, dans le cadre du programme Aide aux initiatives de partenariat et sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme totalisant 300 000 \$, à raison de 100 000 \$ par année;
- effectuer les déboursés annuels de 100 000 \$ directement à la CRÉ des Laurentides.

ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, PAR SON AGENCE EMPLOI-QUÉBEC AINSI QUE DU CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGION LAURENTIDES :

- verser pour les années financières 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme totalisant 150 000 \$, à raison de 14 700 \$ déjà versée pour 2006-2007, 65 500 \$ pour 2007-2008 et 69 800 \$ pour 2008-2009;
- effectuer les déboursés directement aux promoteurs des projets recommandés par le comité de suivi de l'Entente et selon le plan de financement établi.

ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS :

- assurer la coordination et l'harmonisation interministérielles pour la mise en œuvre de l'Entente.

ENGAGEMENTS DU FORUM JEUNESSE DES LAURENTIDES :

- verser pour les années 2007-2008 et 2008-2009, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme totalisant 150 000 \$, à raison de 75 000 \$ par année;
- favoriser les projets structurants qui consolident les organismes culturels voués au soutien de la relève artistique professionnelle;
- effectuer les déboursés annuels de 75 000 \$ directement à la CRÉ des Laurentides.

MONTÉRÉGIE

1) Entente spécifique en matière d'immigration (Vallée-du-Haut-Saint-Laurent)

OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente a pour objet de :

contribuer au développement économique sur le territoire de la CRÉ par l'apport au sein des entreprises d'une main-d'œuvre qualifiée issue de l'immigration;

contribuer à combler compte tenu du vieillissement de la population et de la faible natalité, les besoins de main-d'œuvre en croissance sur le territoire de la CRÉ par le biais de l'intégration au marché du travail de nouveaux arrivants;

d'assurer l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des personnes immigrantes, leur rétention sur le territoire de la CRÉ et le développement de relations interculturelles harmonieuses avec la société d'accueil;

favoriser la concertation des partenaires socioéconomiques du territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent en vue d'assurer l'établissement durable d'un plus grand nombre d'immigrants pouvant contribuer à son développement économique, social et culturel.

MODALITÉS D'APPLICATION DE LA PRÉSENTE ENTENTE

Modalités de versement des contributions financières

Partenaires	Année 1 2007-2008	Année 2 2008-2009	Année 3 2009-2010	Total
MICC	55 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	195 000 \$
CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
<u>Sous-total</u>	85 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	285 000 \$

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES SOUS LA RESPONSABILITÉ D'AUTRES SIGNATAIRES :

Partenaires	Année 1 2007-2008	Année 2 2008-2009	Année 3 2009-2010	Total
Emploi-Québec	± 25 000 \$	± 25 000 \$	± 25 000 \$	75 000 \$ (minimum)
MDEIE	nil	15 000 \$	15 000 \$	30 000 \$
<u>Sous-total</u>	± 25 000 \$	± 40 000 \$	± 40 000 \$	105 000 \$ (minimum)

<u>Total</u>	± 110 000 \$	± 140 000 \$	± 140 000 \$	390 000 \$ (minimum)
--------------	--------------	--------------	--------------	-------------------------

DURÉE DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** (27 août 2007) et prend fin le 30 juin 2010.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

LES PARTIES S'ENGAGENT À :

mettre en place un comité de gestion de la présente entente composé respectivement d'un représentant de la **MICC**, de la **MAMR**, du **MDEIE**, d'**Emploi-Québec** et de la **CRÉ**;

confier au comité de gestion les mandats suivants :

superviser la mise en œuvre de la présente entente;

assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;

mobiliser les signataires et les autres partenaires autour de la consultation et de l'élaboration du plan d'action à définir pour le territoire de la **CRÉ**;

favoriser une meilleure articulation et une adaptation des actions des divers partenaires qui contribuent à l'attraction de l'immigration, à l'établissement et à l'intégration de personnes immigrantes sur le territoire de la **CRÉ**, et effectuer des recommandations à cet effet;

participer à l'identification de projets variés et complémentaires ou susciter le dépôt de projets susceptibles de contribuer aux objectifs de la présente entente et du plan d'action défini pour le territoire de la **CRÉ**;

analyser la pertinence des projets déposés et, le cas échéant, recommander à la **CRÉ**, à **Emploi-Québec** et au **MDEIE** d'affecter les sommes nécessaires au financement des projets et actions convenues, en respectant les cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les signataires, notamment en ce qui concerne le Programme régional d'intégration (PRI), le Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI), le Fonds de développement régional (FDR) et le Programme de soutien aux partenariats et aux filières industrielles. Ces cadres normatifs apparaissent à l'annexe A jointe à la présente entente;

établir un cadre d'évaluation de la présente entente comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs;

déposer aux signataires un état de situation vers le mois de décembre de chaque année, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, sur les projets issus de la présente entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;

déposer aux signataires un rapport annuel vers le mois d'août de chaque année portant sur la réalisation des activités prévues au plan d'action annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre la présente entente;

déposer aux signataires un rapport final un mois suivant la date de fin de la présente entente portant sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;

s'assurer du respect des modalités et obligations telles que définies à la présente entente;

s'adjoindre, au besoin, des représentants d'autres partenaires interpellés dans la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan de travail annuel;

constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

ENGAGEMENTS DU MICC

LE MICC S'ENGAGE À :

sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits budgétaires nécessaires, mettre à la disposition de la CRÉ une enveloppe maximale de cent quatre-vingt-quinze mille dollars (195 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe de cinquante-cinq mille dollars (55 000 \$) la première année et de soixante-dix mille (70 000 \$) pour les deux années subséquentes conformément aux modalités d'application de la présente entente présentées au point 10 et en respectant les cadres normatifs tels qu'ils apparaissent en annexe A;

verser à la CRÉ la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

Pour la première année de la présente entente :

un premier versement de 50 % dans les trente jours de la signature de l'entente;

un deuxième versement de 50 % dans les trente jours suivant le dépôt de l'état de situation et de l'analyse prospective de l'immigration prévus à l'article 2.1.

Pour la deuxième année de la présente entente :

la contribution annuelle maximale de la MICC sera revue à la suite du dépôt du rapport annuel et du rapport de l'utilisation des sommes allouées prévus à l'article 3.2.9. Après examen des justifications fournies par la CRÉ et le comité de gestion de la présente entente, la MICC se réserve le droit de déduire totalement ou partiellement de sa contribution annuelle les sommes non utilisées de l'année précédente;

un premier versement annuel de 50 % de la contribution annuelle révisée à l'article 4.2.3, dans les trente jours du dépôt du rapport annuel de l'année précédente prévu à l'article 3.2.9;

un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle révisée à l'article 4.2.3, dans les trente jours du dépôt de l'état de situation à mi-année prévu à l'article 3.2.8.

Pour la troisième année de la présente entente :

la contribution annuelle maximale de la MICC sera revue à la suite du dépôt du rapport annuel et du rapport de l'utilisation des sommes allouées prévus à l'article 3.2.9. Après examen des justifications fournies par la CRÉ et le comité de gestion de la présente entente, la MICC se réserve le droit de déduire totalement ou partiellement de sa contribution annuelle les sommes non utilisées de l'année précédente;

un premier versement annuel de 50 % de la contribution annuelle révisée à l'article 4.2.6, dans les trente jours du dépôt du rapport annuel de l'année précédente prévu à l'article 3.2.9;

un deuxième versement annuel de 40 % de la contribution annuelle révisée à l'article 4.2.6, dans les trente jours du dépôt de l'état de situation à mi-année prévu à l'article 3.2.8;

un troisième versement de 10 % de la contribution annuelle révisée à l'article 4.2.6, dans les trente jours de l'acceptation par la MICC du rapport final de la présente entente prévu à l'article 3.2.10;

participer aux travaux du comité de gestion de la présente entente défini à l'article 3.1.

ENGAGEMENTS DU MDEIE

Le MDEIE s'engage à :

sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits budgétaires nécessaires, et dans le respect de ses politiques, mesures, programmes et services et de façon prioritaire en lien avec les créneaux d'excellence de la Montérégie, participer au

financement des projets qui seront soumis dans le cadre de la présente entente, dans la mesure où ceux-ci contribueront au développement économique régional et seront complémentaires à la mission du **MDEIE**. Cette participation financière en regard de l'objectif 2.4, ne pourra excéder une somme de 15 000 \$ par année financière, à compter de la deuxième année d'application conformément aux modalités d'application de la présente entente présentées au point 10;

maintenir et améliorer les services-conseils qu'il offre actuellement aux entreprises du territoire en matière d'innovation et d'embauche de spécialistes pour le développement des marchés extérieurs, en mettant notamment à contribution des personnes issues de l'immigration;

verser l'aide financière à l'organisme chargé de la réalisation du projet retenu en vertu du Programme de soutien aux partenariats et aux filières industrielles;

participer aux travaux du comité de gestion de la présente entente défini à l'article 3.1.

ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

Emploi-Québec s'engage à :

Sous réserve de ses disponibilités budgétaires et dans le respect de ses politiques, mesures, programmes et services, **Emploi-Québec** s'engage à contribuer financièrement au financement de la présente entente pour une somme minimale totale de 75 000 \$, conformément aux modalités d'application de la présente entente présentées au point 10. Cette contribution sera répartie de la façon suivante :

un montant de 25 000 \$ pour le financement de l'état de situation et de l'analyse prospective portant sur la situation des immigrants sur le territoire de la **CRÉ**;

un montant minimal de 50 000 \$ pour la participation aux projets qui seront soumis dans le cadre de la présente entente, dans la mesure où ceux-ci constitueront des ajouts pertinents à son offre de service existante;

les déboursés seront faits directement auprès de l'organisme qui réalisera l'état de situation et l'analyse prospective portant sur la situation des immigrants sur le territoire de la **CRÉ** et auprès des promoteurs des projets qui auront été retenus, et le montant de ces déboursés correspondra à la décision qu'aura prise **Emploi-Québec** à cet égard;

maintenir et améliorer, s'il y a lieu, les services qu'elle offre actuellement aux personnes immigrantes en matière d'emploi, via ses centres locaux d'emploi, comme pour l'ensemble des autres clientèles desservies (ex. : service de placement en ligne, information sur le marché du travail, ententes de services avec des ressources spécialisées, aide à la recherche d'emploi, soutien à la formation). En 2004-2005, c'est environ 0,5 M\$ qu'elle consacrait en nouveaux engagements budgétaires pour intervenir auprès des personnes immigrantes sur le territoire de la **CRÉ**, soit 3 % du total de ses nouveaux engagements sur ce territoire (5 M\$ pour l'ensemble de la Montérégie et 10 % de ses nouveaux engagements);

participer à la mise en œuvre du Plan d'action du territoire de la **CRÉ** en matière d'immigration et d'intégration;

participer aux travaux du comité de gestion de la présente entente défini à l'article 3.1;

fournir aux partenaires de la présente entente les informations sur le marché du travail nécessaires à sa mise en œuvre et participer aux travaux du comité de suivi de la présente entente;

faire état du suivi de la présente entente auprès du **CRPMT** de la Montérégie.

ENGAGEMENTS DU MAMR

La **MAMR** s'engage à :

favoriser la collaboration des ministères et organismes du gouvernement pour la mise en œuvre de la présente entente;

participer aux travaux du comité de gestion de la présente entente défini à l'article 3.1.

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

contribuer annuellement à raison de trente mille dollars (30 000 \$) à la mise en œuvre de la présente entente pour un total de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 \$) conformément aux règles qui la régissent concernant la gestion des sommes provenant du FDR et aux modalités d'application de la présente entente présentées au point 10;

administrer les sommes versées par la **MICC**, conformément aux cadres normatifs du Programme régional d'intégration (PRI) et du Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI) joints en annexe A, tels qu'ils se lisent au moment où ils s'appliquent, et retourner à cette dernière toute somme non engagée à l'échéance de la présente entente;

être un interlocuteur et un collaborateur privilégié auprès de la **MICC** pour la région;

intégrer la dimension de l'immigration dans l'élaboration de son plan de développement quinquennal;

agir à titre de gestionnaire de la présente entente et pour ce faire, coordonner et soutenir le comité de gestion établi conformément à l'article 3.1 de la présente entente, notamment pour la production des rapports prévus aux articles 3.2.8, 3.2.9 et 3.2.10;

participer aux travaux du comité de gestion de la présente entente défini à l'article 3.1;

mettre à la disposition du comité de gestion de la présente entente toutes les analyses et les recherches disponibles à la **CRÉ** et nécessaires à la réalisation des objectifs de la présente entente;

déposer, à la satisfaction des signataires, un rapport final portant sur la réalisation de la présente entente et un rapport financier portant sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente, selon les indications fournies par les partenaires;

conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets;

retourner à la **MICC** et, le cas échéant, aux autres partenaires visés toute somme non utilisée à l'échéance finale prévue dans le cadre de la présente entente;

tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;

fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que la **MICC**, la **MAMR**, le **MDEIE** ou **Emploi-Québec** jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente;

respecter les règles qui régissent son statut corporatif et utiliser les règles d'une saine gestion démocratique.

ENGAGEMENTS DU CRPMT

Le **CRPMT** s'engage à :

appuyer **Emploi-Québec** dans sa participation à la mise en œuvre de la présente entente;

considérer la situation particulière des personnes immigrantes dans le développement des stratégies et objectifs mis en œuvre par **Emploi-Québec** pour contribuer à un meilleur équilibre entre la demande et l'offre de main-d'œuvre en Montérégie.

2-) Entente spécifique sur le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Vallée-du-Haut-Saint-Laurent)

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet :

- 1.1 D'associer les **PARTIES** en vue de favoriser la concertation et la coordination des moyens au profit d'un développement agricole et agroalimentaire générateur d'emplois, harmonieux et dans une perspective de développement durable;
- 1.2 De préciser les engagements et responsabilités des **PARTIES**.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** (10 octobre 2007) et est applicable à la période du 1er avril 2007 jusqu'au 31 mars 2010.

Les engagements financiers s'établissent selon le tableau suivant :

Année budgétaire	MAPAQ	CRÉ	Total
2007-2008	75 000 \$	75 000 \$	150 000 \$
2008-2009	50 000 \$	50 000 \$	100 000 \$
2009-2010	50 000 \$	50 000 \$	100 000 \$
Total des 3 ans	175 000 \$	175 000 \$	350 000 \$

Le **MAPAQ** et la **CRÉ** conviennent de leur volonté d'allouer chacun d'eux une somme additionnelle de 25 000 \$ pour chacune des années budgétaires 2008-2009 et 2009-2010, aux fins de supporter, avec d'éventuels partenaires, la mise en œuvre des projets issus de la planification stratégique de la Table bioalimentaire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent;

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les **PARTIES** s'engagent à :

Participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;

Participer activement à la mise en place et aux activités de la table de concertation;

Affecter exclusivement les montants investis dans l'entente à la poursuite des objectifs visés;

Participer au comité de suivi et de l'évaluation de l'entente.

ENGAGEMENTS DU MAPAQ

Le **MAPAQ** s'engage à :

Apporter son soutien à la mise en place d'une table de concertation du secteur agricole et agroalimentaire;

Participer financièrement au fonctionnement, aux activités et projets de la table de concertation, pour un montant de 175 000 \$ sur la durée de l'entente, sous réserve de l'article 7;

Effectuer les versements à la **CRÉ** de ces montants, tel que décrit à l'article 7.2 de la présente entente.

ENGAGEMENTS DU MAMR

Le **MAMR** s'engage à :

Apporter son soutien à la **CRÉ** dans la mise en place de la table de concertation;

Informar la Conférence administrative régionale (CAR) du suivi de l'entente;

Déléguer un représentant au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

Mettre en place une table de concertation du secteur agricole et agroalimentaire;

Participer financièrement au fonctionnement, aux activités et projets de la table de concertation en affectant, conformément aux normes applicables du Fonds de développement régional un montant de 175 000 \$, et ce, selon les modalités prévues à l'article 7;

Assurer le suivi administratif de l'entente;

Coordonner le comité de suivi et d'évaluation de l'entente et y déléguer un représentant.

CENTRE-DU-QUÉBEC

1) Entente spécifique sur la régionalisation du secteur agroalimentaire 2007-2010

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente porte sur les modalités et les conditions rattachées à la participation financière des partenaires afin de favoriser la consolidation et le développement de l'industrie agricole et agroalimentaire sur le territoire du Centre-du-Québec en mettant des ressources humaines, financières et matérielles à la disposition de ce secteur d'activité.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les parties s'entendent pour accorder une aide financière dans le but de soutenir les objectifs inscrits dans le *Plan quinquennal de développement des secteurs agricole et agroalimentaire du Centre-du-Québec 2007-2012* en conformité avec leur mission respective.

DURÉE DE L'ENTENTE

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2010

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Organismes	2007-2008 (\$)	2008-2009 (\$)	2009-2010 (\$)	Totaux (\$)
MAPAQ	100 000	100 000	100 000	300 000
MESS	180 000	180 000	180 000	540 000
CRÉCQ	100 000	100 000	100 000	300 000
UPA CdQ	15 000	15 000	15 000	45 000
CDAFCQ	40 000	40 000	40 000	120 000
Totaux	435 000	435 000	435 000	1 305 000

La CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DU CENTRE-DU-QUÉBEC s'engage à :

Réaliser les activités relevant de son mandat et spécifiées au *Plan quinquennal de développement des secteurs agricole et agroalimentaire du Centre-du-Québec 2007-2012*;

Appuyer de façon concertée, au sein du comité de gestion de l'entente spécifique, la réalisation des termes prévus à la présente entente;

S'assurer que le mandat et le rôle de la CDAFCQ rencontrent les objectifs de développement de la région du Centre-du-Québec, le tout conformément au contenu du Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec 2007-2012;

Confier à la CDAFCQ le mandat d'élaborer et de coordonner les diverses activités liées à l'actualisation de la planification stratégique régionale pour le secteur concerné;

Assurer le soutien logistique de même que le support technique et professionnel afférent à la réalisation des termes de la présente entente;

Dans le cadre du *Fonds de développement régional*, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique, sous réserve de la disponibilité des crédits et conformément aux règles et normes applicables à ce fonds, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 300 000 \$ sur trois ans.

Ce montant est réparti selon ce qui suit :

- 1) Un montant de 225 000 \$ est versé à la CDAFCQ pour financer ses dépenses de fonctionnement afin de lui permettre de réaliser les activités mentionnées à l'article 5.7 selon ce qui suit :
 - d) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008 réparti ainsi :
 - une première tranche de 67 500 \$ à la signature de l'entente spécifique;
 - une deuxième tranche de 7 500 \$ à la suite du dépôt du rapport d'activité 2007 approuvé par le comité de gestion et du rapport financier 2007 de la CDAFCQ;
 - e) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009 réparti ainsi :
 - une troisième tranche de 67 500 \$ au début de l'année financière;
 - une quatrième tranche de 7 500 \$ à la suite du dépôt du rapport d'activité 2008 approuvé par le comité de gestion et du rapport financier 2008 de la CDAFCQ;
 - f) un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010 réparti ainsi :
 - une cinquième tranche de 67 500 \$ au début de l'année financière;
 - une sixième tranche de 7 500 \$ à la suite du dépôt du rapport d'activités 2009 approuvé par le comité de gestion et du rapport financier 2009 de la CDAFCQ.
- 2) Un montant de 75 000 \$ est réservé pour le *Fonds d'initiative en agroalimentaire – volet 2 : Accessibilité aux marchés intérieurs et consolidation des productions ciblées*. Ce montant est réparti selon ce qui suit :
 - a) un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
 - b) un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
 - c) un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Les sommes d'argent provenant de ce fonds sont versées directement aux promoteurs dont les projets ont été retenus par la CRÉCQ. Cette dernière demande l'avis du comité de gestion de l'entente préalablement à sa prise de décision.

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique.

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION S'ENGAGE À :

Réaliser les activités relevant de son mandat comme prévu au *Plan quinquennal de développement des secteurs agricole et agroalimentaire du Centre-du-Québec 2007-2012*;

Superviser de façon concertée, au sein du comité de gestion de l'entente spécifique, la réalisation des termes prévus à la présente entente ;

Assurer le soutien logistique de même que le support technique et professionnel afférent à la réalisation des termes de la présente entente, dont celui inhérent aux procédures administratives du *Fonds d'initiative en agroalimentaire*;

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires, de leur disponibilité, et dans le respect des programmes en vigueur, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 300 000 \$ sur trois ans, de la façon suivante :

Pour le financement des activités libellées à l'article 5.7, verser à la CDAFCQ une aide financière maximale de 150 000 \$ comme suit :

- a) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008 réparti ainsi :
 - une première tranche de 45 000 \$ à la signature de l'entente spécifique;
 - une deuxième tranche de 5 000 \$ à la suite du dépôt du rapport d'activité 2007 approuvé par le comité de gestion et du rapport financier 2007 de la CDAFCQ;
- b) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009 réparti ainsi :
 - une troisième tranche de 45 000 \$ au début de l'année financière;
 - une quatrième tranche de 5 000 \$ à la suite du dépôt du rapport d'activité 2008 approuvé par le comité de gestion et du rapport financier 2008 de la CDAFCQ;
- c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010 réparti ainsi :
 - une cinquième tranche de 45 000 \$ au début de l'année financière;
 - une sixième tranche de 5 000 \$ à la suite du dépôt du rapport d'activité 2009 approuvé par le comité de gestion et du rapport financier 2009 de la CDAFCQ.

Pour le Fonds d'initiative en agroalimentaire – volet 1, réserver et gérer pour des projets reliés au volet de la « transformation agroalimentaire » un montant maximal de 150 000 \$ comme suit :

- a) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- b) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Supporter la CDAFCQ dans le développement d'indicateurs à être soumis au comité de gestion pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'entente;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique;

EMPLOI-QUÉBEC S'ENGAGE À :

Réaliser les activités relevant de son mandat et spécifiées au *Plan quinquennal de développement des secteurs agricole et agroalimentaire du Centre-du-Québec 2007-2012*;

Appuyer de façon concertée, au sein du comité de gestion de l'entente spécifique, la réalisation des termes prévus à la présente entente;

Assurer le soutien logistique de même que le support technique et professionnel afférent à la réalisation des termes de la présente entente;

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes et politiques, soutenir financièrement la réalisation des projets retenus en mettant à la disposition des promoteurs 540 000 \$ répartis conformément à l'article 5.4.1;

Effectuer les déboursés directement aux promoteurs de projet ou aux individus participants, et ce, selon le plan de financement prévu;

Supporter la CDAFCQ dans le développement d'indicateurs à être soumis au comité de gestion pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'entente;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique;

Faire état du suivi de l'entente auprès du CRPMT;

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU CENTRE-DU-QUÉBEC S'ENGAGE À :

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique en affectant, dans la planification régionale, le montant prévu à l'article 5.3.4 et réparti de la façon suivante :

Pour le financement du projet « Centre d'emploi agricole »

- a) un montant de 115 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- b) un montant de 115 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- c) un montant de 115 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;

Pour le financement du projet « Collectif régional en formation agricole »

- a) un montant de 65 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- b) un montant de 65 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- c) un montant de 65 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;

Note : Chaque projet présenté par des promoteurs devra respecter les paramètres de la mesure permettant d'y répondre. De plus, EMPLOI-QUÉBEC effectuera les déboursés directement aux promoteurs des projets ou aux individus participants, et ce, selon le plan de financement retenu.

Le MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS s'engage à :

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

Informar la Conférence administrative régionale du suivi de l'entente;

Mettre en place un comité rural de la Conférence administrative régionale;

Mettre à contribution la *Mesure de soutien au développement de produits de spécialité* issue de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014, dans le respect des règles et modalités d'attribution des aides financières;

Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique.

La FÉDÉRATION DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DU CENTRE-DU-QUÉBEC s'engage à :

Réaliser les activités relevant de son mandat comme spécifié au *Plan quinquennal de développement des secteurs agricole et agroalimentaire du Centre-du-Québec 2007-2012*;

En fonction des opportunités et des décisions du comité de gestion, apporter son soutien professionnel, technique et sa contribution financière à l'entente dans le respect de son plan de financement;

Contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique et au financement des activités libellées à l'article 5.7, au moyen d'une aide financière maximale de 45 000 \$ sur trois ans, versée à la CDAFCQ de la façon suivante :

- a) une contribution de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- b) une contribution de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- c) une contribution de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;

La nature et les modalités de versement de chaque contribution annuelle de 15 000 \$ sont les suivantes :

- une première tranche de 4 500 \$ versée le 1^{er} novembre de chaque année et une seconde tranche de 4 500 \$, le 31 mars de chaque année;
- un crédit mensuel sur la location des bureaux loués, correspondant à un montant de 3 000 \$ par année;
- une contribution de 3 000 \$ le 31 mars de chaque année en frais encourus par la représentation liée à la CDAFCQ;

Assurer le maintien d'un centre d'emploi agricole au Centre-du-Québec en partenariat avec Emploi-Québec;

Participer au développement des indicateurs à être soumis au comité de gestion ;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique.

La CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT AGROALIMENTAIRE-FORÊT DU CENTRE-DU-QUÉBEC s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique en vue de l'atteinte des objectifs contenus à l'article 3, et ce, en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec ;

Gérer les crédits mis à sa disposition uniquement pour l'objet de la présente entente et conformément aux articles 5.1, 5.2 et 5.6;

Contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 120 000 \$ sur trois ans, en associant à ce financement des partenaires du milieu, de la façon suivante :

- a) un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- b) un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- c) un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;

Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à ses activités et transmettre annuellement ses états financiers vérifiés aux membres du comité de gestion;

Fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature relatifs à l'entente à toute personne autorisée par l'un ou l'autre des signataires de l'entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies;

Produire annuellement et remettre au comité de gestion un rapport d'évaluation, un rapport des activités et une programmation annuelle détaillée de ses activités comportant les objectifs visés et l'impact recherché;

Développer des indicateurs à être soumis au comité de gestion ;

Colliger les résultats en lien avec les objectifs mesurables de l'entente ;

Rencontrer les objectifs de développement de la région du Centre-du-Québec, le tout conformément au contenu du *Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec 2007-2012* ;

Assurer le soutien logistique de même que le support technique et professionnel afférent à la réalisation des termes de la présente entente ;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique;

Réaliser les activités relevant de son mandat comme spécifiées au *Plan quinquennal de développement des secteurs agricole et agroalimentaire du Centre-du-Québec 2007-2012*.

2) Entente spécifique de régionalisation de l'immigration 2007-2010

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de mettre en commun des ressources financières et autres dans le respect des mesures, programmes, normes et règles de gestion applicables aux parties concernées afin de favoriser l'immigration dans la région du Centre-du-Québec. Cette entente détermine le rôle et les responsabilités des parties.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE L'ENTENTE

Les parties s'entendent pour mettre en oeuvre un plan de travail répondant aux objectifs suivants :

promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région du Centre-du-Québec comme pôle d'attraction, entre autres, pour la formation et l'emploi;

faciliter l'intégration sociale et professionnelle des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région du Centre-du-Québec, notamment en répondant à certains besoins de main-d'œuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève dans les secteurs névralgiques, dans les créneaux d'excellence et dans le milieu des affaires;

favoriser l'intégration culturelle, sociale, professionnelle des immigrants et leur rétention en région en offrant une gamme de services intégrés, dans le respect des compétences et des mandats des parties;

favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population, promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la société d'accueil et des employeurs et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.

DURÉE DE L'ENTENTE

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2010

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
MICC	126 000 \$	126 000 \$	126 000 \$	378 000 \$
CRÉ	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	180 000 \$
Emploi-Québec	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	120 000 \$
MDEIE	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
UPA CENTRE-DU-QUÉBEC	1 000 \$	1000 \$	1 000 \$	3 000 \$
/ Total	232 000 \$	232 000 \$	232 000 \$	696 000 \$

ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES PARTIES

ENGAGEMENTS DE LA MICC

La MICC s'engage à :

- 2.1 sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits budgétaires nécessaires et de l'évaluation annuelle, mettre à la disposition de la CRÉ, un montant maximum de trois cent soixante-dix-huit mille dollars (378 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe annuelle maximale de cent vingt six mille dollars (126 000 \$), dont la répartition est la suivante :

- un montant maximum de quatre-vingt dix mille dollars (90 000 \$) sera attribué à des activités ou projets visant l'attraction et l'établissement durable des personnes immigrantes au Centre-du-Québec,
- un montant maximum de trente mille dollars (30 000 \$) sera attribué à des activités ou projets visant le développement et le maintien de relations interculturelles harmonieuses;
- un montant maximum de six mille dollars (6 000 \$) sera attribué au suivi financier et administratif de l'entente.

verser à la CRÉ la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

Pour la première année de l'entente :

un premier versement annuel de cent treize mille quatre cent dollars (113 400 \$) dans les trente jours de la signature de l'entente;

un deuxième versement de douze mille six cent dollars (12 600 \$) dans les trente jours suivant le dépôt de l'état de situation à mi-année prévu à l'article 4.2.9;

Pour la deuxième année de l'entente :

la contribution annuelle maximale de la MICC sera revue à la suite du dépôt du rapport annuel prévu à l'article 4.2.10. Après examen des justifications fournies par les promoteurs de projets et le comité de gestion de l'entente, la MICC se réserve le droit de déduire totalement ou partiellement de sa contribution annuelle les sommes non utilisées de l'année précédente;

un premier versement annuel de 50 % de la contribution annuelle révisée à l'article 5.2.3, dans les trente jours du dépôt du rapport annuel de l'année précédente prévu à l'article 4.2.10;

un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle révisée à l'article 5.2.3, dans les trente jours du dépôt de l'état de situation à mi-année prévu à l'article 4.2.9;

Pour la troisième année de l'entente :

la contribution annuelle maximale de la MICC sera revue à la suite du dépôt du rapport annuel prévu à l'article 4.2.10. Après examen des justifications fournies par les promoteurs de projets et le comité de gestion de l'entente, la MICC se réserve le droit de déduire totalement ou partiellement de sa contribution annuelle les sommes non utilisées de l'année précédente;

un premier versement annuel de 50 % de la contribution annuelle révisée à l'article 5.2.6, à la suite de l'acceptation par la MICC du rapport annuel de l'année précédente prévu à l'article 4.2.10;

un deuxième versement de 40 % de la contribution annuelle révisée à l'article 5.2.6, à la suite de l'acceptation par la MICC de l'état de situation à mi-année prévu à l'article 4.2.9;

un troisième versement de 10 % de la contribution annuelle révisée à l'article 5.2.6 dans les trente jours de l'acceptation par la MICC du rapport final de l'entente prévu à l'article 4.2.11.

participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à l'entente.

ENGAGEMENTS DE LA MAMR

La MAMR s'engage à :

assurer, par le biais de la Conférence administrative régionale, l'information et la participation des autres ministères et organismes aux objectifs ou actions gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants afin de faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;

participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à l'entente.

ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

Aux fins de l'entente, Emploi-Québec s'engage à :

sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, de leur disponibilité et de l'évaluation annuelle, ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes et politiques, soutenir financièrement la réalisation de projets retenus conjointement par les parties concernées en mettant à la disposition des promoteurs un montant de cent vingt mille dollars (120 000 \$) réparti conformément à l'article 7.6 ;

effectuer les déboursés directement aux promoteurs des projets qui auront été retenus par le comité de gestion de l'entente et selon le plan de financement établi à l'article 11 de l'entente.

fournir aux parties de l'entente les informations sur le marché du travail ainsi que sur les offres d'emploi disponibles sur le territoire;

faire état du suivi de l'entente auprès du Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec;

participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à l'entente;

aux fins de l'entente, sous réserve de l'évaluation annuelle de l'entente, Emploi-Québec par l'intermédiaire du CRPMT s'engage à contribuer à l'entente spécifique en affectant dans la planification régionale les montants suivants :

— au cours de l'année 2007-2008	:	<u>40 000 \$</u>
— au cours de l'année 2008-2009	:	<u>40 000 \$</u>
— au cours de l'année 2009-2010	:	<u>40 000 \$</u>

ENGAGEMENTS DU MDEIE

Le MDEIE s'engage à :

sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits budgétaires nécessaires et de l'évaluation annuelle, participer au financement des projets qui seront soumis dans le cadre de cette entente, dans la mesure où ceux-ci contribueront au développement économique de la région et seront complémentaires à la mission du MDEIE. Cette participation financière ne pourra excéder une somme de cinq mille dollars (5 000 \$) par année financière, conformément au plan de financement présenté à l'article 11 de l'entente;

maintenir et améliorer les services-conseils qu'il offre actuellement aux entreprises du territoire en matière de projet et d'embauche de spécialistes pour le développement des marchés extérieurs, en misant notamment sur l'immigration à caractère économique;

verser l'aide financière à l'organisme chargé de la réalisation du projet retenu en vertu du Programme de soutien aux partenariats et aux filières industrielles;

participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à l'entente.

ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La CRÉ s'engage à :

sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires et de l'évaluation annuelle, contribuer pour un montant de cent quatre-vingt mille dollars (180 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe annuelle maximale de soixante mille dollars (60 000 \$) provenant du FDR et conformément au plan de financement présenté à l'article 11 de l'entente;

Le calendrier de contribution de la CRÉ est le suivant :

- au cours de l'année 2007-2008 : 60 000 \$
- au cours de l'année 2008-2009 : 60 000 \$
- au cours de l'année 2009-2010 : 60 000 \$

soutenir le comité de gestion établi dans le cadre de l'entente, notamment pour l'élaboration du plan de travail annuel prévu à l'article 4.2.3 et la préparation des rapports prévus aux articles 4.2.9 et 4.2.10;

déposer, à la satisfaction de la MICC et des parties, un rapport final portant sur la réalisation de l'entente et un rapport financier portant sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente, selon les indications fournies par la MICC et les parties;

conserver pour fins de vérification les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets;

retourner à la MICC toute somme non utilisée provenant de la MICC à l'échéance finale prévue dans le cadre de la présente entente;

participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à l'entente.

ENGAGEMENT DE L'UPA CENTRE-DU-QUÉBEC

L'UPA CENTRE-DU-QUÉBEC s'engage à :

contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente en déléguant une ressource pour participer aux réunions du comité de gestion et de participer, au besoin, aux travaux des sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à l'entente;

verser à la CRÉ la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes et conformément au plan de financement présenté à l'article 11 de l'entente :

- a) une contribution de 1 000\$ au cours de l'année financière 2007-2008
- b) une contribution de 1 000\$ au cours de l'année financière 2008-2009
- c) une contribution de 1 000\$ au cours de l'année financière 2009-2010

La première contribution sera versée 30 jours après la signature de l'entente et les deux autres à la date anniversaire de la signature de l'entente.

3) Entente spécifique portant sur le développement social 2007-2010

OBJET DE L'ENTENTE

La présente a pour objet de mettre en commun des ressources financières et autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées aux fins de mettre en œuvre le Plan d'action triennal 2007-2010 du CRDS.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE L'ENTENTE

Soutien aux actions en matière de lutte contre la pauvreté

- Mobiliser l'ensemble des acteurs et des actrices autour d'actions spécifiques en lien avec la problématique des familles en situation de pauvreté;
- Accroître le soutien technique et l'aide financière aux territoires reconnus comme défavorisés.

Soutien aux efforts de concertation en matière de développement social auprès des territoires défavorisés et des groupes vulnérables

- Inciter les territoires à intégrer le développement social dans leurs actions;
- Collaborer à la mise en place d'actions territoriales et régionales en prenant en compte les réalités particulières des groupes vulnérables;
- Favoriser la concertation régionale en lien avec des problématiques jugées prioritaires par les territoires.

Valorisation et transfert des connaissances issues de la recherche et des pratiques innovantes expérimentées en matière de développement social afin de soutenir les territoires

- Améliorer les pratiques en matière de développement social dans les territoires par la valorisation et le transfert des connaissances.

Positionnement du développement social en tant que préoccupation majeure au Centre-du-Québec

- Promouvoir les actions et les réalisations en matière de développement social au Centre-du-Québec;
- Faire connaître la mission du CRDS et le *Fonds régional de soutien*;
- Faciliter le réseautage, l'information et la référence entre les acteurs et les actrices du développement social.

Optimisation des moyens et des ressources dédiées au développement social

- Saisir les opportunités pour maximiser les retombées de la démarche régionale en développement social;
- Procéder annuellement à l'évaluation des critères du *Fonds régional de soutien* afin qu'il réponde adéquatement à sa mission.

Maintien et promotion comme levier de développement social du *Fonds régional de soutien* à la réflexion et à l'action en développement social au soutien de démarches ou de projets intersectoriels intervenant prioritairement auprès des groupes vulnérables ou des territoires défavorisés désireux d'améliorer leurs conditions de vie ou leur mode de vie.

DURÉE DE L'ENTENTE

Du 1^{er} août 2007 au 31 mars 2010

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Parties	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total	%
CRÉCQ	66 664 \$	100 000 \$	100 000 \$	266 664 \$	34,3 %
Agence de la santé et des services sociaux	66 664 \$	100 000 \$	100 000 \$	266 664 \$	34,3 %
MESS	73 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	93 000 \$	12,0 %
MDEIE	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$	11,6 %
OPHQ	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$	3,9 %
CENTRAIDE	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$	3,9 %
Total	256 328 \$	260 000 \$	260 000 \$	776 328 \$	100%

ENGAGEMENTS DES PARTIES

La CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DU CENTRE-DU-QUÉBEC s'engage à :

Soutenir le CRDS dans sa mission et dans l'exercice de ses mandats et de ses rôles tel que défini à l'article 9 de la présente entente ;

Participer aux travaux du CRDS;

Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action triennal 2007-2010;

Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;

Assurer la gestion et le suivi du budget d'opération du CRDS et du *Fonds régional de soutien*;

Assurer le soutien logistique de même que le support technique et professionnel afférent à la réalisation des termes de la présente entente, notamment en ce qui a trait aux activités du CRDS;

Dans le cadre du *Fonds de développement régional*, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique, sous réserve de la disponibilité des crédits et conformément aux règles et normes applicables à ce fonds, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 266 664 \$ sur trois ans, pour le financement des activités de mobilisation et de concertation du CRDS, selon ce qui suit :

g) un montant de 66 664 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;

h) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action pour l'exercice financier précédent;

i) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010, conditionnel à l'atteinte des résultats inscrits au plan d'action pour l'exercice financier précédent;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;

Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables aux activités du CRDS et au *Fonds régional de soutien* et transmettre annuellement ses états financiers au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;

Fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature relatifs à l'entente à toute personne autorisée par l'un ou l'autre des signataires de l'entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies.

Le MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE s'engage à :

Participer aux travaux du CRDS;

Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action triennal 2007-2010;

Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité, le MESS, par l'intermédiaire du CRPMT, s'engage à contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique en affectant, dans la planification régionale, le montant prévu à l'article 5.2.6 et réparti de la façon suivante :

- a) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- b) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- c) un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes, soutenir financièrement à partir du *Fonds de développement du marché du travail*, la réalisation des projets retenus en mettant à la disposition des promoteurs 30 000 \$ répartis conformément à l'article 5.2.5;

Sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, contribuer par l'intermédiaire de l'Approche territoriale intégrée (A.T.I.) du Fonds québécois d'initiatives sociales (F.Q.I.S.) à la mise en œuvre de concertations ou de projets dans des territoires défavorisés jusqu'à concurrence d'une somme totale de 63 000 \$ jusqu'au 31 mars 2008.

Modalités d'engagement

Sur présentation et acceptation de projets déposés devant le *Fonds régional de soutien* et, sur présentation et acceptation de projets selon les paramètres du volet A.T.I., le MESS versera, en complément des sommes attribuées par le *Fonds régional de soutien*, les sommes directement aux organismes responsables des projets acceptés.

Le MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION s'engage à :

Participer aux travaux du CRDS;

Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action triennal 2007-2010;

Promouvoir la démarche en développement social dans le milieu de l'innovation sociale;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique;

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, de leur disponibilité et de l'évaluation annuelle, contribuer, dans le cadre de son *Programme de soutien à la valorisation et au transfert*, volet 2, à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à

concurrence d'une somme totale de 90 000 \$ sur trois ans, de la façon suivante :

- a) un montant de 30 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} août 2007 et se terminant le 31 mars 2008;
- b) un montant de 30 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2008 et se terminant le 31 mars 2009;
- c) un montant de 30 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 31 mars 2010.

La MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS s'engage à :

Participer aux travaux du CRDS;

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*; s'il est désigné;

Informar la Conférence administrative régionale du suivi de l'entente;

Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques.

L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC s'engage à :

Participer aux travaux du CRDS;

Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action triennal 2007-2010;

Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;

Voir à la bonne conduite du processus évaluatif en particulier en apportant, d'une part, une expertise conseil en matière de développement d'indicateurs de suivi au plan d'action découlant de l'entente spécifique et, d'autre part, en établissant les balises destinées à encadrer les opérations évaluatives à réaliser avec la collaboration soutenue des parties à l'entente;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique;

Sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, contribuer, dans le cadre de son budget, à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 266 664 \$ sur trois ans, en versant ce montant à la CRÉCQ de la façon suivante :

- a) un montant de 66 664 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} août 2007 et se terminant le 31 mars 2008;
- b) un montant de 100 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2008 et se terminant le 31 mars 2009;
- c) un montant de 100 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 31 mars 2010.

L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC s'engage à :

Participer aux travaux du CRDS;

Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action triennal 2007-2010;

Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, et sans restreindre de quelque façon son pouvoir décisionnel, contribuer, dans le cadre de son *Programme de subventions à l'expérimentation (PSE)* ou de son *Programme de soutien aux organismes de promotion (SOP)*, à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 30 000 \$ sur trois ans, de la façon suivante :

- a) un montant de 10 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} août 2007 et se terminant le 31 mars 2008;
- b) un montant de 10 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2008 et se terminant le 31 mars 2009;
- c) un montant de 10 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 31 mars 2010;

Modalités d'engagement

- Sur présentation et acceptation de projets déposés dans le cadre des travaux du Comité régional en développement social Centre-du-Québec et, sur présentation et acceptation de ces projets par l'OPHQ, dans les paramètres de son *Programme de subventions à l'expérimentation (PSE)* ou de son *Programme de soutien aux organismes de promotion (SOP)*, l'OPHQ versera, jusqu'à la limite financière de 10 000 \$ pour chacune des périodes mentionnées précédemment, les sommes acceptées en vertu de ces programmes, directement aux responsables des projets acceptés.

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*.

CENTRAIDE CENTRE-DU-QUÉBEC s'engage à :

Participer aux travaux du CRDS;

Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action triennal 2007-2010;

Promouvoir la démarche en développement social dans son réseau de professionnels et de partenaires;

Sous réserve de l'évaluation annuelle et de ses disponibilités financières, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 30 000 \$ sur trois ans, en versant ce montant à la CRÉCQ dans le cadre du *Fonds de soutien à la réflexion et à l'action en développement social*, pour des projets visant des buts charitables, de la façon suivante :

- a) un montant de 10 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} août 2007 et se terminant le 31 mars 2008;
- b) un montant de 10 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2008 et se terminant le 31 mars 2009;
- c) un montant de 10 000 \$ au cours de la période débutant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 31 mars 2010.

- 5.7.5 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique et au comité d'attribution du *Fonds régional de soutien*;

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES s'engage à :

Participer aux travaux du CRDS;

Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action triennal 2007-2010;

Contribuer à l'entente par des activités de recherche sur les problématiques de développement social au Centre-du-Québec;

Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente spécifique;

Offrir des activités de formation requises par les intervenants en développement social;

Favoriser la réalisation de stages et de projets par les étudiants de l'UQTR en relation avec le développement social du Centre-du-Québec;

Favoriser la participation des professeurs à des activités reliées au développement social du Centre-du-Québec dans le cadre de leur tâche de services à la collectivité;

Mettre en place les mécanismes d'accès aux ressources universitaires par l'élaboration et l'utilisation d'un formulaire de « spécifications à l'entente » accompagné d'une fiche de traitement des demandes.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande #26

Sommes prévues pour 2008-2009 pour l'application du nouveau programme Communautés rurales branchées pour l'accessibilité à Internet haute vitesse et prévisions pour les années d'applications.

Le Budget 2008-2009 du gouvernement prévoit une somme de 20 M \$ sur 5 ans pour le programme Communautés rurales branchées visant à offrir un accès à Internet haute vitesse sur l'ensemble du territoire rural québécois.

Selon le Discours sur le budget 2008-2009, les crédits alloués au MAMR pour 2009-2010 sont de 4 M \$ et ceux de 2010-2011 s'élèvent à 5 M \$. Le solde de 11 M \$ sera réparti sur les trois exercices financiers suivants.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 57

Ventilation des montants accordés à Montréal en 2007-2008 en vertu du contrat de ville. Détailler les sommes par mesure et prévisions pour 2008-2009.

Le contrat de ville de Montréal, d'une durée de cinq ans, prend fin en mars 2008. En date du 13 mars, les résultats pour l'année 2007-2008 ne sont pas disponibles, étant actuellement compilés par les ministères concernés.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Demande # 59

Montants versés à la Ville de Montréal, en raison de son statut de Métropole, pour la prise en charge de services offerts par le gouvernement, en vertu du partenariat fiscal et financier ou en vertu de toute entente spécifique avec le gouvernement en 2007-2008.

Aucun montant n'a été versé à la Ville de Montréal en raison de son statut de métropole en 2007-2008.

Étude des crédits 2008-2009
Demande de renseignements particuliers

Question # 69

Montants totaux accordés à Montréal International pour ses activités en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Montants totaux accordés pour 2007-2008 : 1 304 000 \$ (Fonds de développement de la métropole)

- ▶ Réalisation des activités de promotion internationale, de prospection d'investissements étrangers et de services corporatifs **1 094 000\$**
- ▶ *Grappe des sciences de la vie* **100 000 \$**
 - Soutien au Secrétariat de la grappe des sciences de la vie
- ▶ *Grappe des technologies de l'information et des communications* **110 000 \$**
 - Soutien au Secrétariat de la grappe des technologies de l'information et des communications (TIC)

Prévision 2008-2009 : 1 094 000 \$ (Fonds de développement de la métropole)

- ▶ *Réalisation des activités de promotion internationale, de prospection d'investissements étrangers et de services corporatifs (1 094 000 \$)*
- ▶ *Le financement des grappes ne transite plus par Montréal International*